LES EN-DEHORS

ANARCHISTES INDIVIDUALISTES ET ILLÉGALISTES A LA "BELLE ÉPOQUE"

Anne Steiner



l'échappée

Éditions L'échappée

32, av. de la Résistance
93 100 Montreuil
lechappee@no-log.org
www.lechappee.org

graphisme **atelier des grands pêchers**
(atelierdgp@wanadoo.fr)

correction **Aude Le Breton**

dépot légal **2e trimestre 2008**

impression **Corlet**

LES EN-DEHORS

ANARCHISTES INDIVIDUALISTES ET ILLÉGALISTES A LA "BELLE ÉPOQUE"

Anne Steiner

Collection **Dans le feu de l'action**

Clandestins ou légaux, armés ou non-violents, importants ou minuscules, des groupes et mouvements qui ont marqué l'histoire révolutionnaire restent méconnus faute de livres disponibles en français. La collection **Dans le feu de l'action** tente de combler ce vide avec des rééditions d'ouvrages épuisés, des traductions et la publication de textes inédits.

DANS LA MÊME COLLECTION

_*Histoire désordonnée du MIL*
ANDRÉ CORTADE, 2005

_*RAF. Guérilla urbaine en Europe occidentale*
ANNE STEINER ET LOÏC DEBRAY, 2006

_*Panthères noires. Histoire du Black Panther Party*
TOM VAN EERSEL, 2006

_*La Révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation*
KIRKPATRICK SALE, 2006

À Adèle
À Camille et Victor
À Nina

Remerciements

Je remercie **Anita Lhomond**, arrière-petite-fille de Rirette, **José Aulestia**, petit-fils de Rirette, et **Rose Ubel**, épouse de son petit-fils Serge, qui, avec beaucoup de gentillesse, ont évoqué pour moi le souvenir de leur aïeule et m'ont confié certaines pièces de leurs archives familiales.
Je remercie également **Pierre-Valentin Berthier**, qui m'a permis de lire les mémoires de Mauricius, qu'il a recueillis, ainsi que son épouse.

« Et pour obligé qu'il soit de vivre dans une société dont la constitution répugne à son tempérament, c'est en étranger [*que l'individualiste*] y campe. En son for intérieur, il est toujours un asocial, un réfractaire, un en-dehors, un en marge, un à côté, un inadapté. » **E. Armand**

« La révolte ne viendra pas avec des hommes qui demandent au gouvernement de faire leur bonheur mais avec ceux qui veulent acquérir leur bonheur en dépit et contre tous les gouvernements. »
Libertad, *l'anarchie*, 20 juin 1907

Introduction

Il y a tout juste un siècle, dans le Paris de la Belle Époque, des jeunes gens et des jeunes femmes, refusant de sacrifier leur présent à un lointain futur, se montrent résolus à « vivre leur vie », le plus intensément possible, sans attendre les changements sociaux qui tardent à venir. Pour la plupart enfants de paysans ou d'ouvriers, venus de toutes les régions de France, ils appartiennent à la première génération véritablement soumise à l'obligation scolaire, mais rares sont ceux qui ont eu la possibilité de poursuivre leurs études au-delà des classes du cycle primaire. On a éveillé en eux un appétit de connaissances sans leur donner les moyens de l'assouvir, ce qui est à l'origine d'une grande frustration et d'un terrible ressentiment. Plus instruits que leurs parents, ils sont cependant privés de toute possibilité de mobilité sociale et se voient assignés à une condition ouvrière qui ne s'améliore que très lentement. Mais ils refusent de se soumettre à leur destin social : *en-dehors*, *rétifs*, *réfractaires*, comme ils aiment à se nommer, ils livrent un combat sans concession contre tout ce qui prétend faire obstacle au développement de leur individualité sur le plan moral, intellectuel et physique.

Les élections législatives de 1902 et de 1906 ont porté à l'Assemblée des coalitions de gauche, mais la politique sociale reste très timorée, bien en deçà des attentes populaires. Sous l'impulsion de la CGT, acquise au syndicalisme révolution-

naire, les grèves et les mouvements de contestation se multiplient et sont violemment réprimés, particulièrement depuis l'arrivée de Georges Clemenceau à la présidence du Conseil, en 1906. Les grévistes sont révoqués, subissent de véritables interdictions professionnelles de fait et sont parfois emprisonnés. Il est difficile pour ces jeunes révoltés, dans un tel contexte, de faire confiance au vote ou à l'action syndicale pour améliorer leurs conditions de vie. Immergés au sein d'une classe ouvrière qu'ils jugent ignorante et résignée, ils ne croient pas non plus en la possibilité d'une révolution. Et quand bien même celle-ci adviendrait, ils doutent fortement qu'elle puisse engendrer à court terme une société meilleure sans transformation préalable des mentalités. Ils refusent de croire au rôle messianique du prolétariat et dénoncent l'ouvriérisme: pour eux, l'émancipation individuelle doit précéder l'émancipation collective.

Leur vision du monde rejoint celle des anarchistes individualistes, qui apparaissent alors comme les seuls opposants au jeu parlementaire et politique sous toutes ses formes, y compris syndicaliste. Ils adhèrent aux thèses défendues par *l'anarchie*, fondé en avril 1905 par Anna Mahé et Libertad, un hebdomadaire qui s'adresse à tous ceux «qui, à travers le monde, vivent en anarchistes, sous la seule autorité de l'expérience et du libre examen». Ils croient aux bienfaits de la science et de la raison, persuadés qu'elles sauront venir à bout des préjugés, des entraves à la vie «bonne», et créer les conditions d'existence d'un monde sans domination ni exploitation. Et, en ce sens, ils sont comme tous les progressistes de leur temps, les enfants des Lumières. Ils veulent cultiver leur esprit et développer leur corps de façon harmonieuse. Ils questionnent toutes les normes, toutes les coutumes, et prétendent s'affranchir de toutes les contraintes qui ne sont pas scientifiquement fondées. Sphère politique et sphère privée se confondent et, pour eux, l'anarchie se vit au quotidien, sans concession aucune.

C'est à travers le récit de la vie de Rirette Maîtrejean que j'ai choisi de faire découvrir ce courant politique, car son parcours est, à bien des égards, emblématique. D'abord, parce qu'il s'agit d'une femme et que le milieu individualiste se caractérise précisément par la forte proportion de militantes actives en son sein, des femmes qui ne sont pas des figurantes mais qui participent aux luttes, qui animent des conférences et qui rédigent des brochures. Ensuite, parce que la souffrance d'être arrachée à une école qui représentait pour elle la seule perspective de ne pas reproduire le destin social des femmes de sa famille a joué un rôle moteur dans son engagement, et que ce sentiment de frustration par rapport à une scolarité inachevée se retrouve chez nombre de ses camarades. Enfin, parce que Rirette a été mêlée de près à tous les événements vécus par les individualistes depuis les débuts de *l'anarchie* jusqu'à l'épopée tragique de la bande à Bonnot.

Petite-fille de paysan, fille d'artisan maçon, elle prépare le concours d'entrée à l'École normale de Tulle, mais le décès de son père l'oblige à renoncer à ses projets. Refusant le mariage que sa mère veut alors lui imposer, elle gagne Paris à seize ans, seule. C'est la volonté de poursuivre une instruction trop tôt interrompue qui lui fait prendre le chemin des cours du soir et des conférences et rencontrer les militants individualistes, dont les discours emportent son adhésion. Elle devient rapidement une propagandiste active et se retrouve à deux reprises co-responsable du journal *l'anarchie*. Inculpée dans le cadre de l'affaire Bonnot, elle est acquittée en février 1913, après un an de détention. Quelques mois plus tard, *Le Matin*, quotidien à grand tirage, publie ses « souvenirs » sous forme de feuilleton, une série d'anecdotes inspirées par le ressentiment, qui mettent en scène, de façon peu flatteuse, ses anciens compagnons. Presque tous ceux qui entreprendront par la suite de relater la geste des bandits ont repris les portraits réducteurs que Rirette a brossés d'eux sans distance critique, alors que les

archives, pourtant consultées par ces auteurs, laissent entrevoir des personnalités beaucoup plus riches et complexes, loin des simplifications qui ont cours.

En restituant l'itinéraire de Rirette sous la forme d'un récit linéaire, j'ai fait apparaître les trajectoires sociales de ceux qui l'entourent ainsi que le contexte historique dans lequel elles se déploient. Dans une démarche empathique, j'ai voulu révéler la logique qui sous-tend les actions des illégalistes et décrire l'engrenage dans lequel ils se trouvent pris. Tous ont quitté l'école à douze ou treize ans et ont plutôt mal vécu leur entrée dans le monde du travail. Ils ont résisté à la domination et à l'exploitation par des comportements individuels insubordonnés et par la participation à des actions collectives. Certains ont même milité au sein d'organisations syndicales. Leur engagement précoce les a exposés à des licenciements et à des difficultés d'embauche, et la précarité est devenue leur lot. Pour échapper au salariat, ils ont tenté de s'établir à leur compte, souvent en association avec des compagnons partageant leurs idées, ou sont devenus camelots. Ils sont aussi plusieurs à avoir participé à des expériences de vie communautaire. Une voie que l'on oppose souvent à tort à celle de l'illégalisme, alors que les protagonistes de ce récit ont souvent emprunté les deux, et ce, de façon simultanée.

Tous se sont efforcés de maîtriser leurs besoins en éliminant toute consommation de produits jugés inutiles ou nuisibles comme l'alcool, le tabac, la viande, les excitants, les vêtements sophistiqués et incommodes. Mais même une limitation drastique de la consommation ne permet pas de se passer totalement de signes monétaires. Ils ont alors eu recours à la fausse monnaie et au cambriolage. Un passage à l'illégalité qui a été facilité par leur situation d'insoumis, qui les contraignait à vivre avec de faux papiers, un pied déjà dans la clandestinité. Mais ce choix ne les a pas délivrés des contingences matérielles, bien au contraire. Il les a assujettis aussi sûrement que le salariat en les obligeant à préparer sans relâche de nouvelles

opérations pour pouvoir vivre en anarchistes ici et maintenant, et non dans cent ans, comme les y exhortait Libertad. Et ils n'ont été délivrés de l'atelier que pour être livrés à la prison, au bagne ou à la mort violente. On peut dire des bandits tragiques qu'ils ont exploré une impasse jusqu'à ses plus ultimes conséquences: celle de l'illégalisme radical, devenu fin en soi et non simple moyen.

La Première Guerre mondiale et la révolution russe ont accéléré le processus de désagrégation de l'héritage individualiste, les uns ont tenté de nouvelles expériences de milieu libre et ont développé la propagande en faveur du végétarisme, d'autres ont exclusivement poursuivi la lutte anticléricale, quelques-uns ont continué l'œuvre de propagande initiée par *l'anarchie*, en s'appliquant à rester des « en-dehors », mais se sont définitivement coupés des luttes sociales. Certains, enfin, comme Victor Serge, se sont éloignés de cette mouvance devenue sectaire et impuissante à leurs yeux et ont soutenu la révolution russe.

La plupart, même lorsqu'ils sont restés fidèles aux convictions de leur jeunesse et à leurs premières amitiés, ont renoncé à toute activité de propagande, choisissant désormais de rester dans l'ombre et de composer avec l'ordre social existant. C'est le cas de Rirette qui, depuis sa sortie de prison, a observé une grande réserve politique. Mais elle ne s'est pas reniée. Elle a su rester la femme libre qu'elle a voulu devenir à seize ans, indépendante des compagnons qu'elle s'est choisis, vivant de son travail de correctrice et élevant seule ses enfants. Assumer ce choix dans cette société dure aux femmes, dure aux pauvres, était déjà un rude combat. Elle est morte en juin 1968, au moment même où s'exprimaient, avec une vigueur inattendue, et dans presque tous les pays simultanément, les aspirations portées par les disciples de Libertad.

Chapitre 1
L'insoumise

Le 14 août 1887, à Saint-Mexant, en Corrèze, Martin Estorges, vingt-huit ans, cultivateur, assisté de deux témoins, François Escure, instituteur, et Antoine Leyrit, menuisier, déclare la naissance de sa fille, Anna Henriette Estorges. La mère, Jeanne Brunie, vingt-deux ans, fille de cultivateurs, est originaire de Saint-Clément, un village proche. Mais l'enfant sera tôt arrachée au monde rural. La crise sévit dans les campagnes françaises depuis le début des années 1880: le prix des denrées agricoles s'effondre avec la concurrence des pays produisant à plus bas prix qui peuvent, grâce au développement des transports maritimes, acheminer leur production rapidement et à faible coût. Pour le paysan sans terre ou le petit propriétaire, la vie devient difficile, et les jeunes, auxquels l'école et l'armée ont fait entrevoir un autre univers, se résignent de moins en moins à la pauvreté et à la précarité qui les attendent. Ils se laissent plus facilement tenter par la ville et ses facilités apparentes. Peu de temps après la naissance de sa fille, Martin Estorges s'installe à Tulle, où il devient maçon. Il sera le premier de sa lignée à quitter la condition paysanne et à rompre avec un destin programmé où les hommes sont cultivateurs de père en fils, et les femmes épouses de cultivateurs de mère en fille.

La petite Anna s'engagera dans la brèche et s'arrachera, elle, à la province, aux préjugés, à l'existence morne qui pourrait l'attendre si elle se résignait. Elle excelle à l'école et rêve

de devenir institutrice, moins par amour des enfants que par goût de l'étude et par volonté d'indépendance. Son père, qui est devenu un petit entrepreneur en maçonnerie, est fier des succès de sa fille et la soutient dans son projet. Plutôt que de la placer en apprentissage à l'issue du certificat d'études, il l'inscrit à l'école primaire supérieure de jeunes filles pour préparer le concours de l'École normale. Mais Martin Estorges ne verra pas l'aboutissement de ses efforts. Atteint d'une entérite chronique, il entre à l'hôpital de Tulle en mai 1903, où il décède quelques mois plus tard, à l'âge de quarante-quatre ans. Cette année-là, Anna perd aussi son grand-père maternel, Léonard Brunie, longtemps hospitalisé, lui aussi. Il est inscrit comme chiffonnier sur les registres de l'hôpital de Tulle, lui qui était agriculteur à la naissance de sa petite-fille : triste trajectoire d'un paysan pauvre contraint de subsister dans les interstices de la société industrielle, faute de pouvoir vendre sa force de travail.

Anna, qu'on appelle Rirette, diminutif de son deuxième prénom, a tout juste seize ans, des cheveux bruns et bouclés, des yeux gris clair, un curieux visage rond aux pommettes hautes, aux lèvres charnues, à l'expression volontaire. Désormais privée de ressources, elle doit renoncer à intégrer l'École normale, alors « voie royale » pour accéder à la profession d'institutrice. Munie de son brevet élémentaire, elle se sent le courage d'emprunter le chemin semé d'embûches de l'auxiliariat, mais elle ne peut postuler à un emploi de suppléante avant d'atteindre ses dix-huit ans. Sa mère, qui n'envisage pas d'autre avenir pour elle que le mariage, s'est mise en quête d'un parti honorable pour sa fille et la presse d'accepter, mais Rirette se cabre. Elle ne veut pas renoncer à ses projets d'études et refuse de s'unir à un homme dont elle n'est pas éprise ! Jeanne Brunie, qui a grandi au sein d'une société villageoise dans laquelle les enfants n'avaient guère leur mot à dire lorsque les parents s'étaient arrangés entre eux, ne comprend pas le refus obstiné de sa fille. Elle n'y voit rien d'autre que la réaction d'une enfant

romanesque gâtée par les lectures. L'amour viendra plus tard, s'il doit venir. La sécurité matérielle n'est-elle pas le premier des biens ? Rirette suffoque : elle ignore encore tout des discours anarchistes prônant l'amour libre, mais elle considère que le lien conjugal, tel que le conçoit sa mère, n'est qu'une variante de la prostitution. Plutôt l'amour sans le mariage que le mariage sans l'amour, ose-t-elle affirmer, bravant l'opinion convenue.

N'ayant pas l'intention de laisser plus longtemps les siens décider de sa vie, elle ne voit de salut que dans la fuite. Depuis trop longtemps déjà, elle se sent étouffer dans cette austère ville de préfecture et rêve de Paris, une ville où elle a passé les premières années de sa vie auprès d'une tante qui avait pris son éducation en charge. Un matin de l'hiver 1904, munie d'un léger bagage, elle monte dans un train à destination de la capitale, consciente des difficultés qui l'attendent, mais bien déterminée à les surmonter. Les possibilités qui s'offrent à elle sont réduites : elle possède plus d'éducation qu'il n'en faut pour devenir ouvrière, mais certainement pas assez pour prétendre à beaucoup mieux. Reste la couture, qu'elle maîtrise un peu. On peut, même sans formation, trouver de l'ouvrage dans la confection pour un à deux francs par jour en chambre ou en atelier. Mais il faut prendre garde à éviter les pièges. Certains donneurs d'ordres vendent à crédit des machines à coudre sans apport initial : la maison fournit l'ouvrage et livre avec la machine l'étoffe nécessaire à la confection des pièces. Il est bien tentant d'acquérir ainsi son outil de travail, gage d'une certaine autonomie, en ayant de plus la garantie de commandes régulières. Escroquerie cruelle : l'ouvrière travaille des semaines sans toucher de salaire, l'acompte dû pour la machine l'emportant sur le gain. Puis, quand l'ouvrage vient à manquer, elle est mise en demeure de payer ses traites. Le plus souvent, elle ne peut s'exécuter, implore des délais qu'on lui refuse, et voilà la machine saisie et placée ailleurs aux mêmes conditions. Les versements effectués ne sont bien sûr pas remboursés. La plupart des victimes sont des jeunes filles

isolées, souvent des provinciales, qui se laissent faire sans même alerter le syndicat des lingères-couturières, dont elles ignorent l'existence. Rirette découvre ces abus avec effroi et comprend qu'il existe des voleurs en col blanc, dont la spécialité est de piller les pauvres, des voleurs autrement plus redoutables que les petits resquilleurs et estampeurs que la morale bourgeoise condamne. Cette prise de conscience renforce sa méfiance envers tous les principes qu'on lui a inculqués depuis l'enfance et dont elle s'affranchit chaque jour davantage.

*

Aucun des obstacles qui se dressent devant elle ne saurait cependant lui faire regretter sa fuite car, pour ce qui est de l'accès au savoir, Paris tient ses promesses et donne à Rirette la possibilité de parfaire sa culture dans un cadre souple qui convient à son humeur et à ses disponibilités. À la Sorbonne, elle suit des cours d'études sociales le soir, et elle découvre avec bonheur les universités populaires, ces œuvres laïques d'éducation populaire, qui se donnent pour mission de faire venir les intellectuels au peuple. C'est l'anarchiste Georges Deherme, très vite rejoint par Gabriel Séailles, professeur de philosophie à la Sorbonne et fervent dreyfusard, qui avait fondé la première d'entre elles, au 157 faubourg Saint-Antoine. Pour une cotisation symbolique, tous les adhérents avaient accès à une bibliothèque de prêt, à des cours de langues, à des consultations juridiques et médicales, et pouvaient suivre des conférences organisées plusieurs soirs par semaine. Très vite, cette première expérience a fait des émules: en 1905, on compte plus de deux cents universités populaires réparties sur l'ensemble du territoire et fréquentées par plusieurs dizaines de milliers d'auditeurs. Elles portent diverses appellations: maison du peuple, bibliothèque pour tous, coopération des idées, enseignement mutuel, éducation sociale, mais toutes procèdent d'une seule et même volonté, mettre la culture à la portée de ceux qui n'y ont pas accès.

Tous les thèmes et toutes les disciplines y sont abordés par des conférenciers bénévoles qui ne sont pas toujours des spécialistes des questions traitées, car les universitaires ou professionnels volontaires ne sont pas en nombre suffisant pour répondre à la demande. Au risque d'introduire quelques confusions dans l'esprit des auditeurs, lorsque l'orateur ne maîtrise pas lui-même très bien le contenu de son intervention[1]. Qu'importe ! C'est pour Rirette, qui commence à se familiariser avec les idées anarchistes, un lieu de débats et de rencontres irremplaçable. Par de jeunes habitués de la coopération des idées, elle entend pour la première fois parler des causeries populaires animées par Libertad, cité d'Angoulême, et décide de s'y rendre en leur compagnie.

Au fond d'une cour pavée, au rez-de-chaussée d'un immeuble aux murs lépreux, Rirette découvre un local étonnant décoré de fresques Art nouveau, meublé sommairement de quelques chaises et tables. Mais c'est surtout l'auditoire qui retient son attention : les femmes y sont nombreuses, jeunes et libres d'allure. Les hommes, chevelus, barbus, portent des chemises amples ; certains sont chaussés de sandales de moine. Les uns et les autres s'empoignent joyeusement dans le débat suivant la conférence. Bien sûr, elle avait déjà croisé de tels énergumènes sur les bancs des universités populaires, mais d'en voir autant, réunis en un seul lieu, l'impressionne. Et puis, accompagnant l'orateur du jour, il y a Libertad, un homme aux longs cheveux châtains, à la barbe drue, au front haut et aux yeux clairs si intenses. Rirette est sensible à sa voix chaude de Bordelais, à son éloquence et à son humour. À peine remarque-t-elle les pauvres jambes atrophiées qui jamais ne touchent terre et les deux béquilles tenues par des bras puissants. Ces béquilles qui savent si bien, lors d'échauffourées avec la police ou avec des adversaires politiques, se transformer en armes redoutables.

*

Libertad, comme bien des anarchistes avant lui, a eu une triste enfance. Né à Bordeaux en 1875 de parents inconnus, il est élevé à l'hospice des enfants assistés de Gironde. Comme il est bon élève et souffre d'un handicap des membres inférieurs qui lui interdit *a priori* toute possibilité d'exercer un métier manuel, on lui permet de poursuivre sa scolarité au-delà du certificat d'études primaires. Apte à occuper un emploi de bureau, il est placé à Mussidan, en Dordogne, chez un patron qui l'embauche comme comptable, mais il se fait renvoyer pour avoir, avec un ami, organisé une réunion anarchiste dans un café. Pris à nouveau en charge par l'hospice, il doit attendre sa majorité pour partir. Le 21 juillet 1897, il prend la route avec le projet de gagner Paris à pied. Il parcourt la distance en un mois tout juste, vivant d'aumônes, connaissant l'humiliation d'être chassé des bancs où il s'assoupit, subissant les brutalités des forces de l'ordre hostiles aux vagabonds, de quoi entretenir la flamme de la révolte tôt allumée chez cet enfant infirme qui a toujours dû se défendre bec et ongles contre l'injustice.

Arrivé à Paris, il se rend au siège du *Libertaire*, le journal de Sébastien Faure, où il est hébergé quelque temps, dormant sur des piles de journaux. Un informateur de police, présent dans les locaux du journal lors de son arrivée, décrit dans un rapport son teint hâlé, brûlé même, ses vêtements et ses souliers usés, couverts de poussière, et son épuisement physique. Un dimanche de septembre, il se rend à la basilique du Sacré-Cœur, à peine achevée, pour bénéficier du repas donné aux pauvres, mais les gueux doivent d'abord assister à la messe. C'en est trop pour Libertad qui, en plein office, se dresse sur ses béquilles et apostrophe le prêtre, déclarant que c'est un scandale d'exiger des miséreux l'audition de trois heures d'inepties pour avoir droit à un malheureux quignon de pain. Traîné au commissariat par des fidèles excédés, il se déclare anarchiste, admirateur d'Émile Henry et de Ravachol. Sans travail et sans domicile, il est inculpé de vagabondage et d'entrave au libre exercice d'un culte. Le voilà condamné à deux

mois de prison, ce qui apporte une solution momentanée à ses problèmes de logement. Ce coup d'éclat le fait connaître dans les milieux anarchistes : son audace, son éloquence, son énergie forcent l'admiration. Désormais, il ne sera plus seul, les camarades lui procurent peu après un emploi de correcteur et lui ouvrent surtout les colonnes de la presse anarchiste. Il collabore au *Libertaire* puis, à partir de 1899, au *Journal du peuple*, quotidien dreyfusard fondé par Sébastien Faure et Émile Pouget, qui ont interrompu pendant l'Affaire la parution de leurs journaux respectifs pour mieux unir leurs forces contre la réaction. Sa verve et son tempérament bagarreur le font remarquer dans les réunions publiques. Frondeur, provocateur, il collectionne les arrestations et les condamnations à des peines légères, amendes ou courts séjours en prison pour outrage à agent, cris séditieux, port d'arme, vente de brochures anarchistes sur la voie publique... La peine effectuée, il ressort toujours plus déterminé, toujours plus ironique et offensif dans ses articles comme dans ses interventions. Au sortir de l'affaire Dreyfus, il participe à la fondation de la Ligue antimilitariste pour continuer à combattre l'armée sur un terrain ouvertement révolutionnaire, cette fois, mais il s'en détache lorsqu'il constate que l'organisation devient trop étroitement spécialisée, alors qu'il estime nécessaire de combattre la société dans toutes ses dimensions.

À plusieurs reprises, il se présente comme candidat abstentionniste aux élections, dans le XI[e], puis dans le XVIII[e] arrondissement, ce qui l'autorise à organiser des réunions publiques dans des préaux d'école et à faire de la propagande anarchiste aux frais de l'État. C'est ainsi qu'il fait placarder un peu partout dans ces quartiers le syllogisme suivant : « Notre ennemi, c'est notre maître, or, l'électeur est notre maître ; donc, l'électeur, voilà l'ennemi ! ». Dans ses discours de campagne, il dénonce le leurre que constitue le suffrage universel, qui ne permet en aucun cas aux électeurs de remettre en cause la domination et l'exploitation, mais seulement d'en définir les

modalités, et donc de les légitimer. Le mythe de l'égalité politique a pour première fonction, selon lui, d'émousser la combativité des opprimés.

En 1900, Libertad fait la connaissance de Paraf-Javal, collaborateur occasionnel du *Libertaire*, auteur d'un manuel de vulgarisation scientifique sur le transformisme universel, qui incarne alors une tendance scientiste exacerbée à l'intérieur du mouvement anarchiste. C'est un athlète accompli, un buveur d'eau, convaincu que la raison mène à l'anarchie et que la tâche prioritaire est de la propager par l'éducation. Ensemble, ils fondent en 1902 les causeries populaires, sur le modèle des universités populaires qu'ils ont l'un et l'autre fréquentées et animées. Mais, contrairement à ces dernières, les causeries fonctionnent sans statuts, sans inscription ni cotisation. Elles se veulent plus explicitement libertaires dans le choix des thèmes et dans la façon de les traiter, les conférenciers sont plus souvent des militants que des spécialistes. Un premier lieu de réunion est ouvert cité d'Angoulême, dans le XI[e], puis rue Muller, dans le XVIII[e] arrondissement. Sous l'impulsion de Libertad, et contre le souhait de Paraf-Javal, la discussion prend de plus en plus le pas sur l'intervention didactique, et les thèmes militants l'emportent sur les thèmes scientifiques. D'autres causeries se forment sur les mêmes bases dans d'autres quartiers parisiens, en banlieue, et même en province. Il s'agit d'un véritable mouvement, même si certaines de ces initiatives sont éphémères. Des petites publications permettent de créer un lien entre les différents groupes, en reprenant les thèmes traités lors des interventions. Devant le succès rencontré par ces initiatives, l'idée de fonder un journal favorisant la circulation des idées et l'échange des expériences s'impose de plus en plus à Libertad et à ses proches, malgré l'hostilité de Paraf-Javal, qui ne supporte pas que la propagande, au sein des causeries, l'emporte sur l'œuvre éducative.

*

En avril 1905, grâce à la volonté d'une poignée de militants proches de Libertad, le premier numéro de *l'anarchie* sort des presses et, à partir de cette date, paraît régulièrement chaque jeudi, sur quatre pages. On y trouve des articles d'orientation nettement individualiste, de courts pamphlets, des comptes-rendus de lecture, des rubriques scientifiques, des annonces sur les différentes initiatives militantes. « Cette feuille, affirme le premier éditorial, désire être le point de contact entre tous ceux qui, à travers le monde, vivent en anarchistes sous la seule autorité de l'expérience et du libre examen. »[2] Avec un tirage de quatre mille à six mille exemplaires, *l'anarchie* connaît une bonne diffusion à Paris et en Province, où résident de nombreux abonnés qui font circuler la feuille autour d'eux.

Rirette a déjà lu avec intérêt les premiers numéros lorsqu'elle se rend pour la première fois cité d'Angoulême. Ce qu'elle retient ce soir-là de la discussion animée qui prolonge l'intervention du jour, c'est l'injonction à vivre dès maintenant, et non à l'issue d'une hypothétique révolution, en anarchiste, sans compromis avec le système, sans accepter aucun joug, entièrement tendu vers son développement personnel. Encore assez ignorante des différentes tendances et de leur signification, elle demande des précisions sur l'opposition entre anarchistes communistes et anarchistes individualistes. On lui explique que les premiers placent leurs espoirs dans la révolution et, qu'en attendant le changement social, ils s'autorisent à vivre de façon assez conformiste, tandis que les individualistes, accordant leurs actes à leurs idées, refusent toute duplicité et s'efforcent de vivre conformément à leur idéal. Ils n'attendent rien ni du vote, ni de la révolution, ni du syndicalisme, tant que les hommes resteront tels qu'ils sont. Plus préoccupés de leur condition présente que de l'humanité à venir, ils s'efforcent d'œuvrer à leur propre transformation en se libérant des contraintes internes que sont les préjugés et les habitudes, comme des contraintes externes que sont les lois et les servitudes économiques. Ils sont persuadés que seule

l'émergence d'individualités conscientes ouvrira la voie à une transformation sociale.

« La vie anarchiste doit être une vie de réfractaire, sans compromis aucun. Il faut avoir le courage d'être des *en-dehors* », lui explique une jeune femme.

« L'ennemi à combattre, c'est le gouverné autant que le gouvernant, l'exploité autant que l'exploiteur, dès lors qu'il est soumis », assène un compagnon.

Et Libertad de conclure : « Ce n'est pas dans cent ans, tu sais, qu'il faut vivre en anarchiste, c'est maintenant ! ».

À tout cela, Rirette acquiesce. Ces propos entrent en résonance avec sa propre expérience. Les individualistes ne craignent pas de critiquer l'ouvrier, ils le rendent en partie responsable de son exploitation. C'est un langage qui lui plaît. Elle, la bêtise du pauvre, elle y a goûté ! Elle en a soupé ! L'alcool, les superstitions, les préjugés, la servilité à l'égard du patron, la résignation, le mépris de la culture, Rirette ne peut les excuser. Il a fallu qu'elle se batte pour ne pas sortir broyée du conflit qui l'opposait aux siens. Et aujourd'hui encore, elle ne compte plus les fois où elle se querelle avec celles et ceux de sa condition, horrifiée par leur résignation, leur conformisme et leur manque de solidarité. Une révolution avec les gens tels qu'ils sont, ça lui fait un petit peu froid dans le dos, et elle se sent soulagée de n'être pas la seule à voir les choses ainsi.

Et puis, chez les socialistes comme chez les communistes libertaires, il lui semble que les femmes n'ont guère leur place, sinon comme compagnes de compagnons. « Chez les communistes, la femme est réduite à un tel rôle qu'on ne cause jamais avec elle, même avant », écrira-t-elle, amère, quelques années plus tard[3]. Dans le cercle des fidèles de Libertad, assidus des causeries, c'est autre chose. Les femmes sont nombreuses et ne se tiennent pas dans l'ombre des hommes : elles écrivent, argumentent, s'emportent s'il le faut, et ne craignent pas de faire le coup de poing contre les agents des forces de l'ordre ou contre les adversaires politiques. Dès la première soirée,

Rirette remarque Anna Mahé, institutrice sans poste de vingt-quatre ans, originaire de Vendée, cofondatrice et directrice de *l'anarchie* avec Libertad. Anna, qui voit dans l'orthographe un système de règles contraignantes et arbitraires au service d'une stratégie de distinction, écrit dans une orthographe simplifiée et consacre nombre de ses articles à la pédagogie. C'est elle qui a imposé le *a* minuscule au titre du journal. Sa jeune sœur, Armandine, également institutrice, intervient elle aussi avec passion dans les débats. L'une et l'autre sont compagnes de Libertad et auront chacune un enfant de lui, Minus et Diamant, non déclarés à l'état civil, conformément à l'éthique libertaire. Plus tard, Rirette fera la connaissance d'Henriette Roussel, très engagée dans le mouvement antimilitariste, d'Émilie Lamotte, ancienne institutrice congréganiste, inlassable propagandiste qui intervient dans les questions d'éducation et de contraception par la parole et par l'écrit. Parmi les habituées des causeries, il y a aussi Jeanne Morand, future compagne de Libertad, venue de Saône-et-Loire, qui travaille comme domestique depuis son arrivée à Paris en 1905, Anna Dondon, originaire de la Nièvre, bientôt condamnée pour émission de fausse monnaie, et de nombreuses jeunes femmes, nées comme elle en province, âgées d'à peine vingt ans, qui toutes refusent le sort que la société leur réserve, entre mariage et exploitation.

*

Rirette, séduite, participera de plus en plus souvent aux causeries de la cité d'Angoulême ou de la rue Muller. Quelquefois, le dimanche, elle se joint aux balades champêtres organisées l'été venu par les militants des causeries dans des localités proches de Paris et annoncées chaque jeudi dans les colonnes de *l'anarchie*. On se donne rendez-vous gare Saint-Lazare ou gare d'Orsay, le plus souvent, et l'on part en bande joyeuse, emportant avec soi des provisions pour la journée et des

instruments de musique, resquillant quand on peut pour ne pas payer le train, multipliant les provocations à l'égard des voyageurs à mine de bourgeois égarés dans les mêmes wagons. Rirette, qui ne s'était jamais aventurée au-delà des fortifs, découvre, grâce à ces escapades libertaires, Herblay, Meudon, Rambouillet, Saint-Germain-en-Laye, la forêt de Sénart. Après une bonne marche entre champs et forêts, on s'assoit pour se restaurer, écouter un conférencier et reprendre en chœur le répertoire des chansons libertaires, avec une préférence pour celles de Charles d'Avray[4], parfois présent. Des curieux, hommes et femmes de tous âges, se joignent alors au groupe et engagent des discussions avec ces Parisiens en goguette. C'est le moment de faire un peu de propagande en distribuant les invendus de *l'anarchie* et en collant quelques affichettes. Grisés de plein air, chargés de fleurs, tous repartent par le dernier train, plus bruyants que jamais, faisant retentir, jusque sous les verrières de la gare d'arrivée, des couplets à la gloire de l'anarchie.

Avec les individualistes, Rirette a pu donner un sens à ses premières expériences : la rupture avec une famille qui voulait décider de sa vie, l'amertume vis-à-vis d'une école qui a fait naître des aspirations sans les combler, le rejet d'un travail qui vous fait abdiquer toute dignité, le refus d'être assignée à une classe sociale à laquelle elle ne veut pas appartenir. Elle préfère être renvoyée à sa seule individualité, à charge pour elle de la perfectionner dans toutes ses dimensions, elle, la déclassée : petite-fille de paysan devenu biffin, fille de petit patron mort en misérable, future institutrice renvoyée à la condition ouvrière. Les seules convictions qu'elle ne parvient pas à partager sont celles qui se rapportent aux prescriptions alimentaires et vestimentaires observées par certains compagnons, au nom de l'hygiène et de la rationalité. Jamais elle ne renoncera à la bonne chère et au vin, lorsque l'occasion lui en sera donnée. Jamais elle ne se privera volontairement de café, de thé ou d'épices. Jamais elle ne renoncera à une cer-

taine élégance. Et lorsqu'ils pontifient, elle trouve bien ennuyeux, et même un peu grotesques, les plus scientistes des individualistes !

NOTES

1. Invité à exprimer son opinion sur les conférences des universités populaires, Élisée Reclus adressait aux lecteurs de *l'anarchie* cette mise en garde : « Quant à la science pure, enseignée dans les universités populaires, je crois qu'il est très bon de l'exposer pourvu qu'elle soit comprise par le professeur et par l'élève, et qu'elle reste affranchie de toute préoccupation politique et surtout électorale », *l'anarchie*, 7 septembre 1905.
2. « Aux anarchistes ! », *l'anarchie*, 13 avril 1905, n° 1.
3. *Souvenirs d'anarchie*, La Digitale, 2005.
4. Poète et chansonnier (9 septembre 1878 ; 7 novembre 1960). Rallié à l'anarchisme au moment de l'affaire Dreyfus, il estime que la conférence agrémentée de chansons est la meilleure forme de propagande. Il se produit dans certains cabarets de Montmartre et dans de nombreux lieux militants, à Paris et en Province. Son répertoire comporte plusieurs centaines de chansons.

Chapitre 2
Vivre sa vie

Rirette n'a pas attendu de fréquenter le milieu des causeries et de se familiariser avec les discours sur la liberté sexuelle tenus par les anarchistes individualistes pour se conformer à leur précepte : « vivre sa vie ». Mais le choix d'aimer en dehors des cadres convenus comporte pour les femmes des risques contre lesquels elle n'a pas su se prémunir. C'est plus tard qu'elle découvrira les brochures néo-malthusiennes diffusées par les anarchistes qui divulguent les techniques contraceptives et abortives, sans lesquelles il ne saurait y avoir d'amour libre dans l'égalité. « C'est en effet, comme l'écrit l'individualiste Armand dans une de ses brochures, dans la mesure où elle reste maîtresse de procréer que la femme peut disposer de sa personne. Tant qu'elle doit subir la maternité, elle demeure esclave. En premier lieu, esclave de son compagnon, dont elle dépend sous le rapport économique [...] En second lieu, esclave de sa progéniture non désirée, nombreuse parfois, à laquelle elle ne pourra donner les soins ni prodiguer les attentions qu'elle souhaiterait. Plus d'émancipation possible : intellectuelle, sexuelle ou autre. L'horizon est dominé par une seule crainte : celle d'être mère à nouveau ; par une seule préoccupation : tant bien que mal, aider les enfants à pousser. » Et, sévère pour les compagnons inconséquents, il ajoute : « Imposer à sa compagne la maternité, c'est la considérer comme inférieure à soi. Tout individu respectueux de la personnalité de la femme qui se donne à lui

agirait comme un inconscient ou un autoritaire s'il n'indiquait pas à cette dernière qu'il est des procédés mécaniques destinés à empêcher la maternité non désirée»[1]. Nombre de compagnes et de compagnons, inculpés d'outrage aux mœurs pour avoir fait la promotion de techniques contraceptives comme l'éponge génitale, le pessaire ou le préservatif masculin, ou bien accusés d'avoir favorisé des avortements, paieront de plusieurs années de prison ces activités de propagande qui s'opposent à la politique nataliste du gouvernement.

*

Déjà libérée de la gangue des préjugés, mais encore trop ignorante pour se protéger, Rirette découvre, quelques mois après son arrivée à Paris, qu'elle est enceinte. Elle sait qu'elle ne peut attendre aucun secours matériel ou moral du père présumé, éphémère compagnon, ni de sa mère, Jeanne Brunie, qui vient de la rejoindre à Paris où elle a trouvé à s'employer comme domestique. Ne sachant pas à qui confier ses tourments, elle redoute d'affronter le moment proche où son état, devenu visible, risque de la faire apparaître aux yeux de ses nouveaux amis comme une camarade «non consciente», une «inévoluée», diraient même certains! Un soir de l'été 1905, l'humeur sombre, elle erre dans les rues grises, qui lui sont désormais familières, du quartier de Ménilmontant, éclairées par les seules lanternes des débits de boissons, si nombreux, il est vrai, que la clarté qu'elles diffusent permet au passant de ne point trébucher. À l'angle de la rue des Envierges et de la rue Piat, lasse de marcher sans but sous la pluie qui tombe dru, elle pousse la porte d'un établissement un peu moins sinistre que ceux qui l'entourent. Attablée devant un vermouth qu'elle oublie de boire, elle pleure silencieusement, anticipant son avenir probable. Elle a dix-sept ans et peine déjà à subvenir à ses propres besoins, elle ne peut s'imaginer rivée douze heures par jour à une machine à coudre ou enfermée dans un bureau

pour un salaire de misère qui ne lui donnerait même pas la possibilité de garder son enfant auprès d'elle. Il lui faudra déjà renoncer à sa liberté toute neuve, à ses vagabondages parisiens, aux séances des universités populaires, aux soirées animées des causeries et aux escapades dominicales dans les banlieues proches encore boisées en compagnie de Libertad et de sa bande. Il lui faudra renoncer à ce monde qui s'ouvre à elle et qu'elle commence tout juste à entrevoir, un monde où les déterminismes de classes, de genre, de statut, s'effacent devant l'affirmation des individualités conscientes.

Accoudés au comptoir, deux hommes, coiffés de feutres, moustaches courtes et hérissées, chandails moulants sous le pardessus à martingale, l'observent à la dérobée. Parisienne depuis un an, Rirette n'a aucun mal à reconnaître en eux des macs et sent sous leur regard un malaise la gagner. Elle s'apprête à quitter les lieux quand, délaissant le comptoir, ils s'approchent de sa table et, ironisant sur sa détresse, entreprennent de la consoler, lui assurant qu'une jolie fille comme elle n'a nulle raison de désespérer. Si elle voulait bien se fier à eux, son avenir serait assuré. Accablée, la pugnace Rirette est, ce soir-là, privée de toute défense et ne trouve rien à leur répliquer. La trouble entreprise des macs vient confirmer à ses yeux la triste position dans laquelle elle se trouve. C'est à ce moment précis que le compagnon Maîtrejean, habitué des causeries populaires, fort opportunément, apparaît dans la salle. Sa haute silhouette s'encadre dans l'embrasure de la porte tandis qu'une rafale de pluie s'engouffre à sa suite dans l'étroit local. Un coup d'œil lui suffit pour apprécier la situation : il reconnaît immédiatement Rirette, qu'il a souvent croisée et pour laquelle il éprouve déjà une certaine attirance, et il identifie sans difficulté les deux hommes qui l'entourent. D'un bond, il est auprès d'eux et, fort en gueule, met en déroute les deux apaches, qui craignent et méprisent tout à la fois ces anarchistes qu'ils ne comprennent pas, ces buveurs d'eau qui n'ont pourtant pas froid aux yeux et dont les trajectoires croi-

sent parfois les leurs au dépôt, en centrale, aux Bat' d'Af'[2], quand ce n'est pas au bagne pour quelques illégalistes. Rabattant leurs feutres sur leurs yeux, jetant un dernier regard par-dessus leur épaule, ils quittent le café en jurant.

Louis est un grand type au visage osseux, originaire de Haute-Saône, sellier de son état, apprécié de tous ses camarades pour sa verve et sa générosité. Ses moustaches fournies et batailleuses encadrent un bon sourire qui fait remonter ses pommettes et pétiller ses yeux clairs. Il prend place à côté de Rirette et, sans l'interroger sur les raisons de sa peine, il parvient à interrompre ses pleurs à l'évocation d'une des dernières facéties de Libertad: l'interruption du meeting d'un député socialiste dans une salle de Nanterre. En revoyant la scène à laquelle elle a assisté la semaine précédente: le corpulent représentant du peuple contraint de s'enfuir par la fenêtre et restant coincé au niveau de son imposant postérieur, s'agitant en vain, tandis que Paraf-Javal et Libertad le fessaient en cadence, Rirette sourit à travers ses larmes. Comme elle s'était amusée ce soir-là, et comme la gaieté enfantine et irrespectueuse de Libertad était contagieuse! L'avenir ne devrait pas lui sembler aussi sombre: elle n'est pas si seule, après tout, compagnes et compagnons forment une grande famille, et des enfants, dans ce cercle, il y en a déjà, à commencer par celui de Libertad et d'Anna Mahé, le petit Minus, qui passe de bras en bras! Émilie Lamotte en a bien eu quatre de deux hommes différents, et ça ne l'empêche pas de multiplier les conférences, d'écrire régulièrement et de peindre! Pourquoi l'enfant qui s'annonce devrait-il interdire à Rirette de persévérer dans la voie qu'elle s'est choisie?

Ce soir-là, elle partage avec Louis quelques provisions achetées à la charcuterie la plus proche qu'ils dévorent dans sa chambre, passage Julien-Lacroix. Ils ne se quitteront plus guère dans les jours qui viennent et, quelques semaines plus tard, elle apportera ses affaires chez lui pour s'y installer tout à fait. Lorsque la petite Henriette, aussitôt surnommée Maud,

naîtra, le 16 janvier 1906, Louis reconnaîtra l'enfant et assurera sa subsistance et celle de sa jeune mère. En septembre 1906, Louis et Rirette, bien que partisans de l'amour libre, passent cependant devant le maire pour donner à l'enfant un statut légitime. Déjà, une seconde naissance s'annonce et, deux mois après la célébration du mariage, en novembre 1906, Rirette met au monde la petite Sarah, qu'on appellera bientôt Chinette.

Ils vivent désormais rue des Amandiers. C'est leur troisième adresse en moins d'un an, toujours dans le secteur de Belleville-Ménilmontant, où les travailleurs du cuir et de la confection trouvent facilement à s'employer. Nomadisme ouvrier fréquent à cette époque où les logements vétustes, exigus, ne donnent jamais vraiment satisfaction et où l'ouvrage irrégulier ne permet pas toujours de payer le terme, de plus en plus élevé, qui revient tous les trois mois. Alors, on déménage à la cloche de bois. Quelques copains suffisent pour, au petit matin, débarrasser en un quart d'heure les biens du compagnon dans la dèche et les transporter en voiture à bras : on n'entasse guère dans vingt mètres carrés. L'un des compagnons se charge du « pipelet », chien de garde du propriétaire et, le plus souvent, zélé collaborateur des policiers : s'il est trop récalcitrant, on le bâillonne et on l'attache le temps de l'opération pour éviter qu'il ne donne l'alerte. Cela fait partie du plaisir de l'opération de lui jouer ce bon tour de cochon.

Cochon, c'est justement le nom d'un fameux militant anarchiste, chevalier de la cloche de bois, ouvrier tapissier, réfractaire au service, envoyé aux Bat' d'Af' pour insoumission. Président à partir de 1911 de l'Union syndicale des locataires ouvriers et employés du département de la Seine, qui compte trois mille cinq cents adhérents, il organise des défilés de sans-logis, de grands happenings, comme l'édification d'une maison en kit dans le jardin des Tuileries pour une famille nombreuse expulsée, des occupations d'édifices publics par des sans-abri, des déménagements à la cloche de bois au grand jour, accompagné de charivaris. Lui-même, refusant de payer son terme

d'avance, résista à sa propre expulsion, en janvier 1912, par un siège de cinq jours, transformant son appartement en « fort Cochon », avant de déménager en fanfare, soutenu par des centaines de manifestants.

Trois adresses en dix mois avec un jeune bébé, et bientôt deux, cela en dit long sur la précarité du ménage. La paye de Louis, bon ouvrier, bien qu'un peu trop contestataire aux yeux des patrons, suffit à nourrir Rirette et ses petites filles. Mais nulle espérance d'un logement plus grand ou plus confortable, nulle possibilité d'épargne pour anticiper les périodes de morte-saison. Louis Maîtrejean est sobre et rapporte scrupuleusement ses cinquante ou soixante francs de paye chaque samedi sans rien en distraire. Sa jeune femme ne vit pas l'anxieuse attente des fins de semaine que connaissent tant de ménagères bellevilloises qui, après avoir guetté en vain à la fenêtre ou sur le pas de la porte, s'en vont, les soirs de paie, d'estaminet en estaminet à la recherche de l'époux. Mais il a d'autres travers, et il arrive souvent à Rirette de redouter et de maudire les lois de l'hospitalité auxquelles jamais Louis ne déroge. Généreux, il tient toujours une assiette à la disposition du compagnon de passage, même dans les moments difficiles, et certains en abusent, au grand dam de Rirette qui ne supporte pas les pique-assiettes se parant des couleurs de l'anarchie. Elle souffre de devoir toujours compter, elle qui fait le marché et négocie les ardoises auprès des commerçants quand la paye se fait attendre. Elle voudrait être libérée des soucis matériels qui empoisonnent sa vie et gênent sa disponibilité pour l'étude : nettoyer, aller au lavoir, préparer les repas, raccommoder les vêtements... Elle ne veut pas ressembler à ces voisines de vingt-cinq ans, avachies par les maternités, dévouées à leur homme, dures à la tâche, s'interdisant déjà toute coquetterie.

À peine a-t-elle le temps de lire et de commenter les brochures et journaux que lui rapporte Louis. Des romans, de la poésie, il n'en est même pas question, et du reste cela n'intéresse guère son mari, qui se plaît à brocarder les intellectuels.

Entre eux, un fossé se creuse : elle s'en veut et en veut à Louis de ces naissances si rapprochées qui l'enfoncent dans la condition ouvrière. Plus fataliste qu'elle, plus amoureux aussi, il a plutôt accueilli avec joie cette ruse de la nature qu'ils n'ont pas su déjouer. Il n'a aucun désaccord avec les néo-malthusiens, et pense sincèrement qu'il ne faudrait avoir d'autres enfants que ceux que l'on désire et que l'on est capable de nourrir. Mais ça ne l'empêche pas d'être heureux de les retrouver toutes les trois le soir après sa journée de labeur.

Bon mari, bon père, et bon compagnon, Louis ne parvient pas à rendre Rirette heureuse et s'en rend compte. Elle s'étiole et s'aigrit : dans la journée, les soins du ménage l'absorbent complètement et, lorsque, le soir, épuisée, elle accueille Louis, souvent accompagné de quelque camarade, elle trouve leur conversation pauvre, leurs raisonnements frustes et simplistes. Leurs voisins, leurs amis sont ouvriers comme Louis : selliers, charpentiers, fondeurs, ébénistes. Tous ne partagent pas totalement leurs idées, mais Louis, s'il penche pour l'individualisme, n'est pas sectaire pour autant : il est d'ailleurs actif dans le syndicat de sa corporation et ne rejette pas la compagnie de ceux qui préparent le grand soir ou qui voient leur salut dans l'appropriation des moyens de production. Il comprend aussi les réfractaires au travail prônant la combine ou la reprise individuelle, même si cette voie ne le tente pas encore. Les seuls qui ne trouvent vraiment pas grâce à ses yeux sont les résignés, les lâches, ceux qui vont répétant qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours des pauvres et des riches, ceux qui filent doux devant le patron.

Depuis que la présence des petites l'empêche de circuler à sa guise à travers Paris et qu'elle éprouve le pénible sentiment d'être assignée à résidence, Rirette découvre à quel point le quartier dans lequel ils vivent est sinistre. Dès que l'on s'écarte des grands axes haussmanniens bordés d'immeubles élevés, pourvus de larges trottoirs, on circule dans des rues sombres souillées d'eaux grasses, bordées de maisons basses aux fenê-

tres étroites. Entre la rue Sorbier et le boulevard Ménilmontant, se sont multipliées les voies privées dépourvues d'égouts et les constructions sauvages, comme la cité Borey ou le lotissement Gasnier-Guy, dont les habitations précaires faites de matériaux hétéroclites se sont rapidement dégradées. C'est un des secteurs les plus insalubres de Paris, d'après un rapport de la commission d'hygiène du XX[e] arrondissement publié en 1906. Bien sûr, des voies nouvelles, comme la rue Gambetta, ont été percées, mais leurs beaux immeubles aux appartements pourvus de tous les éléments de confort sont inaccessibles aux bourses ouvrières. Et les habitants des taudis détruits par la rénovation ne peuvent que se replier sur les petites rues déjà surpeuplées ou s'éloigner un peu plus vers la périphérie. Le secteur est prisé des ouvriers pour sa proximité avec les lieux d'embauche, ce qui encourage les propriétaires à augmenter sans cesse les capacités de leurs immeubles délabrés. L'un construit dans la cour à même la terre battue une dizaine de chambres étroites et obscures sans cheminée et éclairées par la seule porte d'entrée, l'autre tire parti des entresols à demi enterrés pour loger des familles entières. Les conseillers municipaux socialistes élus dans le quartier multiplient en vain des propositions d'assainissement et de rénovation; ils se heurtent à l'opposition de la majorité du conseil municipal, encore indifférente au problème posé par l'habitat ouvrier. La pénurie croissante de logements accessibles aux classes populaires, alors que la population parisienne, de 1906 à 1911, s'accroît chaque année de vingt-cinq mille nouveaux venus en moyenne, permet aux propriétaires d'exiger des loyers toujours plus élevés pour des appartements toujours plus insalubres. Cela explique la popularité des actions de déménagement à la cloche de bois désormais menées au grand jour par l'Union syndicale des locataires et conçues comme de véritables actions de reprise individuelle.

Ce qui déprime Rirette par-dessus tout, c'est la triste condition des enfants qui l'entourent. Elle voit arriver le matin, seuls

ou par paire, ceux qui fréquentent l'école maternelle de la rue des Amandiers: triste collection d'élèves pâles et chétifs, aux cheveux ternes, aux yeux cernés, légèrement exorbités. Certains portent sur le visage les traces d'une correction récente, car le surpeuplement des logements sans confort ne favorise pas la patience des mères, d'autres ont le regard torve de ceux qui ont appris à esquiver les coups. Que peut l'école pour eux, pense Rirette, sinon les préserver du froid pour quelques heures, leur donner quelques notions d'hygiène, et surtout les préparer à la discipline de l'atelier et leur apprendre le catéchisme républicain? Elle n'imagine pas ses filles rejoignant dans quelques années ce sinistre troupeau de gamines à maigre queue-de-rat, de petits gars au crâne tondu, chaussés de galoches percées. Elle voudrait pour elles de l'espace, un air moins vicié, un environnement humain plus stimulant. Mais un autre monde est-il possible?

*

À l'été 1907, Louis et Rirette reprennent ensemble le chemin des causeries, laissant les enfants endormies sous la protection d'une voisine ou les confiant parfois le dimanche à Jeanne Brunie. Alors, Rirette revit, il lui semble que son esprit et son corps engourdis émergent d'une longue hibernation. Le lundi soir, on se réunit désormais à Montmartre, rue du Chevalier de La Barre, dans une grande maison à deux étages louée par Libertad. Au sous-sol se trouve l'imprimerie du journal, au rez-de-chaussée des pièces de vie commune qui servent à la fois de salle de rédaction et de lieu de réunion pour les causeries qui attirent de plus en plus de monde, et à l'étage, des chambres pouvant accueillir une dizaine de personnes. L'été, pour parer à l'absence de place, on installe dans la rue tables et bancs, et les conférences se tiennent en plein air. Le dimanche, des banquets sont organisés avec musique et danses, prolongés à l'occasion par des bals, ce qui contribue à asseoir la

renommée de Libertad dans le quartier. «Danser et faire les fous, affirme ce dernier, c'est une excellente propagande.»[3] Le lieu, baptisé «nid rouge» par les policiers, est étroitement surveillé. On sait par les rapports des indicateurs, en particulier un agent signant Foureur, que quelques compagnes et compagnons vivent là en permanence, et beaucoup d'autres de façon épisodique, dans une grande liberté de mœurs qui n'est pas sans choquer ce brave mouchard. Devant la réussite de leur entreprise, Libertad et Anna Mahé envisagent même la création d'une école: «Non pas une école pour les enfants de camarades car nous ne voulons pas que les écoliers aient un long chemin à faire pour y parvenir, mais une école pour les enfants de la butte, bourgeois ou autres, dont nous ferons des anarchistes»[4]. Ce projet, qui ne verra jamais le jour, manifeste bien à quel point la volonté de s'ouvrir aux autres et d'intensifier la propagande l'emportait alors sur les tendances au repli sur soi.

Rirette retrouve aussi le plaisir des sorties dominicales parfois organisées sur les lieux où des camarades tentent des expériences de vie communautaire ou d'éducation libertaire. C'est ainsi qu'elle découvre le milieu libre de Saint-Germain-en-Laye, que viennent de fonder l'anarchiste individualiste André Lorulot[5], collaborateur de *l'anarchie*, et sa compagne Émilie Lamotte, animatrice régulière des causeries, que Rirette tient en grande estime. Avec Ernest Girault, ancien proche de Louise Michel, et sa compagne, Valentine Triboulet, ils ont loué une ferme spacieuse et bien entretenue, dans laquelle huit adultes et six enfants vivent en camaraderie et partagent leur temps entre les activités de subsistance et de propagande. Ambitieux, les colons, qui ont déjà installé une imprimerie, envisagent de créer une librairie et une bibliothèque, et d'ouvrir une école. Observant les ébats des enfants qui évoluent autour d'eux, Rirette songe avec quelque amertume à l'étroit périmètre dont disposent ses filles et à l'horizon borné qui s'offre à elles. Mais le retour à la terre et la vie communautaire

ne tentent guère cette petite-fille de paysan que la grande ville a émancipée. Elle sait que les rapports entre colons sont loin d'être harmonieux: tous n'ont pas atteint le même niveau de conscience, et certaines femmes, qui n'ont fait que suivre leur compagnon dans l'aventure du milieu libre, se montrent imbues de préjugés. Des conflits éclatent au sujet de l'éducation des enfants, alors qu'une forme de parentalité collective pourrait donner aux mères la disponibilité qui leur manque. Le partage du travail n'est pas aussi égalitaire qu'il devrait l'être, et c'est une source de tension permanente. Plus tard, dans ses mémoires, Rirette fera du colon Lorulot un portrait peu flatteur et peut-être injuste, le présentant comme un «tire-au-flanc», toujours à la recherche du régime alimentaire le plus rationnel et plus préoccupé de bains de soleil intégral que de participation aux tâches communes[6]. Elle se montre aussi ironique à l'égard des milieux libres que l'est alors la rubrique «Chiquenaudes et Croquignoles» du journal *l'anarchie*, qui publie en avril 1907 ces parodies d'annonces: «Un homme, deux chats, un rat blanc ont décidé de former un milieu libre en dehors de toutes les entraves, de toutes les vilenies, de tous les esclavages. Ils pensent que tous les camarades voudront bien leur indiquer un petit coin de quatre ou cinq hectares de terrain où ils se chargeront de vivre en donnant le meilleur exemple», ou encore: «Une femme et un enfant de trois mois m'annoncent par télégramme qu'ils se mettent en milieu libre. Ils prient les copains de leur trouver une vache n'ayant rien de commun avec Clemenceau[7], car la mère se voit obliger de labourer le sol»[8].

Pourtant, c'est sans plaisir qu'elle retrouve, au retour de ces journées de plein air, les façades sombres de la rue des Amandiers et le logis triste et sans confort avec la lessive du jour étendue au travers de l'unique pièce à vivre. Si elle n'éprouve aucun attrait pour les expériences communautaires néo-rurales, elle n'est pas pour autant satisfaite de l'existence qu'elle mène. Elle a d'autres aspirations et elle est bien déterminée à ne pas

se laisser enfermer dans le rôle de gentille épouse et de mère méritante qui est le sien depuis la naissance des filles. Un dimanche d'août 1907, en compagnie de Louis et des deux petites, elle se rend à une fête organisée par les éducateurs et les enfants de la Ruche, une école expérimentale fondée en 1904, près de Rambouillet, par le pédagogue anarchiste Sébastien Faure. Sur un domaine de vingt-cinq hectares, une quarantaine de filles et de garçons, âgés de six à quinze ans, encadrés par une vingtaine d'adultes bénévoles, sont éduqués selon des principes libertaires. Par la vie au grand air, l'activité physique, l'hygiène, un régime alimentaire équilibré, la mixité dans toutes les activités, les éducateurs s'efforcent de favoriser un développement physique harmonieux des enfants qui leur sont confiés. Par un enseignement rationnel, fondé sur l'observation et la discussion, ils visent à former leur intelligence et leur sens critique. La relation pédagogique repose sur le respect de l'enfant, qui n'est jamais considéré comme un inférieur. Punitions, récompenses, classements et notations sont bannis. Les enfants passent leur temps entre les classes, les jeux et les services dans la communauté. Travail manuel et travail intellectuel ne sont pas artificiellement séparés. Le teint hâlé des enfants, leur maintien, leur vivacité dans les échanges parlent en faveur de ces méthodes et impressionnent Rirette qui croise chaque jour les pâles écoliers de Ménilmontant, sortant de la communale, enfants de prolétaires destinés à rejoindre l'innombrable cohorte des résignés. Une fois de plus, la confrontation avec ces expériences de vie alternative la renvoie à son insatisfaction, à la tristesse de son quotidien.

*

C'est dans le cadre de cette fête champêtre, sous les frondaisons de la Ruche, qu'elle remarque pour la première fois l'intérêt que lui porte un jeune militant des causeries, un étudiant en médecine un peu poseur, collaborateur régulier de *l'anarchie*,

déjà connu comme conférencier dans les milieux individualistes : Maurice Vandamme, dit Mauricius.

Comme elle, c'est un déclassé, ni bourgeois, ni ouvrier, possédé par une inextinguible soif d'apprendre et de comprendre, le contraire de Louis, en somme, qui appréhende d'abord le monde à travers le prisme d'une solide conscience de classe et se méfie de toute sophistication intellectuelle. Le jeu des affinités électives la pousse alors vers ce jeune homme blond de petite taille, d'un an plus âgé qu'elle, toujours bien mis au milieu de la bande débraillée qui entoure Libertad. Gagnée aux thèses sur l'amour libre, qui voit dans « l'exclusivisme » sexuel, dans la monogamie, une limitation au développement de l'individu dans toutes ses dimensions, elle ne fera rien pour résister à l'idylle naissante. Malgré l'amour de Louis et la présence de ses deux fillettes, elle suivra la pente de son désir et de ses sentiments. Rien, ni personne, ne l'empêchera de vivre sa vie !

Notes

1. *Émile Armand. Sa vie, sa pensée, son œuvre,* La Ruche Ouvrière, Paris, 1964, p. 368.
2. Créés en 1832, les bataillons d'infanterie légère d'Afrique ou *Bat' d'Af',* étaient des unités de l'armée de terre française dans laquelle on a affecté, à partir du moment où la conscription est devenue obligatoire pour tous, les appelés porteurs d'antécédents judiciaires, afin d'épargner aux jeunes gens bien nés une fâcheuse promiscuité. Les soldats insubordonnés pouvaient y être envoyés au cours de leur service, ainsi que les insoumis. Bien des anarchistes furent affectés à ces régiments disciplinaires dans lesquels ils côtoyèrent la petite pègre.
3. Archives de la préfecture de police de paris, dossier Libertad, rapport du 18 février 1908.

4. Archives de la préfecture de police de Paris, dossier Libertad, rapport du 10 juillet 1907.

5. Né à Paris en 1885, André Roulot, né Lorulot, est un fils d'ouvriers, qui quitta l'école à quatorze ans. Commis aux écritures, puis comptable chez Hachette, il démissionne en 1906 pour fonder le milieu libre de Saint-Germain-en-Laye et pour se consacrer à des tournées de conférences. Orateur emporté, il est condamné à plusieurs reprises pour « excitation au meurtre » ou « provocation de militaires à la désobéissance civile ». Après la dissolution de la communauté de Saint-Germain, il sillonne les routes de France en roulotte en compagnie d'Émilie Lamotte. Il assure la direction de *l'anarchie*, dont il est un collaborateur régulier depuis le premier numéro, d'août 1909 à juillet 1911, avant de fonder *L'Idée libre*.

6. Lorulot a tiré un bilan plutôt amer de cette expérience dans une brochure de 1908 : « Il n'y a rien à faire, rien à tenter avec des inconscients, des demi-évolués, ou des sectaires. (..) grattez légèrement le « révolutionnaire », vous retrouverez tout de suite l'homme actuel avec toutes ses tares tant il est vrai qu'il est difficile de se soustraire à toutes les influences du milieu, d'atavisme et d'éducation ». *La Colonie libertaire de Saint-Germain*, brochure de 1908.

7. Clemenceau, alors ministre de l'Intérieur, était appelé première vache de France, d'autant plus que la répression des mouvements sociaux, sous son ministère, a été particulièrement dure.

8. *L'anarchie*, 4 avril 1907, n° 104.

Chapitre 3
L'amour libre

De nombreux compagnons gravitant autour du journal *l'anarchie* sont, comme Louis, de jeunes provinciaux sans formation intellectuelle venus à Paris pour occuper des emplois d'ouvriers, mais il y a aussi parmi les fidèles de Libertad quelques jeunes gens plus instruits, aux trajectoires plus atypiques. Issus de familles déclassées de la petite bourgeoisie, souvent distantes par rapport à la religion, si ce n'est tout à fait athées, ils ont dû interrompre des études parfois brillamment commencées, à la suite de déboires familiaux ou d'échecs personnels. Or, un jeune homme sans fortune, ayant accompli quelques années d'études secondaires, même pourvu du grade de bachelier, ne pouvait prétendre à une position sociale bien élevée. Déçus dans leurs ambitions, ces jeunes gens n'ont pu se résigner à devenir d'obscurs employés vivant d'appointements réguliers et modestes, sans autre perspective que de franchir les échelons d'une terne carrière. Même s'ils sont obligés de travailler pour vivre, ils veulent parfaire leur formation intellectuelle par tous les moyens possibles, ont souvent un appétit boulimique de savoir, refusent les assignations en termes de classes, et finissent par ne poser la question sociale qu'en termes d'émancipation individuelle.

*

Né le 24 février 1886 à Paris, Maurice Vandamme est l'un d'entre eux. Sa mère, fille d'un bijoutier ruiné, tient une librairie place du Tertre et vend des articles de peinture aux artistes de la butte. Son père, qui descend en droite ligne du général d'empire Dominique Vandamme, est ouvrier d'art. Dépensier, inconstant, il laisse le frère de sa femme, architecte, veiller sur la scolarité de ses deux garçons. Brillant élève de primaire, Maurice obtient une dispense pour se présenter au certificat de fin d'études primaires avant l'âge de onze ans et il passe l'examen des bourses pour intégrer le lycée Chaptal, puis l'École supérieure Colbert. Le soir, il suit des cours de violon, d'allemand et de dactylographie, dans le cadre d'une association d'instruction populaire de son quartier. Sa famille souhaiterait le voir intégrer l'École centrale, mais ses notes en mathématiques, trop faibles, l'obligent à renoncer à ce projet. Maurice apprend alors le métier de commis d'architecte auprès de son oncle et commence à travailler quelques heures par jour tout en suivant des cours à la faculté de médecine à partir de 1904. Avide de connaissances, il suit, le dimanche, à l'hôpital Sainte-Anne, les cours du neurologue Joseph Babinski et du psychiatre Maurice de Fleury, et s'intéresse aussi à une discipline plus marginale, la psychologie, à travers les cours donnés par le neurologue Edgar Bérillon, spécialiste de l'hypnose, et par le docteur Charles Binet-Санglé, à l'école de psychologie du 49ter rue Saint-André des Arts.

Il se passionne pour la préhistoire, l'anthropologie et la biologie, et suit régulièrement les cours du soir de philosophie que fréquentent également de jeunes ouvriers anarchistes. C'est là qu'il rencontre Paladini, un ouvrier tailleur qui va se charger de son éducation politique en lui faisant lire Godwin, Stirner, Bakounine et Proudhon. Plus que la lecture de ces théoriciens, c'est l'exemple donné par ce camarade qui gagne Maurice à l'anarchisme. Pour pouvoir passer l'essentiel de ses journées dans les bibliothèques, les salles de cours et les réunions anarchistes, Paladini, qui habite une minuscule chambre

de bonne de l'avenue Trudaine, refuse en effet le travail salarié et vit dans un état de grand dénuement en alternant chapardages et petites combines. Maurice, qui admire sa force de caractère, va bientôt découvrir avec les individualistes des causeries une galerie de personnages de la même trempe que son ami tailleur.

Habitant la butte Montmartre, il remarque, un soir de l'été 1905, un attroupement devant le poste de police sur lequel donnent ses fenêtres. Curieux, il s'approche et découvre un homme vêtu d'un tout petit caleçon de bain, gesticulant entre deux agents qui prétendent l'arrêter pour outrage aux mœurs. C'est un étudiant en médecine qui devait faire une conférence sur l'hygiène dans le cadre des causeries populaires, rue Muller, et qui, mettant ses idées en pratique, explique à une foule médusée que, pour éviter un empoisonnement de l'organisme, il convient de ne pas laisser stagner à l'intérieur des vêtements la sueur, qui renferme des toxines, telles que l'urée. Ce mépris affiché pour les normes sociales en vigueur, cette volonté déterminée de ne plus soumettre son comportement qu'à des principes rationnels, en accord avec les plus récentes connaissances scientifiques, enthousiasment le jeune Maurice, alors âgé de dix-neuf ans. Il fait connaissance ce soir-là avec Libertad et les siens, et devient très rapidement un collaborateur régulier du journal *l'anarchie*. Quelques mois plus tard, il commence à tenir, sous le nom de plume de Mauricius, une petite rubrique scientifique intitulée « Choses de la vie », consacrée à la médecine et à la biologie humaine, occasion pour lui de s'approprier en le diffusant dans son entourage militant le contenu des cours reçus à l'université.

Non baptisé, élevé dans un milieu familial qu'il qualifie de conformiste, mais qui est imprégné de l'idée de progrès et qui valorise la science, il n'a pas eu un chemin trop long à parcourir pour adhérer aux idées défendues par les individualistes. « Intransigeant avec les autres, dur avec moi-même, je me lançais dans le combat au côté des pauvres, étant pauvre

moi-même et n'en ressentant nulle gêne, nul regret», déclare-t-il, toujours un peu fanfaron, dans ses mémoires[1]. C'est lors de cette mémorable soirée que Mauricius fait la connaissance d'Ernest Juin, dit Armand, de quatorze ans son aîné, ancien salutiste, encore imprégné d'un anarchisme chrétien inspiré de Tolstoï. Il a créé en 1901, avec sa compagne, Marie Kügel le mensuel *L'Ère nouvelle* dont la ligne, reflétant l'évolution de ses fondateurs, se rapproche de plus en plus de l'individualisme anarchiste. Comme Mauricius, il se met à fréquenter régulièrement les causeries à partir de 1905, et rédige bientôt des articles pour *l'anarchie* tout en continuant à assurer la publication de sa propre revue. Les deux hommes éprouvent l'un pour l'autre une estime intellectuelle réciproque et se retrouvent sur une définition commune de l'anarchisme comme refus de la domination et de l'exploitation de l'homme sur son semblable et, surtout, comme effort conscient pour vivre hors de cette domination et de cette exploitation. L'anarchisme ne se réduit pas pour eux à une doctrine philosophique: c'est un choix de vie, une praxis. Des années plus tard, voici comment Mauricius analysait le pouvoir de séduction exercé par Libertad et son mouvement sur des jeunes gens tels que lui ou sur des libertaires plus aguerris comme Armand: «En attendant que la société change, jusqu'alors, l'anarchiste vivait comme tout le monde, de façon assez conformiste. Insurgé dans sa pensée, il pouvait se trouver fort soumis dans ses actes: être bon ouvrier, bon citoyen, légaliste et régulier, anticlérical et fabriquant de chapelets. Avec Libertad, le point de vue avait changé, l'anarchiste devait dès aujourd'hui mettre ses actes en accord avec ses idées»[2].

«**Ce n'est pas dans cent ans qu'il faut vivre en anarchistes**» était bien le credo des individualistes, qui se donnaient pour objectif premier leur propre transformation, leur propre perfectionnement physique et moral. Mauricius ne laisse certes pas son esprit en friche, et l'énumération des cours qu'il a suivis à l'université ou ailleurs donne un peu le vertige mais,

comme nombre d'individualistes, il tient pour tout aussi important le développement de son corps. Son emploi du temps, déjà chargé, se gonfle d'heures de sport : deux fois par semaine, il se rend au gymnase de la rue de Trévise, où il pratique la boxe française, la lutte gréco-romaine, et s'entraîne aux haltères et aux agrès. Le dimanche après-midi, il se rend fréquemment au Perreux pour nager et faire du vélo. Mais cette préoccupation pour l'hygiène ne fait pas pour autant de lui un adepte du régime végétarien, et il se méfie de tout dogmatisme en matière de prescriptions alimentaires. Il partage en revanche l'intérêt des individualistes pour la sexualité qui, bien avant que les thèses de Freud soient connues en France, en ont fait une question centrale et y ont consacré de nombreux textes. En 1906, Mauricius publie une brochure intitulée *Du refoulement sexuel dans l'étiologie des psychoses*, et s'exprime par la suite fréquemment sur ce sujet dans les colonnes de *l'anarchie*. Tout à fait partisan de la diffusion des techniques contraceptives, il proclame : « Amour-libriste, je considérerais comme déraisonnable de laisser des soucis durables à mes éphémères compagnes. Parce qu'anarchiste, je suis néo-malthusien comme je suis propre »[3].

*

Lorsque Rirette fait sa connaissance, en 1907, Mauricius est déjà, du fait de son bagage scientifique, un conférencier apprécié dans ce milieu qui tente d'inventer de nouveaux modes de vie au nom de la rationalité. Elle est impressionnée par son assurance, par sa capacité à argumenter et par son activité débordante, et ne peut que se sentir flattée de l'attention qu'il lui porte. Elle apprécie aussi chez lui ce qui en agace plus d'un : son allure un peu précieuse et sa mise de bourgeois, qui lui vaudra d'échapper à plusieurs reprises aux rafles policières et aux passages à tabac devant les locaux de *l'anarchie*, quand tout le reste de la bande y passe parfois. Il est vrai que sa pol-

tronnerie, légendaire selon certains[4], l'incite souvent à quitter les lieux dès que s'annonce une bagarre.

En septembre 1907, alors qu'ils ne sont pas encore amants, Rirette lui adresse un petit mot passionné, qu'il a gardé jusqu'à la fin de sa vie: «Je puis m'échapper une minute et courir à la poste te dire tout l'amour qui me pousse vers toi, qui m'étreint et qui m'enlise. Je t'aime, mon Maurice, je t'aime. Je veux que nous partions au Caire pour t'avoir tout à moi seule, pour t'adorer. Je souffre ici de tous ceux et celles qui peuvent t'approcher, te causer, te sourire et me prendre aussi ton sourire. Trop de femmes ont eu tes caresses et trop d'hommes ton esprit. Je t'attends ce soir mon aimé et je t'aime. Rirette»[5]. Voilà qui n'aurait pas plu aux compagnons fustigeant la jalousie et l'exclusivisme comme sentiment réactionnaire! La passion fait de Rirette, qui vient juste d'avoir vingt ans, une amoureuse bien conformiste qui n'a décidément pas le goût du partage! Mauricius, qui vient de toucher un petit héritage, rêve de courir le monde. Il caresse le projet de partir pour l'Égypte où vient de se réfugier un jeune insoumis qui fréquente *l'anarchie*, Ernest Bachelet. Rirette, elle, est pressée de mettre de la distance entre elle et Louis, entre Mauricius et le milieu qui l'accapare et contre lequel elle ne se sent pas la force de lutter. Elle ne supporte pas de voir sa vie entravée par les contraintes, la mauvaise conscience, le jugement négatif des autres. Dans une autre lettre, écrite en novembre, elle déclare que Louis ne représente plus rien pour elle. «Si on te jette Maîtrejean à la face, tu peux affirmer cette lettre à la main que Maîtrejean n'est plus pour moi qu'un ami, un grand ami que je respecte et que j'estime, un ami qui m'a donné des charges et qui s'en souvient et c'est tout. Pas un désir, pas un frisson ne peuvent naître en moi sous sa caresse. Je suis à toi toute»[6]. Il semble, à la lire, que la nouvelle liaison de Rirette, mère de deux petites filles de moins de deux ans, n'ait pas été vue d'un très bon œil par tous les compagnons et que certains réprouvent son inconstance. Il est vrai que les prises de position des indivi-

dualistes en faveur de l'amour plural n'ont pas empêché de furieux règlements de comptes de se produire entre compagnes et compagnons trahis. Libertad lui-même n'a pas échappé à ses contradictions, et certains coups de pied dont il fut victime n'ont pas été motivés par les seuls différends politiques.

Rirette, qui méprisait Louis pour son inculture, se fait toute petite devant Mauricius : « Être la maîtresse de Mauricius si ce Mauricius est vraiment aussi noble, aussi grand qu'on peut le croire, n'est-ce pas un rêve pour moi ? Et en quoi ai-je mérité cela ? Est-ce par ma folie ou par mon bon sens de femme qui sait penser et qui veut vivre ? En tout cas, c'est un fait acquis, nul ne peut le nier (..) J'ai assez de force, assez de volonté pour m'élever jusqu'à toi, pour devenir digne de toi. Tu peux crier à tous ton amour, tu peux dire partout que c'est Rirette qui t'a pris, parce que cet amour ne te rabaissera pas. Je veux que mon amour te rende plus fort et meilleur, plus prompt aux beaux gestes, plus ardent à la lutte. Quoi qu'en disent les méchants et les envieux, Rirette n'est pas une petite fille. C'est une femme qui sait se donner mais qui garde sa force d'action, sa volonté. En tout cas, tu peux affirmer que toi seul possède ce corps passionné, ce cerveau autoritaire peut-être, mais sain, cette chair vibrante »[7]. Le prestige des « théoriciens », des conférenciers, sur les femmes du milieu individualiste se manifeste ici avec éclat. Plus d'un compagnon ouvrier en fera plus tard l'amère expérience.

Louis, qui aime Rirette d'un amour exclusif, souffre d'autant plus qu'il s'efforce de n'en rien laisser voir car la jalousie apparaît aux individualistes comme la marque d'une volonté d'appropriation de l'être aimé, un sentiment vil, incompatible avec une mentalité d'avant-garde. Ce sera un sujet constant de la propagande d'Armand dans *L'En-dehors*, qui plaide pour la liberté sexuelle et la camaraderie amoureuse. « La stabilité et la permanence du couple furent regardées comme rétrogrades, la monogamie comme une appropriation. C'était un axiome, dans notre milieu, de tenir la

jalousie pour un sentiment réactionnaire», écrira Mauricius dans ses mémoires[8].

Louis ne tente pas de retenir Rirette, il ne l'accable pas de reproches et va jusqu'à feindre l'indifférence pour éviter d'exercer sur elle la moindre pression morale. Mais ceux qui le connaissent bien ne sont pas dupes. Le timbre de son rire, si joyeux auparavant, a changé, son regard s'est assombri, ses propos se font plus radicaux, plus méprisants envers les «intellectuels», qu'il taxe de beaux parleurs. Car il sait bien que Rirette rejette tout ce qui en lui évoque l'ouvrier: sa voix, ses postures, son langage. Et qu'*a contrario*, tout ce qui l'attire dans son rival, c'est précisément ce qui lui fait défaut: une certaine affectation, le goût de l'étude, l'aisance verbale. Les deux hommes se connaissent pourtant bien et s'apprécient. Mauricius sait à quel point Louis aime Rirette et devine le mal qu'ils lui font, mais il refuse de se laisser gagner par la culpabilité. «Nous nous aimions sans le moindre remords, et d'ailleurs sans la moindre illusion en amants provisoires qui ne se sont point engagés.»[9]

*

Au début de l'année 1908, Rirette quitte tout à fait Louis pour vivre avec son nouvel amant. Elle commence à animer des conférences contradictoires avec lui en banlieue, et même en province. Elle, qui a davantage de goût pour la littérature et la poésie que pour la philosophie, doit se familiariser avec les auteurs dont les individualistes se réclament: Stirner, Nietzsche, Ibsen, Le Dantec. Elle y met beaucoup de bonne volonté et gagne rapidement de l'assurance, tenant sa place dans les débats et polémiquant avec ardeur contre les adversaires politiques de *l'anarchie*.

Louis, ébranlé par son départ, se radicalise lui aussi, mais d'une tout autre manière. Vivre en anarchiste dès aujourd'hui, pour un ouvrier tel que lui, signifie d'abord se libérer des jour-

nées de dix heures qui vous laissent le cerveau vide et le corps meurtri. Et comme bien des compagnons en ces années-là, il est prêt, pour y parvenir, à s'engager dans la voie de l'illégalisme. Le sillon en avait été tracé dès les années 1880 par Clément Duval, ouvrier serrurier, membre du groupe anarchiste parisien La Panthère des Batignolles, envoyé au bagne pour avoir pillé, puis incendié, en octobre 1886, un hôtel particulier, et par Vittorio Pini, un cordonnier parisien né en Italie, qui avait pratiqué des « expropriations » politiques pour doter son groupe, Les Intransigenti, d'une imprimerie destinée à la propagande anarchiste. L'un et l'autre avaient lors de leur procès défendu la reprise individuelle au nom du droit à l'existence de l'être humain qui peut et doit, si la société ne lui donne pas de quoi subsister, prendre son nécessaire là où il y a du superflu. On assiste, à la suite des procès de Duval et Pini, à l'émergence d'un véritable courant illégaliste au sens où certains compagnons en viennent à considérer les actes de reprise individuelle, non plus comme moyen, mais comme finalité. Ils en font l'essentiel de leur activité révolutionnaire, persuadés que rien ne peut, davantage que le vol, affaiblir la société capitaliste. Originaires de plusieurs pays d'Europe, ils se déplacent entre Bruxelles, Paris, Londres et Genève, s'échangent des informations, préparent certains coups ensemble et partagent le même réseau de receleurs et de revendeurs. Le plus flamboyant de tous reste l'anarchiste Alexandre Marius Jacob, né à Marseille en 1879, qui a réussi à constituer une bande remarquablement bien organisée, « les Travailleurs de la nuit », comprenant des éclaireurs, des cambrioleurs, des receleurs et des revendeurs. Ils ne s'attaquent qu'aux domiciles de ceux qu'ils considèrent comme des parasites (patrons, magistrats, militaires), et n'oublient pas de piller les églises ou les bâtiments publics, mais s'interdisent toute effusion de sang. Marius Jacob, qui laisse sur les lieux de ses forfaits de courts billets signés Attila, reverse un pourcentage du produit des vols à la cause anarchiste et vit lui-même dans une grande sobriété. En moins

de trois ans, la bande compte à son actif plus de cent cambriolages et un butin supérieur à cinq millions de francs. Jugé en mars 1905 à Amiens, Marius Jacob reprend, dans une longue déclaration qui connaît une formidable diffusion dans le milieu anarchiste, l'essentiel de l'argumentaire individualiste: «La société ne m'accorde que trois moyens d'existence: le travail, la mendicité et le vol. Le travail, loin de me répugner, me convient. Ce qui me répugne, c'est de suer sang et eau pour l'aumône d'un salaire, c'est de créer des richesses dont je suis frustré. La mendicité, c'est l'avilissement, la négation de toute dignité. Tout homme a droit au banquet de la vie.

Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend. [...] [10]

Je me livre au vol sans aucun scrupule. Je n'accepte pas votre prétendue morale qui prône le respect de la propriété comme une vertu alors qu'il n'y a pire voleur que les propriétaires. Estimez-vous heureux que ce préjugé ait pris racine dans le peuple. Mais prenez-y garde, tout n'a qu'un temps».

La question de l'illégalisme divise alors profondément le milieu anarchiste, mais les individualistes, groupés autour de Libertad, apportent un soutien sans faille à ceux qui s'en revendiquent. Certains expriment cependant des doutes sur le pouvoir d'émancipation individuelle de la pratique illégaliste, qui n'arrache l'individu à la servitude du travail salarié que pour le plonger dans une servitude plus grande encore: celle de la prison ou du bagne. C'est bien l'avis de Rirette, qui n'observe pas sans angoisse Louis faire l'apologie du vol et de l'estampage, et se lier à des compagnons connus pour pratiquer l'émission de fausse monnaie. Peu de temps auparavant, Armand, accusé par un faux-monnayeur d'être son pourvoyeur, a été condamné à cinq ans de prison, malgré l'absence de preuves. Les délations dans ce milieu, qui mêle anarchistes authentiques, petite pègre et indicateurs, sont fréquentes, et il ne se passe guère de semaines sans que l'on apprenne l'arrestation de quelque camarade spécialiste de la «thune en chocolat». Libertad, accusé plus d'une fois par ses détracteurs

de se livrer à de telles pratiques pour alimenter les caisses du journal, tient à distance tout inconnu porteur de propositions suspectes. Mais sa méfiance envers les mouchards ne l'empêche pas d'apporter son soutien aux compagnons qui se sont engagés dans cette voie : « Les faux-monnayeurs peuvent être nos amis aussi bien et mieux que les fabricants de monnaie légale. Effectivement, tout ce qui peut amoindrir ou détruire l'autorité, la propriété et l'argent est acte anarchiste. Que les socialistes, qui déjà préparent leurs attaques sur ce thème, le sachent bien. Il n'est pas besoin d'insinuation, nous acceptons le cousinage direct avec nos camarades faux-monnayeurs »[11].

Malgré les mises en garde de Rirette, Louis se trouve bientôt au cœur d'un petit réseau : avec Baldomero, un cordonnier espagnol, et quelques camarades, hommes et femmes, il écoule sur Paris de fausses pièces fabriquées dans les Vosges par deux de ses amis, Chapuis, un forgeron de vingt-quatre ans, et Émile Boulanger, un serrurier de vingt-sept ans. C'est une activité qui n'est ni très exaltante, ni très lucrative. Pour gagner un peu moins que ce qu'il percevait en travaillant comme sellier, il risque au moins deux fois par jour une peine de cinq années de réclusion. Non seulement cette activité ne l'enrichit pas, mais elle lui coûte cher, si bien qu'elle ne lui laisse aucun répit. La part de dissimulation, d'hypocrisie, dont il faut faire preuve pour endormir la méfiance de ceux auxquels il entreprend de glisser les « pièces en chocolat », convient mal à son tempérament ouvert. Il lui en coûte d'attendre parfois des heures qu'une occasion propice se présente à lui, et il ne se sent pas forcément très fier d'arriver à ses fins en abusant précisément les plus confiants, les moins mesquins, et certainement pas les plus riches des commerçants pris pour cible.

Mais s'il lui arrive de regretter ses instruments de travail et ses compagnons d'atelier, il s'agace des tentatives entreprises par Rirette pour le détourner de la voie qu'il a choisie. Il contre ses arguments en affirmant que le refus du salariat est une question de principe, pas de rentabilité. Elle lui a pourtant

assez reproché de se complaire dans la condition ouvrière! Qu'elle aille vivre sa vie avec les intellectuels et qu'elle le laisse en paix! Il ne se fait pourtant aucune illusion et sait bien qu'un jour ou l'autre il sera pris, comme tous finissent par l'être, même si son petit groupe est constitué de camarades fiables. Louis tombe en mai 1909 avec tous ceux de son réseau et prend quatre ans de prison ferme. Rirette, qu'il avait continué à aider après leur séparation, doit désormais assurer seule l'éducation de ses enfants. Mais elle s'attribue une part de responsabilité trop importante dans la dérive illégaliste de Louis pour lui en vouloir vraiment et, lorsqu'elle évoque le père de ses filles, la compassion l'emporte toujours sur la colère.

NOTES

1. Mémoires de Mauricius, recueillies par Pierre-Valentin Berthier en 1974.
2. *Ibid.*
3. *L'anarchie*, n° 196, 7 janvier 1909.
4. «Ce crétin vantard qui a nom Mauricius est de l'avis de quiconque l'approche, la poltronnerie et la lâcheté personnifiées», écrit de lui Miguel Almeyreda, dans un article de *La Guerre sociale*, «Pour des salauds», le 3 novembre 1909.
5. Lettre de Rirette à Mauricius, fonds Mauricius IFHS.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. Mémoires de Mauricius, *op. cit.*
9. *Ibid.*
10. *Marius Jacob, l'anarchiste cambrioleur*, William Caruchet, Séguier, 1993, p. 173.
11. «À propos des faux monnayeurs», *l'anarchie*, 6 juin 1907.

Chapitre 4
Massacre à Draveil

Pour pouvoir s'isoler de temps en temps avec sa compagne, qui supporte mal la promiscuité constante qui est la règle rue du Chevalier de La Barre, Mauricius loue au printemps 1908 une petite maison au bord de la Seine, à Champrosay, près de Draveil, un hameau connu et apprécié des artistes depuis plusieurs décennies. Eugène Delacroix y a eu son atelier. Alphonse Daudet y a résidé chaque été pendant trente ans, de 1867 à 1897, recevant peintres, écrivains, musiciens et hommes politiques. Renoir, Monet, Cézanne, les frères Goncourt ont fréquenté sa maison. C'est là que son fils, Léon, alors rédacteur en chef de *L'Action française* et contradicteur acharné des anarchistes, qu'il admire cependant pour leur audace physique, a fait ses premiers pas.

Rirette s'y est installée avec ses deux enfants, Chinette, qui marche à peine, et Maud qui, dans la crainte d'une nouvelle séparation, ne lâche pas le tablier de sa mère. Mauricius, retenu à Paris par des tâches alimentaires, par les études qu'il poursuit tant bien que mal et par son activité de propagandiste, les rejoint chaque fin de semaine. La campagne a sur Rirette un effet apaisant: elle prend le temps de découvrir ses filles, s'occupe du jardin, fait de longues marches au bord de l'eau. C'est un intermède heureux qui l'éloigne provisoirement de *l'anarchie*, où les conflits entre compagnons atteignent une rare intensité.

Libertad, qui doit faire face à des accusations graves émanant des milieux révolutionnaires et qui subit des attaques de plus en plus virulentes de la part de son ancien ami, Paraf-Javal, est en effet confronté à une opposition s'exprimant au sein même du journal. Armandine Mahé et son ami Martin, dit Japonet, ainsi que Charlot, l'accusent de se décharger complètement sur eux des tâches matérielles et mettent en cause le manque de transparence dans la gestion des comptes, allant jusqu'à l'accuser de détourner de l'argent. C'est la révolte des typos contre les rédacteurs! Libertad se sent de plus en plus isolé, malgré l'affluence du public à ses conférences, car c'est toute l'équipe de *l'anarchie* qui fait bientôt bloc contre lui. Même Anna, sa plus proche collaboratrice, l'accable de reproches, ne tolérant plus son goût pour la provocation qui lui a valu, quelques mois auparavant, un nouveau séjour en prison qui les a tous mis en difficulté. Rirette s'est tenue tout à fait à l'écart de ces querelles, et c'est à elle que Libertad confie la grande détresse dans laquelle le laisse le départ de Jeanne Morand, sa maîtresse, qui l'a quitté au début du mois d'avril. Elle est bouleversée, ce jour-là, de le voir pleurer, lui toujours si fort devant l'adversité, et ne regrette pas, face à un climat si délétère, d'avoir pris quelque distance avec la rue du Chevalier de La Barre.

*

Mais les jours tranquilles à Champrosay vont bientôt prendre fin et Rirette va se trouver plongée au cœur d'un des plus sanglants conflits ouvriers de la Belle Époque. En effet, non loin de ce petit paradis pour les peintres et les poètes, des centaines d'hommes, immigrés pour la plupart, venus de province ou d'Italie, sont à la peine douze heures par jour, les pieds dans l'eau, maniant la pelle et la pioche, pour un salaire horaire de cinquante centimes: ce sont les ouvriers des sablières de Vigneux-Draveil. Ils sont employés par une trentaine d'entreprises qui se sont regroupées depuis 1906 au sein de la

Compagnie des sablières de la Seine. Les conditions de travail sont extrêmement pénibles, les accidents ne sont pas rares, et les conditions d'habitat sont lamentables car rien n'a été construit pour accueillir cette main-d'œuvre déracinée. L'alcool fait des ravages chez ces travailleurs de force, d'autant plus que les contremaîtres, qui ont le monopole du commerce du vin autour des chantiers, les poussent à la consommation en employant prioritairement les meilleurs clients de leurs débits de boissons. Mais les terrassiers et carriers commencent à s'organiser: une section syndicale est née en 1907, affiliée à la combative Fédération du bâtiment. Le premier mai 1908, alors que la compagnie a annoncé une baisse des salaires, la grève démarre sur un des chantiers et se propage rapidement à l'ensemble des exploitations. Les ouvriers exigent d'être payés soixante-dix centimes de l'heure et réclament la journée de travail de dix heures, le respect du repos hebdomadaire, la reconnaissance du syndicat des terrassiers et, enfin, la suppression des débits de boissons tenus par les contremaîtres.

De violents conflits opposent bientôt les ouvriers grévistes aux non grévistes et aux travailleurs extérieurs embauchés sur certains chantiers: les «renards»[1], qui ne s'appellent pas encore les jaunes. Les gendarmes interviennent alors pour faire respecter la liberté du travail. Le conflit se durcit: il est parti pour durer. Les grévistes s'organisent et installent leur quartier général à Vigneux, dans une grande bâtisse de deux étages, l'Hôtel-restaurant du Progrès. Le comité de grève tient ses réunions dans la salle de bal attenante tandis que des soupes populaires sont servies chaque jour sous la véranda grâce aux souscriptions ouvertes dans différents journaux, et grâce à la solidarité locale. Rirette, qui vient chaque jour à pied de Champrosay pour participer aux meetings et se mêler à la foule des grévistes, collecte des légumes, des œufs et du lait dans les fermes environnantes.

Des orateurs socialistes, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires viennent de Paris pour manifester leur soutien et

exhorter les grévistes à tenir bon. Même les anarchistes individualistes sont là, eux pourtant si prompts à ne voir dans les conflits sociaux que l'expression d'une stratégie réformiste d'aménagement des conditions d'exploitation. Si le mouvement des terrassiers rencontre d'emblée leur sympathie, c'est parce qu'il ne concerne pas l'élite ouvrière, mais des travailleurs précaires, déracinés, brutalement exploités, c'est parce qu'il ne concerne pas des ouvriers producteurs de biens de consommation inutiles ou même nuisibles au prolétariat, comme les armes ou les boissons alcoolisées[2], mais des hommes œuvrant au bien-être général. Le sable de Draveil alimente les grands chantiers de la capitale et les individualistes ne sont pas hostiles à la rénovation urbaine qui, bien menée, pourrait signifier la fin des taudis. Et c'est enfin parce que, dès le départ, par la chasse aux « renards » et par des actes de sabotage visant à empêcher que se poursuivent l'extraction et le transport du sable, les grévistes ont affiché leur détermination et leur volonté de ne pas se laisser contraindre par le cadre légal. Libertad vient à plusieurs reprises de Paris et rencontre une véritable audience auprès de ces travailleurs de force qui sont sortis de la résignation et s'ouvrent aux paroles émancipatrices.

Le conflit dure depuis un mois sans que rien ne bouge, mais les événements vont bientôt se précipiter. Le 2 juin, au début de l'après-midi, les gendarmes encerclent le restaurant du Progrès, où un homme qui les a affrontés le matin même alors qu'ils escortaient à la gare des tombereaux de sable extrait par les briseurs de grève vient de se réfugier. Empêchés par les ouvriers d'entrer à l'intérieur du local, ils tirent à travers les vitres, blessant mortellement deux grévistes. Lorsque Rirette arrive, en fin d'après-midi, les bras chargés de victuailles comme à l'accoutumée, elle ne retrouve pas l'atmosphère de fête populaire joyeuse qui régnait depuis le début du conflit. Une foule compacte, silencieuse, presque figée, est massée autour de la véranda. Hésitante, elle avance à la recherche d'un visage ami, pressentant qu'un drame a eu lieu. Un des

grévistes qu'elle connaît bien lui saisit alors le bras et l'entraîne à l'intérieur d'une maison de la place, en lui murmurant, haletant, à l'oreille : « Ils ont tiré tout à l'heure ! Goebellina, tu sais, le jeune type aux cheveux très noirs, Goebellina, un de la première heure. Il a pris une balle en plein cœur ». Introduite dans la cuisine, Rirette s'agenouille sur le carrelage froid où repose le grand garçon à la poitrine rougie. Tremblant légèrement, elle étend sa main vers le front déjà pâle orné d'une petite mèche rebelle brune et murmure doucement son nom. Elle effleure du bout des doigts ses grandes et belles mains d'adolescent, brunies et calleuses, déjà crispées. Pour elle, cette grève avait des allures de jeu, c'était la révolte qui venait opportunément à elle la réveiller dans sa retraite bucolique. Mais ce n'était pas pour rire, en face, les Piketty, les Lavolay, les Charvet et les autres entrepreneurs des Sablières étaient prêts à tout pour ne pas voir baisser leurs profits. Et l'armée leur prêtait main forte ! Ah, comme ils avaient raison de l'appeler marâtre cette République qui n'hésitait pas à verser le sang de ses fils les plus déshérités pour protéger les intérêts des possédants ! Les mots bourgeoisie, patronat, exploitation, dont Rirette ne faisait guère usage, rétive au registre de classe, prenaient sens tout à coup devant les deux corps étendus à ses pieds : celui du jeune Émile Goebellina, dix-sept ans, terrassier, et celui de Pierre Le Foll, quarante-huit ans, ouvrier charpentier, atteint d'une balle en pleine tête.

Deux jours plus tard, tandis qu'à Paris se déroule le transfert des cendres de Zola au Panthéon, des milliers d'ouvriers, silencieux, en tenue de travail ou en habits du dimanche, accompagnent la dépouille d'un autre Émile, le petit Goebellina, au cimetière de Villeneuve-Saint-Georges. Des incidents éclatent en fin de journée, auxquels les anarchistes présents en nombre ne sont pas étrangers. À Paris, les syndicalistes de la Fédération du bâtiment tiennent meeting et appellent à venger les camarades assassinés. Sur place, c'est l'état de siège, les cent cinquante gendarmes présents reçoivent le secours de

plusieurs escadrons de dragons à cheval et de détachements de cuirassiers qui patrouillent dans les rues désertes de Vigneux, de Villeneuve-Saint-Georges et de Draveil. La situation est bloquée, les compagnies refusent toujours de négocier, malgré les efforts de médiation de la préfecture de Seine-et-Oise. En juillet, le conflit n'est toujours pas réglé : les sabotages et les attaques contre les « renards » se poursuivent. Quelques briseurs de grève sont victimes « d'accidents ». Craignant le pourrissement du conflit, les instances dirigeantes de la CGT y vont de leur petit refrain sur les conflits qu'il faut savoir finir, mais la Fédération du bâtiment veut aller jusqu'à la grève générale : elle appelle à un rassemblement de tous les ouvriers de la région parisienne le 30 juillet, à quatorze heures.

Au jour dit, plusieurs milliers de participants venus de Paris se retrouvent à Vigneux et, après avoir écouté les orateurs, partent en cortège vers Villeneuve-Saint-Georges en chantant l'Internationale. C'est alors que le 27e régiment de dragons, appelé en renfort, charge la colonne de grévistes, sabre au clair. Rirette, séparée par un mouvement de foule de ses camarades venus en nombre de Paris, s'effondre, blessée à la jambe. À son côté, un jeune Italien agonise, transpercé de coups de sabre. À demi-consciente, elle est transportée par des manifestants jusqu'à une ambulance où elle est prise en charge par un médecin qui refuse de la remettre aux forces de l'ordre. Libertad, qui s'est jeté à l'eau pour fuir la troupe, échappe de justesse à la mort. Lorsque les manifestants, parmi lesquels se trouvent de nombreux blessés, arrivent à Villeneuve-Saint-Georges, ils découvrent que les rues autour de la gare sont bloquées par l'armée, rendant impossible tout retour sur Paris. Ils arrachent alors les pavés pour ériger des barricades et pour affronter les soldats. De la foule, des tirs éclatent soudain en direction de la troupe qui riposte immédiatement et se lance à l'assaut des barricades. Le bilan de la journée est lourd : quatre morts et deux cents blessés, certains grièvement. De très nombreux manifestants sont interpellés et jetés en prison sans

même recevoir les soins nécessaires. Henri Dret, ouvrier cordonnier, secrétaire général de la Fédération des cuirs et peaux, blessé au bras, est amputé en prison même. Des arrestations sont opérées le lendemain au siège de la CGT: Victor Griffuelhes et Émile Pouget, secrétaire général et secrétaire adjoint, sont incarcérés et passent deux mois à la prison de Corbeil avant de bénéficier d'un non-lieu. La répression se poursuit sur le terrain judiciaire: des militants anarchistes présents sur les lieux, comme Georges Durupt, collaborateur du *Libertaire*, sont accusés d'avoir appelé les soldats à la désobéissance en les pressant d'imiter le célèbre 17e bataillon de ligne qui, quelques mois auparavant, avait fraternisé avec les insurgés du Midi.

Un nouvel appel à la grève générale, lancé le 3 août, échoue lamentablement. La répression féroce a eu raison de la combativité ouvrière, et les grévistes de Vigneux, démoralisés, acceptent de signer un accord le lendemain. Le salaire horaire est augmenté de cinq centimes au lieu des vingt centimes initialement demandés, la journée de travail est limitée à dix heures, le respect du repos hebdomadaire est réaffirmé et les débits de vin tenus par les contremaîtres sont supprimés, mais les compagnies refusent toujours de satisfaire à la demande de reconnaissance de la section syndicale des terrassiers. C'est une défaite cuisante pour le mouvement ouvrier, dont les diverses factions se rejettent la responsabilité l'une sur l'autre. Comme souvent, les anarchistes servent de bouc émissaire. L'un des responsables de la section syndicale du bâtiment, l'ouvrier terrassier Ricordeau, est mis en cause par la confédération pour ne pas avoir accepté de négocier à temps et pour avoir affaibli le mouvement en laissant pourrir la situation. Libertad est accusé par Jaurès d'être un agent provocateur à la solde de Clemenceau et d'avoir fourni des armes aux grévistes. Cela fait des années qu'il est la cible de telles attaques, et pas seulement de la part des socialistes bon teint comme Jaurès: des socialistes révolutionnaires, son frère ennemi,

Paraf-Javal, et l'anarchiste Jean Grave ont relayé plus d'une fois ces accusations infamantes. Quelques mois avant les événements de Draveil, en janvier 1908, l'acquittement de Libertad, qui comparaissait pour provocation au pillage et à l'incendie au cours d'une manifestation, avait déjà alimenté ces rumeurs. Le socialiste Adrien Meslier, député de la Seine, cité comme témoin de la défense au procès, avait alors fait paraître dans *La Guerre sociale* un texte refusé par *L'Humanité*: «Depuis bien longtemps, je connais Libertad et puisqu'il est traqué par l'immonde police des mouchards politiques, je tiens à proclamer ici bien haut, à la veille peut-être de sa condamnation, toute mon estime et toute mon affection pour lui. Sans doute la méthode que nous suivons pour l'œuvre de révolution est différente; sans doute bien souvent sur mon modeste chemin de propagandiste, je l'ai rencontré comme antagoniste, qu'importe! Après tout notre but est le même»[3].

Des armes, il se peut que des militants individualistes en aient procuré aux grévistes sur leur demande, mais certainement pas sur ordre de Clemenceau. S'ils l'ont fait, eux qui avaient quelques facilités à faire circuler des brownings, c'est tout simplement parce qu'ils ne supportaient pas le spectacle d'hommes allant les bras ballants au-devant de dragons casqués, armés et montés, alors que le sang avait déjà coulé. Et reste à savoir si, sans ces tirs, la répression aurait été moins forte. Après tout, nulle provocation n'avait précédé la mort de Goebellina et Le Foll le 2 juin 1908. Plus tard, *La Guerre sociale* mettra en évidence le rôle trouble d'un certain Métivier, secrétaire du Syndicat des biscuitiers et agent à la solde de Clemenceau, qui avait participé à l'organisation de la manifestation sanglante, ce qui n'autorise personne à réduire les ouvriers des carrières à l'état de pauvres marionnettes manipulées par des gouvernants tout-puissants. Quelle haine de la radicalité, quel mépris des dominés se dissimule derrière la théorie du complot! Fallait-il que les grévistes ploient la nuque devant l'intransigeance patronale et retournent au turbin les

mains vides pour qu'on leur décerne un brevet de maturité politique et pour qu'on les croie autonomes?

Rirette, blessée physiquement et moralement atteinte, sort mûrie de ce conflit, qui donne à sa révolte un sens qui la dépasse. Elle n'imagine pas pouvoir se complaire plus longtemps dans son petit paradis champêtre, qu'elle sait maintenant bien près de l'enfer quotidien des travailleurs. Elle retourne définitivement à Paris à l'automne 1908 et retrouve la rue du Chevalier de La Barre, ravagée par les conflits internes. Libertad assure désormais seul la direction de *l'anarchie*. Bientôt alité, à la suite de coups reçus lors d'une bagarre suivie d'une descente policière devant les locaux du journal, il est assisté par son amie Jeanne Morand, revenue auprès de lui pour le soigner. Son état se dégrade rapidement et, le 6 novembre, il est hospitalisé aux urgences de Lariboisière, pour des plaies qui ne cicatrisent pas. Il meurt d'un anthrax quelques jours plus tard, le 12 novembre 1908, dans un état d'épuisement et de dénutrition total. Il a trente-trois ans et laisse derrière lui des compagnons divisés mais cependant déterminés à ne pas laisser périr son œuvre: *l'anarchie*, première tribune du mouvement individualiste. D'après les rapports de police, Mauricius est le seul, avec Jeanne Morand, à lui avoir rendu visite pendant son court séjour à l'hôpital, ce qui en dit long sur son isolement.

L'anarchie rend compte avec sobriété de la disparition de son fondateur: «La fin imprévue de notre camarade Libertad a fait un trou dans nos rangs. Le pionnier a succombé devant la tâche inachevée, en pleine lutte contre l'autorité, contre les résignés. L'œuvre reste. Continuons-la»[4]. Pas d'hommage grandiloquent, ni d'appel à se rendre aux obsèques. Par respect pour sa mémoire, les amis de Libertad refusent de sacrifier au culte de la Charogne que l'initiateur de *l'anarchie* a tant pourfendu. Armandine Mahé et Jeanne Morand assurent dans un premier temps la direction du journal, avant que Mauricius et Rirette ne prennent la relève à partir de mars 1909. C'est une

tâche difficile car les rapports entre les différents collaborateurs sont souvent conflictuels, il faut se battre pour que les épreuves soient rendues à temps, et la vie en communauté, au 22 rue du Chevalier de La Barre, ne laisse place à aucun temps mort: grandes tablées, discussions interminables, couchers tardifs. Mauricius et Rirette, qui n'ont toujours pas réalisé les projets de voyage dont ils rêvaient au début de leur relation, songent à partir enfin: ce n'est plus l'Égypte qui les tente désormais, mais l'Italie et l'Afrique du Nord. En août 1909, ils quittent Paris, abandonnant la responsabilité du journal à André Lorulot, un «scientifique», partisan des milieux libres, naturiste et végétarien intransigeant, collaborateur de *l'anarchie* depuis ses débuts. Sous sa direction, les rubriques consacrées à ces thèmes prendront une importance croissante dans le journal.

Mauricius et Rirette ont vingt-deux et vingt-trois ans, et ils viennent de vivre une année éprouvante, toujours pris par l'urgence des tâches à accomplir. Leur escapade a des allures de désertion: «Rome, Naples, Messine, Tunis, Biskra. Tout un itinéraire d'amour et de liberté se dessinait devant nous, employés à nous aimer sans souci et sans mesure et à découvrir le monde»[5]. Mais cet hédonisme revendiqué s'inscrit aussi parfaitement dans la conception individualiste anarchiste qui revendique le temps libre et le loisir comme besoin humain essentiel. Les balades du dimanche en sont l'illustration, de même que l'existence de lieux de villégiature anarchistes, comme le Rayon de soleil, société de vacances populaires située à Châtelaillon, au sud de La Rochelle, que Libertad et les siens fréquentaient régulièrement depuis l'été 1905. Anna Mahé vantait dans les colonnes de *l'anarchie* l'agrément de «cette plage de sable magnifique que les bourgeois n'envahiront pas car nous faisons bonne garde»[6], plage libertaire sur laquelle les compagnons édifiaient des abris de toile, vivaient débarrassés de la gangue des vêtements et se rassemblaient le soir autour du feu, «un coin de camaraderie hors des préjugés»[7].

Vivre en anarchiste, c'est s'approprier le monde sans attendre, c'est aller avec tout son corps et son esprit à la rencontre de la volupté, qui passe par l'alimentation saine, la sensation du soleil et de l'eau sur la peau, l'amour physique, la découverte des paysages, des œuvres d'art, des hommes. Pas de militantisme triste, pas de sacrifice à la cause, pas de volonté d'ascèse, même si la consommation est questionnée et si se pose, déjà, la question des vrais et des faux besoins. Ce départ n'a donc pour les deux amants rien d'une trahison, il est au contraire conforme à leur éthique et à leur engagement. Ils n'iront cependant pas aussi loin qu'ils l'avaient prévu. À Rome, Rirette, atteinte d'une forte fièvre, doit s'aliter. Le médecin appelé à son chevet diagnostique une méningite cérébro-spinale et lui déconseille de poursuivre le voyage. Elle rentre à Paris avant la fin de l'été 1909 tandis que Mauricius poursuit sa route. Ils se retrouvent un peu plus tard au siège de *l'anarchie* et reprennent ensemble des conférences itinérantes mais leur relation, déjà orageuse, sort ébranlée de cet épisode italien. Les disputes se font fréquentes. Il leur arrive de se séparer avant de se retrouver à nouveau, pour se quitter peu de temps après.

Notes

1. Les « renards » étaient les ouvriers non grévistes. Les terrassiers de Draveil se sont dès le début du mouvement livré à des actions de représailles contre eux et se sont efforçés de les empêcher de travailler, ce qui, pour les patrons des carrières, justifiait la présence permanente d'une force armée pour « protéger la liberté du travail ».
2. *L'anarchie* n'avait pas apporté son soutien aux viticulteurs du Midi en lutte, Libertad dénonçant ce mouvement de petits propriétaires faisant travailler sur leurs terres des ouvriers agricoles exploités et contribuant par leur production à l'abaissement de la classe ouvrière.
3. Archives de la préfecture de police, dossier Libertad.
4. « Aux anarchistes », *l'anarchie*, 19 novembre 1908.

5. Mémoires de Mauricius recueillies par Pierre-Valentin Berthier.

6. Anna Mahé, « Les Amis libres », *l'anarchie*, n° 118, 11 juillet 1907.

7. *Ibid.*

Chapitre 5
Le Rétif

De retour à Paris, Rirette découvre de nouveaux venus rue du Chevalier de La Barre. Parmi ceux-ci, un jeune Russe rencontré à Lille quelques mois auparavant lors d'une tournée de conférences dans le Nord en compagnie de Mauricius : Victor Kibaltchiche. Venu de Belgique, où il avait quitté un milieu individualiste en plein désarroi, il s'était présenté à eux comme un des rédacteurs du journal anarchiste belge *Le Révolté* et comme un lecteur régulier de *l'anarchie*. Il n'avait accordé à Rirette, qui faisait alors ses premières armes comme conférencière, qu'une attention distraite, s'entretenant presque exclusivement avec Mauricius. Elle s'était sentie méprisée par ce pâle jeune homme, de trois ans son cadet, et déjà si sûr de lui. Aussi est-ce sans plaisir qu'elle apprend son arrivée à Paris et sa nouvelle collaboration à *l'anarchie*. Aux causeries du lundi, auxquelles il se montre assidu, elle lui porte la contradiction, agressivement, prenant systématiquement le contre-pied de ses positions, et défendant la raison contre le sentiment, comme moteur de l'action. Face à ces attaques dont il ne comprend pas la virulence, Victor ne se départit jamais de son calme et répond avec une politesse que Rirette juge dédaigneuse. Tout en lui l'agace, ses mains trop soignées, ses lèvres trop minces, sa voix trop douce, tout, jusqu'à ses sempiternelles blouses de flanelle blanche, brodées de soie, qu'il affectionne et arbore comme l'étendard de sa « russitude ». Elle n'est pas la seule, du reste, à le juger anti-

pathique et pédant, dans ce milieu où la sophistication n'est pas de mise et où le mépris des conventions s'accommode mieux d'un certain laisser-aller vestimentaire et d'une pilosité libre que d'une élégance austère et raffinée.

*

Mais Victor Kibaltchiche, qui n'a pas encore dix-neuf ans lorsqu'il débarque à *l'anarchie*, a déjà un passé militant qui peut lui permettre de s'imposer dans les milieux individualistes. Né d'un couple de révolutionnaires russes exilés, il a vécu la plus grande partie de son enfance à Bruxelles, dans le faubourg d'Ixelles. Après un bref passage par la jeunesse socialiste belge, les Jeunes gardes, Victor et son ami Raymond Callemin, par dégoût du réformisme, qui heurte leur soif d'absolu, ont rejoint le mouvement libertaire et fréquenté la colonie fondée en 1906 par Émile Chapelier, un ancien mineur borain, à Stockel, près de Bruxelles, dans la forêt de Soignes. Dans ce milieu libre, l'Expérience, une dizaine d'hommes et de femmes, dont trois enfants, se consacrent au jardinage, à l'aviculture et surtout à l'impression et à la diffusion de textes militants. Ils publient un journal, impriment des brochures consacrées, entre autres, à la propagande néo-malthusienne, à la lutte contre l'alcoolisme, à l'antimilitarisme, à la promotion de l'esperanto, dont certaines sont diffusées à plusieurs milliers d'exemplaires[1].

Victor a été séduit dès sa première visite par cette forme pacifique de propagande par le fait, par cette vie en camaraderie, ébauche d'une société qui ne serait plus dominée par la recherche du profit et par des rapports d'exploitation. Au-dessus de la porte de la grande bâtisse blanche, habitée par les colons, s'affiche la devise de l'abbaye de Thélème, « Fais ce que voudras ! », tandis que sur une table, à l'entrée, sont disposées, à l'intention des visiteurs du dimanche, des brochures sans indication de prix : on se sert et on dépose dans une boîte ce que l'on estime juste et ce que l'on peut donner. Quel

contraste avec les pratiques des socialistes belges chez lesquels Victor et Raymond ont fait leurs premières armes!

Lorsque les colons, expulsés par le propriétaire en 1907, quittent Stockel pour Boitsfort, village très proche du centre de Bruxelles, Victor se joint à eux. C'est dans ce milieu cosmopolite, où se mêlent anarchistes russes, suisses, belges et français, qu'il s'initie à la typographie et à l'écriture en participant à la rédaction et à la fabrication du journal de la colonie, *Le Communiste*, très proche de *l'anarchie* par les thèmes traités. On lui doit une vingtaine d'articles signés Le Rétif, qui restera son principal nom de plume pendant toute sa période individualiste. Mais les dissensions internes, politiques et affectives, les pressions extérieures et les difficultés économiques ont fini par avoir raison de cette expérience communautaire qui entendait donner «l'exemple de ce que pourrait être la société débarrassée de ces deux principes de haine et d'égoïsme: la propriété et l'autorité»[2].

Pour Victor, cet échec n'a rien pour surprendre car il lui semble impossible que des hommes et des femmes marqués par les tares et les névroses héritées de leur éducation puissent créer durablement un milieu libre régi par des principes absolument inverses à ceux de la société. Mais cet épilogue douloureux ne doit pas sonner le glas des expériences communautaires, au contraire, celles-ci «demeurent nécessaires car, quoique toujours forcément très rudimentaires, elles permettent aux militants de se reposer, de temps en temps, en une vie de saine camaraderie (il serait plus juste de dire misère en camaraderie). Propices aux réunions, aux visites, elles facilitent la propagande, deviennent vite des centres d'action. Surtout, elles ont le mérite de montrer l'anarchisme sous un jour nouveau, peu connu de la foule, qui n'en entend parler que lors des attentats terroristes, et qui finit par se l'imaginer spectre rouge de haine et de sang; elles lui montrent l'anarchie sous une lumière plus vraie, en son idéal de paix, de vie, de labeur tranquille. Enfin, elles sont de la propagande par le

fait, des actes. Parce que, comme les idées et choses nouvelles, vingt fois tombées et vingt fois rebâties, elles finiront par vaincre, et seront un jour qu'il nous appartient de rapprocher, les premières cellules de la nouvelle société»[3].

Dans les mois qui suivent la dispersion des colons, Victor collabore au *Révolté,* qui prend la suite du *Communiste.* Mais après le procès d'un ancien de Boitsfort, Sokolov, qui avait monté un laboratoire secret à Bruxelles et abattu deux agents lors de son arrestation, la situation se durcit pour les anarchistes individualistes, en particulier pour Victor et Raymond, qui ont été cités comme témoins par la défense. Il leur devient difficile de trouver du travail, et la surveillance policière autour d'eux se fait de plus en plus pesante. Leur groupe se délite, plus rien ne les retient à Bruxelles et tout les incite au départ. Raymond Callemin s'en va à pied vers la Suisse, en trimardeur[4], passant des travaux agricoles aux emplois de terrassier, emportant pour seul bagage un recueil d'Émile Verhaeren, poète que lui et son ami affectionnent. Victor prend un billet de train pour Lille, et travaille quelque temps chez un photographe d'Armentières, en pleine région minière, avant de gagner Paris. Ce n'est un inconnu pour personne lorsqu'il arrive rue du Chevalier de La Barre, certains l'ont rencontré, la plupart en ont entendu parler ou l'ont lu. La circulation des textes, des idées et des militants est dense entre Bruxelles et Paris : le flot des insoumis, des déserteurs et des compagnons en délicatesse avec la justice l'alimente dans les deux sens.

Les premières semaines sont difficiles pour Victor, qui tente de concilier un emploi pas trop mal payé de dessinateur industriel à Belleville avec l'étude, sans négliger l'activité politique. Épuisé, il s'endort le soir sur les tables de la bibliothèque Sainte-Geneviève, qu'il fréquente en fin de journée, et trouve à peine le temps d'assister aux réunions et débats qui se tiennent presque chaque soir à Paris. Sans état d'âme, il abandonne cette «bonne place» et se débrouille pour vivre en donnant quelques cours de français à des étudiants russes, et en effec-

tuant quelques travaux d'écriture et de traduction pour le libraire et éditeur russe Jacques Povolozky. Enfin délivré du carcan des horaires de bureau et des trajets épuisants, il a davantage de temps pour la lutte qui se matérialise déjà par une collaboration régulière à *l'anarchie*, et par la fréquentation des causeries. Mais le milieu individualiste parisien ne répond pas à toutes ses attentes : il lui apparaît trop coupé des luttes sociales, trop empreint de scientisme, et terriblement refermé sur lui-même.

Avec quelques amis, Victor fonde un groupe d'étude, la Libre recherche, ou « groupe éclectique d'études sociales du quartier latin », qui se réunit rue Grégoire de Tours et compte une dizaine de participants réguliers. Son but est d'organiser des causeries et de permettre des controverses publiques entre toutes les écoles et tendances libertaires pour s'émanciper de l'esprit de chapelle qui hante ces milieux. Édouard Ferrand, dit Ferral, clochard libertaire, disciple de Mécislas Goldberg[5], qui voyait dans le sous-prolétariat des trimardeurs, des sans-travail et des sans-domicile le véritable sujet révolutionnaire, y participe. En sa compagnie, Victor découvre le peuple des bistrots de la Maub'[6] chanté par Aristide Bruant, mendiants, chiffonniers, vendeurs de journaux à la criée, misérables, avilis, puants, qui forme une véritable cour des miracles au cœur même de Paris.

C'est par l'intermédiaire de Ferral, qui connaît bien Rirette et s'amuse de ses différends avec Victor, que les deux adversaires des causeries font véritablement connaissance à la sortie d'une conférence donnée à l'université populaire du faubourg Saint-Antoine. Une seule soirée en compagnie de leur vieil ami suffit à leur faire découvrir qu'ils partagent le même refus de la déviation scientiste, avec son cortège de prescriptions alimentaires et hygiéniques, souvent ridicules à leurs yeux, et les mêmes réticences par rapport à l'illégalisme, responsable de la perte de tant de militants valeureux. Mais ce qui les rapproche vraiment l'un de l'autre, c'est leur intérêt pour la

poésie et la littérature. Ils se donnent rendez-vous pour le lendemain et prennent vite l'habitude de se retrouver pour de longues promenades le long des quais, ou dans les allées du Luxembourg, se réfugiant lorsqu'il fait froid dans la petite chambre que Rirette loue rue de Seine depuis son retour d'Italie. Ils deviennent amis, puis amants, évoquant l'un pour l'autre les années d'enfance, les blessures reçues, les combats menés, qui sont à la source de leur engagement.

Les parents de Victor, apatrides, ont connu la misère et l'insécurité des proscrits : les logis sont pauvres et précaires, en Angleterre, où ils vivent quelque temps, comme en Belgique, où ils finissent par s'installer. Ils mangent si mal et si peu que le petit frère de Victor, Raoul, affaibli, est emporté par la tuberculose à l'âge de neuf ans. Perte cruelle pour Victor qui, plus tard, à Paris, Berlin, Moscou ou Mexico, ne pourra jamais soutenir sans défaillir le regard des enfants que la faim étreint, brillant et morne à la fois, le regard de Raoul. Il a onze ans et se sent seul, désespérément. Ses parents vivent déjà séparés, et sa mère a choisi de retourner en Russie pour continuer la lutte. La situation financière de son père s'est améliorée depuis sa nomination à l'Institut d'anatomie de Bruxelles, mais ce n'est pas l'aisance : il s'est remarié et a de nouvelles charges. Il ne peut pas payer le collège à son fils, qu'il n'a jamais pu se résoudre à inscrire à l'école primaire, tant il méprise « le stupide enseignement bourgeois pour les pauvres »[7] qui y est dispensé. C'est sa mère qui lui a appris à lire dans des éditions bon marché de Shakespeare et de Tchekhov, et qui l'a initié à la littérature française, anglaise et russe. Puis son père s'est chargé de son éducation scientifique, avec enthousiasme et compétence, mais sans rigueur et sans régularité. À quinze ans, Victor rentre en apprentissage chez un photographe : longues journées, petite paie, mais indépendance relative. Il s'éloigne de la maison paternelle, où il ne trouve pas sa place, entre une belle-mère nerveuse accaparée par ses jeunes enfants et un père taciturne absorbé par l'étude. Il vit seul,

dans une chambre meublée d'Ixelles, plus inséparable que jamais de son premier, de son seul grand ami, rencontré l'année qui a suivi la mort de Raoul : Raymond Callemin.

C'est un gamin de son âge qui passe le plus de temps possible dans la rue pour fuir l'arrière-boutique étouffante où sa famille s'entasse et pour échapper aux ratiocinations de son père, qui rafistole du matin au soir les chaussures du quartier et noie ses désillusions politiques dans l'alcool, lui qui ne croit plus aux promesses du socialisme. Ensemble, les deux garçons découvrent l'*Histoire de la Révolution française*, de Louis Blanc, les romans de Zola et d'Anatole France, et rêvent de Paris, qui reste pour eux la capitale de l'insurrection. Ils arpentent les rues de Bruxelles, les allées du bois de la Cambre et, le soir venu, se réfugient dans la petite chambre de Victor, où ils se partagent quelques sous de chocolat, en discutant interminablement. Certains jours, ils se faufilent, à travers un dédale d'escaliers et de couloirs poussiéreux, jusqu'aux toits du monumental palais de justice et, invisibles aux autres, restent des heures à contempler la ville étendue à leurs pieds. Bientôt, ils se lient avec Jean De Boë, ouvrier typographe, et Luce Courbe, vendeur aux magasins de l'Innovation, avec lesquels ils forment une bande « d'adolescents plus unis que des frères »[8], qui souffrent de leur condition subordonnée mais ne veulent pas non plus de la réussite telle que le monde la conçoit. Singuliers garçons qui ne parlent pas filles ou vélos comme la plupart des jeunes de leur âge, mais révolution, poésie, émancipation. Ensemble, ils s'engagent dans la section d'Ixelles des Jeunes gardes, organisation de jeunesse du parti ouvrier belge : les manifestations à l'ombre des lourds drapeaux rouges les enchantent, mais la politique électorale, avec tous ses compromis, les révulse. Ils ne tardent pas à faire sécession et créent avec quelques anarchistes et syndicalistes révolutionnaires le GRB, Groupe révolutionnaire belge. La fréquentation des anarchistes de Stockel les conduit vers l'individualisme et son idéal de liberté, son exigence de perfectionnement, seule issue

immédiate possible pour ces jeunes prolétaires, qui vivent mal la condition ouvrière mais qui refusent de mettre tout leur espoir dans une révolution lointaine ou dans une stratégie réformiste laborieuse.

*

Sous le masque de l'adolescent brillant et arrogant, Rirette, troublée, découvre l'enfant blessé, trop tôt privé de la tendresse d'une mère et de la sollicitude d'un père. Leurs itinéraires, si différents en apparence, sont marqués par la même solitude morale et par les mêmes efforts désespérés pour échapper à une condition avilissante qui pourrait leur retirer jusqu'au goût de penser s'ils s'y résignaient. Rirette a, elle aussi, incomprise et blessée, quitté tôt les siens et s'est débrouillée seule. Bientôt, ils partagent le même gîte, une grande chambre mansardée, rue Tournefort, puis les mêmes travaux. Victor, très érudit pour son âge, souffre de sa formation d'autodidacte : il est un peu fâché avec la grammaire française, qu'il n'apprend vraiment de façon systématique qu'en commençant à donner des cours de langue française aux étudiants russes. Rirette, au contraire, est passée par le moule rigoureux et tatillon de la communale, puis du cours supérieur, ce qui fait d'elle une correctrice hors pair. En joignant leurs efforts et leurs talents, ils peuvent rendre en temps et en heure des traductions irréprochables. Ils sont de tous les débats, de toutes les réunions, et fréquentent de près *l'anarchie*.

C'est là qu'ils rencontrent René Valet, jeune serrurier à la chevelure rousse, aux yeux verts et à la démarche d'athlète, lui aussi épris de poésie et refusant l'enfermement dans la condition ouvrière à laquelle la ruine de son père l'a condamné. Insoumis, il porte en permanence sur lui un browning au fond de la poche de son large pantalon de velours noir à ceinture de flanelle bleue, le pantalon des terrassiers, qu'il aime à porter depuis la grève tragique de Draveil. Bientôt, Rirette fait aussi

la connaissance de Raymond, qui a rejoint Paris et loge dans un garni, rue des Alouettes, près du parc des Buttes-Chaumont. Petit, blond, le visage poupin, terriblement myope, l'esprit caustique, il est bien tel qu'elle l'imaginait. Mais son séjour en Suisse l'a changé, il s'est converti au végétarisme le plus strict et refuse le thé que Victor lui offre dans la petite chambre où trône un grand samovar, un des seuls objets qu'il a pris soin d'emporter en quittant Bruxelles. La gêne entre les deux amis est palpable, ils ne retrouvent pas la douce intimité qui a été la leur et se querellent sur des points de doctrine, la place respective du sentiment et de la raison dans la force de l'engagement. Raymond se réclame du seul égoïsme conscient tandis que Victor invoque la générosité des révolutionnaires russes, de tous ces pendus dont les portraits ornaient les murs des logis de son enfance.

Un peu plus tard, un autre compagnon fait son apparition, Édouard Carouy, lui aussi ancien du GRB et de Boitsfort, ex-collaborateur du *Révolté*. C'est un tout autre type, plus âgé que Victor et Raymond, il a une carrure massive et un visage large orné de superbes bacchantes ; ses mains puissantes sont celles d'un travailleur qui a connu la condition ouvrière à douze ans dans une raffinerie de sucre, puis divers emplois, avant de devenir tourneur sur métaux. Carouy lit avec application tous les auteurs prisés par les individualistes, qui diffusent des extraits de leurs œuvres sous forme de brochures. C'est ainsi qu'il découvre le biologiste Félix Le Dantec, persuadé que seule la science résoudra toutes les questions qui ont un sens, l'historien scientiste Hyppolite Taine, le philosophe Max Stirner, le dramaturge Henrik Ibsen et, bien sûr, le penseur anarchiste Élisée Reclus. Entreprise désespérée et aléatoire pour s'arracher à la condition de brute qui aurait pu devenir la sienne. Au journal, il se dépense sans compter, infatigable, mais avoue un jour à Victor qu'il préférerait la mort à un retour à l'usine ou à l'atelier. Il envisage de devenir camelot, comme bien des compagnons qui ne veulent plus ou ne trouvent plus à s'employer. Et puis, il y a les combines aux-

quelles il a déjà goûté, car la frontière n'est alors pas si nette entre le prolétaire, l'artisan affranchi qui resquille par esprit de classe et l'irrégulier, l'estampeur, l'apache. Cette zone grise, cette indétermination entre prolétariat et petite pègre, allait bientôt être mise en évidence par l'affaire Liabeuf.

Un soir de juillet 1910, Victor et Rirette assistent, rue du Château des Rentiers, à un débat contradictoire sur l'esperanto, devant une salle comble, quand un militant de *La Guerre sociale* surgit, porteur d'un billet qu'il remet à Mauricius, organisateur de la soirée. Celui-ci monte alors à la tribune et, sans écouter les protestations du pauvre Armand, contrarié d'être interrompu au moment même où il commençait à parler, exhorte les assistants à quitter immédiatement la salle pour rejoindre sans tarder les abords de la prison de la Santé. Tous se ruent aussitôt vers la sortie, comprenant qu'allait se jouer à l'aube le destin de Liabeuf, ce jeune cordonnier originaire de Saint-Étienne qui avait eu le mauvais goût de ne pas accepter l'arbitraire policier et l'avait fait savoir en tuant et blessant quelques argousins. Son histoire, toute la France la connaît maintenant: une enfance ni meilleure ni pire que celle des ouvriers de son temps, un apprentissage de cordonnier, puis quelques petits délits qui lui valent deux condamnations de trois et quatre mois de prison, mais surtout, quand vient l'heure du service, une affectation aux redoutables bataillons d'Afrique, réservée aux conscrits condamnés en correctionnelle. Il n'en sort pas broyé, mais durci, et s'installe à Paris où il travaille régulièrement de son métier. Épris d'une jeune femme qui se livre à la prostitution, il est arrêté en juillet 1909 par la police des mœurs et condamné comme souteneur à trois mois de prison assortis de cinq années d'interdiction de séjour à Paris. Ni les dénégations de son amie, ni les témoignages de ses employeurs, qui vantent à la barre sa probité et sa compétence, ne suffisent à le disculper. À peine sort-il de prison qu'il est de nouveau arrêté et incarcéré un mois pour avoir enfreint l'interdiction de séjour. C'est de l'acharnement

et, dans sa cellule, le condamné rumine et mûrit sa vengeance. Car, s'il a déjà pratiqué le vol, il hait le proxénétisme et juge la condamnation dont il a fait l'objet infamante.

Un soir de janvier 1910, Liabeuf, qui a repris sa profession de cordonnier et séjourne à Paris sous une fausse identité, revêt une étrange armure confectionnée à l'atelier en l'absence de son patron. Ses bras et ses avant-bras sont garnis de brassards de cuir, hérissés d'une multitude de clous. Armé d'un revolver et d'un tranchet de cordonnier bien aiguisé, il s'enveloppe d'une cape et part à la recherche de ceux qui l'ont condamné. Intercepté par une patrouille, il fait feu et laisse les gardiens de la paix se déchirer les mains en tentant de le maîtriser. On déplore un mort et plusieurs blessés, dont Liabeuf, qui a reçu un coup de sabre. Dès le lendemain, les journaux à grand tirage relatent les exploits de «l'Apache aux brassards de fer», et déplorent la montée de l'insécurité et l'impuissance de la police. Mais certains journaux militants s'intéressent au parcours de ce héros de «fait divers»: quelques filouteries avant l'âge de vingt ans, peut-être en période de chômage, et c'est la prison qui pervertit, suivie des Bat' d'Af', qui avilissent aussi sûrement que le bagne. Enfin, une condamnation injuste, et c'est l'escalade dans l'illégalité: trajectoire emblématique de bien des enfants d'ouvriers tombés dans la pègre, trajectoire que l'intransigeance de Liabeuf et son sens aigu de la dignité personnelle ont élevée au rang de tragédie.

Le 12 janvier 1910, Gustave Hervé publie dans un éditorial remarqué de *La Guerre sociale*:

«Je trouve que dans notre siècle d'aveulis et d'avachis, Liabeuf a donné une belle leçon d'énergie, de persévérance et de courage, à la foule des honnêtes gens; à nous-mêmes révolutionnaires, il a donné un bel exemple.

Tous les jours, il y a d'honnêtes ouvriers qui sont victimes de brutalités policières, d'ignobles passages à tabac, de condamnations imméritées, d'erreurs judiciaires grossières: avez-vous entendu dire que l'un d'eux se soit vengé?

Il y a parmi nous des militants qui ont été insultés, giflés, assommés dans les postes de police par les cosaques de la République: avez-vous entendu qu'un seul ait, avec la ténacité de cet apache, passé des jours et de nuits à ruminer sa vengeance, à rechercher ses insulteurs? Tous les jours, les magistrats, avec une légèreté, une inconscience ou une férocité sans nom, dans des jugements rendus le cœur léger et par-dessus la jambe, promènent la ruine, la douleur, le déshonneur dans les familles; avez-vous jamais ouï qu'une seule de leurs victimes se soit vengée?

Ohé! Les honnêtes gens! Passez donc à cet apache la moitié de votre vertu et demandez-lui en échange le quart de son énergie et de son courage»[9].

La condamnation de Gustave Hervé à quatre mois de prison pour provocation au meurtre à la suite de son article contribue à créer un formidable mouvement d'opinion en faveur de ce petit cordonnier poussé au crime par l'acharnement de la police des mœurs, mais cette mobilisation ne l'empêche pas d'être condamné à la peine capitale, le 4 mai 1910. La bataille pour la grâce s'engage alors, relayée cette fois par toute la gauche et par de nombreux intellectuels. Même Jaurès s'en mêle et interpelle le président Fallières, connu pour ses positions abolitionnistes: «Je proteste au nom du droit et de la raison contre l'exécution projetée de Liabeuf, poussé à la révolte par sa condamnation injuste, œuvre de la police des mœurs. Et je demande solennellement au président de la République de faire usage de son droit de grâce»[10]. En vain! Il ne reste plus qu'aux partisans de Liabeuf, les liabouvistes, comme on les appelle, à se masser en nombre autour de la sinistre machine pour tenter un coup de force. Ils sont des milliers ce soir-là, à arriver de toutes parts pour crier leur colère, foule disparate où se mêlent voyous de barrière, ouvriers conscients et intellectuels militants animés du même espoir fou de pouvoir empêcher le crime.

L'attente est longue et Rirette, serrée entre Victor et René Valet, frissonne. Elle pense au petit Goebellina de Draveil,

mort deux ans auparavant, à Henri Cler[11], cet ouvrier ébéniste du faubourg Saint-Antoine tué par la police quelques jours plus tôt, à l'impitoyable répression qui frappe les dominés sitôt qu'ils relèvent la tête. Victor tremble, honteux de son impuissance, lui qui a écrit après le verdict : « Le seul fait de priver un homme de sa liberté pendant une heure justifie de sa part les suprêmes représailles ; le geste seul de l'agent vous mettant la main sur l'épaule est, parce qu'il signifie une atteinte à la personnalité humaine, suffisant à justifier toutes les révoltes »[12]. Il lâche un instant Rirette pour soutenir le vieux Ferral, hagard, qui chancelle devant lui. La main de René, livide, se resserre autour de la crosse de son browning. Il n'est pas seul à être venu armé ce soir-là. Lorsque, peu avant seize heures, le grand portail de la prison s'ouvre, les manifestants tentent désespérément de forcer les barrages de police qui bloquent l'accès à la guillotine. Des coups de feu éclatent et un inspecteur de la Sûreté est mortellement atteint. Alors, c'est la charge, et le rassemblement devient émeute : les pavés volent, les clameurs s'amplifient. La police, armée de baïonnettes, charge la foule qui reflue à son corps défendant au moment même où Liabeuf paraît. De nombreux émeutiers sont blessés, beaucoup sont interpellés et jugés les jours suivants pour cris séditieux ou atteinte aux forces de l'ordre.

« Le crime est consommé. Ils ont assassiné Liabeuf. Mais il leur a fallu toute une armée pour protéger leur guillotine, leur bourreau et ses aides : policiers, gendarmes et magistrats. [...]

L'affaire Liabeuf sera pour la police ce qu'a été pour l'armée l'affaire Dreyfus. Ah ! on a voulu faire un exemple pour protéger à l'avenir gardiens et bourriques ! Que l'on prenne garde d'avoir seulement ravivé et décuplé le mépris et la haine séculaire des policiers au cœur de la classe ouvrière, et peut-être même d'avoir rouvert l'ère sanglante des Ravachol, des Vaillant, des Émile Henry et des Caserio ! », peut-on lire dans *La Guerre sociale* le lendemain.

Et, en effet, la haine, le dégoût, et surtout un terrible sentiment d'impuissance, submergent bien des spectateurs de cette horrible exécution. Quelques-uns, compagnons de Victor et Rirette, s'engageront à la suite du jeune cordonnier rebelle dans un combat inégal et sans issue contre l'ordre injuste et ses gardiens avant de périr sous la mitraille ou d'offrir leur cou fragile à l'acier froid de la veuve.

NOTES

1. Émile Chapelier, *Une colonie communiste*, brochure de 1906, fonds Dommanget, 14 AS 468 (74).
2. Statuts de la colonie l'Expérience sur www.certaine-gaité.org/c4
3. Article de Victor Serge, dit le Rétif, *Le Communiste*, n° 11, 18 avril 1908.
4. Le trimardeur est un vagabond, un chemineau, qui vit sur les routes et gagne sa vie en accomplissant des tâches occasionnelles, des travaux saisonniers.
5. Écrivain anarchiste né en Pologne en 1869, venu à Paris en 1891 pour étudier la médecine. Il a créé la revue *Sur le trimard*, dans laquelle il développe l'idée du rôle potentiellement révolutionnaire des chômeurs et des déshérités.
6. Place Maubert, dans le Vᵉ arrondissement, connue alors comme lieu de rassemblement des marginaux, des clochards.
7. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, « Monde sans évasion possible », Robert Laffont, collection « Bouquins », p. 506.
8. *Ibid.*, p. 508.
9. « L'exemple de l'Apache », *La Guerre sociale*, 12 janvier 1910, in *La Guerre sociale. Un journal « contre »*, Les Nuits Rouges, 1999.
10. Yves Pagès, *L'Homme hérissé*, L'Insomniaque, 2001, p. 105.
11. Henri Cler, militant anarchiste, ébéniste, plusieurs fois condamné pour faits politiques, est mortellement blessé le 13 juin 1910, lors d'échauffourées au faubourg Saint-Antoine opposant les ouvriers ébénistes aux forces de l'ordre. Plusieurs dizaines de milliers de personnes assistent à son enterrement, le 26 juin 1910.
12. « Une tête va tomber », *l'anarchie*, 12 mai 1910, cité par Armand, archives IFHS.

Chapitre 6
La communauté de Romainville

André Lorulot, qui a repris la gérance de *l'anarchie* à la suite de Rirette et Mauricius, a transporté le matériel de fabrication à Romainville dans un vaste pavillon loué à partir de l'été 1910. Préoccupé avant tout par les régimes alimentaires dits scientifiques et par les expériences de vie alternative, il a reconstitué avec les nouveaux collaborateurs du journal une petite communauté en milieu urbain. Compagnes et compagnons, outre leurs compétences d'imprimeurs, mettent en œuvre leurs talents de jardiniers et s'efforcent de vivre en respectant les normes hygiénistes dont ils se font les propagandistes dans *l'anarchie*: végétarisme strict, régime sans alcool ni excitant d'aucune sorte, absence de tabac, culture physique régulière. Romainville est alors une petite ville de la banlieue proche dont la population a doublé entre 1901 et 1911, passant de deux mille neuf cents à cinq mille six cents habitants. Elle s'est couverte de petits pavillons et d'immeubles bas, de un à trois étages, accueillant en majorité une population ouvrière, attirée par la proximité de Paris et la commodité des transports. Les carrières de gypse, exploitées à ciel ouvert depuis 1850, se sont étendues depuis la fermeture des carrières parisiennes des Buttes-Chaumont et occupent une grande partie du territoire communal. C'est cette vaste étendue de terrains non bâtis prolongeant l'espace

des fortifications qui fait éprouver à Rirette, lors de ses fréquentes visites, ce sentiment d'éloignement, cette impression de bout du monde. Aucune difficulté de communication pourtant : un tramway partant de l'Opéra et quittant Paris par la porte des Lilas, alors porte de Romainville, dessert la rue de Bagnolet et s'arrête juste en face du numéro 16, où sont situés les nouveaux locaux du journal.

C'est un imposant pavillon bourgeois à un étage, à la porte surmontée d'une marquise de verre, flanqué d'un corps de logis plus bas masqué par de grands arbres et entouré de hauts murs protégeant les habitants du lieu des regards curieux que leur mode de vie atypique ne manque pas de susciter. Trois grands jardins potagers, un petit verger et une basse-cour, sans permettre l'autosubsistance, procurent néanmoins en abondance aux compagnons fruits, légumes et œufs de qualité. Un portique installé par leurs soins leur permet d'exercer leurs muscles et une cible plaquée contre un arbre de manier plus adroitement le browning, car plusieurs de ces végétariens convaincus sont aussi de chauds partisans de l'illégalisme. Autour d'un petit noyau habitant là en permanence et assurant toutes les étapes de la fabrication du journal, il y a un va-et-vient incessant de collaborateurs occasionnels et de sympathisants, qui viennent acheter des brochures, apporter une contribution, et surtout discuter et se détendre, le printemps venu, dans le jardin planté de lilas donnant sur la rue.

*

Plus d'une fois, aux beaux jours, il arrive à Rirette de prendre le premier tramway pour arriver au petit matin et filer avec les autres en bande joyeuse jusqu'à Fontenay et Nogent juchés sur des bicyclettes plus souvent volées ou empruntées qu'achetées. Elle raconte dans ses souvenirs[1] l'une de ces balades en groupe jusqu'aux bords de Marne, la promenade en barque, puis le déjeuner glouton dans un bouchon sur la berge, les

rires, les chahuts et les chants de ces très jeunes gens qui seront bientôt hors la loi et finiront criblés de balles, décapités, ou suicidés. Raymond Callemin et Édouard Carouy, qui retrouvent à Romainville l'ambiance qu'ils ont connue avec Victor Serge à la colonie de Stockel, quand ils collaboraient au *Révolté*, sont de la partie. Il y a aussi Louise Dieudonné, une jeune femme de vingt ans qui vit alors une idylle avec Lorulot, flattée de l'amour et de l'intérêt que lui témoigne cet orateur de talent, conférencier infatigable et collaborateur de longue date de *l'anarchie*. Son mari, Eugène, un menuisier anarchiste de Nancy, ne veut pas entraver la liberté de sa compagne, mais il est profondément blessé de la voir ainsi subjuguée par ce beau parleur de Lorulot, cet homme pâle et efflanqué à la calvitie naissante et à la barbe trop drue. Comme Louis Maîtrejean en a fait l'expérience quelques années avant lui, il éprouve le chagrin de se faire ravir sa compagne par un « théoricien », avivé par la honte d'éprouver ce vil sentiment qui a nom jalousie et que tout individualiste condamne.

Lors de ces virées en bicyclette, Rirette apprécie particulièrement la compagnie de Louise, jeune femme à la chevelure flamboyante, gaie et volontaire, qui ne se fait jamais prier pour chanter, elle qui a une si belle voix, et qui le sait. Ensemble, elles se moquent volontiers de leurs compagnons de balade, surtout de Callemin, qu'elles surnomment Raymond la Science, tant il les assomme avec ses raisonnements scientistes. Elle apprécie également Jeanne, dont le mari, Brutus Bélardie, purge comme Louis Maîtrejean une peine de prison pour fausse monnaie. Elle peine depuis à assurer la subsistance de sa petite fille et s'est associée à Carouy, devenu son amant, parcourant avec lui les marchés et les foires, pour vendre des articles de mercerie et des bijoux de pacotille. Comme Louise, Jeanne, qui est née en 1886 à Lyon de parents italiens, est une belle femme au caractère affirmé, et qui ne manque pas de culture. Et Rirette se sent avec elles deux sur un pied d'égalité, ce qui n'est pas le cas avec Marie Vuillemin, une Flamande blonde

aux formes généreuses, toujours silencieuse et en retrait lors des discussions politiques. Indifférente aux passions qui agitent les hôtes de Romainville, elle ne témoigne d'attention qu'à son jeune amant, Octave Garnier, un grand garçon brun aux yeux très noirs sous de longs sourcils arqués, qui l'aime, mais la tient à l'écart de ses activités.

Lui aussi se montre rétif à la discussion, surtout lorsque l'illégalisme est en jeu, persuadé que tous ceux qui, comme Victor, se permettent d'émettre des critiques sur cette pratique sont des lâches, des «intellectuels» se payant de mots. Sa juvénile beauté, sa générosité, attirent la sympathie, et sa détermination impressionne ceux qui le côtoient: il semble n'avoir peur de rien ni de personne. Victor se le représente en conquérant du Nouveau Monde, en intrépide marin d'expédition polaire, en soldat de l'an II, et se demande parfois comment une si farouche énergie trouvera à s'employer en cette terne époque.

À Rirette, qu'il aime bien, Octave a raconté les étapes du parcours qui a fait de lui ce rebelle sans cause, prêt à explorer la voie illégaliste jusqu'à ses limites les plus extrêmes. Tôt orphelin de père, il accepte mal l'autorité de sa mère et de son jeune beau-père, qui n'a que douze ans de plus que lui, comme il accepte mal l'autorité de ses maîtres. Il quitte l'école à treize ans et, mis au travail, ne se montre pas plus docile avec ses patrons, passant d'une place à l'autre, toujours insatisfait, jugeant durement la passivité des travailleurs qui l'entourent. Pour un petit larcin, il est condamné à trois mois de prison et, faute de certificats de travail, peine à retrouver un emploi dans le secteur qu'il connaît et apprécie le mieux, la boulangerie. La mécanique l'attire, mais il ne peut se permettre de suivre un apprentissage, long et non payé, et finit par se faire embaucher, avec l'aide de son beau-père, comme terrassier sur l'un des nombreux chantiers parisiens. Là, il découvre avec horreur les ravages de l'alcoolisme ouvrier, encouragé de façon éhontée par les contremaîtres, et se laisse tenter un moment par le syndicalisme, seule échappatoire à l'avilissement qui le

menace. Il participe alors à quelques luttes organisées par la Fédération du bâtiment et, à dix-huit ans, copieusement tabassé par la police lors d'une grève, il est incarcéré pour la troisième fois. C'est à cette occasion qu'il se lie avec des anarchistes : leur sobriété, leur soif de développement personnel, mais surtout leur critique du travail et leur éloge de la reprise individuelle séduisent Octave. Ils lui apportent la justification théorique de ses propres expériences, de son mode d'être au monde, de sa révolte instinctive contre toute forme d'autorité. Lui, qui a vu de près sur les chantiers ou chez des petits patrons la veulerie de ses collègues et leur hideuse résignation, est plus sensible à la parole individualiste qu'à la parole ouvriériste des syndicats.

Quand vient le temps de son incorporation militaire, il sait pertinemment qu'avec un parcours comme le sien, émaillé de plusieurs condamnations mineures pour vol ou faits politiques, il risque d'être envoyé d'emblée dans les bataillons disciplinaires. Adolescent en révolte, il s'est plus d'une fois entendu dire, sur le ton de la menace ou de la plaisanterie, par ses maîtres ou par ses patrons, et même par son jeune beau-père, qu'il s'en irait un jour « casser des caillous à Biribi », et qu'en tout cas, on le materait au régiment. Sur les chantiers, où trouvent à s'employer bien des marginaux, il a rencontré plus d'une fois des anciens des Bat' d'Af' car, depuis que l'obligation du service militaire s'applique à tous sans exception, on protège les jeunes gens bien nés de la promiscuité des « mauvais garçons » en envoyant les petits délinquants dans ces régiments spéciaux. Octave a entendu de leur bouche le récit des punitions abominables subies par les récalcitrants, il sait que la loi des caïds et l'arbitraire absolu y règnent en maîtres. *L'Assiette au beurre*, *La Guerre sociale* et d'autres feuilles militantes ont publié de saisissantes illustrations et d'affligeants reportages sur le fonctionnement de ces compagnies à la suite de l'affaire Aernoult[2], jeune disciplinaire mort en juillet 1909 des suites de mauvais traitements infligés par des gradés. Cette

affaire a avivé les convictions antimilitaristes d'Octave, qui pense depuis longtemps que «la patrie n'a pas de bornes, c'est là où on se sent heureux»[3]. Sa décision est prise et elle est lourde de conséquences: jamais il n'acceptera de se livrer à cette entreprise d'avilissement systématique qu'est l'armée en général, et le Bat' d'Af' en particulier. Il doit fuir, et ses parents, connaissant son caractère indomptable, ne font rien pour le retenir.

Un mois avant le départ de sa classe, en août 1910, il quitte Paris et part pour la Belgique, s'engageant en route sur des chantiers de terrassement pour financer son voyage, resquillant et chapardant quand il peut. Il arrive en octobre à Charleroi où il trouve à nouveau à s'embaucher sur un chantier pour le percement d'un tunnel. Dans le café qu'il fréquente alors avec ses collègues, Octave remarque une jeune serveuse, Marie Vuillemin, qui vient de quitter son mari, un ouvrier peintre violent et querelleur qu'elle avait suivi à Paris. Ensemble, ils évoquent cette ville où tous deux ont vécu et qui leur manque. Marie n'a pas d'opinions politiques bien affirmées, mais elle n'est pas choquée par les propos d'Octave en faveur de l'illégalisme, ni effrayée lorsqu'il exhibe ses armes en lui déclarant qu'il n'y aura plus pour lui ni usine ni chantier: «Le travail à d'autres; je prends où il y en a!»[4]. Il est sobre, plus gentil avec elle qu'aucun homme ne l'a jamais été, et cela lui suffit, elle ne cherche pas à lui faire la morale et il lui en est reconnaissant. Ils se mettent en ménage et Octave, dont c'est le premier vrai amour, lui est extrêmement attaché. À Charleroi, il fréquente le milieu anarchiste local et fait connaissance avec d'autres insoumis français, proches des individualistes: Elie Monnier, originaire des Pyrénées-Orientales, ancien jardinier devenu camelot en Belgique pour fuir le service et Henri Metge, surnommé Mistral, qui vient du Teil, en Ardèche, et qui a travaillé comme cuisinier dans une caserne proche de Paris avant de déserter. Ils s'associent et commettent ensemble quelques cambriolages dans la région mais, repérés, ils doivent quitter

Charleroi pour Bruxelles. La nuit précédant leur départ, ils pillent le café où travaille Marie Vuillemin, qui les accompagne dans leur fuite. Soupçonnée d'avoir organisé le cambriolage, elle est recherchée par la police et, à partir de ce moment, voit son destin scellé à celui d'Octa[ve] et de ses amis. La cavale commence, elle sera longue et sans répit.

À Bruxelles, les trois insoumis français font la connaissance d'Édouard Carouy et de Jean De Boë, anciens compagnons de Serge et collaborateurs du *Révolté*. Mais la police est sur leur trace pour les cambriolages de Charleroi, et la situation devient trop dangereuse pour eux en Belgique. En mars 1911, munis de faux livrets militaires, ils partent pour Paris. Elie Monnier, qui connaît bien Lorulot, qu'il a accompagné lors de ses tournées de conférences dans le Midi, s'installe avec Octave, Marie Vuillemin et Carouy dans le grand pavillon de la rue de Bagnolet. De Boë et sa compagne, Ida Barthelemess, qui a dix-huit ans, trouvent refuge chez Henri Lecot, emprisonné pour fausse monnaie à Gand, locataire pour cinq cents francs annuels d'un petit pavillon, au 30 rue Paul de Kock, face aux carrières de Romainville. Ils sont bientôt rejoints par Henri Metge et sa nouvelle amie, Barbe Le Clerch, une petite Bretonne de vingt ans placée toute jeune comme bonne et qui sait à peine lire et écrire. Dans la même rue, vit Nosengo, dit Roberton, lui aussi favorable à l'illégalisme et qui partage volontiers son gîte avec des anarchistes de passage.

Une petite constellation individualiste se forme ainsi dans la banlieue est. Non loin de Romainville, aux Pavillons-sous-Bois, Louis Raimbault, ancien conseiller municipal radical-socialiste de Livry-Gargan, gagné à l'individualisme depuis 1908, a fondé un milieu libre qui accueille une douzaine de personnes s'efforçant de vivre des produits du jardin et d'un petit atelier de serrurerie, mais devant pratiquer la débrouille pour améliorer l'ordinaire. Certains piquent des macadams (escroqueries aux assurances) avec la complicité de Robert et Guillaume Valensi, deux frères originaires de Tunis, le premier médecin

et le second avocat, qui rédigent à la demande, et sans rétribution financière, des déclarations complaisantes; d'autres s'essaient à la fausse monnaie ou pratiquent le vol à l'étalage.

Des conflits centrés sur les modes d'alimentation déchirent cette petite communauté que fréquente régulièrement Octave, végétarien convaincu. Louis Raimbault, qui a participé à d'autres expériences communautaires et qui a réfléchi aux raisons de leurs échecs, est persuadé que, sans limitation des besoins, il est impossible de sortir du salariat et de poser les bases d'une organisation sociale nouvelle. Il rend les mangeurs de viande, les buveurs de vin, de bière, d'alcool et de café responsables des difficultés financières de la colonie, et de l'inévitable recours aux expédients pour assouvir leurs besoins contre nature. Lui-même a élaboré la recette d'un aliment complet censé couvrir l'ensemble des besoins alimentaires, la Basconnaise, salade composée d'une grande variété de légumes accompagnés de graines, de fruits secs et d'herbes aromatiques, le tout assaisonné d'une petite quantité d'huile et de citron. À quoi bon, s'exclame Raimbault, échapper à l'exploitation patronale pour tomber dans la servitude de la combine ? Tous, bien sûr, quelles que soient leurs préférences alimentaires, butent sur cette contradiction et s'essoufflent à tenter de vivre libres, conscients que vol et estampage ne sont que des pis-aller. Octave, bien qu'adepte d'un végétarisme intransigeant, se range à l'avis de ceux qui pensent que la réduction des besoins, même drastique, ne peut donner à elle seule les clés de l'autosuffisance, surtout en milieu urbain. Comme bien d'autres, il essaie la fausse monnaie, mais laisse vite tomber cette activité au profit du cambriolage, plus rentable. Mais il en a assez d'avoir l'esprit occupé en permanence par des projets de maigre envergure qui ne lui procurent que des gains minables, lui qui cherche dans la voie illégaliste l'affranchissement définitif vis-à-vis des servitudes matérielles. À Romainville, Octave, qui a tant de mal à se fixer dans un emploi salarié, travaille sans rechigner tous les jours à la presse

qu'il faut tourner à la main. Il jardine aussi volontiers, appréciant cette vie en commun avec des compagnons qui partagent ses idées sur la société et adoptent une hygiène de vie conforme à ses principes abstinents. Tout serait si facile si le problème de l'argent ne se posait pas.

*

C'est dans ce contexte agité par les débats autour de la pertinence des régimes alimentaires et des modes de vie alternatifs et traversé par les conflits qui opposent partisans et adversaires de l'illégalisme que Victor et Rirette sont pressentis pour prendre en charge *l'anarchie*. En effet, Lorulot, qui assure toujours des tournées de conférences en province, est las de s'occuper du journal. Il songe à créer sa propre publication, plus ouverte à différents courants, et plus exclusivement «scientifique», tournée vers la définition de modes de vie rationnels, et vers le combat contre les préjugés de toutes sortes, religieux ou laïques. Rirette, qui a déjà assuré la gérance du journal avec Mauricius peu après la mort de Libertad, se montre tout d'abord très réticente. Elle sait que la charge de travail est énorme et que les conflits entre collaborateurs au sujet de l'illégalisme tendent à se durcir: elle et son compagnon ont déjà été violemment pris à partie lors des séances des causeries. Victor, cependant, la presse d'accepter. Il se sent de taille à faire face et veut sortir le journal de l'ornière scientiste où Lorulot l'a embourbé, redonner à l'action sociale l'importance qui était la sienne au temps de Libertad. Rirette finit par céder, mais elle y met deux conditions: qu'ils ne soient pas chargés de la partie financière et qu'ils soient libres de recruter de nouveaux collaborateurs. On le leur concède et ils s'installent à Romainville au début du mois de juillet 1911.

Outre Raymond Callemin, André Lorulot et Louise Dieudonné, Octave Garnier et Marie Vuillemin, Édouard Carouy et Jeanne Bélardie, vivent là Huc, dit Ripolin, un camelot de vingt-

sept ans originaire du Tarn et sa jeune compagne, Marie Bader, qui n'a pas vingt ans et que l'on surnomme amicalement Ripoline. La cohabitation s'avère difficile car il est hors de question pour Victor et Rirette de se soumettre au régime alimentaire préconisé par Lorulot. Dès le premier repas, un drame éclate à propos du vinaigre que Rirette a jugé bon d'utiliser pour accommoder les haricots, ce qui lui vaut un long sermon de Callemin et les récriminations de Garnier. « Ils sont bons pour le cabanon ! », maugrée Victor qui, bien décidé à continuer de s'alimenter comme il l'entend, décide de faire table à part avec sa compagne. Armand, qui vient régulièrement apporter ses contributions et se trouve parfois là à l'heure des repas, juge ces querelles puériles. Il n'est pas hostile au végétarisme, voire au végétalisme mais, au nom de la liberté individuelle, il n'admet pas que les adeptes d'un régime puissent imposer aux autres leur point de vue. Comme aux Pavillons-sous-Bois, pourtant, chacun campe sur ses positions. Victor et Rirette, qui mangent et boivent autrement, se font traités « d'inévolués ».

Malgré les tensions, la cohabitation dure quelques semaines et chacun continue à œuvrer pour assurer la parution régulière du journal. Raymond, qui continue à s'occuper de la gestion, prend aussi en charge la typographie avec l'aide de René Valet, qui a rejoint l'équipe tout récemment. Octave et Édouard tournent la presse à bras. Huc se concentre sur l'entretien du jardin et du verger, qui produisent, à cette époque de l'année, fruits et légumes en abondance. Victor continue à écrire régulièrement des articles et se charge de la correction avec Rirette. Mais on ne peut pas dire que la division sexuelle du travail ait été surmontée ! Il semble bien que la question ne se pose même pas, car les autres femmes du groupe assument seules les courses, les repas, la lessive et le raccommodage sans que personne ne trouve rien à redire, pas même Rirette, qui trouve tout naturel de préparer à Victor le thé dont il fait une grande consommation. Aucun des collaborateurs de

l'anarchie n'est rémunéré, mais grâce aux recettes du journal et aux produits du jardin, gîte et couvert peuvent être assurés à tous. Seulement, l'ordinaire est bien maigre et, pour se vêtir, se chausser, acheter des livres ou des médicaments, chacun ne peut compter que sur lui-même. Victor et Rirette continuent de corriger et de traduire pour l'éditeur Jacques Povolozky. Huc et Carouy, assistés de leurs compagnes, vendent de la bonneterie sur les marchés, mais ne refusent pas à l'occasion d'apporter un coup de main aux copains pour quelque trouble entreprise : cambriolage ou émission de fausse monnaie.

À Romainville, l'atmosphère s'alourdit, les conversations s'appauvrissent : on évoque les meilleurs coups à faire, on rit au récit du bon tour joué au commerçant auquel on a refilé « la thune en chocolat », on se repaît du récit du dernier « casse » réussi. Eux qui rêvaient d'une vie simple, en camaraderie, libérée des faux besoins, ne parlent plus que de l'argent et des moyens de se le procurer. Ils se font tirer l'oreille pour renflouer la caisse du journal, accusant Victor et Rirette de vivre de la propagande ! Entre eux, ils deviennent pingres, refusant de se communiquer les bons tuyaux, n'informant pas les copains lorsqu'ils ont de l'argent en poche. Un jour, Victor, voulant emprunter quelques pièces à Édouard, parti en expédition la veille, se voit vertement rembarré : « Je risque ma peau, moi, mon vieux, pour ramener la thune. Si tu veux qu'on partage, t'as qu'à t'y mettre, toi aussi ! ». Attitude qui ne manque pas de logique, car comment faire la critique de l'illégalisme et prétendre en goûter les fruits ? À de tels arguments, Victor réplique qu'il est aussi contre le salariat mais qu'il lui arrive d'en vivre. Ce qu'il réprouve, ce n'est pas le recours occasionnel à l'illégalisme, c'est d'en faire un mode de vie auquel on sacrifie tout, y compris l'amitié, la solidarité, la propagande.

Il est vrai qu'insidieusement le vol devient pour les compagnons de Romainville un métier et, comme tout métier, il engendre, selon Victor, une déformation professionnelle, une

mentalité qui se caractérise par l'hypocrisie, la valorisation de l'argent et la méfiance. Hypocrite, le cambrioleur ou le faux-monnayeur qui doit flairer la proie, la séduire et la tromper l'est nécessairement. Contraint de nouer des relations dans la petite pègre, il se méfie des «donneurs», est sans cesse en alerte et finit même par suspecter les copains. Enfin, les opérations n'étant guère fructueuses, il lui faut sans cesse repartir vers de nouveaux coups, et l'argent devient une obsession qui ne laisse à l'illégal aucun répit, lui qui méprisait les richesses. Mais, surtout, les risques pris sont disproportionnés par rapport aux gains. Comment peut-on accepter, tempête Rirette, de risquer, comme le faux-monnayeur, cinq ans de réclusion pour dix francs par jour, ou le bagne pour un butin de deux cents francs? Dans les discussions houleuses qui les opposent les uns aux autres, Victor, à bout d'arguments, finit par lâcher: «Mais que cherchez-vous, à la fin? Partis comme vous l'êtes, je ne vous donne pas dix mois à vivre, je veux dire à vivre libre!».

Chaque semaine, en effet, on apprend des arrestations, et cela concerne des copains de plus en plus proches. Trois semaines après l'arrivée de Rirette et Victor, Carouy, accusé d'un cambriolage par des comparses occasionnels, quitte en hâte Romainville avec Jeanne, sa compagne. Bientôt, Callemin, Garnier et Valet choisissent eux aussi de quitter le siège du journal, trop surveillé, et se dispersent dans plusieurs appartements, déterminés à travailler plus efficacement, sans risques inutiles. Lorulot, à son tour, déserte mais pour d'autres raisons: il a trouvé un local, impasse Montserrat, dans le XVIIIe arrondissement, et il y a installé le matériel nécessaire à l'impression d'une nouvelle revue. Le premier numéro de *L'Idée libre*[5], publication individualiste définie par son fondateur comme une revue de culture individuelle et de rénovation sociale, plus éclectique que *l'anarchie*, paraît à partir de décembre 1911.

Un peu plus tard, Huc et sa jeune compagne tombent pour fausse monnaie et dénoncent leur pourvoyeur, Nosengo, qui

vit 16 rue Paul de Kock, à Romainville, mettant ainsi en péril d'autres compagnons. On assiste alors à un véritable emballement, un naufrage, estiment Rirette et Victor, qui voient avec tristesse le mouvement fondé par Libertad englouti par la vague illégaliste qui entraîne vers l'abîme tant de vaillants compagnons, tant de jeunes énergies.

Notes

1. *Souvenirs d'anarchie*, parus en août 1913 dans *Le Matin*, édités par La Digitale en 1988, puis en 2005.
2. Aernoult, militant syndicaliste condamné en 1906 à deux ans de prison pour faits de grève, fut envoyé pendant son service au camp disciplinaire de Djenan-el-Dar, en Algérie, et mourut le lendemain de son arrivée par suite des sévices qui lui furent infligés, le 2 juillet 1909. Sa mort fut à l'origine d'une virulente campagne de presse contre les bataillons d'Afrique orchestrée par les anarchistes, les socialistes et les syndicalistes. Rapatrié grâce à une souscription publique lancée par *L'Humanité*, le corps d'Aernoult fut accompagné au Père-Lachaise par cent cinquante mille personnes, le 11 février 1911.
3. Confession de Garnier, archives de la préfecture de police, publié par Maitron in *Ravachol et les anarchistes*, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 1992.
4. Archives de la préfecture de police, dossier Bonnot.
5. *L'Idée libre* est un mensuel qui paraîtra jusqu'en 1940 et reprendra après la guerre. Les thèmes abordés y sont variés (hygiène, alimentation, initiation à toutes les sciences, sociologie, littérature) mais, suivant en cela l'évolution de Lorulot, elle sera de plus en plus centrée sur l'anticléricalisme.

Chapitre 7
L'escalade illégaliste

À Romainville, Rirette et Victor ont maintenant le champ libre. Mais ce n'est pas sans amertume qu'ils voient ainsi s'éloigner et courir à leur perte des compagnons de lutte, qu'ils ont pour certains connus de près et aimés. Des anciens de *l'anarchie* et de nouvelles recrues ont pris le relais pour assurer les tâches essentielles, mais la situation du journal n'est guère brillante. La vieille presse est en mauvais état et le bilan financier n'est pas équilibré. La vente de brochures et de livres, qui a toujours servi à alimenter les caisses du journal, a baissé continûment depuis le transfert en banlieue, le loyer de mille francs annuel est trop élevé et, depuis le départ des illégalistes, plus personne ne peut, à l'occasion, remettre le journal à flot. Dans l'impossibilité de payer le terme à venir, les occupants de la rue de Romainville déménagent à la cloche de bois une nuit d'octobre 1911, emportant avec eux le lourd matériel d'imprimerie. Rirette, qui avait toujours été opposée au transfert de *l'anarchie* en banlieue, a trouvé des locaux à louer au 24 rue Fessart, sur les hauteurs de Belleville, pour huit cent soixante quinze francs annuels. C'est une rue tranquille qui descend en pente douce vers le parc des Buttes-Chaumont et offre un aspect presque provincial avec ses immeubles bas ouvrant sur des suites de petits jardins. Les parcelles, qui s'étendent à l'arrière des cours,

abritent souvent des ateliers d'artisans, plus nombreux dans ce quartier que partout ailleurs à Paris. En effet, les ouvriers bellevillois sont en moyenne plus qualifiés que les autres et n'appartiennent pas encore au monde de la grande industrie. Ni tout à fait salariés ni tout à fait patrons, ils passent souvent d'un statut à l'autre, et beaucoup travaillent en chambre pour le compte de donneurs d'ordres. Quelques villas, vestige des «folies»[1] des siècles passés, subsistent encore dans le quartier et, même si l'habitat est dans l'ensemble modeste, on est loin de l'entassement sordide des ruelles du bas Belleville, où a déjà vécu Rirette.

Le logement qu'elle a loué est situé au premier étage et se compose de trois pièces en enfilade. La première fait office de salle à manger et de bureau, c'est là que les rédacteurs déposent leurs contributions, que les membres de l'équipe corrigent les épreuves et que tous discutent du contenu des numéros suivants. La seconde, bien qu'étroite, permet de loger des hôtes de passage et la troisième, la plus vaste et la plus confortablement meublée, est le seul espace intime que se réservent Rirette et Victor: ils y dorment, ainsi que Chinette et Maud, qu'elle a enfin auprès d'elle. La presse est installée dans un hangar situé au fond du jardin. C'est une vie paisible et laborieuse, l'atmosphère est beaucoup moins conflictuelle depuis la scission, et Rirette parvient pour la première fois depuis longtemps à concilier sa vie de mère et ses activités militantes. Victor apprécie la présence des enfants de sa compagne et se montre attentif à leurs besoins, conscient de l'insécurité dans laquelle elles ont vécu jusqu'alors. Il est ému par l'affection que lui témoigne la petite Chinette, une enfant enjouée à la voix zézayante, qui l'appelle Papa Victor.

Comme à Romainville, le siège du journal est un lieu de rencontres et d'échanges: compagnes et compagnons y passent à toute heure du jour et restent dormir à l'occasion lorsque les discussions se prolongent tard dans la nuit. Ce qui, bien sûr, ne plaît guère au voisinage, et rend méfiante la propriétaire, qui

se demande qui peut bien être cette madame Maîtrejean et ce jeune homme « à tête d'acteur »[2] qui se fait passer pour son mari. On commence à jaser autour d'eux et il est question de ne pas renouveler leur bail, d'autant que policiers et indicateurs ne manquent pas d'attirer l'attention sur le siège du journal par leur surveillance rien moins que discrète.

Parmi les visiteurs les plus assidus de la rue Fessart, il y a André Soudy, un mince garçon de dix-neuf ans au teint blême, aux cheveux très bruns séparés par une raie médiane, qui parle avec un impayable accent faubourien et qui manie l'auto dérision comme personne. À chacune de ses visites, il est accueilli par les cris de joie des enfants, qui le savent toujours partant pour une balade aux Buttes-Chaumont, où leur mère et Victor, toujours débordés, ont trop rarement le temps de les conduire. Au parc, il prend plaisir à leur offrir quelques friandises mais, atteint d'une phtisie déjà avancée, il veille toujours à les faire servir directement par la marchande, de même qu'il évite de les embrasser et de les serrer dans ses bras, malgré la vive affection qu'il leur porte et le plaisir qu'il éprouve à se promener avec elles.

Né à Beaugency en 1892, André a commencé à travailler à onze ans comme petit commis dans des magasins d'alimentation de sa région natale. Il a seize ans quand il arrive à Paris où il se fait engager dans une boutique de la rue du Chemin-Vert pour cinquante francs par mois, nourri et logé. Dure condition que celle de garçon épicier : tôt levé pour dresser l'étalage, tard couché, mal nourri le plus souvent. Frondeur, vindicatif, André tient volontiers des propos subversifs devant les clients et leur signale les tromperies dont ils sont victimes sur le poids ou la qualité de la marchandise. Son attitude irrite fortement ses patrons successifs, qui ne sont jamais longs à lui signifier son congé mais Soudy, affilié au Syndicat de l'épicerie, n'hésite pas à poursuivre ses employeurs aux prud'hommes pour licenciement abusif. Volontiers insolent, il passe trois jours à la Petite-Roquette en décembre 1909 pour outrage

à agent, puis quinze jours en mai 1910 pour les mêmes faits. Lors de ce deuxième séjour en prison, il contracte la tuberculose et doit se faire soigner au sanatorium d'Angicourt, dans l'Oise. À son retour, il tombe dans une grande instabilité professionnelle et résidentielle, décrochant des places de plus en plus mal payées. Il partage des chambres d'hôtel pour cinq francs hebdomadaire avec son copain Colombo, un plombier de vingt ans, anar et chapardeur comme lui, et il gagne quelques sous en vendant des cartes postales sur les ponts de Paris.

C'est pendant cette période qu'il rencontre les anarchistes individualistes dans des salles de conférences du Quartier latin : leur discours emporte son adhésion, mais il est surtout séduit par la vie en bande, les débats animés des causeries, les balades du dimanche pendant lesquelles il se grise d'air frais. Très vite, il est des leurs. Accusé à tort d'avoir volé une bicyclette, il est condamné à une peine de six mois de détention assortie d'une interdiction de séjour dans le département de la Seine. À sa sortie de Fresnes, en août 1911, bien décidé à rester sur Paris, il se procure des faux papiers au nom de Bonvallet et commence à vivre dans l'illégalité. Le vol à l'étalage est sa spécialité et il n'épargne même pas les coopératives ouvrières. Les gérants de la Bellevilloise le dénoncent à plusieurs reprises, lui et son ami Colombo, n'oubliant pas de signaler à la police qu'ils fréquentent la rue Fessart. Tous deux se seraient même rendu coupables d'un « casse » dans les locaux de *La Guerre sociale*, dont les gérants préfèrent ne pas porter plainte. À l'automne 1911, André commence à dévaler doucement la pente qui le conduit à devenir un hors-la-loi, non pas un bandit taiseux et sombre, comme l'est devenu Garnier, qu'il fréquente depuis peu, mais un voyou facétieux et gouailleur, capable de rire aux larmes en racontant ses déboires et de ressembler l'instant d'après à un petit Pierrot triste perdu dans ses rêveries.

*

À l'exception de Metge, qui passe très régulièrement voir Rirette et Victor, aucun des anciens de Romainville ne fréquente la rue Fessart. Carouy, qui veut se faire oublier après avoir été dénoncé par des comparses, s'est installé à Saint-Thibault-des-Vignes, un village à l'est de Paris, avec Jeanne Bélardie et sa petite fille. Jean De Boë est parti pour Marseille avec son amie Ida. Monnier, après un cambriolage réussi à Carcassonne, se cache dans le Gard en compagnie d'un anarchiste nommé Renard. Garnier partage un appartement à Vincennes avec Callemin, et Valet loge à Garches avec Metge. Durablement fâchés avec Victor, après les quelques semaines de cohabitation houleuse à Romainville, ils s'approvisionnent en livres et brochures chez Lorulot, à *L'Idée libre*, ou chez Jules Erlebach, un Suisse d'une trentaine d'années qui tient passage Saint-Pierre, sous le nom de sa grand-mère, Ducret, une petite librairie qui diffuse la presse individualiste. Ils ne croisent plus Victor et Rirette qu'aux causeries et feignent le plus souvent de les ignorer. Engagés dans des actions de plus en plus risquées, ils proclament moins ouvertement que par le passé leurs fortes convictions illégalistes, par crainte des mouchards qui infestent les lieux militants.

En octobre, Henri Metge cambriole aux Pavillons-sous-Bois, avec la complicité de son amie Barbe le Clerch, la villa où elle travaille comme domestique, la vengeant ainsi de toutes les humiliations d'une pauvre vie de bonne commencée à quatorze ans. Avec le produit du vol, il l'emmène quelques jours en Ardèche, où il a grandi, pour la présenter à sa grand-mère, qui l'a élevé. Ce sont les premières vacances de Barbe, et sa première escapade amoureuse. Garnier, lui, écume la banlieue: bureaux de poste, perceptions, villas, tout lui est bon, mais cette vie ne le satisfait pas. Les gains sont rarement à la hauteur des espérances, et il faut sans cesse préparer de nouveaux coups. Tous voudraient sortir de cet engrenage qui les plonge dans une servitude aussi forte que le salariat, qu'ils refusent. Ils songent à passer à une autre échelle, à réaliser une opéra-

tion qui leur donnerait les moyens de se poser un peu, de se libérer pour un moment des contingences matérielles qui entravent leur aspiration à mener une vie conforme à leur éthique. Pour se donner les moyens de monter une opération d'envergure, Garnier pense à dérober une automobile capable de leur assurer un repli rapide. Cependant, il se sait trop mauvais conducteur pour réussir une telle entreprise. Il leur faudrait un chauffeur expérimenté, un bon mécanicien, mais aucun des illégalistes parisiens n'a un tel profil. Ils en sont là de leurs réflexions, en novembre 1911, lorsque l'homme providentiel se présente à eux en la personne d'un anarchiste lyonnais traqué par la police : Jules Bonnot, un homme d'une trentaine d'années, de petite taille, aux fortes moustaches blondes.

L'apparition inattendue de ce compagnon aux abois suscite de vives polémiques parmi les anarchistes parisiens, car il est soupçonné d'avoir assassiné, le 27 novembre 1911, sur la route allant de Montereau à Melun, un compagnon italien, Joseph Platano, avec lequel il circulait à bord d'une magnifique Rochet-Schneider volée quelques mois plus tôt. Un garde-chasse, auditionné comme témoin, affirme qu'il a entendu deux détonations, et qu'il a distinctement vu Bonnot fouiller les poches du malheureux Platano étendu dans le fossé, la tête trouée de deux balles, avant de s'enfuir au volant de son véhicule. La police envisage l'hypothèse d'un règlement de comptes pour le partage du butin, à la suite d'un cambriolage réalisé de concert. Dans les milieux anarchistes, certains reprennent à leur compte cette version, y voyant la preuve de ce qu'ils dénoncent depuis longtemps : la voie illégaliste peut pervertir les compagnons au point de leur faire adopter des mœurs d'apaches prêts à se suriner pour une poignée de francs. Mais beaucoup d'illégalistes préfèrent souscrire à la version des faits présentée par Bonnot : Platano se serait blessé lui-même en manipulant son browning, et son camarade n'aurait eu d'autre choix que de l'achever pour abréger ses souffrances.

Victor connaissait et estimait Platano, un petit militant blond et frisé qui avait fréquenté *l'anarchie* et rêvait de rejoindre un milieu libre en Argentine. Il se montre très sceptique par rapport à la thèse de l'accident et considère, de toute façon, qu'un compagnon ne peut s'arroger le droit d'en achever un autre. Bonnot aurait dû appeler des secours malgré les risques encourus. Il exprime avec vivacité son point de vue lors d'une réunion publique, ce qui lui vaut de recevoir quelques jours plus tard la visite inopinée de Callemin, qui va jusqu'à le menacer de le «bouziller». Devant un auditoire médusé, «ceux qui furent plus unis que des frères» s'affrontent avec la violence d'Abel et Caïn. Car les anciens hôtes de Romainville, dans leur ensemble, ont pris fait et cause pour Bonnot, que certains connaissent déjà. Dieudonné l'a rencontré à Neuves-Maisons, près de Nancy, où il a résidé quelque temps, et Carouy l'a croisé à Genève. Quant aux compagnons lyonnais et stéphanois qui l'ont côtoyé de près, ils répondent de lui car rien, dans son parcours, ne parle en sa défaveur.

Né en 1876 près de Montbéliard, Bonnot a commencé un apprentissage de mécanicien à treize ans. Très tôt, il a participé à des grèves, ce qui lui a valu d'être fiché comme anarchiste et syndicaliste par les services de police avant l'âge de vingt ans. Il subit dès lors de fréquentes et longues périodes de chômage, car tous les employeurs de la région connaissent sa réputation. Il passe de ville en ville: Genève, Neuves-Maisons, Saint-Étienne, puis Lyon, où il est embauché par les usines Berliet. C'est là qu'il passe son «autorisation» de conduire aux frais de son employeur en 1907. Bon mécanicien, il ouvre l'année suivante, avec un ancien collègue, un atelier de réparation, qui lui sert aussi d'entrepôt pour des véhicules volés, essentiellement des bicyclettes, car les voitures, encore très rares, sont difficiles à cacher et, plus encore, à revendre. L'atelier ne le nourrit pas, et pour assurer les charges qui lui incombent, il participe volontiers à quelques virées nocturnes, devenant rapidement expert en ouverture de coffres-forts. C'est pour

échapper à la police, qui s'intéresse à ses activités illégales, qu'il a quitté précipitamment Lyon pour Paris avec Platano, son complice dans maints cambriolages et trafics. Alors, pourquoi ne pas le croire, pourquoi lui refuser l'assistance à laquelle tout compagnon en cavale a droit?

Introduit dans le milieu individualiste parisien par des camarades rencontrés à Genève, Bonnot est très vite sollicité par Garnier et ses proches. Il hésite peut-être à s'associer à ces très jeunes gens, brouillons et exaltés, lui qui agit en professionnel et n'aime pas les «gâche-métier». Mais il n'a guère le choix: pour échapper aux poursuites, il doit se procurer de l'argent, et vite! Ils forment donc équipe et, sans attendre, échafaudent un plan. Pierre Cardi, un compagnon corse qui a tenu jusqu'au mois d'octobre un magasin de vin au 169 rue Ordener, fournit à la petite bande de Romainville un bon tuyau. Chaque matin, à huit heures quarante-cinq précises, la succursale de la Société générale, située en face de sa boutique, est approvisionnée en titres et en argent par un encaisseur du siège central, ponctuellement accueilli à sa descente du tram par un employé de banque qui l'escorte jusqu'à l'agence. Posté derrière son comptoir, Pierre Cardi a eu tout loisir de les observer, et il peut certifier qu'aucun des deux n'est armé. Les neutraliser et s'emparer de la sacoche ne doit pas poser de bien grandes difficultés. Reste le problème de la fuite, car la rue est populeuse et la foule, même misérable, se range plus souvent du côté de l'ordre que du côté des bandits. Bien sûr, avec une auto, le problème se trouverait résolu, et il importe d'abord de s'en procurer une, ce qui pour Bonnot est un jeu d'enfant. Le vol du véhicule, une superbe Delaunay Belleville noire, a lieu dans la nuit du 13 au 14 décembre, à Boulogne-sur-Seine. Carouy, qui est alors hébergé par Dettweiler, un compagnon qui tient un petit garage de réparation à Bobigny, demande à son hôte de garder la voiture quelques jours dans son hangar, le temps de mettre au point tous les détails de l'opération.

Malgré ces précautions, les événements vont se dérouler dans une relative précipitation, car c'est tout d'abord avec l'intention de dévaliser une bijouterie que Bonnot, Callemin, Garnier et un quatrième homme, non formellement identifié à ce jour, viennent rechercher la voiture dans la nuit du 21 au 22 décembre. Mais les conditions de réussite de cette entreprise n'étant pas réunies, ils décident, pour ne pas rentrer bredouilles à trois heures du matin, de se rabattre sur ce qui ne constituait encore pour eux « qu'une hypothèse de travail » : l'attaque de l'encaisseur de la Société générale. En attendant le matin, ils roulent dans Paris, et Garnier en profite pour s'exercer à la conduite, car il faut pouvoir remplacer Bonnot en cas de besoin. Celui-ci lui apprend à maîtriser la vitesse, à éviter les obstacles, à affronter les virages. Remontant les Champs-Élysées à vive allure, l'apprenti pilote éprouve un plaisir intense, inédit. Une automobile coûte alors en moyenne entre quatre et sept mille francs, soit l'équivalent de ce que paie en quinze années une famille populaire pour se loger. C'est devenu le signe extérieur de richesse par excellence, et aucun homme fortuné n'envisage désormais de s'en passer. Aucun ouvrier, en revanche, ne peut rêver d'en conduire une si ce n'est revêtu de l'infamante livrée du chauffeur ou de la combinaison bleue du mécanicien. C'est bien le seul objet de luxe ayant jamais pu tenter le sobre Octave, qui vole davantage par goût du risque et par conviction que par esprit de lucre. Plus d'une fois, pourtant, au passage d'un de ses jouets rutilants, il s'est surpris à serrer les poings au fond de ses poches, lui qui s'est vu refuser à quatorze ans l'apprentissage de mécanicien auquel il aspirait. Eh bien, ce jouet tant convoité, il l'a maintenant entre ses mains ! Il peut en jouir comme aucun bourgeois ne le pourra jamais, car la crainte de l'abîmer ou de le détruire ne l'effleure même pas. Sitôt celui-ci cassé, il s'en procurera immédiatement un nouveau. Mieux, il fera de ce jouet réservé aux riches un instrument pour bafouer la propriété, une arme contre l'ordre bourgeois, il en retournera la signification ! C'est

cette certitude qui, en cette première nuit de l'hiver 1911, rend Octave si euphorique, mais l'enchantement se dissipe, car le matin paraît, et il n'est pas question de se dégonfler.

Bonnot, qui a pris le volant, remonte vers le Nord de Paris, s'engage dans la rue Ordener, et vient se garer à hauteur du numéro 148. Les quatre hommes surveillent la station de tram, gênés par les passants qui s'agglutinent autour de la splendide limousine, si incongrue dans ce quartier populaire. Enfin, celui qu'ils attendent paraît, aisément reconnaissable à son uniforme de la Société générale : une jaquette à gros boutons de cuivre et un ridicule bicorne en guise de couvre-chef! Garnier se dresse alors devant lui et tire sans sommation, pendant que Callemin s'empare de la sacoche. Caby, c'est le nom de leur victime, s'écroule ensanglanté, tandis que son collègue, censé lui servir de garde du corps, s'enfuit en hurlant vers l'agence. Tenant la foule en respect, les deux hommes rejoignent le véhicule que Bonnot, très maître de lui, fait démarrer en douceur. Ils parviennent à quitter Paris par la porte de la Chapelle. Arrivés à Pontoise, ils prennent le temps d'examiner le contenu des sacs et découvrent un maigre butin : un peu plus de cinq mille francs en espèces et trois cent vingt mille francs de titres difficilement négociables, c'est bien moins que ce qu'ils avaient escompté. Et dire qu'ils ont fait parler les armes pour une si misérable somme ! Accablés, Bonnot et Garnier se relaient pour conduire. Leur intention est d'arriver au Havre, mais ils s'égarent et se retrouvent finalement à Dieppe, où ils abandonnent la voiture avant de rejoindre la gare à pied pour prendre le premier train en direction de Paris. Le lendemain matin, tôt levés, ils lisent le récit des événements dans la presse du jour et apprennent que Caby, le garçon de recette, a survécu à ses blessures. Les témoignages les concernant sont contradictoires, certains ont cru voir cinq occupants dans la voiture, d'autres quatre, mais tous concordent assez bien pour la description du tireur : c'est un jeune homme brun à peau mate, aux yeux extraordinairement brillants, gaucher

très probablement. Octave se doute que beaucoup, parmi les compagnons, reconnaîtront son signalement et qu'il y aura tôt ou tard quelque mouchard pour balancer son nom.

*

Le matin qui suit l'attaque, Victor et Rirette, parcourant les journaux dans leur salle à manger-bureau de la rue Fessart, sont atterrés. Une même idée les traverse, mais quand Victor laisse tomber un nom, sa compagne se récrie. Pourtant, elle connaît assez leurs anciens camarades pour savoir qu'une telle action est à la mesure de leur audace et de leur détermination. Comme d'autres, elle les a, plus d'une fois, entendus se plaindre de la médiocrité de leurs entreprises et vanter l'usage qui pourrait être fait de l'automobile pour tenter des opérations plus ambitieuses. Pendant trois jours, ils se perdent en supputations et en conjectures, nourrissant le secret espoir de voir leur hypothèse démentie. Mais le soir du 25 décembre, quelques coups timides sont frappés à la porte et Rirette, qui va ouvrir, se trouve face à Octave et Raymond, transis et hagards. Sans dire un mot, elle les fait passer dans la chambre du fond, qu'une bonne flambée éclaire. Victor, désignant d'un geste les petites filles endormies dans leur lit-cage, leur fait signe de parler bas. Les deux hommes ôtent leur melon et leur pardessus à martingale, s'assoient face à la flamme et restent un moment sans parler, coudes aux genoux, mains croisées. Rompant le silence, Victor murmure : « Alors, vous voilà revenus de Dieppe ! » et, avec un sourire triste, Raymond acquiesce. Il n'y a rien à ajouter mais Octave répète à deux reprises, comme pour s'en convaincre : « C'est moi qui ai tiré ». Rirette leur offre du thé qu'ils acceptent et, pour détendre l'atmosphère, Victor leur rappelle, gentiment moqueur, les anathèmes qu'ils lançaient à Romainville contre les « inévolués », consommateurs d'excitants. Callemin, agacé, a un geste las de la main, et Victor se garde bien d'insister.

Les deux fugitifs se laissent gagner par une douce torpeur : il fait si bon dans cette chambre simplement meublée mais chaleureuse, avec ses rideaux clairs, ses vases emplis de fleurs séchées, sa bibliothèque aux rayons garnis. Rirette n'a jamais réussi à passer plus de quelques mois dans chacun de ses logis, mais elle a un véritable talent pour s'approprier l'espace et métamorphoser avec peu de moyens la plus sinistre des pièces en espace intime. Octave et Raymond ont l'air si fourbus, si accablés, que leurs hôtes sont tentés de les retenir pour la nuit. Mais il ne saurait en être question : l'immeuble est sous surveillance, des policiers planquent dans l'hôtel garni, juste de l'autre côté de la rue. Aussi, quand une heure sonne à l'église de Belleville, toute proche, les deux hommes se lèvent et prennent congé. Rirette, qui les escorte jusqu'à la porte, les regarde s'éloigner à l'angle de la rue Mélingue, le cœur serré. Ils vont vers leur destin, et personne ne peut plus rien pour eux. Qu'ils soient venus à eux, dans de telles circonstances, après les durs conflits qui les ont opposés, l'émeut profondément. Jamais, se jure-t-elle, elle ne trahira la confiance qu'ils viennent de lui témoigner.

Notes

1. Riches demeures suburbaines édifiées à des fins de villégiature, Belleville en possédait plusieurs avant la Révolution et il en subsistait encore quelques-unes au début du XX[e] siècle.
2. Rapport de police, archives de la préfecture de police, dossier Victor Serge.

Chapitre 8
La traque

D'autres encaisseurs, avant Caby, se sont fait dévalisés à Paris comme en Province, mais l'attaque de la rue Ordener surprend la police par son mode opératoire tout à fait inédit. Agir en plein jour dans une rue passante et s'enfuir en voiture n'est certes pas à la portée du premier apache venu. L'instruction est confiée au juge Maurice Gilbert, assisté par le sous-chef de la Sûreté, le commissaire Louis-François Jouin qui, *a priori*, ne néglige aucune piste et active ses réseaux d'indicateurs dans les milieux de la criminalité ordinaire aussi bien que dans ceux des illégalistes de conviction. Très vite, les lettres de dénonciation abondent, inspirées par le désir de se mettre en valeur ou par la volonté de nuire. Certaines sont totalement ineptes, d'autres parfaitement délirantes, mais toutes sont lues avec attention et donnent souvent suite à des vérifications : mille cinq cents personnes ont été perquisitionnées et contrôlées dans le cadre de l'affaire Bonnot. Il suffit bien souvent d'avoir des horaires irréguliers, de recevoir de trop fréquentes visites, de vivre au-dessus de ses moyens, pour qu'un voisin, une concierge ou un collègue vous signalent à la préfecture. De nombreux garagistes et des conducteurs d'automobile font les frais de cet excès de zèle citoyen dont les Parisiens semblent saisis. Une lettre anonyme adressée directement à Louis Lépine, préfet de la Seine, conseille à la police de vérifier tous les habitants de l'immeuble voisin de la banque, sis au 152 rue Ordener. Des agents,

aussitôt dépêchés sur les lieux, interrogent la concierge qui leur livre avec empressement les noms de tous ceux qui ont des façons de pègre, qui vivent à la colle ou qui tiennent à haute voix des propos séditieux, sans oublier les lève-tard, éminemment suspects eux aussi. La paresse, on le sait, est mère de tous les vices !

*

Certains, pris d'une vocation de petit reporteur, préfèrent s'adresser directement aux journaux, qui se font parfois l'écho des rumeurs qui leur parviennent, via un volumineux courrier. C'est d'ailleurs un employé municipal de Bobigny, collaborateur occasionnel du *Petit Parisien*, qui livre à ce journal le premier indice sérieux permettant de lancer la police sur la piste illégaliste. Il affirme avoir repéré, la semaine précédant le hold-up de la rue Ordener, une Delaunay-Belleville en tout point semblable à celle utilisée par les bandits chez un habitant de sa commune, un certain Dettweiler, qui réside, depuis le mois d'octobre, au 5 rue de l'Harmonie, une voie nouvelle où s'élèvent des pavillons récents d'allure modeste. Il exerce la profession de garagiste et a construit de ses mains, sur le terrain attenant au pavillon qu'il occupe avec sa famille, un grand hangar en carreaux de plâtre abritant un petit atelier de mécanique que nulle enseigne ne signale encore. En livrant au public toutes ces informations dans sa une du 29 décembre, *Le Petit Parisien* oblige la police à agir dans la précipitation pour éviter que les suspects, alertés, n'organisent leur fuite.

Dettweiler, jamais condamné, n'est pas inscrit aux sommiers judiciaires, mais il connaît Louis Raimbault, que la police surveille depuis le début de l'affaire, et on le suppose anarchiste de conviction. Dès le lendemain matin, le sous-chef de la Sûreté Jouin fait irruption chez lui, alors qu'il se trouve tranquillement attablé en compagnie de sa femme, de leurs deux enfants et de la petite fille de Jeanne Bélardie, confiée à leur

garde. Interrogé, le garagiste reconnaît, sans émotion apparente, qu'il a en effet pris quelques jours en charge, pour une réparation courante, une Delaunay-Belleville, que quatre inconnus lui ont confiée dans la nuit du 14 décembre. Une perquisition menée au domicile permet de découvrir des bidons d'essence vides, qui avaient été volés en même temps que le véhicule, et une carriole de camelots dissimulant quelques accessoires de cambrioleur. Ces indices suffisent à Jouin pour transférer les époux Dettweiler dans les locaux de la Sûreté, en vue d'un interrogatoire plus poussé. Le pavillon est mis sous surveillance policière et, le soir même, Jeanne Bélardie tombe dans la souricière.

Conduite à son tour à la Sûreté, elle explique qu'elle est hébergée de temps à autre rue de l'Harmonie avec sa petite fille et son compagnon, un certain Leblanc. Tous deux sont camelots et se déplacent beaucoup de foires en marchés avec la carriole découverte lors de la perquisition. En recoupant diverses informations, la police découvre que le compagnon de Jeanne s'appelle en réalité Carouy, qu'il est fiché en Belgique comme anarchiste, qu'il évolue, depuis son arrivée à Paris, dans le milieu individualiste et qu'il a certainement commis plusieurs cambriolages en banlieue. À nouveau interrogée, l'épouse du garagiste, devant la menace de voir ses enfants placés, s'effondre et déclare que Carouy, dit Leblanc, connaissait les hommes ayant conduit au garage la Delaunay-Belleville et qu'il avait annoncé leur venue à son mari. Mais Dettweiler, auquel on la confronte, maintient fermement sa version : ni lui ni Carouy n'avaient vu ces hommes auparavant et tous deux ignoraient que le véhicule fût volé. Malgré ses dénégations, il est inculpé de complicité de vol et maintenu en détention.

Sa femme, relâchée après quelques jours, est totalement désemparée. Elle a trente-sept ans, comme son mari, et ils ont travaillé dur pour sortir du salariat. Le projet de garage s'avérait prometteur, elle-même envisageait de créer une blanchisserie, sans que ce rêve de « boutiquier » soit incompatible

avec leur idéal anarchiste. Il incluait la solidarité active avec les copains, la possibilité de partager le travail et de vivre à plusieurs, comme ils le faisaient déjà en hébergeant Carouy et sa compagne. La voilà réduite une fois de plus à vendre sa force de travail pour nourrir ses deux enfants, sans garantie de pouvoir les garder auprès d'elle, étant donné la faiblesse des salaires féminins, alors que c'est uniquement pour leur éviter l'Assistance publique qu'elle a malencontreusement compromis son mari. Jeanne, de nouveau interrogée, prétend ne rien savoir et refuse de livrer le moindre indice pouvant conduire à Carouy, ce qui lui vaut d'être placée en détention provisoire. Elle charge alors Rirette de trouver à sa fille une famille d'accueil, afin d'éviter son placement, sachant qu'elle s'est bien souvent démenée pour les enfants d'autres camarades arrêtés, n'hésitant pas au besoin à les garder auprès d'elle avant de leur trouver un lieu sûr[1].

*

Après l'arrestation de Dettweiler, tous les compagnons savent que la police est désormais sur la piste anarchiste et ne la lâchera plus. Le signalement de Carouy est transmis à tous les postes de police, et son nom est donné en pâture aux journaux, qui le présentent comme le principal suspect. Sachant qu'il a vécu rue de Bagnolet, à Romainville, on met les locaux de *l'anarchie* et de *L'Idée libre* sous surveillance policière. Tous les anciens collaborateurs de Lorulot, dont la police connaît les noms, se tiennent sur leurs gardes. Quelques-uns jugent même préférable de quitter momentanément Paris. C'est le cas de Louis Raimbault, dont la maison de Pavillons-sous-Bois est perquisitionnée aussitôt après sa fuite. Les mouchards hantent les réunions à la recherche du bon tuyau et, déjà, murmurent des noms aux oreilles de la police.

Mais bientôt, un fait divers sanglant vient remplacer à la une des journaux les péripéties de l'affaire Ordener. Dans la

nuit du 2 au 3 janvier 1912, un vieillard de quatre-vingt-onze ans et sa bonne de soixante-dix ans sont sauvagement assassinés à coups de couteau dans leur pavillon de Thiais : vingt mille francs en pièces d'or, en billets et en titres ont été dérobés. Rien ne permet *a priori* d'attribuer aux illégalistes, qui manient le browning plutôt que l'arme blanche, ce crime sordide et crapuleux. Mais voilà qu'Alphonse Bertillon en personne, le fondateur de la méthode anthropométrique[2], est appelé à la rescousse, pour procéder à l'examen des empreintes relevées sur la scène du crime. Elles sont comparées à celles dont dispose le service de l'identité judiciaire et peuvent, sans aucun doute possible, selon l'éminent spécialiste, être attribuées à Metge, connu comme insoumis et anarchiste, et à Carouy ! Les empreintes de la paume de Metge correspondent d'autre part à certaines de celles qui avaient été relevées sur la vitre du guichet de la poste de Romainville à la suite d'un cambriolage commis en octobre 1911. Dénoncé par un mouchard, qui a peut-être soufflé son nom aux services de l'identité judiciaire, Metge est arrêté le 14 janvier à son domicile de Garches avec Barbe Le Clerch. On trouve chez lui un certain nombre d'objets volés provenant de cambriolages perpétrés à Pavillons-sous-Bois et dans diverses localités, mais rien de ce qui a été dérobé à Thiais !

Quelques jours plus tard, la police arrête Raimbault, que l'on sait proche de Carouy et de Dettweiler, et que les journaux présentent, depuis la perquisition musclée menée par Jouin à son domicile, le 8 janvier, comme un cambrioleur et un receleur. Rien de bien compromettant n'avait pourtant été saisi rue du Coq-Gaulois, si ce n'est des timbres provenant justement du vol commis à la poste de Romainville cachés au fond d'une soupière et quelques brochures anarchistes. L'atmosphère devient irrespirable avec la surveillance policière incessante, l'arrestation successive de compagnons proches, et la crainte d'apprendre de nouvelles interpellations. Les éléments recueillis par la police lors des perquisitions

mettent bientôt les enquêteurs sur la piste d'Octave Garnier qui, après son départ de Romainville, avait loué un appartement au 42 rue des Laitières, à Vincennes. Dépêchée sur les lieux, la police arrête Marie Vuillemin, sa compagne, et saisit des cartouches de browning, des outils de cambrioleur, un indicateur de chemins de fer (Livry-Gargan – Pavillons-sous-Bois), des timbres et un paquet d'étiquettes gommées portant la mention « Notre ennemi, c'est notre maître. Or, l'électeur nomme le maître. Voilà l'ennemi. Vive l'anarchie ! », ou encore « Le luxe bourgeois est payé par le sang du pauvre. En sera-t-il toujours ainsi ? Vive l'anarchie ! ». On soumet à l'encaisseur Caby, toujours hospitalisé, une photo d'Octave, dont le signalement semble proche de celui du tireur. Sans hésiter, celui-ci l'identifie formellement, à cause, dit-il, de ses yeux étonnamment noirs et brillants. Aussitôt, les quotidiens s'emparent de cette information et affichent le portrait de Garnier à la une, le 24 janvier.

Face à la répression qui s'abat sur le milieu et face à la curée dans la presse, l'heure n'est plus aux dissensions mais à la solidarité affirmée. Rirette s'inquiète du sort des camarades arrêtés, organise des collectes pour eux, prend contact avec des avocats. Elle n'hésite pas à accueillir, rue Fessart, Jeanne Bélardie, libérée après un mois de détention préventive, bien qu'elle la sache très étroitement surveillée et facilement imprudente. Victor, si souvent en désaccord avec ses anciens compagnons sur la question de l'illégalisme, insiste dans les colonnes de *l'anarchie* sur sa proximité idéologique avec eux. Le 4 janvier 1912, il répond à Ernest La Jeunesse[3] qui propose, dans un article paru dans *Le Journal*, d'appliquer la loi du lynch aux bandits, par un virulent plaidoyer en faveur de ces derniers :

« Avec l'honnête M. Caby qui consentait, lui, pauvre, lui, salarié misérable, à transporter des fortunes ; avec les miséreux lâches, qui, ne concevant ni l'audace ni la volonté de vivre, vocifèrent contre le hors-la-loi ; avec les chiens de police, les journalistes mouchards, les épiciers suant de peur, et les riches

d'autant plus féroces dans leur haine du réfractaire qu'ils seraient pleutres en sa présence; avec tous ces gens, M. La Jeunesse fait partie de la cohue respectueuse des lois.

Mais ces lois qu'ils respectent, je les sais destinées à garrotter les plus faibles, à sanctionner leur asservissement par la force brutale; cette honnêteté dont ils se revendiquent, je la sais mensongère, voilant les pires turpitudes, permettant, honorant même le vol, le dol, la duperie, quand ils sont commis à l'ombre des codes. Ce prétendu « respect de la vie humaine » dont ils ne manquent point de parler à propos de chaque meurtre, je le sais ignoblement hypocrite, puisque l'on tue en son nom, par la faim, par le travail, par la prison.

Je suis de l'autre bord, et je ne crains pas de l'avouer. Je suis avec les bandits. [...]

Cependant que les « autres » subissent le propriétaire, le patron et le policier, votent, protestent contre les iniquités et crèvent comme ils ont vécu, misérablement. [...]

Quelques-uns sortis de la foule, fermement décidés à ne pas gâcher dans le servage les heures précieuses de leur vie, ont pris le parti de lutter. Et sans phrases ils vont à la conquête de l'argent qui confère la puissance. Ils osent, ils assaillent. Ils paient souvent, ils vivent en tout cas.

Ils tuent.

Sans doute. Est-ce leur faute ? Ont-ils désiré le sort qui leur est fait ? Beaucoup n'ont eu que le tort de vouloir être des hommes et non des citoyens, des salariés ou des soldats. Quelques-uns ont rêvé de travailler librement dans un monde sans maître. Mais le choix ne leur a été offert qu'entre le servage ou le crime. Vigoureux et vaillants, ils ont choisi la bataille, le crime.

Tant que le problème se posera comme il se pose, tant que les hommes auront à choisir entre le vol et la soumission, il y en aura d'assez braves pour préférer à la passivité tous les risques de la rébellion »[4].

Mis en cause par un collaborateur de *La Dépêche de Toulouse* qui, analysant l'article de La Jeunesse et la réponse

faite par Victor, compare les bandits à des loups bien éloignés des principes de l'entraide définis par Kropotkine[5], il réitère la semaine suivante son soutien à ses compagnons traqués:

« Je suis avec les loups, les loups qu'on chasse, qu'on affame, qu'on traque et qui mordent! Et je suis avec les en-dehors et les bandits, justement parce que j'aime l'entraide; et ces loups vivent en lisière de la société précisément parce qu'aimant l'entraide, la vie libre, la libre collaboration des forces généreuses, ils détestent la chaîne, l'usine, le salariat [...] Nous revendiquons, vous le voyez, toute la vie. Savez-vous ce que l'on nous offre?

Onze, douze, ou treize heures de labeur quotidien par jour pour obtenir la pitance quotidienne. Et quel labeur pour quelle pitance! Labeur automatique, sous une direction autoritaire, dans des conditions humiliantes et malpropres. Moyennant quoi, la vie nous est permise dans la grisaille des cités pauvres »[6].

Des prises de position aussi virulentes n'incitent pas les policiers à relâcher l'étau qu'ils font peser sur *l'anarchie*, dont tous les collaborateurs passés et présents sont assimilés à des propagandistes de l'illégalisme. Tous sont sous surveillance et redoublent de précautions, mais Rirette accepte de rencontrer un soir, à leur demande, Garnier et Callemin, qui ont chargé un émissaire de la contacter. Ensemble, ils dînent dans un bouillon et, malgré leur apparente insouciance, elle les sent à bout de forces. Ils ont perdu tout espoir de s'en sortir vivant, et ne songent plus qu'à faire payer à la police leur capture au prix fort.

Cependant, Jouin, las de ces filatures infructueuses, s'impatiente et décide de frapper un grand coup, comme il l'a fait chez Raimbault, deux semaines plus tôt. Le 31 janvier, à l'aube, alors que plusieurs compagnons, qui ont travaillé tard dans la nuit pour assurer la sortie du journal, ont dormi rue Fessart, des coups violents sont frappés à la porte. Tous comprennent quels visiteurs s'annoncent ainsi et enfilent à la hâte des vêtements, tandis que Chinette, en chemise et pieds nus, mais

déjà bien réveillée, trotte jusqu'à la porte. Face à l'inspecteur Jouin, précédé de ses collaborateurs, qui font irruption dans la salle à manger revolver au poing, elle recule, effrayée. Deux fois déjà, elle a assisté à des perquisitions suivies d'arrestations, et craint de voir emmener ceux qu'elle aime vers une destination inconnue. Soixante policiers encerclent l'immeuble et procèdent à la fouille du hangar et de l'appartement. On saisit un grand nombre de timbres, supposés volés, et deux brownings provenant d'un hold-up commis dans une armurerie de la rue La Fayette un mois auparavant. C'est assez pour conduire la totalité des occupants de l'appartement au dépôt et pour inculper les titulaires du bail de recel d'armes volées. Rirette affirme avoir acheté elle-même les deux armes saisies auprès de revendeurs se présentant comme des négociants, en ignorant totalement leur provenance. Quant aux timbres, elle a beau jeu d'expliquer qu'ils correspondent aux besoins du journal, qui tire alors à six mille cinq cents exemplaires et compte un grand nombre d'abonnés en province.

Après quelques heures, tous sont relâchés, mais Victor est convoqué à la préfecture dans l'après-midi pour venir signer les bordereaux des pièces saisies, simple formalité, lui dit-on. Après une attente de plusieurs heures, le sous-chef de la Sûreté le reçoit enfin dans son bureau et, sans se départir de l'attitude courtoise qu'il avait observé le matin pendant toute la durée de la perquisition, il engage Victor à se laisser aller à quelques confidences. Pour gagner sa confiance, il lui fait part de son admiration pour les idées de Sébastien Faure et, usant de la flatterie, lui fait comprendre qu'il le considère comme un intellectuel, un militant d'une autre trempe que ses anciens compagnons, des « primaires » qui ne font que dénaturer l'idéal anarchiste. Il use aussi, à mots couverts, de la menace, laissant entendre que la détention préventive pourrait être longue, mais qu'il lui suffirait de livrer quelques renseignements sans grande importance pour être libre le soir même. Au fond, il servirait mieux la cause en se montrant raisonnable.

Victor sent monter à ses joues le rouge de la honte à l'idée que cet homme ait pu le croire capable de parler, et comprend brusquement qu'il ne rentrera pas dormir chez lui. Il ignore encore que cette première nuit sera suivie de mille huit cent vingt-quatre interminables autres, mais l'aurait-il su que cela n'aurait rien changé : il n'est pas de la pâte dont on fait les délateurs. Conduit à la Santé, il fait l'expérience de la fouille humiliante, de la mise à nu, de l'abandon de tous ses attributs d'homme libre, des vêtements jusqu'au plus humble des objets dits personnels. On lui attribue, au deuxième étage, une cellule meublée d'une table et d'une chaise rivées au mur, d'un WC en faïence et d'un lit de camp qu'on abaisse ou relève au signal du gardien. Il est interdit d'être allongé passé une certaine heure et interdit de ne pas l'être à partir du couvre-feu. Désormais, l'heure du repos, des repas, de la toilette, ne dépendront plus pour lui des signaux envoyés par ses sens, ou de sa volonté propre, mais du seul règlement que les gardiens ont la charge de faire appliquer : c'est l'institution totalitaire dans toute son acception. Les prisonniers peuvent échapper à l'air vicié de leurs cellules vingt minutes par jour pour s'aérer dans des préaux grillagés de quarante mètres carrés, au sol souillé de crachats, semblables à des cages à ours. Victor, auquel l'autorisation d'étudier et de faire venir des livres a été accordée par le juge d'instruction Gilbert, met à profit ce temps de réclusion forcée pour se livrer à l'étude des langues, l'allemand et l'anglais, qu'il pratique déjà un peu, et l'espagnol et l'italien, qu'il découvre.

Rirette lui écrit chaque jour dans des enveloppes doublées de papier de soie coloré, qu'il découpe en bandes étroites pour en faire des marque-pages qui l'enchantent par leur teinte vive, lui qui souffre tant de la grisaille carcérale. Elle sait bien qu'elle a été laissée en liberté provisoire, non en raison de ses charges de famille, comme le lui a laissé entendre le juge Gilbert, mais parce que Jouin espère bien lui voir commettre quelque imprudence susceptible de le mener jusqu'à ceux

qu'il traque. L'avenir proche est lourd de menaces et les difficultés s'amoncellent. À la suite de l'intervention policière, la propriétaire des locaux de la rue Fessart, qui peine à recouvrer son terme et n'a jamais apprécié ses nouveaux locataires, a signifié à Rirette son congé pour le 30 avril. Il faut se remettre en quête d'un autre local pour l'imprimerie et d'un autre appartement pour elle et les filles, tout en continuant à assurer la parution régulière du journal. Il faut aussi se battre pour l'ensemble des détenus et tenter d'attirer l'attention sur leur sort au-delà des petits cercles individualistes. Le 21 mars 1912, Rirette écrit dans *l'anarchie* un article qui fait le point sur les démarches entreprises pour «nos prisonniers», «les emmurés»; elle s'interroge sur le sort de Raimbault, Dettweiler, De Boë, l'ami de jeunesse de Victor, et de Raymond, arrêté à Marseille et accusé de vagabondage, de Dieudonné, auquel sa femme n'a pas encore pu rendre visite et, bien sûr, de Victor, arrêté depuis sept semaines et inculpé de vol et de recel. Elle évoque le sort des femmes arrêtées ou gardées à vue, méprisées pour leur mode de vie et soumises à d'ignobles pressions quand elles sont mères. «Quant à nous, femmes, on nous a injuriées, sous couvert de critiquer nos unions libres, on a tenté de nous faire jouer un rôle de mouchard en nous interrogeant sur la vie de Carouy et des autres bandits»[7].

*

Le soir même de la perquisition au siège de *l'anarchie*, les illégalistes font encore parler d'eux. Lors d'un cambriolage qui tourne court à la gare d'Étampes, un brigadier de gendarmerie est abattu et un jeune anarchiste, Alexandre Britannicus, né à Brest en 1891, se suicide pour échapper à l'arrestation. La police trouve dans ses poches des papiers au nom d'Alexandre Lebourg, un déserteur de vingt-trois ans, familier de *l'anarchie*. L'un des agresseurs, Joseph Léon Renard, est arrêté: c'est lui aussi un anarchiste, connu des services de

police pour vivre d'escroqueries à l'assurance, familier de *L'Idée libre* et proche de Raimbault. L'arme retrouvée sur lui provient du hold-up de la rue La Fayette, mauvais point pour Rirette, incontestablement, chez laquelle ont été trouvés deux brownings de même provenance.

Tous les vols d'automobile, avec ou sans violence, commis en France et en Belgique sont désormais attribués par la presse aux bandits de la rue Ordener, ce qui les fait apparaître comme prodigieusement audacieux et organisés : on ignore leur nombre, mais on croit les voir un jour à Gand, le lendemain à Béziers, le surlendemain à Pontoise. Les propriétaires de voitures et de coffres-forts tremblent pour leurs biens et montent la garde. Ceux qui ne possèdent rien s'indignent souvent avec eux de l'impuissance des forces de l'ordre, mais il en est d'autres qui sympathisent avec les bandits et s'amusent de les voir ainsi défier la police. Cependant, l'enquête progresse et la liste des compagnons recherchés s'alourdit. Traqués, Octave et ses compagnons se perdent dans une cavale sanglante et désordonnée. Le 27 février, alors qu'ils effectuent des repérages près de la gare Saint-Lazare à bord d'une Delaunay-Belleville volée la veille, à Saint-Mandé, ils abattent un agent de police qui se met au travers de leur route, place du Havre. D'après les témoignages et les empreintes qu'ils ont laissés à l'intérieur du véhicule, bientôt retrouvé, la police établit avec certitude que Bonnot se trouvait au volant et que deux des passagers étaient Callemin et Garnier.

Deux jours plus tard, la police arrête Eugène Dieudonné, dénoncé par une lettre anonyme, qui loge dans une pension de famille, sous le nom d'Aubertin, avec son fils et sa femme, revenue vers lui après avoir quitté Lorulot. On retrouve dans leur chambre des armes, des munitions et une trousse de chirurgien provenant d'un cambriolage récent commis à Gand. En interrogeant la logeuse, les policiers établissent que les époux Aubertin lui ont été recommandés par un ancien locataire du nom de Comtesse, qui n'est autre que Jules Bonnot.

Puisque le dénonciateur anonyme indiquait la présence de Dieudonné rue Ordener, on le présente à l'encaisseur convalescent, qui le reconnaît alors comme son agresseur, avec autant de conviction qu'il en avait mis à identifier Garnier quelques semaines plus tôt. Il est vrai que tous deux ont les yeux noirs, très noirs, et portent la moustache. La ressemblance s'arrête là, mais Dieudonné a l'avantage d'être sous les verrous tandis que Garnier court toujours, alors va pour Dieudonné ! Il faut bien donner du grain à moudre à l'opinion publique, qui s'impatiente ! Peu après, toujours sur renseignement, la police arrête deux comparses chargés de négocier les titres du braquage de la rue Ordener. L'un est David Bélonie, né en 1885 à Gignac, dans le Lot, qui a exercé régulièrement la profession de garçon de laboratoire avant de prendre la fuite pour échapper au service. C'est à Genève, où il s'était réfugié, qu'il a connu Bonnot. Incorporé de force dans l'armée en 1908, il n'est revenu à Paris que depuis quelques mois, radicalisé par sa cavale et par la sanction qui l'a suivie. La grande muette n'est pas tendre avec ceux qui tentent de lui échapper ! C'est par amitié pour Bonnot et par conviction illégaliste qu'il a accepté cette tâche ingrate et risquée, et la police ne peut lui extirper aucun renseignement. Le second interpellé, Léon Rodriguez, se montre quant à lui beaucoup plus prolixe. Âgé de trente-trois ans, condamné à plusieurs reprises comme faux-monnayeur et cambrioleur, il encourt, en tant que récidiviste, la déportation. Prêt à tout pour y échapper, il ne fait aucune difficulté pour confirmer la présence de Dieudonné rue Ordener et sa participation à l'équipée sauvage de la place du Havre. Paroles dont la presse, au mépris du secret de l'instruction, se fait aussitôt l'écho. Mais Octave, de sa retraite, lui apporte un démenti cinglant sous la forme d'une lettre adressée à Guichard, chef de la Sûreté :

« Depuis que par votre entremise, la presse a mis ma modeste personne en vedette, à la grande joie de toutes les concierges de la capitale, vous annoncez ma capture comme

imminente. Mais croyez-le bien, tout ce bruit ne m'empêche pas de goûter en paix les joies de l'existence.

Comme vous l'avez fort bien avoué à différentes reprises, ce n'est pas grâce à votre sagacité que vous avez pu me retrouver, mais grâce à un mouchard qui était parmi nous. Soyez persuadé que moi et mes amis, nous saurons lui donner la leçon qu'il mérite, ainsi d'ailleurs qu'à quelques témoins par trop loquaces.

Et votre prime de dix mille francs offerte à ma compagne pour me vendre, quelle misère pour vous si prodigue des deniers de l'État. Décuplez la somme, Messieurs, et je me livre poings et pieds liés, avec armes et bagages.

Votre incapacité pour le noble métier que vous exercez est si évidente qu'il me prit l'envie, il y a quelques jours, de me présenter dans vos bureaux pour vous donner quelques renseignements complémentaires et redresser quelques erreurs voulues ou non.

Je vous déclare que Dieudonné est innocent du crime que vous savez bien que j'ai commis. Je démens les allégations de Rodriguez. Moi seul suis coupable. Et ne croyez pas que je fuis vos agents. Je crois bien, ma parole, que ce sont eux qui ont peur.

Je sais que cela aura une fin dans la lutte qui s'est engagée entre le formidable arsenal dont dispose la Société et moi. Je sais que je serai vaincu. Je suis le plus faible, mais j'espère vous faire payer cher votre victoire. En attendant le plaisir de vous rencontrer».

La lettre porte la signature de Garnier authentifiée par l'empreinte des cinq doigts de sa main droite précédée de cet avertissement: «Bille de Bertillon mets tes lunettes et gaffe»[8].

Le Matin la publie le 21 mars 1912, et se venge de l'insolent Octave en se gaussant de ses nombreuses fautes d'orthographe, sans pouvoir empêcher bien des esprits rebelles d'en apprécier le panache. Et les individualistes, qui comptent dans leurs rangs de farouches détracteurs de l'école publique[9], reconnaissent cette fois que la communale a du bon qui permet à qui la quitte à douze ans de rédiger pareille missive!

Notes

1. «Cette femme, disent les rapports de police, apparaît comme la providence des compagnons en peine, c'est-à-dire recherchés par la justice. C'est elle qui plaça chez Raimbault deux des enfants restés à la charge de la femme Porra, arrêtée pour fausse monnaie. C'est elle encore qui, actuellement, s'occupe de trouver pour ces mêmes enfants, que la fuite de Raimbault a privé d'un père nourricier, un nouveau foyer "hospitalier"», Archives nationales, F7 13 053.
2. Alphonse Bertillon (1853-1914), criminologue français, employé à la préfecture de police de Paris, inventeur de l'anthropométrie judiciaire, système d'identification judiciaire basé sur un ensemble complexe de mensurations et sur la prise d'empreintes digitales. Le système Bertillon, adopté dans toute l'Europe et aux États-Unis, a été en vigueur en France jusqu'en 1970.
3. Journaliste et critique littéraire, admirateur de Maurice Barrès.
4. *L'anarchie*, 4 janvier 1912.
5. Pierre Kropotkine, théoricien et militant anarchiste russe, né à Moscou le 9 décembre 1842, exilé en Europe de 1872 à 1917. Il revient en Russie en mai 1917 et meurt le 8 février 1921.
6. *L'anarchie*, 11 janvier 1912
7. *L'anarchie*, 21 mars 1912.
8. *Le Matin*, 21 mars 1912.
9. La position de Lorulot, qui voit dans les écoles laïques des «pépinières de soldats fusilleurs d'ouvriers» dirigées par des instituteurs «flics intellectuels de la classe capitaliste», reflète assez bien la position des individualistes.

Chapitre 9
La folle cavale

Soupçonnée d'être une receleuse et une faussaire, Rirette doit subir, à intervalles réguliers, des interrogatoires éprouvants dans les locaux de la Sûreté. On la questionne sur les liens qui l'unissent aux anciens de *l'anarchie* recherchés par la police, on la somme d'indiquer la provenance des armes volées et des papiers falsifiés retrouvés chez elle. Sa ligne de défense ne varie pas. La présence d'illégalistes chez elle ? Une anarchiste honore les lois de l'hospitalité et ne prend pas de renseignements sur ceux qu'elle accueille. Elle et Victor vivant des retombées de l'illégalisme ? Si cela avait été le cas, ils ne se seraient pas épuisés à rendre dans les délais requis tous ces travaux d'édition et ils n'auraient pas vécu dans un tel dénuement. Les deux brownings volés retrouvés chez elle ? Elle en a fait l'acquisition en ignorant qu'ils étaient le produit d'un vol. Pourquoi des armes ? Par goût du romanesque, rien de plus. De ses anciens compagnons de Romainville, elle prétend ne rien savoir et ne laisse aucun espoir aux enquêteurs de les mettre un jour sur leurs traces. Jouin, qui ne tient pas les femmes en très haute estime, et qui se targue de savoir recueillir leurs confidences, la découvre plus coriace qu'il n'aurait cru et s'agace de sa résistance.

À l'issue de chacune de ces entrevues, c'est avec un soulagement étonné qu'elle se retrouve à l'air libre et regagne son domicile, épuisée, mais elle ne songe pas pour autant à se soustraire aux convocations du juge Gilbert. Elle n'a pas choisi

la voie illégaliste et ne se sent pas de taille à affronter la clandestinité, surtout dans un pareil contexte. Trop de gens ont besoin d'elle: ses enfants d'abord, qui l'attendent avec anxiété, Victor, auquel elle apporte soutien et assistance, *l'anarchie*, enfin, dont elle reste la gérante officielle! Cependant, lors de son quatrième interrogatoire, le 25 mars 1912, elle est mise en état d'arrestation et transférée à la prison de femmes de Saint-Lazare. Ce n'est pas une surprise pour elle, plutôt une péripétie attendue dans le déroulement du long cauchemar qui a débuté avec l'entrée en action des bandits tragiques, ces bandits qu'elle a connus de si près, qui l'ont si souvent exaspérée, mais auxquels son sort est lié.

La prison de Saint-Lazare, ancienne léproserie située en haut de la rue Saint-Denis, est alors divisée en deux sections: la première accueille les prévenues ou les condamnées à de courtes peines, la seconde les prostituées malades ou insoumises. Les femmes de la première section, astreintes au travail en atelier et à la vie collective, sont entassées à trente ou quarante dans des dortoirs non chauffés. Celles qui sont en mesure de payer vingt-cinq centimes par jour dorment à la pistole, une cellule de six lits plus confortable, bien que vétuste, et peuvent être dispensées de travail. On y trouve des tenancières, des cocottes, et parfois quelque bourgeoise égarée coupable d'un crime passionnel ou victime d'un accès de kleptomanie. Pour toutes les prisonnières, la nourriture est insuffisante et l'hygiène défectueuse; celles qui n'ont pas les moyens de cantiner s'affaiblissent rapidement. Des gardiens sont chargés de la surveillance, mais ce sont des religieuses de l'ordre de Marie-Joseph qui s'occupent des détenues au quotidien. Grâce à la solidarité qui s'organise à l'extérieur, Rirette accède au régime de la pistole après dix jours de promiscuité éprouvante. Elle y jouit d'une certaine considération de la part des religieuses et de l'aumônier de la prison, lequel lui transmet des livres et lui propose même de l'initier au latin. Mais elle souffre atrocement d'être séparée de Victor et se désole de

savoir ses filles à nouveau privées de foyer. De sa retraite forcée lui parviennent les échos assourdis du combat inégal et sans issue qui oppose ses anciens compagnons à la société tout entière, maintenant dressée contre eux.

*

Le jour même de son entrée à Saint-Lazare, ces derniers vont commettre leur ultime et plus sanglant fait d'armes : un hold-up à la Société générale de Chantilly, qui fait deux morts et un blessé grave parmi les employés. Pour mener à bien cette action, ils ont remis à l'honneur la pratique des attaques de diligence en s'emparant par la force, le matin même, d'une magnifique De Dion-Bouton, à la carrosserie bleu et jaune, en bordure de la forêt de Sénart, à peu de distance de l'endroit où s'était produite l'attaque du courrier de Lyon en 1796. Toute la nuit, dissimulés dans une cabane de cantonniers, ils ont guetté le passage de cette voiture, qu'un chauffeur était chargé de conduire à son propriétaire, un colonel en villégiature sur la Côte d'Azur. Un garagiste, ami de Bonnot, l'avait mis dans la confidence et lui avait transmis le signalement précis du véhicule ainsi que l'horaire probable de son passage, très tôt le matin, à un moment où les routes sont encore désertes. Après avoir abattu l'infortuné chauffeur à bout portant et tiré sur le mécanicien qui l'accompagnait, les agresseurs, au nombre de cinq ou six, selon les témoins de la scène, traversent à vive allure toute la banlieue est en direction de Chantilly, au nord de Paris.

Ils connaissent déjà la configuration des lieux et le nombre des employés grâce aux repérages effectués la semaine précédente, et l'opération ne dure que quelques minutes. Trois d'entre eux pénètrent dans la banque, l'un reste au volant, et le cinquième, vêtu d'un long manteau et coiffé d'un melon, tient la foule en respect en braquant sur elle une carabine. Son visage pâle est agité de tics nerveux tandis qu'il enjoint aux

badauds de déguerpir: « Caltez, caltez ou je vous canarde ». Le butin, cette fois, est loin d'être négligeable: plus de quarante mille francs en billets, car l'agence, du fait de la proximité des champs de courses, est bien approvisionnée. Mais Bonnot, Garnier et leurs complices savent qu'ils n'en jouiront pas, car trois hommes baignent dans leur sang à Chantilly: le caissier Joseph Trinquet, son aide, âgé de seize ans, et le préposé aux titres Raymond Legendre, âgé de dix-sept ans, tandis que Mathillé, le chauffeur de la De Dion-Bouton, agonise à Montgeron auprès du mécanicien grièvement blessé. Ces gamins féroces, comme les appellera plus tard Victor, ont tué de sang-froid, et savent qu'ils marchent à la mort, quoi qu'ils fassent désormais. Et tandis qu'avant de se séparer ils opèrent le partage, chacun d'entre eux empoche, en même temps que la liasse qui lui revient, une ampoule de cyanure, pour conjurer la veuve.

Il y avait foule à Chantilly en cette matinée du 25 mars, et la route nationale qui relie Paris à la Côte d'Azur n'était pas totalement déserte au lieu où l'attaque de la voiture s'est produite, sur le territoire de la commune de Montgeron. Les témoignages affluent donc, mais ils sont contradictoires et manquent de précisions: certains affirment que les bandits étaient au nombre de six tandis que d'autres n'ont vu que cinq hommes, sans compter ceux qui ont aperçu une femme parmi les occupants du véhicule. Seule la présence de Bonnot et celle de Garnier, attestées par les empreintes relevées sur l'automobile, semblent certaines aux enquêteurs. Dans la presse comme à la tribune de l'Assemblée, des voix s'élèvent pour fustiger l'impuissance de la police et pour exiger des mesures efficaces contre ce banditisme d'un genre nouveau. On réclame une meilleure formation et un meilleur équipement pour les forces de l'ordre, l'application automatique des lois sur la récidive prévoyant la relégation en Guyane, l'expulsion immédiate de tous les interdits de séjour, la réglementation stricte des ventes d'armes et le recensement obligatoire des

automobiles. Le député de l'arrondissement de Montgeron, Franklin-Bouillon, interpelle Steeg, le ministre de l'Intérieur, sur les dissensions entre le chef de la Sûreté Guichard et son adjoint, le sous-chef Jouin, dont la presse s'est fait l'écho depuis plusieurs jours. Pour calmer les esprits, le parquet ouvre une instruction pour association de malfaiteurs qui est confiée au juge Gilbert, ce qui permet une meilleure collaboration des services de police et une centralisation des différents dossiers. Rirette et Victor, tous deux concernés par cette procédure, peuvent craindre de se voir attribuer un rôle d'inspirateurs, si ce n'est d'instigateurs, car tous les amalgames sont désormais permis. Quant à la Société générale, elle offre une prime de cent mille francs à quiconque livrerait des renseignements permettant l'arrestation des assassins de ses employés, ce qui ne peut que stimuler le zèle des mouchards.

Le lendemain de l'attaque, Rodriguez, de sa cellule, écrit à Jouin pour lui proposer ses services en échange de sa liberté provisoire : « Si vous désirez capturer les chefs de la bande des automobilistes Bonnot et Garnier, j'ai certainement la possibilité de les atteindre plus que tout autre homme du milieu anarchiste. Je maintiens qu'en moins de deux semaines, je vous apporterai les lieux de retraite de ces deux bandits et de leurs acolytes [...] Je ne suis pas d'ailleurs assez compromis dans l'affaire pour que ma demande soit rejetée comme impossible »[1]. Aucune suite favorable n'est donnée à sa demande, mais sa bonne volonté de délateur lui vaudra lors du procès un acquittement refusé à des co-inculpés aux dossiers moins chargés que le sien. Cependant, d'autres bavards, bien immergés dans le milieu, et que la concupiscence ou le ressentiment travaillent, se manifestent dans les jours suivants. L'un d'eux livre le nom du frêle jeune homme, empêtré dans son long manteau, qui s'efforçait de tenir la foule en respect à Chantilly, en tirant en l'air comme les gamins chargés d'éloigner les corbeaux des champs de blé. C'est André Soudy, l'hôte favori des enfants de Rirette, le facétieux emprun-

teur de bicyclettes, l'habile voleur de boîtes de conserve, passé en une matinée du vol à la tire au braquage de banques. Toujours prêt à rendre service, il n'a pas su refuser son aide à des copains traqués et à bout de souffle, et il les a accompagnés dans leur dernière et tragique équipée. Le mouchard a aussi indiqué à Jouin le nom et l'adresse du compagnon qui «hospitalise» Soudy: Baraille, un cheminot anarchiste, révoqué par la Compagnie des chemins de fer du Nord, comme mille autres de ses collègues, à la suite de la dure grève pour la «thune» de 1910[2]. Suivant ses indications, Jouin, accompagné de six inspecteurs, se rend aussitôt à Berck-sur-Mer, encercle le logis de Baraille, une petite maison de bois perdue dans les dunes, et procède à l'arrestation de Soudy, qu'il ramène sous bonne escorte à Paris. C'est Guichard, le chef de la Sûreté, qui procède lui-même à son interrogatoire avant de l'inculper et de le présenter au juge Gilbert. Miné par la tuberculose, affaibli par sa cavale, Soudy n'a cependant rien perdu de sa gouaille, lui qui, dans les meetings, savait par la drôlerie de ses interventions déclencher l'hilarité des participants aux dépens des orateurs qui lui déplaisaient. Il rétorque au juge Gilbert, qui lui demande s'il reconnaît comme siens les effets saisis chez Baraille: «Rien n'est à moi, Vous savez bien que la propriété, c'est le vol, comme l'a dit Proudhon!». Il nie toute participation à la tuerie de Chantilly sans pour autant fournir d'alibi, au prétexte qu'il ne tient pas d'agenda, et ne sait plus ce qu'il a fait le 25 mars. Exaspéré par ses pitreries, le juge Gilbert, renonce à poursuivre les interrogatoires et le confronte quelques jours plus tard aux témoins. Vêtu d'un long manteau et coiffé d'un chapeau melon, Soudy est formellement identifié par eux comme étant l'homme à la carabine dont tous les journaux ont parlé. La pâleur de son teint, son extrême jeunesse et son inimitable accent faubourien ont marqué les témoins. Inculpé, Soudy est transféré à la prison de la Santé et fanfaronne encore: «Mourir de la tuberculose ou à la butte, c'est la même chose, je suis condamné à mort

et je n'en ai plus que pour quelques mois. Et puis je ferai connaissance avec Deibler»[3 et 4].

Trois jours plus tard, c'est Édouard Carouy, le premier à avoir été identifié et recherché dans le cadre de l'affaire de la rue Ordener, qui est enfin localisé et interpellé dans la salle d'attente d'une petite gare de la banlieue sud. Carouy a une réputation de dur et une carrure impressionnante, aussi l'arrestation est-elle brutale. Pourtant, c'est un homme brisé et sans défense que les policiers conduisent dans les locaux de la Sûreté. C'est un homme seul, surtout. Jeanne Bélardie, sa compagne des derniers mois, est partie vivre avec Lorulot, ce distingué «penseur» qui, au nom de l'amour libre, se croit affranchi de tout scrupule vis-à-vis des compagnons en détresse. Carouy, qui n'a pas participé aux actions qui ont suivi l'attaque de la rue Ordener, n'a plus aucun contact avec ses anciens compagnons. Conscients que les points marqués par la police doivent beaucoup à la contribution des mouchards, ces derniers se méfient de lui. On lui a même rapporté qu'Octave voulait lui faire la peau; c'est pourquoi, explique-t-il aux policiers qui l'arrêtent, il ne se sépare plus de son browning. Sa prudence n'a pourtant pas empêché qu'il soit, selon son expression, «vendu comme un bétail» par celui qui prétendait lui donner l'hospitalité. Il est atteint aussi, et plus qu'il ne le voudrait, par le portrait que dressent de lui les journaux à grand tirage: sa carrure athlétique, ses mains épaisses, son visage coloré, son corps entier enfin, façonné par le travail précoce en atelier, y sont présentés comme les attributs de la brute, une brute capable, cela va sans dire, d'avoir sauvagement assassiné les vieillards de Thiais! Pauvre Carouy, venu à l'illégalisme par crainte de devenir, un jour, semblable à ses collègues plus âgés, abrutis d'alcool, fermés au savoir, résignés. Lui qui s'est battu pour s'approprier, à travers les livres, les articles, les conférences et les discussions, les bribes d'une culture que d'autres, mieux nés, ont eu la possibilité d'assimiler sans goût et sans effort, est aujourd'hui moqué par ces médio-

cres héritiers, par ces plumitifs sans talent. Il ne voit plus de salut que dans la mort et tente de se suicider en absorbant ce qu'il croit être du cyanure de potassium et qui n'est en réalité que du ferrocyanure. Plus tard, à la Santé, ses gardiens devront intervenir à deux reprises pour l'empêcher de se supprimer en se frappant la tête contre les murs. « L'inaction et le manque d'affection me rendent la prison insupportable », confie-t-il à son avocat.

Rares sont désormais les endroits sûrs pour ceux qui sont encore en liberté, tous les militants proches de l'anarchie sont étroitement surveillés et, au moindre doute, perquisitionnés. La prudence exigerait de ne jamais dormir deux nuits au même endroit, mais comment suivre un tel conseil ! Callemin, las de passer d'une planque à l'autre, s'est installé chez un couple d'amis solidaires : Pierre Jourdan, un insoumis de vingt-cinq ans, originaire de l'Ariège, et Louise Hutteaux, une vieille habituée des causeries, de quinze ans son aînée. Ils sont camelots et revendent sur les marchés des coupons de tissu que Louise achète au Bon Marché. Affichant haut et fort ses convictions illégalistes, Jourdan est affectueusement surnommé Pierre l'Apache par les autres placiers qui voient en lui un original plutôt qu'un bandit en puissance. Louise est une ancienne sage-femme qui a renoncé à exercer sa profession, convaincue qu'il est criminel de mettre un enfant au monde dans les conditions économiques actuelles. Elle utilise aujourd'hui ses compétences pour aider, sans contrepartie financière, des femmes dans l'embarras qui la sollicitent. Son nom circule de bouche à oreille dans les milieux individualistes et dans les cercles néo-malthusiens. Tous deux font bien sûr partie de ceux que la police tient à l'œil, et leur petit deux-pièces de la rue de la Tour d'Auvergne ne constitue pas le plus sûr des refuges. Le 7 avril au matin, alors que Callemin franchit la porte de l'immeuble, sa bicyclette à la main, trois inspecteurs se jettent sur lui et le maîtrisent avant qu'il ne puisse faire usage de son arme. Jourdan est, lui aussi, arrêté : il refuse de

décliner son identité, mais reconnaît sans difficulté avoir hébergé Callemin au nom du devoir d'hospitalité, cher aux anarchistes. Cela lui vaudra dix-huit mois de prison. Louise, sa compagne, épargnée dans le cadre de cette affaire, paiera un peu plus tard. En août 1913, elle sera condamnée à cinq ans de prison pour avoir aidé une jeune fille à avorter, sans que soient produites des preuves tangibles de sa culpabilité, le procureur insistant surtout dans son réquisitoire sur les accointances supposées de Louise avec les bandits tragiques.

*

Ces succès rapprochés renforcent Jouin dans la conviction que sa méthode, la vérification systématique de tous les éléments livrés par les courriers reçus, anonymes ou non, est la bonne. C'est ce qui le pousse à s'intéresser à un ancien de Romainville, soupçonné d'avoir été mêlé à l'affaire d'Étampes aux côtés de l'anarchiste Renard et d'avoir commis plusieurs cambriolages dans le Midi. Jouin le fait filer depuis quelque temps déjà et sait qu'il fréquente beaucoup *L'Idée libre* et la librairie anarchiste d'Erlebach, dit Ducret. Il s'agit d'Elie Monnier, un insoumis qui se fait appeler Simentof, du nom d'un copain anarchiste né en Turquie en 1887, qui lui a remis sa feuille d'immatriculation au service des étrangers. Depuis quelques mois, il travaille comme commis pour un soldeur d'Ivry, Antoine Gauzy. C'est là qu'Elie a fait la connaissance d'une toute jeune fille, Marie Besse, vendeuse chez un autre marchand de vêtements, Pierre Cardi, qui tient boutique à Alfortville.

Or, ces noms ne sont pas inconnus à Jouin, ils sont déjà apparus dans des lettres de dénonciation, associés à celui d'Alfred Fromentin, le fameux « milliardaire anarchiste ». Les trois hommes sont liés, et c'est Fromentin qui a avancé aux deux soldeurs les fonds leur permettant de s'établir, comme il a auparavant aidé de nombreux compagnons. Il finance

aussi des spectacles et des tournées de conférences anarchistes et a fait construire à Choisy-le-Roi, sur un terrain de cent cinquante mille mètres carrés, un lotissement dont les villas sont baptisées du nom des grandes figures de l'anarchie: Louise Michel, Élisée Reclus, Kropotkine. S'il n'est peut-être pas milliardaire, cet homme de cinquante-trois ans, originaire du Gard, est cependant très riche, mais les circonstances dans lesquelles il a érigé sa fortune sont troubles. Par deux fois, des villas lui appartenant ont brûlé intégralement, ce qui lui a permis de toucher de très confortables primes d'assurance: d'habiles spéculations et un beau mariage ont fait le reste. C'est aussi un collectionneur avisé, qui compte des artistes parmi ses amis, et qui est capable de réaliser de bons placements. Anarchiste de longue date, c'est à Châtelaillon qu'il a connu Libertad et les siens au Rayon de soleil, ce lieu de villégiature libertaire et communautaire fréquenté par les individualistes parisiens. Fromentin est resté plus proche de Paraf-Javal que de Libertad, après la brouille survenue entre les deux hommes, mais il entretient d'excellents rapports avec les héritiers des deux camps et il a apporté son soutien à André Lorulot pour la création de *L'Idée libre*. Ami de Francisco Ferrer[5], le pédagogue libertaire, il a participé activement à la mobilisation organisée en France pour le sauver, et il a rédigé une brochure pour faire connaître son œuvre. L'illégalisme, enfin, est une voie qu'il ne se permet pas de dénigrer, ayant lui-même tâté de la combine. Depuis quelques années, il réside à Choisy-le-Roi, dans un des pavillons de la rue des Frères-Reclus, mais il se déplace beaucoup dans le Sud de la France, et même au Maroc, où il lui arrive de faire d'assez longs séjours. C'est Dubois, un anarchiste russe, malgré son patronyme très français, établi depuis deux ans comme garagiste sur son lotissement, qui est chargé d'administrer ses affaires en son absence. Et ce Dubois, qui cumule, comme Bonnot, la particularité d'être anarchiste et mécanicien, intrigue également Jouin qui connaît bien des détails de sa biographie, comme ses renvois succes-

sifs pour cause de prosélytisme anarchiste ou ses efforts infructueux pour monter à Courbevoie un garage fonctionnant selon des principes communistes.

Pierre Cardi ne le laisse pas non plus indifférent. C'est un Corse arrivé à Paris en 1906, qui a lui aussi fréquenté la plage libertaire de Châtelaillon et qui a collaboré à *l'anarchie* avant de fonder sa propre feuille, *La Chaîne*, axée sur la propagande antimilitariste. Avant d'ouvrir Le Soldeur populaire, à Alfortville, il a tenu divers établissements, dont une maison de rendez-vous appartenant à Fromentin, qui en avait confié la gérance officielle à sa femme, Frédérique Bailly, une ancienne blanchisseuse. Il s'agissait d'une entreprise ambiguë, entre maison de passe et temple de l'amour libre, qu'il abandonna assez vite, préférant selon ses propres termes, «passer pour un voleur que pour un maquereau»[6]. À la suite de cette expérience, il avait loué, sous le nom de sa mère, Vincenti, une boutique rue Ordener, juste en face de la Société générale. Une lettre anonyme datée du 16 février 1912 et signée «Celle qui voudrait être délivrée d'un cauchemar de bandits»[7] le dénonce d'ailleurs comme l'instigateur de l'attaque du garçon de banque et le receleur des titres volés.

Les filatures permettent à Jouin d'établir les relations qu'entretiennent entre eux tous ces suspects sans pour autant le conduire jusqu'à Bonnot et Garnier. Aussi estime-t-il judicieux de passer assez vite à l'action. Le 24 avril 1912, peu avant sept heures, il investit avec ses hommes le petit hôtel bellevillois où Monnier a passé la nuit. Surpris dans son sommeil, celui-ci n'a pas le temps de saisir le browning chargé reposant sur sa table de nuit et se laisse passer les menottes sans résistance. C'est un grand garçon maigre de vingt-trois ans, au torse étroit, au long visage mat garni d'une fine moustache, qui a gardé l'accent des Pyrénées-Orientales, où il est né.

Il raconte son parcours aux policiers sans emphase, mais avec conviction: son enfance dans la ferme familiale où on l'initie très tôt au travail, sa fierté de petit paysan qui se cabre

devant la condition de larbin qu'on veut lui faire endosser en le plaçant, à l'âge de douze ans, comme aide jardinier dans un château. Il explique comment sa rencontre avec des anarchistes en tournée de conférences dans le Midi lui a permis de donner un sens à sa révolte et a décidé de la suite de sa vie : l'insoumission, la fuite en Belgique, la vie errante de camelot, le milieu libre de Romainville. Il évoque aussi son présent, sa collaboration avec Antoine Gauzy, dont il a bien connu le frère à Nîmes, son amour pour la jeune Marie Besse, qui a seize ans, ses projets d'installation. Mais Jouin se retrouve face à un mur quand il tente d'en savoir plus sur ses liens avec les bandits. Le sous-chef de la Sûreté a assez de métier pour comprendre que ce n'est pas cet homme qui le mettra sur le chemin de Bonnot et Garnier. Mieux vaut ne pas perdre de temps avec lui et se rendre sans tarder chez son employeur, Antoine Gauzy, un homme de trente-trois ans, commerçant estimé et père de deux enfants, Germinal, quatre ans, et Mireille, un an. Un homme qui a certainement davantage à perdre que le taciturne Monnier et qui pourrait se montrer plus prolixe, ainsi que sa femme, la pétulante Anna Uni, dite Nelly, une jeune Nîmoise de vingt-quatre ans qui ne craint pas d'affirmer ses convictions libertaires en chantant à tue-tête des chansons révolutionnaires, parfois pour le seul plaisir d'ennuyer ses voisins. La menace de placement des enfants en cas de détention préventive suffit souvent à faire craquer les femmes, comme l'a montré récemment encore le cas Dettweiler !

Jouin et ses hommes prennent donc en fin de matinée la direction de la porte d'Ivry, dépassent les baraques de la zone et s'engagent dans l'avenue de Paris, une longue voie bordée de maisons étroites d'un ou deux étages. Au numéro 63, une enseigne, « *Hall populaire d'Ivry - nouveautés et confection-vêtements de travail* », signale le magasin de Gauzy. C'est une boutique au contenu hétéroclite, comme il y en a beaucoup dans l'immédiate ceinture de Paris, encombrée de vieux vêtements, de bottes d'égoutiers, de tabliers de cuir, de bacs rem-

plis de chaussettes et de sous-vêtements avec, dans un coin, enfilée sur un buste de bois, une robe de mariée jaunie, barrée d'une branche d'oranger flétrie. Les policiers trouvent le soldeur, dans son arrière-boutique, en compagnie de Pierre Cardi, qu'ils interpellent aussitôt. Jouin demande à effectuer une perquisition et, accompagné de deux inspecteurs et du maître des lieux, s'élance dans l'escalier qui mène au premier étage, armé de sa seule canne. En franchissant le seuil de la dernière pièce, devant Gauzy qui s'est effacé, il se trouve soudain face à un homme qu'il ne s'attendait pas à voir et qu'il reconnaît aussitôt: Jules Bonnot. Surpris lui aussi, Bonnot, pour se dégager, tire sur les policiers qui tentent de le ceinturer: Jouin est tué sur le coup, l'inspecteur Colmar est grièvement blessé. Avant que leurs collègues, alertés, ne viennent en renfort, Bonnot parvient à s'enfuir par la fenêtre qui donne sur un lacis de ruelles et de jardinets et, courant à perdre haleine, gagne les terrains vagues qui conduisent vers la voie ferrée, toute proche.

Autour de la boutique, une foule vociférante, évaluée par les témoins à un millier de personnes, se presse dans une atmosphère de lynchage. Gauzy, menotté et encadré par deux agents, est bousculé, insulté, frappé par ces petites gens qui manifestent leur respect de l'ordre établi. Le visage tuméfié, il est présenté à Guichard, le chef de la Sûreté qui, devant témoins, le gifle à la volée et le menace: «Ta boutique, on la fermera! Tes gosses iront mendier et te plains pas encore, t'as une femme assez jolie pour faire la putain». Gauzy, inculpé de complicité d'assassinat, affirme qu'il ignorait l'identité de l'homme auquel il avait donné asile et qu'il croyait parti depuis plusieurs heures quand il a accompagné les policiers à l'étage. Il se défend d'avoir voulu attirer Jouin dans un traquenard, comme on l'en accuse, affirmant qu'il n'a fait qu'honorer le droit d'asile, conformément à son éthique libertaire, rien de plus. Nombreux seront ceux qui, sur cette base, le soutiendront et engageront une campagne en sa faveur.

La nouvelle de la mort de Jouin a franchi les hauts murs de la prison de la Santé et, malgré l'isolement, c'est dans la cage grillagée qui lui sert de cour de promenade que Victor l'apprend de la bouche d'un codétenu: « Eh! Y'a bon! T'écoutes? Y'a ton copain Bonnot qu'a tué le chef de la Sûreté. Oremus. Y rigolent tous. Y sont joyeux comme des p'tites femmes d'puis qu'y savent ça! [...] ça fait quand même plaisir qu'y soit bousillé, l'autre »[8]. Victor a une pensée fugitive pour cet homme triste et courtois qui lui avait proposé un bien vilain marché, une pensée pour Bonnot aussi qu'il connaît à peine, mais qu'il sait déterminé à vendre cher sa peau. Une pensée pour Rirette enfin, qui, elle aussi, dans sa cellule, a dû apprendre la nouvelle, sans joie mauvaise mais sans indignation non plus, seulement avec la crainte de payer, pour finir, une addition encore plus lourde.

Notes

1. Archives de la préfecture de police, affaire Bonnot.
2. Du 11 au 18 octobre 1910, les cheminots de plusieurs compagnies se sont mis en grève pour obtenir les cent sous ou cinq francs, la « thune », comme salaire minimum journalier. Le gouvernement adopta alors un décret sur l'organisation militaire sur les chemins de fer permettant de réquisitionner quinze mille cheminots. Plus d'un millier de réfractaires furent mis à pied.
3. Anatole Deibler, fils du bourreau Louis Deibler, est devenu exécuteur en chef des arrêts criminels en France, en 1899, après avoir longtemps été l'assistant de son père. Il est resté en fonction jusqu'en 1939, et a décapité trois cent quatre-vingt-quinze condamnés au total au cours se sa longue carrière.
4. Archives de la préfecture de police, affaire Bonnot, *op. cit.*
5. Libre penseur, militant et pédagogue libertaire né le 10 janvier 1859 près de Barcelone, Francisco Ferrer est le fondateur de la Escuela Moderna de Barcelone, une école laïque et rationaliste qui ne

dépend ni de l'Église ni de l'État, et qui veut lutter contre les dogmes et les superstitions. Il fonde également une librairie et une maison d'édition qui imprime plusieurs publications subversives. Il est rendu responsable de l'insurrection qui éclate à Barcelone en juillet 1909, à la faveur de la grève générale contre l'intervention militaire au Maroc. Jugé le 9 octobre 1909 par un tribunal militaire, il est condamné à mort et fusillé le 13 octobre dans les fossés de Montjuich, malgré une mobilisation internationale de grande ampleur pour le sauver. Le soir de son exécution, des manifestations ont lieu dans toutes les capitales européennes et dans plusieurs villes des États-Unis et d'Amérique latine. À Paris, de violents affrontements ont lieu avec la police devant l'ambassade d'Espagne : des kiosques sont abattus, des tramways renversés, des coups de feu tirés. Une dizaine de manifestants sont blessés, ainsi que le préfet Lépine ; un agent de police est tué. Le dimanche 17 octobre, soixante mille personnes manifestent à nouveau. Des grèves, massivement suivies, éclatent en Argentine et en Uruguay.

6. Archives de la préfecture de police, affaire Bonnot, *op. cit.*

7. *Ibid.*

8. Victor Serge, *Les Hommes dans la prison*, Climats, 2004, p. 89.

Chapitre 10
L'hallali

Après la mort de son second, Guichard, le chef de la Sûreté, prend directement les choses en main et perquisitionne à tout va dans les quartiers ouvriers, à Paris comme dans la banlieue.

Ses policiers investissent au petit matin de pauvres logis où s'entassent lits-cages pour les enfants et matelas pour les copains de passage, indice parfois suffisant pour être soupçonné de recel de malfaiteurs et être conduit au poste. Tout ancien de *l'anarchie*, resté fidèle à ses idées, est *a priori* suspect, et plus d'un se trouve embarqué, en marge de l'affaire, pour des délits tels que la détention d'objets volés ou de faux papiers. Les insoumis, nombreux dans ces milieux, sont aussitôt interpellés et envoyés en régiment disciplinaire. C'est l'hécatombe ! Les lettres de dénonciation continuent à affluer. L'une d'elles, postée le lendemain de la mort de Jouin, signale la présence de Bonnot chez un certain Schmitz, à Vitry-sur-Seine, et recommande de passer au peigne fin le lotissement Fromentin, à Choisy-le-Roi. Guichard concentre donc ses forces dans ce secteur de la banlieue sud.

La première habitante du lotissement à recevoir la visite matinale des hommes de la Sûreté est Juliette Frémont, une frêle jeune femme de vingt-quatre ans, employée dans une usine de caoutchouc proche de son domicile, qui ne fait pas mystère de ses convictions anarchistes. Interrogée par la

police, elle répond qu'elle ne connaît pas la planque de Bonnot mais que, le saurait-elle, elle n'en dirait rien! Elle l'hébergerait même volontiers si l'occasion s'en présentait! Les policiers, abasourdis d'une telle audace, fouillent l'appartement de la jeune impertinente sans découvrir le moindre objet illicite susceptible de la faire interpeller pour lui donner à réfléchir. Le débit de boissons voisin, tenu par les époux Chevreux, reçoit ensuite leur visite. Mais là encore, nulle trace de Bonnot. Vient alors le tour du garagiste Dubois, locataire de Fromentin lui aussi, fortement soupçonné par les hommes de la Sûreté de connivence avec la bande. Son établissement, une construction en carreaux de plâtre couverte de tuiles rouges, se dresse au centre d'un terrain vague à l'angle de la rue Jules-Vallès et de la route nationale, un peu à l'écart des habitations. Une large porte à deux battants ouvre sur l'atelier de réparation, au rez-de-chaussée, et un petit escalier de bois extérieur donne accès au logement, situé à l'étage.

Le dimanche 28 avril 1912, Jules Dubois, levé tôt, est déjà au travail lorsque la police fait son apparition, un peu avant huit heures. Le buste penché en avant, il s'affaire sur un moteur de motocyclette. À ses côtés, un enfant d'une dizaine d'années l'observe avec une attention passionnée, ravi de lui passer les outils dont il a besoin, tandis que Dubois, d'une voix calme, lui enseigne quelques rudiments de mécanique. Les policiers, qui encerclent la maison depuis le début du jour, ne sont qu'à quelques mètres de lui lorsqu'il perçoit leur présence. Alors, il redresse sa haute silhouette blonde, essuie sa main grasse de cambouis sur le revers de sa veste et, fixant les agents de ses clairs yeux bleus à l'expression soudain durcie, il crie à l'enfant: «Sauve-toi, sauve-toi donc!», car Dubois n'a pas l'intention de se soumettre, comme Gauzy ou Dettweiler, au rituel de la perquisition. En accueillant Jules Bonnot, ce proscrit dont il n'approuve pas tous les actes, il s'est fait obligation de combattre à ses côtés plutôt que de consentir à sa capture. Une fusillade s'engage et Dubois, touché à la poitrine, s'ef-

fondre. Mais déjà à l'étage, un autre tireur, Jules Bonnot a pris le relais, blessant d'entrée de jeu un inspecteur. Guichard, qui ne veut pas envoyer ses hommes au casse-pipe et qui ignore que Bonnot est seul, demande des renforts au préfet Lépine. Déjà, la rumeur attire une foule nombreuse qui commence à se masser aux abords du garage. Certains sont grotesquement armés de carabines, de gourdins, de vieux fusils, d'autres ont l'allure de badauds endimanchés, beaucoup arborent la mine chiffonnée des lendemains de paie. Tous, banlieusards ravis que le spectacle vienne jusqu'à eux, sont avides d'émotions fortes et flairent déjà l'odeur du sang. Entre-temps, un impressionnant dispositif s'est déployé autour de la fragile bicoque: une centaine de policiers, des gardes républicains, des gendarmes, des pompiers et, pour finir, la troupe: un régiment d'infanterie coloniale. Face à ce feu nourri, un homme seul et qui ne faiblit pas, malgré les balles qui traversent les minces cloisons derrière lesquelles il se tient, recharge ses armes avec une extraordinaire dextérité. La nouvelle de sa capture imminente est parvenue jusqu'à Paris: les spectateurs sont maintenant plus de vingt mille, venus des villes voisines et de la capitale en train, en fiacre, en auto, en tram... C'est une lumineuse et chaude matinée de printemps et, dans l'attente du dénouement, on se restaure avec saucisson et gros rouge pour faire la nique à ces foutus végétariens et abstinents, à ces forcenés illégalistes qui vont enfin payer pour leurs forfaits. Face à la résistance acharnée de Bonnot, ce siège aberrant se prolonge au-delà du raisonnable pour Guichard, qui demande et obtient l'autorisation d'utiliser la dynamite. Qu'un criminel manifeste une telle fermeté d'âme face à l'assaut désordonné des forces de l'ordre est d'un bien mauvais exemple! Et la foule versatile, d'abord hostile à Bonnot, pourrait bien finir par se retourner en sa faveur, tant pareille détermination force le respect. Il faut donc en finir. Les cartouches, fournies par un puisatier, militant de la CGT et voisin de Dubois, sont lancées sur la bâtisse assiégée, provoquant à la deuxième

tentative l'effondrement de la façade ouest. Les policiers s'engouffrent alors, Guichard en tête, dans le bâtiment envahi d'une épaisse fumée noire et trébuchent sur le corps de Dubois, qui gît au sol, la main encore crispée sur son arme. Aucune voie d'accès intérieure ne menant au premier étage, ils doivent emprunter l'escalier extérieur, abandonnant la dépouille du garagiste aux badauds déchaînés qui se défoulent sur elle jusqu'à la transformer en pauvre pantin disloqué, avant que les policiers ne soient en mesure de l'emporter. Dans la chambre du haut, Bonnot, enveloppé dans un matelas replié, trouve encore la force de tirer en direction de Guichard avant de s'effondrer, mortellement blessé, le torse et le visage troués de balles. Les policiers, cernés par une foule vociférante, éprouvent des difficultés incroyables pour le transporter jusqu'à la voiture qui doit le conduire à l'Hôtel-Dieu, où il expire au début de l'après-midi, tandis qu'à Choisy-le-Roi la meute des honnêtes gens, toujours au paroxysme de l'excitation, s'arrache les reliques sorties par les plus téméraires des ruines du garage : vieux pistolets, outils, douilles, assiettes, matelas ! Chacun veut emporter le souvenir qu'il pourra exhiber en disant : « J'y étais ! ». Avant la curée, la police a ravi l'essentiel : quelques armes, des papiers établis à des noms différents, une petite fiole de cyanure négligée par Bonnot, qui a préféré à la mort par empoisonnement ce combat titanesque et perdu d'avance, et surtout un étrange texte d'adieu griffonné fébrilement au plus fort de la fusillade. Il affirme que ses actes lui ont été dictés par la volonté de **vivre sa vie** : « La publicité faite par la presse autour de mon humble personne doit rendre jaloux tous ceux qui se donnent tant de peine pour faire parler d'eux et qui n'y parviennent pas ! [...] Ce que j'ai fait, dois-je le regretter, peut-être, mais s'il me faut continuer, malgré mes regrets, je continuerai [...] J'ai le droit de vivre. Tout homme a le droit de vivre et puisque votre société imbécile et criminelle prétend me l'interdire, eh bien, tant pis pour vous tous ! »[1]. Enfin, dans les dernières lignes, à l'écriture presque illisible, Bonnot inno-

cente sa maîtresse, Judith Thollon, et son mari, incarcérés à Lyon, ainsi qu'Antoine Gauzy et Eugène Dieudonné, détenus à la santé.

*

Toujours accusé d'avoir tiré sur l'encaisseur Caby, Dieudonné est précisément en bien mauvaise posture. Innocenté par le « testament » de Bonnot, comme il l'a été auparavant par l'insolente missive de Garnier, il s'efforce de prouver qu'il n'a pas été mêlé aux événements de la rue Ordener. Il a pour lui le témoignage de sa mère, affirmant que son fils est resté auprès d'elle pendant toute la période précédant les fêtes de Noël, et celui de plusieurs Nancéiens attestant l'avoir croisé l'après-midi de ce jour fatidique. Mais cela ne suffit pas à le mettre hors de cause car, selon la police, il lui aurait été matériellement possible de participer à l'attaque le matin et de prendre immédiatement après un train pour Nancy. Ses compagnons de travail se mobilisent alors pour le sortir de là. Une réunion se tient un soir chez les Bill, quatre frères, âgés de vingt à trente ans, tous menuisiers et tous anarchistes, végétariens et antialcooliques. Émile, l'aîné, collaborateur occasionnel de *l'anarchie* sous le nom d'Henri Bill, travaille depuis longtemps aux côtés de Dieudonné. Puisqu'il faut à ce dernier un alibi sur mesure, il ne leur reste plus qu'à lui en forger un. C'est Charles Reinert, un ouvrier fondeur de trente-huit ans, familier de ce petit cercle anarchiste, qui se porte volontaire pour déclarer à la Sûreté que lui et sa femme étaient en compagnie de Dieudonné au moment précis où le garçon de recettes était attaqué. Mais ces déclarations tardives semblent suspectes aux enquêteurs qui, sur la foi d'une dénonciation anonyme, inculpent le couple de faux témoignage le 4 mai 1912.

C'en est trop pour le plus jeune des Bill, Charles, qui est très attaché aux Reinert, chez lesquels il vit. Ce garçon de vingt ans, condamné à deux mois de prison pour port d'arme et bris

d'objets publics avant même ses dix-sept ans, traque le mouchard. Il croit bientôt l'avoir trouvé en la personne d'un certain Blanchet, menuisier lui aussi, qui appartient au microcosme anarchiste nancéien et qui a eu vent de la réunion et du montage de l'alibi. Charles Bill n'a pas de preuves, rien de plus qu'une intime conviction, mais elle lui suffit pour s'ériger en juge et en bourreau. Sous un prétexte quelconque, il attire l'infortuné Blanchet sur la route de Neuves-Maisons et, sans crier gare, vide sur lui le chargeur de son browning, l'achevant au sol malgré ses supplications, avant de prendre la fuite. Condamné à mort par contumace, il est mobilisé pendant la guerre sous un nom d'emprunt, correspondant à un livret militaire trafiqué. Mais démasqué par un soldat de son bataillon qui l'a reconnu, il est incarcéré à la centrale de Poissy, où il meurt le 18 mars 1918.

Cet épisode nancéien vient opportunément rappeler à Guichard que le cauchemar illégaliste n'a pas pris fin avec la mort de Bonnot et que les circonstances de celle-ci pourraient même susciter des vocations. Le chef de la Sûreté se remémore avec inquiétude ce que Maurice Barrès écrivait en 1894, au lendemain de l'exécution d'Émile Henry[2]: «À toutes les époques et dans toutes les civilisations, celui qui s'entête en face de la mort a forcé les admirations car les hommes sont avant tout des amateurs d'énergie»[3]. Le massacre de Choisy avait donné à Bonnot une stature qu'il ne tenait assurément pas des boucheries de Chantilly et Montgeron. De même que le courage de Ravachol au pied de la guillotine avait illuminé d'un éclat nouveau des actes que bien peu d'anarchistes approuvaient et ouvert le cycle infernal de la propagande par le fait. Bientôt, en banlieue, d'éphémères «vengeurs de Bonnot» allaient se manifester par des mises à sac de bâtiments administratifs ou par des cambriolages perpétrés par des lingères de vingt ans et de jeunes journaliers[4].

*

Il faut au plus vite interrompre cette escalade, et la tâche prioritaire, pour l'heure, reste la capture d'Octave Garnier et de René Valet, toujours en fuite. Rien n'a pourtant été négligé pour les retrouver. À plusieurs reprises, les sœurs de Valet sont interrogées, mais elles répondent invariablement qu'elles sont sans nouvelles de leur frère depuis six mois, que René est un pacifiste convaincu, illégal parce que insoumis, mais bandit certainement pas. Les parents tiennent le même discours: leur fils a déserté par refus de se faire humilier à l'armée et pour éviter de se trouver un jour en situation de devoir tirer sur des ouvriers grévistes, mais il ne fait pas partie de la bande. On a, sans plus de résultats, beaucoup tracassé Georges Dondon, le mari d'Anna, la compagne de René. Celle-ci, une militante individualiste de vingt-huit ans, est sortie de prison en 1909 après avoir été condamnée à cinq ans de détention pour émission de fausse monnaie. La police, qui la soupçonne d'avoir fourni des planques aux membres de la bande, a perdu sa trace et suppose qu'elle accompagne René dans sa folle cavale aux côtés d'Octave. De ce dernier, on ne sait rien non plus. Sa compagne, Marie Vuillemin, relâchée depuis peu et suivie en permanence, a réussi à échapper aux filatures, ce qui provoque l'ire du chef de la Sûreté. Des perquisitions menées à plusieurs reprises chez la mère d'Octave, qui habite un petit logement de la rue Jeanne-Hachette, dans le XVe arrondissement, n'ont pas été plus fructueuses. De nouvelles rafles sont opérées dans les milieux individualistes, toujours en vain.

Persuadés qu'aucun compagnon n'est en mesure d'assurer leur sécurité, Octave et René ont loué à Nogent-sur-Marne, sous un nom d'emprunt, un pavillon dans lequel ils vivent depuis la fin du mois d'avril. Comme aux beaux jours de Romainville, ils mènent une vie saine et sportive, respectant un strict régime végétarien et s'adonnant à la culture physique dans le jardin, où ils ont construit un portique: ils lisent et s'abandonnent à l'amour, vivent en camaraderie. Mais rien n'est plus pareil: leurs jeunes corps vigoureux sont promis à

la Veuve ou finiront criblés de balles. Ce n'est plus qu'une question de jours et ils le savent. Octave s'attelle à la rédaction de ses mémoires, s'efforçant de donner *a posteriori* un sens politique à un itinéraire tôt marqué par la petite délinquance et la rébellion. Lui, d'ordinaire si peu soucieux de pédagogie, tente de comprendre et de faire comprendre le pourquoi de ses actes. Comme tant d'illégalistes avant lui, comme Bonnot dans les minutes précédant sa mort, il décline, dans ce texte resté inachevé, le thème de l'imprescriptible droit à vivre sa vie :

« Tout être en venant au monde a droit à la vie, cela est indiscutable puisque c'est une loi de la nature. Aussi, je me demande pourquoi il y a sur cette terre des gens qui entendent avoir tous les droits. [...] Pourquoi la minorité qui possède est-elle plus forte que la majorité qui est possédée ? Parce que la majorité du peuple est ignorante et sans énergie ; elle supporte tous les caprices des possédants en baissant les épaules. Ces gens sont trop lâches pour se révolter et, bien mieux, si parmi eux il y en a qui sortent du troupeau, ils s'efforcent de les y empêcher soit exprès, soit par bêtise, mais ils sont aussi dangereux l'un que l'autre. Ils se réclament de l'honnêteté, mais sous leur marque se cache une hypocrisie et une lâcheté qui n'est pas discutable.

Que l'on me montre un honnête homme !

C'est pour toutes ces choses que je me suis révolté, c'est parce que je ne voulais pas vivre la vie de la société actuelle et que je ne voulais pas attendre que je sois mort pour vivre que je me suis défendu contre les oppresseurs par toutes sortes de moyens à ma disposition [...] »[5].

Le soir du 14 mai 1912, tandis que, assis à sa table de travail, il achève le récit de l'attaque de la rue Ordener, il est rejoint par René, dont l'attention a été éveillée par des bruits suspects. À travers les persiennes baissées, ils aperçoivent des ombres furtives glissant derrière la haie qui sépare leur gîte des villas voisines, et comprennent qu'ils sont cernés. Avant même que Guichard ne lance les sommations d'usage, ils ont déjà saisi

et armé leurs brownings et c'est à coups de balles qu'ils lui répondent. Marie est auprès d'eux, mais Octave lui ordonne de sortir, il ne veut pas qu'elle meure dans un combat qui n'est pas le sien : ce n'est pas une anarchiste comme Anna Dondon, la compagne de Valet, ou comme Rirette Maîtrejean, mais seulement une femme que l'amour a égaré sur la voie illégaliste. La fusillade s'interrompt un instant lorsqu'elle paraît, échevelée et blême, sur le seuil de la villa. À Guichard, qui la questionne, elle apprend que René et Octave sont bien décidés à mourir en braves, qu'ils sont pourvus d'armes et de vivres et tueront autant d'assiégeants qu'ils le pourront. Et le scénario de Choisy se répète : l'arrivée de Lépine à la tête de renforts, l'armée appelée à la rescousse, la foule immense convergeant vers les rives de la Marne. Parmi elle, bien des gens renommés, dont il serait trop long et trop triste de dresser la liste. On ne craint pas d'emmener avec soi les enfants assister à cet édifiant spectacle, des enfants qui ne manieront jamais le browning mais s'en iront bientôt armés de lourds Lebel vers une boucherie d'ampleur inégalée. Un garçon de neuf ans, juché sur les épaules de son père, dessinateur à *L'Assiette au beurre*, s'endort avant l'assaut final : c'est le petit Raymond Radiguet [6], promis à une gloire littéraire précoce et à une mort prématurée, lui qui saura dans un beau roman insulter la guerre à sa façon.

Comme deux semaines auparavant à Choisy, après des heures de vain combat, on opte pour la dynamite. À deux heures et demie du matin, après plus de cinq heures de siège, la police pénètre enfin dans l'antre des bandits, fendue par l'explosif, pour prendre livraison des corps, des corps en charpie aux visages atrocement mutilés qu'il faut, là encore, soustraire à une foule déchaînée. Le bel Octave y aurait trouvé matière à entretenir son mépris de la masse ! L'état des cadavres est tel qu'on refuse aux familles l'accès à la morgue et qu'on les ensevelit sans attendre dans la fosse commune du cimetière de Bagneux. Le père de René, qui déclare que nulle part dans l'instruction n'apparaît une preuve formelle de la culpabilité

de son fils, proteste et se demande ce que l'on a voulu lui dissimuler.

La presse relaie ses interrogations et publie des témoignages attestant que Garnier et Valet étaient encore vivants au moment de leur capture. Le premier aurait été achevé d'une balle en pleine tête, le second étranglé par les policiers dans le fourgon l'emportant vers la morgue. Ce serait la présence de traces de strangulation qu'on aurait voulu à tout prix cacher au père. *L'Action française*, toujours prête à échafauder les scénarios d'obscurs complots, reprend ces accusations à son compte et affirme que Valet, Bonnot et Garnier auraient été exécutés pour éviter qu'ils ne rendent public quelque secret de basse police, en l'occurrence le nom d'un indicateur mêlé à de sombres affaires d'État. Ce quotidien monarchiste et nationaliste, dont Léon Daudet est le rédacteur en chef, accorde du reste une large place à l'affaire, car le « Gros Léon », cet adversaire de choix des anarchistes, s'intéresse passionnément à l'affaire. Il a assisté aux sièges de Choisy et de Nogent et témoigne de son écœurement face « au spectacle lamentable orchestré par le préfet Lépine, imbécile et prétentieux »[7]. Lui qui a si souvent encouragé les Camelots du roi à faire le coup de poing contre les anarchistes et qui ne dédaigne pas de polémiquer avec eux s'avoue impressionné par la bravoure, le cran et l'âme de ces hors-la-loi face aux forces de la « troisième gueuse », tant haïe. C'est d'ailleurs *L'Action française* qui, par la plume de Charles Maurras, publiera l'un des plus vibrants hommages rendus aux bandits tragiques :

« Une aveugle et sombre nuée de forces en révolte qui ne veut que se révolter, et sans même chercher son bien ! Cela n'aura servi à rien toute cette belle énergie hachée de mitraille et criblée de balles, ces beaux corps florissants percés de trous et qu'un rien, la simple prédiction d'une idée juste à la place d'une idée fausse, eût métamorphosés en héros passionnés, en nobles victimes, en serviteurs sacrés de tout ce qu'on peut imaginer de beau et de bon ! »[8].

La presse, dans son ensemble, même acquise au gouvernement, ne rend pas hommage à l'action des forces de l'ordre. On est loin des articles dithyrambiques publiés à la suite du siège de Choisy, que la proximité du meurtre de Jouin et le manque de préparation des forces de police excusaient. Cette fois, on s'étonne que la force ait été préférée à la ruse, et l'on réprouve ce déploiement insensé de forces : plus de sept cents hommes mobilisés, contre deux *outlaws*. Et ce flot de dizaines de milliers de personnes impossible à endiguer et provoquant, lors de l'assaut final, une indescriptible confusion, responsable d'un échange de tirs entre zouaves et policiers, ne donne pas de la société française une bien belle image.

À gauche, ceux qui ont fustigé les bandits n'épargnent pas les autorités, et *L'Humanité* de Jaurès n'est pas le moins sévère : « Nous n'avons pas la moindre sympathie pour ces bandits mais les chefs de la police se sont livrés à une parade abominable, sanglante, ridicule et impuissante »[9].

Quant à *La Guerre sociale*, qui avait, en des termes très durs, renvoyé dos à dos « Bonnot et Garnier tuant froidement des chauffeurs et des employés de banque à cent cinquante francs par mois pour s'offrir des billets de mille » et « les détrousseurs et massacreurs du Maroc »[10], elle ouvre une souscription pour la défense des anarchistes inculpés de recel de malfaiteurs pour avoir honoré le droit d'asile. Et publie sous la plume de son collaborateur, Victor Méric, une émouvante oraison funèbre :

« Garnier, Valet, prodigieux vaincus, nous vous devons des excuses.

Par vos origines, vous étiez des nôtres. Vous n'êtes plus que des enfants égarés. Vous n'avez pas compris que la bataille devait se poursuivre contre les forces de l'ignorance et de conservation, méthodiquement, dans l'intérêt général, vers un but commun, la fin de la servitude du peuple. [...]

Nous n'avons pas su former face à la société capitaliste et exploiteuse, face aux petits cercles de démoralisation, la grande famille révolutionnaire, le véritable « nid rouge » où

vous auriez pu assouvir votre soif de fraternité et apaiser votre faim de sacrifice.

Pauvres enfants mal venus de notre mère commune: la Révolte, nous vous admirons, nous vous plaignons et pardonnez-nous»[11].

Du côté des individualistes, ni *l'anarchie*, dirigée par Armand depuis l'arrestation de Rirette, ni *L'Idée libre* de Lorulot n'avaient jamais renié les bandits tragiques moins méprisables à leurs yeux que les bandits légaux responsables de l'exploitation. Mais après les massacres de Choisy et de Nogent, les héritiers de Libertad vont encore plus loin, et Mauricius, sous le pseudonyme de Lionel, revendique avec fougue dans *l'anarchie* l'appartenance de Bonnot au mouvement anarchiste:

«Bonnot, allant revolver au poing, reprendre l'or des bourgeois dans la sacoche de la Société générale, était anarchiste.

Bonnot se jouant pendant des mois de l'autorité, représentée par tous les Guichard de la Sûreté, était anarchiste.

Bonnot défendant sa liberté à coups de browning, était anarchiste.

Bonnot mourant sur la brèche, face à face avec toute l'engeance sociale, seul contre la flicaille, l'armée, la magistrature et la tourbe des honnêtes gens, était anarchiste.

Et quand cette vie, cette mort s'accompagnent de gestes que n'aurait pas renié un Spartiate, quand Bonnot traqué par un régiment, visé par cinq cents Lebel, sa masure détruite par la dynamite, quand Bonnot blessé, mourant peut-être, prend un crayon et écrit: madame Thollon était innocente, Gauzy aussi, Dieudonné aussi, Petit-Demange aussi, monsieur Thollon aussi.

Quand un homme fait des actes tels, il atteint à cette minute, les cimes de la beauté morale».

Malgré quelques modifications voulues par Armand, qui craint à juste titre les foudres du pouvoir, la répression s'abat sur *l'anarchie*. En vertu de la loi sur les menées anarchistes de

1894, Mauricius est inculpé d'apologie de crimes, prend le large et se voit condamné à cinq ans de prison par défaut. Arrêté en 1913, il sera finalement acquitté et, même, selon ses dires, félicité par le jury après un discours offensif instruisant le procès de l'injustice sociale et expliquant la doctrine anarchiste, une mansuétude plutôt rare à l'époque. Peu de temps avant sa mort, en 1974, il s'expliquera sur les motivations qui l'avaient poussé à écrire alors pareil panégyrique : « Nombreux parmi nous étaient ceux qui pensaient que leurs exploits avaient fait plus de mal que de bien à la cause révolutionnaire, mais il n'était pas question de les désavouer ; d'abord parce que le régime de l'époque, hypocritement libéral, mais résolument affameur, faisait chaque jour vingt fois plus de victimes, ensuite parce que nous ne savions pas, au fond, si leurs actes n'avaient pas un résultat positif en obligeant aussi bien les prolétaires à reconnaître les tares du système que les bourgeois à réfléchir sur ses dangers »[12].

*

Les échos des derniers actes du drame parviennent jusqu'à Rirette, et l'accablent davantage. « Ils se feront tous tuer, pense-t-elle, et moi je resterai aux mains de la justice. C'est sur moi que la société voudra se venger »[13]. Elle ne peut s'empêcher d'évoquer le pâle visage de René auréolé de cheveux roux, ses yeux vert clair, embués de larmes, lorsqu'il récitait pour elle, et de si touchante façon, les vers de Jehan Rictus, dans son petit logis de la rue de Seine. René avant Romainville, avant que leurs différends sur l'illégalisme ne fasse d'eux des adversaires. Sa pensée va aussi à Octave, ce grand garçon ombrageux, gonflant ses lèvres ourlées en signe de mépris quand les discussions prenaient un tour trop intellectuel. Elle le revoit encore, si enfantin parfois, avec ses mains brunies accrochées aux anneaux du portique de Romainville, ses jambes s'élançant à l'assaut du ciel. Radieux !

Victor, du fond de sa cellule, est assailli, lui, par d'autres visions : celle de ce camarade, palpant dans sa poche le browning dont il ne se séparait plus et jetant négligemment : « La vie ne vaut pas ça ! Six balles pour les chiens de garde, la septième pour moi. Tu sais, j'ai le cœur léger ! »[14], celle de René, dans son petit atelier de serrurerie de la place d'Italie, commentant avec un rire amer un article qu'il venait de lire, sur la fin de la boule terrestre suite à l'extinction du soleil, dans quelque trente millions d'années. L'un et l'autre, déjà si loin de lui, et bientôt prêts à « partager l'amère joie de se faire tuer sans illusion aucune »[15].

Leur mort était conforme à l'idée qu'ils se faisaient de la vie, sans compromis ni arrangement aucun. En préférant ce rude combat à la reddition, ils n'avaient fait qu'actualiser la sombre prophétie qu'avait inspiré à Victor, quelques mois plus tôt, le drame de Whitechapel[16] : « Gens quiets et benoîts, vous reverrez ce cauchemar : mille brutes se ruant sur deux hommes ! Vous reverrez souvent, de plus en plus souvent, la meute innombrable des policiers et des soldats traquant les révoltés tenus en échec par quelques individus seuls. Et tout ce que vous ferez contre eux sera vain. Ceux qui tomberont seront inévitablement remplacés »[17].

Notes

1. Archives de la préfecture de police, affaire Bonnot.
2. Émile Henry, anarchiste guillotiné en 1894, à l'âge de vingt-deux ans, après avoir revendiqué deux attentats à la bombe.
3. *Le Journal*, 22 mai 1894, article de Maurice Barrès (1862-1923), écrivain et homme politique français, passé de l'exaltation du culte du moi à la défense des traditions et au nationalisme, qui a assisté à l'exécution d'Émile Henry et qui a été impressionné par sa bravoure.
4. *Le Matin*, février 1913, plusieurs articles recensant les actions de délinquance en banlieue : cambriolages, sabotages et mises à sac de bâtiments administratifs à Villemomble et Nogent-sur- Marne.

5. Archives de la préfecture de police, affaire Bonnot, *op. cit.*

6. Auteur du *Diable au corps*, roman relatant les amours illicites d'un jeune lycéen et d'une jeune femme mariée à un soldat, qui fit scandale à l'époque.

7. Léon Daudet, *Souvenirs et Polémiques*, Robert Laffont, coll. « Bouquins ».

8. *L'Action Française*, jeudi 16 mai 1912.

9. *L'Humanité*, 16 mai 1912.

10. Article de Gustave Hervé, signé « Un sans patrie », *La Guerre sociale*, 3 mai 1912.

11. « Mea Culpa », *La Guerre sociale*, 21 mai 1912.

12. Mémoires de Mauricius recueillis par Pierre-Valentin Berthier, *op. cit.*

13. Rirette Maîtrejean, *Souvenirs d'anarchie*, La Digitale, 2005.

14. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, « Monde sans évasion possible », p. 516.

15. *Ibid.*, p. 528

16. Fin décembre 1910, des illégalistes russes réfugiés dans une mansarde de Sydney Street, à Londres, étaient assiégés par plus de sept cents policiers armés de pièces d'artillerie et, après un rude combat, incendiaient la maison plutôt que d'être pris.

17. Article signé Le Rétif, « Deux hommes », *l'anarchie*, n° 354, 18 janvier 1912.

Chapitre 11
Les survivants face à la justice

Assistés de leurs avocats, Rirette et Victor, qui ont l'autorisation de correspondre, préparent conjointement leur défense. La découverte à leur domicile de deux brownings volés est le seul élément tangible figurant au dossier d'accusation. Mais Rirette est la gérante officielle de *l'anarchie* et Victor a défendu les bandits tragiques dans les colonnes du journal : c'est assez pour qu'ils soient présentés comme les idéologues et les inspirateurs de l'association de malfaiteurs contre laquelle le juge Gilbert instruit. Toute la difficulté consiste pour eux à mettre en pièces la construction de l'accusation sans renier leur identité, à se désolidariser des actes perpétrés par leurs coaccusés sans nuire à ces derniers. À l'extérieur, les individualistes s'inquiètent de ces préparatifs, ce qui contraint Victor à s'expliquer dans une longue lettre adressée à Émile Armand, qui assure désormais la gérance de *l'anarchie* :

« Qu'il est difficile d'éviter les malentendus. Et combien de camarades et toi, vous vous méprenez sur notre sentiment ! Certes nous avons le désir de bientôt revivre, le désir passionné de voir la fin de ce cauchemar immérité s'il en fût. Mais il me semble que **tout dans toutes** nos attitudes antérieures devrait vous dire clairement que nous ne ferons rien, et ne permet-

trons pas que l'on fasse **rien** qui soit contraire à notre sentiment, pour arriver à bonne fin. Qu'ai-je besoin de le dire? J'avoue que cela m'est infiniment désagréable.

Déjà dans des lettres antérieures détaillées, je t'ai exposé notre défense, car jusqu'à présent j'ai été en parfait accord avec Rirette. Bien sûr, ce ne sera ni le lieu, ni le moment de parler contre l'illégalisme, aux Assises. Tiens! Nous n'y tenons pas. Je n'y tiens pas du tout. Mais si l'on me rend solidaire d'actes qui me répugnent (j'écris le mot juste) il faudra bien que je m'explique! En ce cas, je le ferai, sois-en sûr, en termes assez clairs pour que l'on ne puisse se servir de mes paroles contre nos coaccusés. Je n'aurais pas pris la peine de peser chaque mot pendant l'instruction de crainte de mettre en cause quelque malheureux camarade, pour fournir à l'avocat général des armes contre eux. Si d'ailleurs on voulait se servir d'un lapsus toujours possible, dois-je le dire, je saurais rectifier.

Ce n'est pas la défense de mes intérêts qui me fait ne vouloir à aucun prix d'une solidarité imposée. C'est que je suis, nous sommes écœurés, navrés de voir que des camarades, des camarades que j'ai affectionnés au temps de leur premier et bel enthousiasme, aient pu commettre des choses aussi lamentables que la boucherie de Thiais. Je suis navré de voir que les autres, tous les autres, ont follement gaspillé et perdu leur vie dans une lutte sans issue et si triste, sous des dehors de courage éperdu, qu'ils ne peuvent même pas se défendre avec fierté.

Je chercherai d'éviter d'aborder aux Assises la question de l'illégalisme, dont ces tristesses me semblent donner une conclusion trop évidente.

Si je suis libre bientôt, il va de soi que je m'expliquerais là-dessus sans ambages. Je crois nécessaire après ces expériences de **conclure**. Je me repens de ne pas l'avoir fait jadis. Peut-être si j'avais été plus ferme, Valet serait-il vivant et ce pauvre Soudy libre. J'ai seulement manqué de combativité.

Tu m'écris : « On pourra toujours t'objecter après tes articles dans *l'anarchie*, en invoquant certains détails de votre vie privée que [...] Mes articles dans *l'anarchie*? Ai-je jamais fait autre chose que défendre les illégaux, ou me servir de circonstances pour faire valoir notre façon de raisonner et la légitimité de toutes les révoltes, ce qui ne veut pas dire que je les préconise toutes ? N'écrivais-je pas dans le plus combatif d'entre eux, "Les bandits", que les bandits sont les effets de causes situées au-dessus d'eux ?

À la Libre recherche, aux causeries populaires (rue de Clignancourt), à Romainville, dans maintes causeries, j'ai dit combien je redoutais l'illégalisme. J'ai contredit Lorulot sur ce thème un soir dont les camarades de Paris doivent se souvenir. [...]

Tu vois que l'on ne pourra rien invoquer de mes articles, quant à notre vie privée, cela constitue un chapitre sur lequel je ne permettrai pas la discussion. Sans être partisan du salariat, j'ai pu être salarié. Sans être partisan du vol, j'ai pu être contraint à m'en servir. Cela ne regarde que moi, je ne le permets pas.

Ce que je te rappelle plus haut, c'est qu'il ne faut pas voir un changement d'attitude, comme tu l'écris, dans notre conduite. Quand il y aurait d'ailleurs changement, ce serait compréhensible. Les expériences qui se terminent sont bien faites pour abolir des illusions et rectifier des théories [...]

Au moment d'achever, je reçois un mot de Rirette où elle exprime justement cette opinion que nous ne devons entrer dans des explications de cette nature que si l'on nous y force. [...]

Je m'accorde soixante chances sur cent d'acquittement, pas une de plus »[1].

Victor demande à Armand de transmettre cette lettre, qui insiste bien sur la convergence de vues entre Rirette et lui, à tous les camarades que la préparation du procès préoccupe.

*

Le 2 février 1913, veille de l'ouverture du procès, Rirette quitte Saint-Lazare pour le dépôt de la Conciergerie, où elle sera incarcérée, comme ses coïnculpés, jusqu'à la dernière audience. Chacun des accusés se voit attribuer une cellule exiguë, où la clarté du jour ne pénètre que par une étroite meurtrière. Pour prévenir tout risque de suicide, les fouilles sont quotidiennes, la lumière électrique reste allumée toute la nuit et les gardiens, à intervalles réguliers, observent les prisonniers à travers le guichet. Se bander les yeux à l'aide d'un mouchoir est interdit, comme Victor en fait l'expérience le premier soir. Chaque matin, les accusés sont extraits de leurs étroits alvéoles de pierre, puis entraînés, menottés, à travers un dédale de souterrains voûtés et d'escaliers en colimaçon jusqu'à la salle d'audience, où la lumière, soudain plus vive, souligne leur teint blême et leurs yeux gonflés de fatigue. Tout est hors normes dans ce procès, les accusés si nombreux qu'on a dû aménager le box en gradins pour les accueillir, les quinze avocats, les trois cents témoins cités par la défense ou l'accusation, le déploiement des forces de sécurité et la foule immense qui se presse aux alentours du palais.

Rirette, vêtue d'un sarrau noir d'écolière à col marin plat, est assise au premier rang. Plusieurs chroniqueurs judiciaires, haineux et méprisants avec les accusés, se plaisent à faire son portrait en Claudine, « une Claudine à l'école, vive et mutine, qui tient en main ses notes, son cahier de devoirs, et au bout des doigts, un petit crayon dont elle ronge la mine » [2]. Interrogée la première, Rirette, bien qu'envahie par le trac, fait bonne figure et répond sans trouble apparent aux questions du président. Elle rappelle les principes libertaires d'hospitalité et de solidarité, se défend d'avoir vécu de l'illégalisme et souligne que sa qualité de directrice de publication dans ce milieu, qui ne connaît ni maître ni directeur, est une pure formalité. Ses répliques, souvent à la limite de l'impertinence, font à plusieurs reprises sourire l'assistance et emportent l'adhésion de ses camarades, à tel point que Callemin, assis juste

derrière elle, et peu enclin à l'indulgence, murmure à son oreille : « Très bien, tu as été très bien ». C'est ensuite le tour de Victor, qu'elle revoit pour la première fois depuis un an, et que la présence, entre eux, d'un garde républicain, l'empêche d'étreindre. Il adopte une ligne de défense plus politique, qui l'entraîne à se démarquer davantage de ses anciens compagnons en exposant devant le jury leurs divergences, ce qui lui vaudra bien des critiques dans le milieu individualiste. Et il s'efforce de disculper totalement Rirette, en assumant seul la responsabilité des faits reprochés.

Les jours suivants, on procède aux interrogatoires de ceux qui sont présentés dans la presse comme les véritables vedettes du procès : Dieudonné, Callemin, Monnier et Soudy, accusés d'avoir pris part aux expéditions de la rue Ordener, de Montgeron et de Chantilly. Ceux qui, dans le public, attendaient une défense de rupture et de beaux morceaux d'éloquence comme Émile Henry[3] ou, plus récemment, Marius Jacob[4] avaient pu en produire, ne cachent pas leur déception. Les accusés, loin de revendiquer avec panache les actes dont on les accuse, ne reconnaissent rien, et mettent l'accusation au défi de fournir les preuves matérielles de leur culpabilité. Callemin et Soudy, fidèles à leurs personnages, se veulent railleurs et lancent quelques boutades, Elie Monnier reste sobre et tranquille dans ses dénégations et Dieudonné, pathétique, clame inlassablement son innocence. Puis, on entend Metge et Carouy accusés, sur la foi de l'expertise de Bertillon, d'avoir perpétré le sordide assassinat des deux vieillards de Thiais. Ils nient farouchement toute implication dans cet acte qu'ils réprouvent, acceptant d'endosser le rôle de cambrioleurs, pas celui d'assassins ! Leurs avocats jettent le trouble dans l'assistance en invitant le véritable coupable, présent selon eux dans la salle, à se faire connaître. Gauzy et Dettweiller, accusés de complicité, se présentent comme d'honnêtes artisans, piégés par leur éthique libertaire. Sébastien Faure, la journaliste Séverine[5], exécutrice testamentaire de Jules Vallès,

et Pierre Martin[6], cités par leurs défenseurs, viennent défendre le caractère universel et sacré du droit d'asile à la barre.

Reste ensuite à entendre une dizaine de prévenus convaincus d'avoir hébergé des membres de la bande, d'avoir recelé des titres ou des objets volés, ou d'avoir cherché à les négocier. Marie Vuillemin, l'amie de Garnier, tout de noir vêtue, comme il sied à une veuve, évoque à la barre l'amour mâtiné de crainte que lui inspirait Octave. Elle appuie la thèse de l'accusation, présentant le siège de *l'anarchie*, à Romainville, comme un véritable entrepôt de marchandises volées. Des illégalistes, emprisonnés pour divers délits, sont appelés à la barre pour confirmer. L'un d'entre eux, Camboulin, condamné à cinq ans de prison pour cambriolage, déclare que le produit de la reprise individuelle alimentait les caisses du journal et profitait à tous. À sa suite comparaît Huc, arrêté en juillet 1911 et condamné à cinq ans de travaux forcés pour émission de fausse monnaie, en tenue de forçat, tête rasée et droguet brun, prêt à déposer contre ses anciens compagnons en échange d'une remise de peine. Mais, à la vue de leurs visages fatigués, de leurs regards durs et tristes, la honte l'envahit. Il ferme un court instant les yeux et se souvient des tablées animées de Romainville au printemps, de la saveur des fruits chapardés et des boîtes de sardines volées à l'étalage, de ce jardin, promesse d'une autre vie. Il se souvient aussi du manque chronique d'argent, des combines improbables et périlleuses, de leur aspiration à résoudre une fois pour toutes le problème des conditions matérielles d'existence en montant un gros coup susceptible de les mettre durablement à l'abri du besoin. Alors, se tournant face à la cour, il déclare : « Je viens me rétracter, Monsieur le Président. J'ai été lâche, je ne veux pas devenir un salaud ». Et, esquissant un pauvre sourire en direction de ses anciens compagnons, bouleversés, il repart vers la meule broyeuse d'hommes.

Lors de chaque suspension d'audience, les «entractes», persifle Soudy, les accusés sont regroupés dans deux petites

salles. La tension, entre eux, est souvent palpable. Ceux qui risquent leur tête se montrent agacés par les jérémiades des simples comparses comme Detweiller et Gauzy. «T'en fais pas, mon vieux, t'iras bientôt revendre tes chaussettes!», lance Callemin, rageur, au soldeur d'Ivry, totalement effondré. Mais il y a des moments de grâce, où soudain, à propos d'une lecture, d'une plaidoirie, d'un témoignage, ils se lancent à corps perdu dans de longues et fougueuses discussions, comme aux beaux jours des causeries de Montmartre, devant leurs gardiens médusés. Après vingt-trois jours d'auditions et de débats, le procureur général Fabre prononce un réquisitoire implacable, niant toute identité politique aux accusés, qu'il présente comme de vulgaires criminels se parant des couleurs de l'anarchie. Il demande la peine de mort pour Callemin, Soudy, Monnier, Dieudonné, Carouy et Metge, et n'admet les circonstances atténuantes que pour Gauzy, qu'il rend pourtant coresponsable du meurtre de Jouin. Pour tous les autres accusés, le procureur Bloch Laroque requiert les peines prévues par la loi, incluant les travaux forcés et la réclusion perpétuelle pour les récidivistes.

Vient ensuite le temps des plaidoiries. Raphaël Adad, qui assure la défense de Rirette, insiste sur le fait qu'elle n'a jamais été condamnée et qu'elle n'a en rien participé aux agissements de la bande. Il rappelle aux jurés que ses deux enfants sont privées de sa présence depuis près d'un an et demande l'acquittement. L'avocat de Victor s'en prend, lui aussi, à la thèse de l'accusation, présentant le siège du journal comme un repaire de malfaiteurs et déclare que, en quittant Romainville, Rirette et Victor, en désaccord avec les membres de l'ancienne équipe sur la question de l'illégalisme, ont rompu avec eux. Leurs divergences se sont d'ailleurs ouvertement exprimées au cours des débats. Enfin, Vincent de Moro-Giafferi, qui plaide pour Dieudonné, met en garde le jury contre une erreur judiciaire: il relève les incohérences du garçon de banque, Caby, le flou des témoignages, la peine prise par Bonnot mourant pour

innocenter son client, la lettre et les mémoires de Garnier le mettant hors de cause et, enfin, les rapports de police le présentant comme un travailleur vivant du produit de son travail. C'est un beau moment d'éloquence, mais qui ne suffira pas à convaincre les jurés.

*

Le 26 février, après la clôture des débats, les accusés sont ramenés dans leurs cellules jusqu'au soir, avant d'être reconduits dans les deux petites pièces attenantes à la salle d'audience, où ils devront rester parqués jusqu'à l'aube, tant les délibérations se prolongent. Les jurés doivent répondre à trois cent quatre-vingt-trois questions, et l'attente est interminable. Barbe Le Clerch, Marie Vuillemin, Rodriguez et Rirette sont les premiers appelés. Deux femmes égarées sans convictions fortes, un cambrioleur et faux-monnayeur patenté prêt à tout pour sauver sa peau, et une petite individualiste dévastée par le chagrin. Un peu perdus dans ce box trop vaste pour eux quatre, ils s'entendent signifier leur acquittement et bredouillent quelques mots de remerciement à l'adresse de la Cour. Mais Rirette, qui s'est maîtrisée pendant toute la durée du procès, se laisse submerger par un flot de larmes, que rien ne peut tarir. Sans Victor à ses côtés, la liberté a un goût bien fade et l'avenir est sans couleur. Le soir même, il lui fera parvenir ce court message: «Mon amie, je suis heureux de votre liberté et que je demeure seul à souffrir. Tout finira. Je reviendrai. Soyez heureuse, essayez de l'être en m'attendant. Gardez-moi l'affection de Chinette. Profitez du soleil, des fleurs, des beaux livres, de tout ce que nous aimons ensemble. Mais je vous le demande en grâce, mon amie, ne retournez jamais, jamais dans ce milieu»[7]. Pour marquer la singularité de leur relation dans cet univers où le tutoiement est de rigueur, les deux amants ont conservé le vous précieux des premiers temps de leur relation, quand ils s'affrontaient en ennemis sur la

scène des causeries. En même temps qu'elle découvre ces quelques lignes, Rirette apprend la peine qui frappe Victor: cinq ans de prison suivis de cinq ans d'interdiction de séjour. Pour elle, une éternité!

Des amis, de retour du palais, l'informent du verdict dans sa totalité. Sont condamnés à la peine capitale Callemin, Soudy, Monnier et Dieudonné, aux travaux forcés à perpétuité Metge et Carouy. Pour tous les autres, les peines sont lourdes et pas toujours proportionnelles à la gravité des faits reprochés. Jean De Boë, le compagnon de jeunesse de Victor et de Raymond, l'homme du *Révolté* et de Stockel, qui a accompagné les bandits en Hollande pour la négociation des titres, est condamné à dix ans de travaux forcés et à cinq ans d'interdiction de séjour. Kléber Bénard, ouvrier tailleur, inculpé de recel d'armes volées, est condamné à six ans de réclusion et cinq ans d'interdiction de séjour. Poyer, un mécanicien suisse de trente ans, est condamné, comme Victor, à cinq ans de réclusion et cinq ans d'interdiction de séjour pour le même chef d'inculpation. Crozat de Fleury, un remisier, financier à ses heures, dénoncé par sa femme, est condamné à cinq ans de réclusion pour avoir négocié des titres volés. Dettweiller, le garagiste de Bobigny, écope de quatre ans de prison, David Bélonie, ami de Bonnot, de quatre ans également pour recel et négociation de titres. Gauzy, qui a frôlé la peine capitale, est condamné à dix-huit mois pour avoir hébergé Bonnot et Jourdan, se voit infliger une peine similaire pour avoir hébergé Callemin. Charles Reinert, convaincu d'avoir forgé un faux alibi à Dieudonné, est condamné à un an de prison. Certains n'en ont pas fini avec la justice. Jourdan, sitôt sa peine accomplie, passe devant le conseil de guerre et prend six mois supplémentaires pour insoumission. Rodriguez, acquitté, quitte la conciergerie pour la prison de Lille et se voit condamné quelques mois plus tard à huit ans de travaux forcés pour émission de fausse monnaie, suivie de la relégation à vie en Guyane.

Juste avant l'énoncé du verdict, Callemin a pris la parole pour innocenter Dieudonné, affirmant que lui seul et Garnier étaient responsables de l'attaque de la rue Ordener. Mais les débats sont clos et cet aveu, dont personne ne songe à contester la sincérité, vient trop tard pour être pris en compte, trop tard pour sauver Dieudonné. Le président, d'une voix monocorde, lit implacablement son arrêt. Victor, fortement éprouvé par cette première année de détention, se demande comment il aura la force d'aller au bout de sa peine, mais la pensée de ses camarades promis à la guillotine ou à la lente agonie du bagne l'empêche de s'appesantir sur son sort. Et pourtant, à la sortie de la salle d'audience, prenant congé de Raymond, il a cette phrase cruellement étourdie que, bien des années plus tard, il ne parviendra pas à s'expliquer et encore moins à se pardonner : « Qui vivra verra ! ».

Enfermés à nouveau dans leurs cellules, aucun des condamnés ne parvient à trouver le sommeil. L'un d'eux sanglote convulsivement, toute pudeur abolie. Puis un râle déchire le silence. C'est Carouy, qui vient d'absorber la petite dose de cyanure de potassium qu'il dissimulait dans le talon creux de sa chaussure et qui agonise sous le regard impuissant des gardiens. Il avait pourtant accueilli le verdict sans émotion apparente, avec un sourire distrait. Mais, dans une dernière lettre adressée à son avocat, il déclarait qu'il avait trop souffert de la vie pour avoir peur de la mort et qu'il quitterait le royaume des atomes sans regret. Victor, qui le connaissait de longue date et l'estimait, était persuadé de son innocence. Il y avait, selon lui, un troisième homme à Thiais, dont les mains gantées avaient serré le cou de la vieille servante et tenu le poignard enfoncé à plusieurs reprises dans le corps du vieux maître, tandis que ses complices, ignorant de ce crime, semaient leurs empreintes dans la maison pillée. En se taisant, Carouy et Metge avaient accepté de payer pour cet autre. Le jury, ébranlé par les plaidoiries de leurs avocats, leur avait accordé les circonstances atténuantes malgré l'atrocité du crime, pour leur éviter la

mort. Mais Carouy, l'ouvrier tourneur devenu camelot et cambrioleur pour mieux vivre sa vie, avait préféré la mort au bagne. Sans illusions, il ne pouvait comme Metge, le jeune cuisinier ardéchois, rêver d'une concession en Guyane, cette terre chaude et colorée, où l'aimée vous suivra comme elle vous l'a promis[8].

De retour à la Santé, tous passent de l'état de prévenu à celui de condamné, ce qui suppose l'abandon des vêtements civils et de la chevelure. Isolés les uns des autres, ils attendent leur transfert ou leur exécution, se croisant parfois au détour d'un couloir. Ceux qui sont promis à la guillotine font l'objet d'une surveillance de tous les instants et effectuent leur promenade fers aux pieds. Ils continuent pourtant, dans ces conditions d'extrême rigueur, à rester fidèles à l'idée qu'ils se font de « la vie bonne », partageant leur temps entre l'étude et l'exercice physique, méprisant les aliments nocifs et respectant une hygiène rigoureuse. Ils écrivent aussi, et leurs derniers textes en forme de testament leur ressemblent. Elie Monnier, le petit jardinier méridional, a des accents tolstoïens :

« Je lègue à la société mon ardent désir qu'un jour, peu lointain, règne dans les institutions sociales un maximum de bien-être et d'indépendance afin que l'individu, dans ses loisirs, puisse mieux se consacrer à ce qui fait la beauté de la vie, à l'instruction et à tout ce qui est science. Je lègue le revolver, qui a été saisi dans ma chambre lors de mon arrestation, à un musée de Paris, en souvenir de l'une des innocentes victimes d'une affaire qui a jeté dans le pays un frisson d'épouvante. Je désire que soit inscrit sur la crosse la parole du grand martyr : "Tu ne tueras point" ».[9]

Soudy, derrière ses habituelles pitreries, laisse poindre son ressentiment par rapport aux « intellectuels » individualistes qui, encore une fois, s'en sortent bien :

« Moi, Soudy, condamné à mort par les représentants de la vindicte sociale dénommée justice :

Considérant et attendu qu'il est de mon devoir de faire part au peuple conscient et organisé du détail de mes volontés dernières :

1. Je lègue à Monsieur Étienne, ministre de la Guerre, mes pinces Monseigneur, mes ouistitis et mes fausses clefs pour l'aider à solutionner et à ouvrir la voie du militarisme par la loi de trois ans ;

2. Mes hémisphères cérébraux au doyen de la Faculté de médecine ;

3. Au musée d'Anthropologie, mon crâne, et j'en ordonne l'exhibition au profit des soupes communistes ;

4. Mes cheveux au syndicat de la coiffure et des travailleurs conscients et alcooliques, lesquels cheveux seront mis en vente, dans le domaine public et ce, au bénéfice de la cause et de la solidarité.

Enfin, je lègue à l'anarchie mon autographe afin que les prêtres et les apôtres de la philosophie puissent s'en servir au profit de leur cynique individualité »[10].

Callemin, quant à lui, se demande s'il est encore anarchiste. Le jour même du verdict, il a écrit au procureur de la République pour le supplier d'épargner Dieudonné, qui n'était pas des leurs, dit-il, et pour s'accuser de l'assassinat de l'employé de banque Legendre à Chantilly, imputé à tort à Monnier. Mais la révision du procès n'est pas acceptée, les pourvois en cassation sont rejetés. Sa démarche n'aura cependant pas été tout à fait vaine puisqu'elle vaudra à Dieudonné une grâce présidentielle, substituant la condamnation aux travaux forcés à perpétuité à la condamnation à mort. L'exécution a lieu le 21 avril à l'aube. Réveillé le premier, Soudy demande du café et des croissants. Trop tôt pour les croissants, il n'aura que du café, toujours la guigne ! Il prend congé des agents de la Sûreté, avec lesquels il a joué aux cartes et discuté tout au long de ces semaines d'attente éprouvantes, et les remercie de leur tact et de leur gentillesse, puis, se tournant vers son avocat, il demande si les autres sont épargnés, rappelle qu'il n'a aucune mort sur la conscience, et murmure : « C'est une triste fin. J'aurai du courage jusqu'au bout ; ma pauvre mère ! Je tremble mais c'est comme Bailly[11], c'est de

froid. C'est la meilleure fin, ça vaut mieux que de finir au bagne. » « Pas de forfanterie surtout », lui recommande maître Doublet, qui craint, on ne sait pourquoi, des déclarations intempestives au pied de l'échafaud. « C'est entendu et je vous approuve », répond Soudy, soudain sérieux.

Vient le tour de Monnier, qui lui aussi salue chaleureusement les inspecteurs qui l'ont surveillé. Il leur assure qu'il sera courageux avant d'ajouter avec son bel accent du Sud-Ouest : « Je m'en doutais bien que ce serait pour ce matin. J'avais fait un rêve d'amour ». À son avocat, présent à ses côtés, il demande d'embrasser sa toute jeune amie, Marie Besse, qui est venue témoigner au procès, assurant au jury qu'un fiancé si doux ne pouvait avoir tué. On lui offre un verre de rhum qu'il refuse : « Je ne veux pas m'alcooliser ! ». Callemin, lui, écrit quelques mots qu'il remet à son avocat, puis demande un verre d'eau et se contente de dire : « C'est un jour sans lendemain ».

Tous les trois montent dans le fourgon qui les emmène boulevard Arago, où l'on a dressé les bois de justice. Une foule nombreuse est massée autour de la prison de la Santé malgré les précautions prises pour que la date de l'exécution ne soit pas divulguée. Elle est tenue à bonne distance par les militaires et les policiers présents en nombre, car on redoute une action d'éclat, quelques missives inquiétantes étant parvenues au chef de la Sûreté. Seuls quelques dizaines de journalistes et de « personnalités » se tiennent à proximité de la guillotine. Callemin, avant de se laisser basculer par le bourreau, les toise, méprisant, et lâche : « C'est beau, hein, l'agonie d'un homme ». Soudy, exécuté le premier, se plaint seulement du froid à voix basse. L'extrême maigreur de son torse nu frappe les spectateurs du drame. Et Monnier s'écrie à l'adresse de ceux qui, envoyés par leur rédaction, sont venus les regarder mourir : « Adieu à vous tous Messieurs, et à la société aussi ».

NOTES

1. Lettre de Victor Kibaltchiche à Armand, datée du 22 janvier 1913, fonds Armand, Institut français d'histoire sociale, 14 AS 211.
2. *L'Illustration*, 8 février 1913, article signé Albéric Cahuet.
3. Auteur de deux attentats à la bombe, jugé en avril 1894 et guillotiné un mois plus tard, à l'âge de vingt et un ans. Sa déclaration devant les assises de la Seine, très offensive, a beaucoup circulé dans les milieux anarchistes.
4. *Cf.* chapitre 3.
5. Séverine (1855-1929), journaliste et écrivain, administratrice du *Cri du peuple* après la mort de Jules Vallès, dont elle était la secrétaire. Collaboratrice régulière du quotidien féministe *La Fronde*, proche des milieux libertaires, pacifiste, militante à la Ligue des Droits de l'homme.
6. Militant anarchiste né en 1856, à Vienne, dans l'Isère. Arrêté avec Kropotkine et soixante-six autres militants anarchistes après qu'un attentat fut commis à Lyon. Condamné à quatre ans de prison pour avoir adhéré à l'Internationale, alors interdite en France. Plusieurs fois inquiété par la justice pour ses activités de propagandiste anarchiste. Administrateur du *Libertaire* aux côtés de Sébastien Faure.
7. Rirette Maîtrejean, *Souvenirs d'anarchie*, La Digitale, juillet 2005, p. 63.
8. Metge sera nommé cuisinier du gouverneur général de Guyane et s'évadera en 1931, deux ans avant sa mort. Barbe Le Clerch ne l'a jamais rejoint, comme elle l'avait promis. Elle est morte de tuberculose l'année même du procès.
9. Archives de la préfecture de police, affaire Bonnot.
10. *Ibid.*
11. Jean Sylvain Bailly, mathématicien et astronome, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française, député du tiers état, élu maire de Paris le 15 juillet 1789. Guillotiné le 11 novembre 1793, sur l'esplanade du Champ de Mars, il répondit à ses bourreaux qui le questionnaient ironiquement sur son tremblement : « Oui, je tremble, mais c'est de froid », fameuse réplique que tous les enfants de la communale apprenaient alors en cours d'histoire.

Chapitre 12
La débâcle

Dans le milieu illégaliste, les bandits tragiques ont fait des émules, et il arrive que des déménageurs à la cloche de bois, des resquilleurs, des petits cambrioleurs jouent désormais eux aussi du browning. Cet emballement de l'illégalisme est bien illustré par l'affaire Lacombe, qui se produit en marge de l'affaire Bonnot. Le 14 septembre 1912, le contrôle de quatre voyageurs dépourvus de billets en gare des Aubrais, près d'Orléans, dégénère en fait divers sanglant avec la mort d'un contrôleur. Léon Lacombe, le meurtrier, est un ancien mineur de l'Aveyron, né en 1885 à Aubin, dans le bassin de Decazeville. Privé de travail dans sa région à cause de son activisme politique, il commence à vivre de rapines et de combines. Mais un soir, il est surpris en plein cambriolage par le propriétaire, un cultivateur des environs d'Aubin, et l'abat. Il part alors pour Paris et entre en contact avec les individualistes, qu'il connaît grâce aux publications qu'il a lues. Il se met alors à fréquenter le siège de *L'Idée libre* et se lie d'amitié avec le libraire Jules Erlebach, que la police a interpellé au début du mois de janvier 1912. Il était soupçonné d'avoir hébergé Garnier et sa compagne, et de servir de receleur à la bande, mais il avait été finalement relâché, faute de preuves. Cependant, sa librairie, fréquentée par tout ce que Paris compte d'illégalistes, est sous étroite surveillance depuis le début de l'affaire. C'est chez lui que Lacombe rencontre, après

le meurtre des Aubrais, quatre compagnons avec lesquels il met au point un cambriolage au bureau de poste de Bezons. Mais une fois de plus, les choses tournent mal : le receveur qui se trouve sur leur passage est froidement assassiné au cours de l'action. Lacombe, qui se sent traqué, est bientôt persuadé qu'Erlebach renseigne la police et l'a trahi. La nuit du 7 décembre 1912, il se rend chez lui et, après l'avoir interrogé pendant de longues heures pour avoir confirmation de ses soupçons, il l'abat[1]. Lacombe bénéficie encore de la solidarité de compagnons auxquels il a su communiquer ses certitudes, mais, beaucoup voient dans ces excès de violence la marque d'un esprit malade et le tiennent à distance. Quelques mois plus tard, il est arrêté devant le stand d'une baraque de fête foraine, boulevard de la Villette, et il est conduit à la prison de la Santé où Callemin, Monnier et Soudy attendent leur exécution. Le 5 avril 1913, échappant à la vigilance des gardiens, il parvient à monter sur le toit de la prison et menace de se suicider, jetant des tuiles sur les pompiers qui tentent de s'emparer de lui. Maître Boucheron, son avocat, qui a aussi défendu Victor, essaie en vain de le raisonner. Lacombe évoque son enfance misérable, la dure condition de sa mère, trieuse de charbon, qui l'a élevé seule, et les interdictions professionnelles de fait qui l'ont acculé au crime. Il aurait voulu, dit-il, « manger du pain noir avec des mains noires, mais on l'a forcé à manger du pain blanc avec des mains rouges »[2]. Puis, évitant les matelas étendus au sol par les gardiens, il se jette du toit la tête la première.

*

Cet épisode témoigne bien de la dérive atteignant au-delà des seuls illégalistes le milieu individualiste tout entier, miné par la présence en son sein de provocateurs, de déséquilibrés et d'irréguliers dépourvus d'idéaux et de scrupules. Assurer la poursuite de l'œuvre de Libertad en continuant à faire vivre *l'anarchie* n'est pas une tâche facile dans un tel contexte. C'est

Armand, tout juste sorti de prison, où il venait de purger une peine de trois ans pour émission de fausse monnaie, qui a eu le courage de s'y atteler. Avec quelques fidèles compagnons, il a déménagé la vieille presse du journal rue du Grenier sur l'Eau avant de l'installer rue des Amandiers. Mais cette localisation favorise, selon Mauricius, qui l'assiste alors dans sa tâche, la fréquentation du journal par des « voyous » de Ménilmontant, Charonne et Popincourt, fascinés par les exploits des bandits tragiques. Voleurs, faux-monnayeurs, proxénètes et agents provocateurs se succèdent au siège du journal, et il devient parfois difficile aux militants de s'imposer : « Tout ce que les bas-fonds comptaient d'irréguliers, individus sans morale et traîne-savates, se trouvent fondés à fraterniser avec les anarchistes individualistes puis à les dominer [...] Une bande de petits truands, connus sous leur pseudonyme : Nénesse, Zigomar, etc., faisaient la pluie et le beau temps à *l'anarchie* au milieu d'une indescriptible pagaille. Ces gens s'incrustaient dans nos locaux et prétendaient représenter notre idéal parce qu'ils défiaient l'ordre et la loi »[3]. C'est avec un tel milieu que Victor, au soir du procès, a demandé à Rirette de rompre. Il s'en explique en 1917 dans une lettre adressée à Armand : « Il est vrai que j'ai supplié Rirette de quitter sans retour certains milieux, les milieux où, de notre pensée, de notre lutte, de nos forces, on fait je ne sais quelles abominables choses. Ceux où j'ai vu des camarades se voler, se diffamer, se battre à la manière des anthropoïdes, selon ton expression, se tromper, s'injurier, s'excommunier, se vendre les uns les autres, où j'ai vu l'amour libre devenir une chiennerie, et tant de jeunes vaillances dégringoler par l'illégalisme dans le vol pègre puis dans les prisons.

Vues de loin, ces choses ont peut-être un certain caractère épique (!!!), de près, elles donnent la nausée. Les milieux où elles se passent font un tel mal à nos milieux que je conseille à tous ceux auxquels je puis parler de les fuir puisqu'on ne peut les détruire »[4].

Rirette, à sa sortie de prison, partage l'écœurement de Victor et son amertume. Comme lui, elle considère que les dérives illégalistes, de la rue Ordener aux Aubrais, ont gâché, profané, avili les idées qu'ils ont défendues à la suite de Libertad, et elle est bien décidée à se tenir à l'écart. Il lui faut assurer sa subsistance et celle de ses deux filles, et cela passe par le salariat. En avril 1913, elle prend un emploi à la Compagnie française d'assainissement de l'eau, rue de la Chapelle, et s'installe dans un petit logement, au 46 de la rue Julien-Lacroix. Les mois d'emprisonnement, l'épreuve du procès, la fin atroce de ceux qui furent ses amis et la douleur de vivre sans Victor l'ont profondément ébranlée. C'est avec un détachement douloureux qu'elle accomplit tel un automate les gestes quotidiens nécessaires à sa survie et à celle des siens. Mais sa porte reste ouverte à ses anciens amis, même s'ils n'ont pas rompu avec les pratiques qu'elle dénonce.

En juillet 1913, Louis Maîtrejean, incarcéré depuis quatre ans, sort de prison. Il s'installe, lui aussi, à Belleville, dans un hôtel de la rue de Palikao, revoit Rirette et renoue avec les deux petites filles, âgées de sept et huit ans, qu'il n'a pas vu grandir. Il a trouvé sans difficulté une place d'ouvrier sellier dans le quartier, sans couper pour autant tout lien avec les illégalistes. Quelques jours après sa libération, il est arrêté au domicile de Rirette en compagnie d'une de ses amies, Thérèse Faucher, une jeune femme de vingt et un ans, soupçonnée d'appartenir à un réseau pratiquant les escroqueries à l'assurance, et dont la chambre, rue d'Angoulême, est un véritable entrepôt de marchandises volées. Louis, soupçonné d'être son complice, est finalement mis hors de cause et Rirette, conduite au dépôt de la rue de Tourtille, est relâchée quelques heures plus tard. Mais elle a eu très peur d'être compromise et de devoir payer une fois de plus pour ses relations passées avec les bandits. Comme Louise Hutteaux, la compagne de Jourdan, arrêtée quelques mois après le procès, puis condamnée à cinq années de réclusion sur la foi des accusations vagues d'une

jeune fille qui aurait avorté avec son aide. Rirette sait qu'elle n'a pas droit à l'erreur, et que le moindre faux pas peut lui faire reprendre le chemin de Saint-Lazare.

C'est dans ce contexte qu'elle accepte, en août 1913, de livrer ses souvenirs à la presse qui la sollicite depuis sa sortie de prison. Longtemps après le verdict, l'affaire Bonnot nourrit encore les colonnes des grands journaux, dont les lecteurs se montrent friands de confessions et d'anecdotes relatives aux bandits. Rirette refuse de livrer la moindre parole publique avant de connaître l'issue du recours engagé devant la cour de cassation. Mais une fois fixée sur le sort de Victor, elle accepte de confier ses souvenirs au *Matin*, un quotidien à grand tirage de la presse bourgeoise. Ils paraissent sous forme de feuilleton, entre le 19 et le 31 août 1913, livrant au lecteur ce qui se veut l'envers du décor, sur un ton persifleur: les bandits tragiques comme vous ne les avez jamais vus! Elle y tourne en dérision l'illégalisme, les régimes alimentaires abstinents et végétariens, et jusqu'au goût de l'étude manifesté par ces adolescents frustrés d'école. Les portraits sont cruels, réducteurs. Elle se moque avec une méchanceté certaine de l'inculture de ces jeunes gens entrés à douze ans sur le marché du travail et bricolant, avec une rage d'autodidactes maladroits, un hasardeux montage de références scientifiques et philosophiques qui leur sera funeste! Comme tous ceux qui, à *l'anarchie*, font office de penseurs, parce qu'ils sont porteurs d'un capital culturel un peu plus élevé que celui des autres, Rirette évoque des natures frustes, des intelligences primaires confrontées à des théories mal assimilées. Mauricius, dans ses mémoires, parlera lui aussi d'éducation inachevée, de caractères influençables, de bonnes volontés sans culture et un peu paresseuses, et Victor d'hommes élémentaires. On a le sentiment que les «intellectuels», mis en accusation, se défaussent, tout simplement. Les bandits, en les prenant au mot, les auraient mal compris! Leurs belles idées auraient engendré le crime dans leurs cerveaux primaires!

De Mauricius, son ancien compagnon, Rirette ne dit mot dans ses souvenirs, et d'Armand peu de choses, mais la charge contre Lorulot, autre « penseur » de *l'anarchie*, est féroce. Elle lui en veut d'avoir feint ne pas se souvenir des prises de position publiques de Victor contre l'illégalisme au procès et elle se pose des questions sur l'impunité dont il a joui pendant l'affaire. L'intervention du journaliste sous forme de coupes, d'ajouts, de suggestions est manifeste dans ces « souvenirs », que Rirette n'a peut-être pas eu la possibilité de relire avant publication. Beaucoup d'individualistes, même s'ils s'engagent alors dans une réflexion en forme d'autocritique sur l'impasse illégaliste, critiqueront avec virulence ce texte irrespectueux donné en pâture à des lecteurs veules pressés de rire enfin aux dépens de ceux qui les ont fait trembler pendant de longues semaines. Quelques-uns lui pardonnent cependant, comprenant qu'elle est blessée et qu'elle règle ainsi ses comptes avec tous ceux qu'elle tient pour responsables du naufrage de leur mouvement.

*

Victor, transféré après le verdict de la prison de la Santé à la centrale de Melun, est tenu dans l'ignorance de cette publication. Depuis sa condamnation, il n'a plus le droit de correspondre avec Rirette, et elle ne peut lui rendre visite. La coupure avec l'extérieur est le principe premier de cet univers carcéral si bien décrit par Victor dans ce qui sera son premier roman : *Les Hommes dans la prison*[5]. La centrale de Melun, construite sur une île de la Seine, abrite entre quatre cents et six cents détenus condamnés à des peines longues, soumis au travail en commun le jour et à l'isolement strict la nuit. La règle du silence est imposée dans tous les moments de la vie commune : quiconque la transgresse est passible de sanctions laissées à l'arbitraire de gardiens plus ou moins tolérants, ou plus ou moins corruptibles. Inapplicable, en effet, l'obligation

de se taire faite à des hommes condamnés le jour à une promiscuité de tous les instants est surtout prétexte à châtier. Le régime alimentaire, le manque d'hygiène et de soins, la souffrance morale, enfin, sont responsables d'un taux de mortalité élevé. Nombreux sont ceux qui développent des troubles psychiatriques et vont grossir, après leur libération, les rangs des clochards de la Maub'[6]. Les plus durs, les « affranchis », qui parviennent à survivre sans se renier, sont à leur sortie définitivement acquis au milieu de la grande criminalité. Triste bilan d'une institution se voulant pourtant rédemptrice!

Pour fortifier son courage, Victor se répète l'aphorisme de Nietzsche, « Tout ce qui ne me tue pas me rend plus fort »[7], et parvient, malgré sa constitution fragile, à survivre dans cet univers déshumanisant. Grâce à une bibliothèque clandestine constituée par un parricide de bonne famille, condamné à une longue peine, Victor a accès à des ouvrages scientifiques et philosophiques qui lui permettent d'exercer des facultés intellectuelles que le règlement intérieur fait tout pour engourdir. Ils sont, dans toute la prison, six ou sept camarades « conscients », faux-monnayeurs, grévistes tueurs de « jaunes », cambrioleurs, à contourner le règlement pour communiquer, échanger les rares nouvelles parvenues de l'extérieur et discuter de leurs lectures réciproques. Victor, qui a été dirigé à son arrivée vers l'atelier d'imprimerie, compose pour ses camarades des notes et des commentaires. « Du moment, écrit-il, que nous pouvions apprendre et penser, nous pouvions vivre et cela valait la peine de vivre »[8]. Et il rapporte les paroles d'un de ses codétenus, individualiste scientifique : « La seule hygiène mentale, c'est d'étudier n'importe quoi, la Bible, l'allemand, le siamois ! ». Seule l'étude des langues étrangères et des questions religieuses est en effet tolérée par l'administration.

La rumeur de la guerre leur parvient malgré l'isolement et la censure. De la gare de Melun, pourtant éloignée, monte l'écho assourdi d'une clameur « À Berlin ! À Berlin ! », et celui de la Marseillaise hurlée à pleins poumons par une foule déli-

rante. Des nouvelles stupéfiantes pour eux, qui n'ont rien suivi des prodromes de la guerre, circulent : le ralliement à l'Union sacrée des syndicalistes révolutionnaires de *La Guerre sociale*, ces pourfendeurs du patriotisme, ceux de grandes figures de l'anarchie, comme Kropotkine ou Malato, appelant à résister « aux projets de domination pangermaniste »[9], et enfin l'enrôlement d'écrivains pourtant animés de convictions pacifistes. Leur incompréhension confine au désespoir, et la privation de journaux et de discussions est plus cruellement ressentie que jamais par ces prisonniers soumis, du fait de la guerre, à un régime plus drastique encore. Les rations alimentaires, déjà insuffisantes, sont diminuées, et la mortalité augmente. À trois reprises, Victor, très affaibli, est admis à l'infirmerie où le repos, le bouillon et le lait dispensés aux malades lui permettent finalement de survivre. Le seul adoucissement à sa peine lui viendra de l'autorisation enfin obtenue du ministère de l'Intérieur, après de longs mois d'attente, d'épouser Rirette, qui a divorcé de Louis Maîtrejean en novembre 1913. Ils se revoient pour la première fois depuis deux ans, le 3 août 1915, jour de la cérémonie du mariage et peuvent, à partir de ce moment, obtenir des parloirs réguliers et, surtout, correspondre sans avoir recours aux subterfuges compliqués qu'ils utilisaient jusqu'alors. Mais entre l'enfermé et sa toute nouvelle épouse, l'accord sur la stratégie à adopter ne se fait pas. Rirette voudrait consacrer ses efforts à l'annulation de l'interdiction de séjour qui attend Victor à l'issue de sa peine, tandis que ce dernier sollicite sa grâce immédiate, se déclarant prêt à être versé dans les régiments russes stationnés en France[10]. Le préfet de Seine-et-Marne, dans une lettre adressée au préfet de Paris, appuie cette demande, en raison de sa bonne conduite en prison, de même que celle de Francesco Lachiusa, faux-monnayeur de nationalité italienne, détenu lui aussi à Melun. Mais Rirette s'inquiète, sachant très bien qu'une libération anticipée pourrait être dans le contexte de la guerre pire que la détention. Elle croit savoir que les Russes de France ayant

fait l'objet d'une condamnation sont expédiés directement en Sibérie par leur état-major. Victor se montre peu sensible à ses arguments: l'horreur de la prison lui masque l'horreur de la guerre. Il ne commence à s'en faire vraiment une idée qu'avec l'arrivée à Melun des premiers condamnés militaires qui voient la centrale comme un havre de paix et les prisonniers comme des planqués: «Ce que vous êtes veinards, eh, tas de bandits! Vous pouvez pas vous figurer c'qu'on est bien ici. Tiens, j'aime mieux faire mes cinq ans que de mener cette vie-là au front, avec la crève au bout, et quelle crève!», fait dire Victor à l'un d'eux[11]. Le canon se rapproche, on se bat à moins de cinquante kilomètres et la ville de Melun est évacuée. Mais le ministère n'autorise pas le déplacement des prisonniers. Gardiens et détenus, pris au piège, vivent dans l'attente des obus qui dévasteront la centrale et les enfouiront, vivants, sous les décombres. Et tandis que tous tremblent, Victor, lui, se sent gagné par une folle euphorie: tout est bon à prendre qui vient interrompre ou perturber l'immuable ordonnancement de la meule. La mort lui semble préférable à cette mise à l'écart injustifiée de l'histoire, capable de faire d'eux les derniers survivants de la vieille Europe, condamnés à tourner sans fin, au pas cadencé, sur le pavé des cours tandis que leur génération agonise dans les tranchées boueuses. Puis le danger s'éloigne après la bataille de la Marne, la ville est réinvestie et l'implacable routine reprend jusqu'à l'heure de la libération.

*

C'est le 31 janvier 1917 que Victor franchit les grilles de la prison, vêtu d'un costume de ville et d'un feutre noir achetés à Belleville cinq ans auparavant. Deux heures plus tard, il est chez Rirette, rue Julien-Lacroix, retrouve Chinette, qui ne l'a pas oublié, et Maud, qu'il connaît moins bien. Le petit logement est surpeuplé: Louis Maîtrejean, qui est en permission, y réside pour quelques jours ainsi que l'anarchiste Georges

Quesnel, ami de Rirette. Victor, qui a obtenu un sursis de douze jours avant de quitter le territoire français, arpente les rues de Paris qu'il s'étonne de trouver si animées, croise des permissionnaires au teint gris, des mutilés qui ne retourneront plus au front, des soldats alliés, des fêtards aussi qui ont su tirer leur épingle du jeu. Il remarque les tristes silhouettes des Kabyles balayant les rues et celles des Anamites en faction devant les bâtiments publics, grelottant de froid, et se montre sensible à la détresse qu'il perçoit dans leur regard. Avide de discussions, il s'efforce de comprendre ce qui a motivé les choix de ses anciens compagnons et l'évolution de leurs positions dans le temps : certains sont planqués et cyniques, beaucoup sont mobilisés, d'autres enfin ont déserté et sont en fuite.

Quelques-uns continuent à affirmer leurs convictions pacifistes par la propagande écrite, clandestine ou autorisée. Mauricius est de ceux-là. Réformé mais se sachant inscrit au carnet B[12], il a pris la fuite dès l'annonce des hostilités après avoir assuré la publication et la diffusion de l'ultime numéro de *l'anarchie*. « Un athée ne va pas à la messe, pourquoi un antimilitariste irait-il se battre ? », écrit-il dans ses mémoires, où il évoque deux mois d'errance et de bonheur à parcourir la Bretagne à bicyclette avec sa compagne en août et septembre 1914, une « rupture lucide et impitoyable avec le malheur où les autres se sont aveuglément précipités »[13]. Puis il séjourne sur la Côte d'Azur comme assistant de l'architecte Verdot, militant anarchiste proche de Jean Grave, qui construit à Saint-Jean-Cap-Ferrat une villa pour Mme Ephrussi, née Rothschild, une femme riche et excentrique. Début 1916, las de cette vie oisive, il retourne à Paris, dans son logis de l'impasse Giraudon, sans être inquiété. Il fréquente alors les réunions anarcho-pacifistes à la bourse du travail, rue du Château d'Eau, et prend contact avec Sébastien Faure, qui milite pour la paix depuis le début du conflit. Ensemble, ils fondent en avril 1916 un hebdomadaire contre l'union sacrée : *Ce qu'il faut dire, CQFD*, « journal d'union, *d'union sacrée*, pour la libération de tous les

asservis, et de tous les exploités», auquel collaborent des anarchistes de diverses tendances et quelques socialistes et syndicalistes révolutionnaires en désaccord avec la ligne suivie par leurs groupements respectifs. Le journal, créé avec les fonds propres de Mauricius, est soumis à la censure, mais il n'est pas interdit. Il compte plusieurs milliers d'abonnés dès le mois de novembre 1916 et tire à vingt mille exemplaires. Des groupes de soutien à *CQFD*, fonctionnant comme un succédané des causeries, se créent dans toute la France, principalement à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse et Nantes. Ce qui fait dire à Malvy, alors ministre de l'Intérieur, que «Mauricius a cinquante mille hommes derrière lui»[14]. Certains anarchistes, comme Louis Lecoin et Pierre Ruff, incarcérés à la maison centrale de Caen depuis 1912 pour sabotage de la mobilisation, désavouent cette publication, qui accepte de composer avec la censure et n'attaque pas le gouvernement et les socialistes bellicistes avec assez de véhémence. À peine libérés, en novembre 1916, ils font connaître leur position au cours d'une réunion tenue boulevard de Belleville dans les locaux de *CQFD* et distribuent sur la voie publique un tract en faveur de la paix immédiate signé *Le Libertaire*, ce qui leur vaut un retour immédiat en prison.

Armand, de son côté, rédige un premier manifeste individualiste en avril 1915, contre l'Union sacrée mais aussi contre toute tentative insurrectionnelle ou révolutionnaire, suivi quelques mois plus tard d'un second, intitulé *L'Authentique Embusqué*, écrit en réponse à un article de *La Guerre sociale* dénonçant les embusqués:

«C'est moi l'embusqué éternel, l'esquiveur chronique, le perpétuel tire-au-flanc. Car je me suis toujours insoucié d'être français ou allemand, autrichien ou italien, anglais ou turc, russe ou japonais.

C'est moi le sans patrie, le sans drapeau, le sans frontière, le sans religion, le sans idéal.

Et la victoire de la culture germanique m'indiffère autant que le triomphe de la civilisation gréco-latine. Toutes les bar-

baries pour moi se valent : barbarie belge au Congo et barbarie allemande en Belgique, barbarie française au Maroc et barbarie russe en Chine, barbarie anglaise aux Indes et barbarie turque en Arménie. [...]

C'est moi le bohème, le chemineau, le trimardeur, le hors-la-loi, celui auquel on impose sans le consulter un lieu de naissance.

C'est moi le rouspéteur, l'emmerdeur, le trouble-fête, l'empêcheur à danser en rond, celui aux trousses duquel la maréchaussée est toujours pendue, celui pour qui n'a plus de secret la maison chose au fronton de laquelle on lit "Liberté. Fraternité. Égalité" avec un point entre chaque mot. [...]

Je sais que personne n'ajoute foi aux communiqués et que tout le monde rigole des discours officiels.

Je sais que chacun a soupé de la guerre et que, sans la contrainte, on ne trouverait guère de « défenseurs de la patrie ».

Je sais qu'à l'analyse, la gloire se décompose en 99 % de chiasse et 1 % d'enivrement. [...]

Je suis celui qui ne veut pas risquer un millimètre de sa précieuse peau pour défendre les intérêts des nantis et maintenir les institutions des privilégiés.

Celui pour qui l'homme en soutane et l'homme en uniforme, le singe et le contrecoup, demeurent l'ennemi en temps de guerre comme en temps de paix [...]

C'est moi l'embusqué pour de vrai, celui qui a mis à contribution pour n'être ni boucher, ni mené à l'abattoir, toutes les ressources de son imagination, celui qui a mis en œuvre tout ce qu'un cerveau humain peut concevoir. Je n'ai mangé qu'à peine six mois de suite. Ou bien, j'ai absorbé litres sur litres d'intoxicants et de stupéfiants ou de débilitants. Ou j'ai avalé par douzaine des pilules et des cachets. Ou je me suis gavé des semaines durant au point de ne plus pouvoir me traîner. Ou encore, je me suis couvert de plaies, grâce à je ne sais plus quels sucs de je ne sais plus quelle herbes. J'ai passé nuit après nuit dans une mare, de l'eau jusqu'au cou, à en être perclus de rhumatismes ou rongé de goutte.

Je me tiens caché au fond d'une carrière ou d'un trou, bien loin, en quelque bois perdu.

J'erre sur quelque cime sauvage, isolé du reste des hommes, et venant chercher de loin en loin, à des endroits convenus, la pitance qu'y dépose de temps à autre un frère en embusquerie.

Mais, je n'ai pas menti à mes opinions »[15].

À partir de novembre 1915, Armand fait paraître le périodique *Pendant la mêlée*, qui devient, à partir de janvier 1916, *Par-delà la mêlée*, résolument pacifiste et antipatriotique, en collaboration avec Pierre Chardon, un jeune individualiste né à Châteauroux en 1892. Victor, qui entretient avec Armand une relation de longue date fondée sur la confiance et l'estime, le revoit dès sa sortie de prison et manifeste de l'intérêt pour cette publication qui s'inscrit pour lui dans le prolongement de *l'anarchie*. Mais dans l'immédiat, il lui faut quitter Paris, la mesure d'expulsion le concernant n'ayant pas été levée. Il choisit de partir pour l'Espagne où vit une petite colonie de déserteurs de tous les pays, dont beaucoup sont individualistes. Armand y a des amis, et c'est muni de ses recommandations que Victor prend l'express pour Barcelone, le 13 février au matin, avec l'espoir de revenir dans quelques mois. La veille de son départ, il lui écrit une lettre pour expliquer ce qui le retient d'apporter sa collaboration au journal, lettre qui, selon lui, concerne tous les compagnons engagés dans cette entreprise :

« Mon cher Armand,

Je viens de sortir de prison. J'y ai passé cinq ans. Les camarades savent pourquoi et dans quelles circonstances. J'avais à répondre du triple crime d'être étranger, d'être anarchiste et de ne pas vouloir devenir un mouchard. Mais c'est du passé désormais, je reviens à la vie avec la pensée même qui me guidait auparavant. Je suis prêt à collaborer avec tous ceux dont la bonne volonté me sera fraternelle sans attribuer grande importance à de secondaires divergences d'idées. C'est ainsi que j'aurais été heureux de coopérer dans la mesure de mes

forces à ton travail, bien que j'aie d'assez nombreuses critiques à lui adresser. Mais une sérieuse raison morale m'en empêche. Je te prie de bien la peser et la faire connaître à nos amis. Il est parmi nos collaborateurs actuel un militant[16] dont l'attitude plus que singulière au cours des tragiques affaires d'illégalisme n'a pas peu contribué à me faire enterrer vif pendant des années. Et peut-être a-t-elle fait plus de mal à quelques autres encore. [...] Je saisis cette occasion de te remercier pour les nombreux services que tu m'as rendus depuis la première heure de mon encellulement. J'ai reçu les journaux et les deux lettres pour Barcelone. Je te remercie infiniment. Jusqu'à aujourd'hui, je n'ai pas pu vraiment souffler. C'est à grand-peine que je suis parvenu à rester ce soir à la maison pour faire mes paquets. J'ai passé des jours ahurissants à courir tout Paris pour voir diverses personnes, pas toujours utilement... Suis vanné, vanné, vanné. En arrivant à Barcelone, je vais dormir vingt-quatre heures, je crois. Je te serre la main amicalement.

À toi. Le Rétif »[17].

Notes

1. D'après l'écrivain Henri Poulaille, ami de Ducret, celui-ci n'a jamais été un indicateur de police. Il a en effet interrogé sur ce point, bien des années plus tard, le chef de la Sûreté, Guichard, qui lui a affirmé qu'Erlebach, dit Ducret, n'avait jamais émargé à ses services.
2. *Le Journal*, 6 avril 1913.
3. Mémoires de Mauricius recueillis par Pierre-Valentin Berthier.
4. Lettre à Armand datée du 23 mars 1917, IFHS, fonds Armand 14 AS 211 (8).
5. Écrit en 1928, ce roman est paru en France en 1931 chez Rieder, avec une préface de Panaït Istrati. Voici dans quel état d'esprit Victor l'a conçu : « La prison m'a chargé d'une si lourde expérience, et si intolérable à porter, que longtemps après, quand je me remis à écrire,

mon premier livre, un roman, fut un effort pour me libérer de ce cauchemar intérieur, et aussi l'accomplissement d'un devoir envers tous ceux qui ne s'en libéreront jamais ».

6. Place Maubert, dans le Ve arrondissement. Cf. chapitre 5.

7. *Mémoires d'un révolutionnaire*, « Pleine attente », Robert Laffont, coll. « Bouquins », p. 814 (référence à *Ainsi parlait Zarathoustra*).

8. *Ibid.*

9. « Manifeste des seize », *La Bataille*, mars 1916.

10. Vingt mille soldats avaient été envoyés par l'allié russe sur le front français en 1916. Après la révolution de février 1917, seize mille d'entre eux, jugés peu sûrs, furent envoyés au camp militaire de La Courtine, dans la Creuse. Ils se mutinèrent en juillet 1917 et furent violemment réprimés.

11. *Les Hommes dans la prison*, Climats, 2004, p. 185.

12. Le carnet B est un répertoire des individus considérés comme dangereux pour la sécurité nationale. Les inscrits au carnet B sont en majorité des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires qu'il est prévu d'arrêter préventivement en cas de mobilisation. Le ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, radical-socialiste, a décidé de ne pas procéder à son application pour ne pas gêner le ralliement de la classe ouvrière à l'union sacrée.

13. Mémoires de Mauricius, *op. cit.*

14. *Ibid.*

15. Archives de la préfecture de police.

16. Il s'agit d'André Lorulot.

17. Lettre de Victor à Armand, fonds Armand, IFHS, 14 AS 211 (8).

Chapitre 13
L'éloignement

Barcelone, février 1917 : des déserteurs allemands, français et russes, anarchistes pour la plupart, fraternisent sous le soleil de Catalogne. Et pourtant, Victor ne parvient pas, dans cette ville colorée, dans ce milieu chaleureux et solidaire de libertaires en exil, à savourer sa liberté toute neuve, à réapprendre à vivre. Il traverse ce qu'il appelle dans ses mémoires une vilaine crise : « La meule à broyer les hommes continuait à tourner en moi. Je n'avais aucune joie à revivre, libre, privilégié dans ma génération mobilisée, dans cette ville heureuse. J'en éprouvais un remords confus. Pourquoi étais-je là, dans ces cafés, sur ces plages dorées, tandis que tant d'autres saignaient dans les tranchées d'un continent entier ? Que valais-je de plus qu'eux ? Pourquoi étais-je exclu du sort commun ? »[1]. Il se sent indigne de survivre quand tant d'écrivains et d'artistes de talent ont trouvé la mort car, déjà, il se sent appelé à écrire, et c'est à l'aune de ces morts-là qu'il mesure le prix de sa vie. Chez les déserteurs qui l'entourent, il détecte, sous les convictions antimilitaristes et internationalistes qu'il partage, la volonté de sauver sa peau au nom de « l'égoïsme conscient ». Et si sa pensée rationnelle cautionne leur attitude conforme à l'éthique individualiste, il ne peut émotionnellement les rejoindre. Par-dessus tout, l'irritent ceux qui se proclament « inactuels », c'est-à-dire indifférents au présent quand le présent c'est la guerre. Il y voit « une pauvreté

de sentiment», car «on ne peut pas, fût-on enfermé dans la plus épaisse tour d'ivoire, ne pas souffrir au moins dans son être intime de ce qui se passe», écrit-il à Armand, avec lequel il entretient une correspondance régulière[2].

Les discussions sur l'amour libre, préoccupation insistante des Français de Barcelone, les ratiocinations des illégalistes, lui semblent en total décalage avec l'urgence du moment: la guerre et le début de la révolution russe. Pourtant, comme ses compagnons d'exil, il lit et commente la publication d'Armand et Pierre Chardon, *Par-delà la mêlée*[3], et il se sent encore assez individualiste de cœur et d'esprit pour envisager d'y collaborer. Mais il y met toujours comme condition le départ de Lorulot, ce qui finit par fâcher Armand, qui fait observer à Victor que sa propre conduite au procès n'a pas été exemplaire. «Je n'ai désavoué personne, les premiers rôles se sont désavoués eux-mêmes et reniés, répond Victor, mais j'ai dit ce que je répéterai volontiers, que j'étais écœuré de voir nos idées, si belles et si riches, aboutir à un tel gaspillage de jeunes forces dans la boue et le sang crapuleux. Et que j'étais navré de pâtir pour une telle cause»[4]. Armand met également en cause les mémoires de Rirette publiés par *Le Matin* et lui demande de les désavouer publiquement, s'il veut être crédible dans ses attaques contre Lorulot, ce qui provoque l'indignation de Victor: «Ai-je à désavouer ce que je n'ai pas avoué, qui n'est mon œuvre à aucun degré, que je n'ai pu parcourir que quatre ans après sa parution, dont il ne m'a pas été possible d'empêcher ou de déconseiller la publication.

Rirette en a seule la responsabilité. Je ne me crois pas le droit de lui en demander compte. [...] Elle a son expérience amère contre laquelle je ne puis rien. Je n'en suis pas (pas encore) à ce point-là. [...]

Et puis on doit comprendre, toi, au moins, en ami tu dois comprendre, qu'il ne m'appartient pas d'apprécier un geste déterminé en partie par tout son passé de lutte et de désen-

chantement. Quelle que soit mon opinion sur ce geste, je lui dois autre chose qu'une censure.

Je n'admets pas qu'on vienne m'embêter au sujet d'écrits qui ne sont miens à aucun degré. Et je trouve curieux qu'après avoir entretenu avec Rirette des relations cordiales pendant des années, tu recommences à blâmer solennellement les mémoires »[5].

La question des mémoires de Rirette et de l'attitude controversée de Lorulot lors du procès est au cœur de leur échange épistolaire de mars à mai 1917. Mais la polémique entre eux porte aussi sur la ligne éditoriale de *Par-delà la mêlée*. Victor trouve vulgaires, sans avoir même l'excuse d'être scientifiques, les articles consacrés à la sexualité, ce qui lui vaut d'être traité de prude et de « morigénateur » par Armand. À quoi il rétorque que : « Être en dehors des morales est très bien à condition que ce soit au-dessus »[6]. Il regrette qu'on ne republie pas certains textes des premiers collaborateurs de *l'anarchie* à la place de quelques articles qu'il juge indigents et tellement éloignés des problèmes de l'heure. Armand apprécie peu cette ingérence et le lui fait savoir en des termes peu amènes : « Ci-inclus tout ce qu'il me reste du billet de vingt francs et un billet de deux dollars. Pour le reste, j'ai assez discuté avec toi depuis que tu n'es plus à Melun. J'en ai assez... S'il te plaît de m'envoyer de la copie, tu m'en enverras. Je ferais de toi ce que je fais pour n'importe qui, je te la renverrai, selon que tu m'enverras un timbre. Je suis individualiste, et non révolutionnaire. Je suis pour Stirner, Nietzsche, Tolstoï, Ibsen, Wilde, et avant tout je suis pour Armand. Si mon activité ne te plaît pas, va voir ailleurs. Je ne sacrifierai aucun de mes collaborateurs pour toi ni aucune de mes conceptions. Mon journal n'est pas la suite de *l'anarchie* qui fut une œuvre en commun mais la suite de *Hors du troupeau*[7], des *Réfractaires*[8], mon œuvre personnelle.

Quand je vais chez quelqu'un, j'ai assez de savoir vivre pour ne pas m'imposer, ni étourdir mes hôtes de mes "critiquailleries". J'y fréquente s'ils me plaisent. S'ils ne me plai-

sent pas, je n'y fréquente plus. Et tout est dit, je ne m'impose pas. Et je ne demande pas qu'on mette les autres à la porte pour me recevoir»[9].

Victor, en fait, commence à s'éloigner des conceptions purement individualistes. Lui qui déclarait quelques années plus tôt dans *l'anarchie* que «l'illusion néfaste, c'est la croyance en la révolution rédemptrice alors qu'il ne peut y avoir d'autre rédemption que celle de la personnalité humaine, alors qu'on ne peut rien construire sans avoir fait des hommes meilleurs et plus forts»[10], ne comprend pas l'indifférence ou le scepticisme de ses camarades français par rapport aux événements russes. Le cynisme qu'ils affectent en prétendant ne marcher ni pour les guerres ni pour les révolutions le met hors de lui. Il se sent plus proche des camarades espagnols de la CNT, qui se montrent sensibles à l'appel de la révolution et rêvent de grève générale insurrectionnelle. Même les moins militants d'entre eux, comme une bonne partie des ouvriers de l'imprimerie où Victor travaille, comprennent la portée universelle des journées de Petrograd[11] et sont capables d'en tirer des enseignements pour agir à Barcelone ou à Madrid. C'est pourquoi, dès février 1917, il se syndique et collabore à la revue *Tierra y Libertad*, dans laquelle il publie ses premiers articles signés Victor Serge.

*

Au mois de mai 1917, il est rejoint par Rirette, qui lui apporte son aide dans les démarches qu'il entreprend pour se faire engager dans un des régiments russes stationnés en France, mais elle ne peut rester aussi longtemps qu'elle le voudrait, faute d'obtenir un travail qui lui permettrait de vivre et de faire vivre ses filles. Elle retourne à Paris tandis que Victor, demeuré seul à Barcelone, participe à la tentative d'insurrection du Comité Obrero en juillet 1917, qui échoue presque sans combat, ce qui le décide à hâter son retour en France. Simplement

muni d'un passeport porteur d'un visa spécial militaire et d'une feuille de mobilisation délivrée par le consul général de Russie à Barcelone, il passe la frontière sans difficulté.

Arrivé à Paris, il doit se mettre en quête d'un gîte, car ses relations avec Rirette ont évolué, depuis la courte visite de celle-ci à Barcelone, et ils n'ont plus l'intention de reprendre la vie commune, comme il l'annonce à Armand dans une lettre datée du 9 juillet 1917: «Peut-être te rencontrerais-je bientôt à Paris où je vais probablement passer sous peu. Fort probablement j'y demeurerais seul. D'ailleurs, j'ai à t'informer pour ta gouverne personnelle et comptant sur ta discrétion que nos situations à R. et moi se sont profondément modifiées et que nous nous considérons comme entièrement libres l'un à l'égard de l'autre»[12].

Il ne faut pas penser aux hôtels et aux garnis trop chers et trop mal payés: reste les copains. Mais Victor frappe en vain à de nombreuses portes: les uns sont en prison ou en fuite, les autres sur le front. C'est finalement André Miquel[13], ancien collaborateur de *l'anarchie*, mobilisé dans les services auxiliaires et affecté à la cartoucherie de Vincennes, qui lui donne l'hospitalité dans son petit appartement de la rue Dauphine. Cet ouvrier ébéniste, instruit et cultivé, individualiste de longue date, se tient dans une grande réserve politique et avoue à Victor ne plus croire en rien. Seuls lui importent désormais ses livres, à la destruction desquels, affirme-t-il, il ne survivrait pas.

Dès son arrivée, Victor, muni de sa feuille de mobilisation, s'est mis à la disposition de l'état-major russe de l'avenue Rapp, mais les officiers en poste à Paris, confrontés aux demandes de rapatriement de nombreux réfugiés politiques, soudain pressés d'aller se battre, se montrent très réticents à leur donner satisfaction. Ils ne sont pas dupes et savent bien de quels combats rêvent ces exilés de longue date: «Crosse en l'air et rompons les rangs!». La seule proposition faite à Victor et à bien d'autres émigrés ou enfants d'émigrés dans son cas est

une affectation au corps de l'armée russe se battant en Champagne. Pour arriver à la révolution, il lui faut donc en passer par la guerre ! Victor hésite et finit par accepter, habité par l'idée que « la vie, telle qu'on l'a faite, n'est pas un si grand bien que ce soit un crime de l'ôter ou un mal de la perdre »[14]. Mais il est trop tard lorsqu'il se décide : l'enrôlement des volontaires est clos. Il songe alors à contracter un engagement dans la Légion étrangère, car le temps presse, et il sait qu'il peut à tout moment être arrêté pour infraction à l'arrêté d'expulsion, son visa expirant le 23 juillet. Soupçonné d'avoir été envoyé d'Espagne en France par des agents allemands pour faire de la propagande pacifiste, il fait d'ailleurs l'objet d'une surveillance rapprochée de la police.

Illégal, il ne vit cependant pas en clandestin, a des horaires réguliers et rencontre des camarades dans les cafés. La semaine, habillé en ouvrier, comme le notent les rapports de police, il travaille comme typographe chez l'imprimeur Isaac Rirachowsky, boulevard Saint-Jacques. Le dimanche, il va et vient dans Paris, rencontre des copains sur la rive droite, rend parfois visite à Rirette et ses filles avec lesquelles il arpente les allées des Buttes-Chaumont. Par prudence, et par souci de ne pas s'imposer trop longtemps, il quitte le logis de Miquel pour celui tout proche de Povolozky, ce libraire et éditeur anarchiste originaire d'Odessa pour lequel il a travaillé avant la guerre. C'est en sortant de chez lui, cour de Rohan, qu'il se fait arrêter le 2 octobre 1917. Le substitut du procureur de la République, qui l'entend le soir même, ne met pas sa bonne foi en doute et le met à disposition du deuxième bureau de la préfecture, chargé des étrangers. Victor rédige alors immédiatement une demande d'incorporation dans les bataillons de marche de la Légion étrangère. Il croit si bien obtenir satisfaction dans des délais rapides qu'il écrit le soir même à Chinette, qui a maintenant onze ans, une lettre d'adieu qui en dit long sur son désarroi :

« Mon cher petit Chinon aimé,

Ton papa est de nouveau en prison sans avoir fait rien de mal, comme tu sais bien. Alors il ne pourra plus s'occuper de toi, ni te promener. Je ne sais pas du tout ce que je vais faire ni comment iront les choses. En tout cas je vais faire l'impossible pour aller à la guerre. Je ne sais pas si je pourrai te revoir avant, mon pauvre Chinon. Je t'embrasse donc beaucoup, beaucoup. Au revoir et peut-être adieu. Tâche de ne pas m'oublier si même je ne reviens pas.

Pour ta maman aussi au revoir et peut-être adieu. Je sens plus encore maintenant combien est total le naufrage de tout ce à quoi je tenais, mais je n'emporte aucune pensée de reproche. Au contraire je ne pense à elle qu'en bien.

Et adieu.

Victor »[15].

Dès qu'elle prend connaissance de cette lettre, Rirette s'enquiert de Victor, qui a finalement été dirigé par la préfecture sur le centre de triage de Fleury-en-Brière, en Seine-et-Marne. Comme étranger indésirable, coupable d'infraction à arrêté d'expulsion, il fait en effet l'objet d'une mesure d'internement administratif, c'est-à-dire hors de tout contrôle judiciaire[16]. Elle demande et obtient un permis de visite, lui procure les ouvrages et les objets qu'il réclame et, surtout, elle tente d'attirer l'attention d'un certain nombre de personnalités sur son sort. Mais la situation politique n'est guère favorable à une mesure de clémence. Avec l'accession de Clemenceau au ministère de la Guerre et à la présidence du Conseil, en novembre 1917, la répression s'abat brutalement sur les opposants à la guerre. Nombreux sont les anarchistes condamnés à des peines de prison ferme, parmi lesquels Louis Lecoin, qui prend cinq ans pour désertion, majorés de dix-huit mois pour propos subversifs à l'audience; Georges Cochon, trois ans pour désertion; Pierre Ruff, quinze mois pour la distribution d'un tract pacifiste; Armand, cinq ans pour complicité de désertion. Le ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, mis en cause pour sa

neutralité bienveillante à l'égard des pacifistes, est traduit devant la Haute Cour de justice. Il est accusé, entre autres, d'avoir favorisé les journaux *CQFD* et *Le Bonnet rouge*, favorables à une paix blanche et soupçonnés d'avoir été financés en sous-main par l'Allemagne. Mauricius, qui n'est pas cité à comparaître, est présenté à l'audience comme un agent de la préfecture. Accusation dont il réussira à se laver après la guerre en réunissant un jury d'honneur composé de socialistes, d'anarchistes et de syndicalistes, mais qui laissera des traces dans l'esprit de bien des militants. Quant à Almeyreda, du *Bonnet rouge*, incarcéré en août 1917, il a été retrouvé étranglé dans sa cellule.

La révolution d'octobre, suivie de près par l'armistice de Brest-Litovsk, rend la situation plus délicate pour les ressortissants russes. Noël arrive et l'attente se prolonge toujours. Victor, qui demande au moins à être expulsé de France et reconduit à une frontière, perd patience et presse Rirette d'être plus active dans ses démarches. Sans nouvelles d'elle depuis le début du mois de décembre 1917, il lui écrit le 24 une lettre très acrimonieuse à laquelle il joint un court et tendre message pour Chinette:

«Mon cher petit Chinon,

J'aurais bien voulu t'envoyer un cadeau de Noël et j'ai beaucoup pensé à toi pour cela. Mais je suis moi-même très pauvre et dans des conditions difficiles. Te rappelles-tu que tu es venue me voir en prison puis à la gare ? Alors tu comprends que je ne puis faire grand-chose. Mais j'espère que bientôt nous nous rattraperons ensemble. Et je serai doublement heureux de te faire faire quelques bonnes promenades.

Pour ce Noël, mon petit Chinon, je ne t'envoie qu'une boîte de bonbons russes qui sont très difficiles à trouver. Je pense que cela te fera plaisir.

Tu n'es pas gentille de ne pas m'écrire depuis si longtemps. Si tu continues, je ne t'écrirai plus moi aussi, méchant Chinon. Je t'embrasse beaucoup.

Victor »[17].

Plus les mois passent et plus les conditions de vie des internés sont précaires. Victor supporte de plus en plus mal l'attente, la détention, la vie «animale» des détenus. Dans une lettre adressée à Pierre Ruff, alors incarcéré comme détenu politique à la Santé, il évoque ses affections pauvrement trahies, le manque d'horizons politiques et son désir de rejoindre la Russie par n'importe quel moyen. Là-bas seulement, pense-t-il, il pourrait être lui-même, réaliser quelque chose, être utile. Il se défend d'être infidèle à lui-même et justifie ses efforts pour rejoindre le front, mal interprétés par ses compagnons d'hier, par l'immense déception qui est la sienne: «Il n'y a personne, rien qui vaille. On ne fait rien. Les idées sont stériles. Il n'y a que des mots, toujours les mêmes, répétés par des voix sans beauté. Cela a été ma plus grande déception, après celle qu'il me faut taire, de voir comment est mort piteusement le travail, les idées que j'aimais.

Qu'importe que l'on dise ma situation fausse, ou qu'elle le soit! Que celui qui est sans reproche parle le premier! Moi, je les connais tous, tous ils m'ont navré et c'est fini, et il n'importe plus. Au risque de me perdre irrémédiablement, il faut que je tente de me sauver moi-même, seul, absolument seul [...] Je sais votre vaillance à vous. Si les circonstances nous avaient placé côte à côte, nous aurions peut-être beaucoup fait. Mais l'avenir n'est pas fermé comme les prisons, il y a un futur»[18].

En mars 1918, il est transféré au camp de concentration[19] de Précigné, dans la Sarthe. Il y a là des indésirables de toute sorte: des Grecs et des Macédoniens, des Alsaciens, des Belges, des Roumains, des Espagnols, des voleurs, des trafiquants, des vagabonds, des condamnés tout juste sortis des maisons centrales et un bon groupe de Russes et juifs russes, révolutionnaires, anarchistes pour la plupart. Laissés à la garde de quelques territoriaux fatigués, les internés jouissent d'une certaine liberté et se regroupent selon leurs affinités et leur nationalité. Ils peuvent correspondre autant qu'ils veulent avec leurs proches à l'extérieur et recevoir tous les ouvrages et les

journaux qu'ils souhaitent, mais ils sont tenaillés par la faim, les rations alimentaires évoluant au gré des pénuries nationales. Victor et plusieurs de ses compagnons d'infortune s'organisent pour ne pas succomber à l'oisiveté forcée, à la misère matérielle et morale dans laquelle ils sont plongés. Ils lisent ensemble les journaux, discutent méthodiquement des ouvrages qu'ils s'échangent, improvisent des meetings, commentent les rebondissements de la révolution russe, sous le regard sceptique et vaguement réprobateur des autres internés.

Victor envoie régulièrement des contributions à *La Mêlée*[20] de Pierre Chardon, et c'est, une fois de plus, cette intense vie intellectuelle qui le sauve du désespoir. La guerre touche à sa fin et sa détention se prolonge dans des conditions toujours plus critiques. Bientôt, l'épidémie de grippe espagnole atteint la population du camp, provoquant en quelques semaines la mort d'un quart des internés. En décembre 1918, l'occasion de partir pour la Russie se présente enfin sous la forme d'un échange d'otages organisé par la Croix-Rouge danoise: des officiers de la mission militaire française détenus par la Tchéka[21] peuvent être libérés en échange de «révolutionnaires russes» incarcérés en France. Victor se porte volontaire en même temps que cinq de ses compagnons d'infortune : ils sont transférés à Dunkerque, où des détenus d'autres camps les rejoignent. C'est là qu'il embarque sur un steamer grec battant pavillon français à destination de la Finlande, le 5 janvier 1919. Rirette, qui a obtenu du préfet de police de Paris l'autorisation de le voir avant son embarquement, est venue lui dire adieu.

*

Sur le bateau, Victor fait la connaissance d'Alexandre Roussakov, un anarchiste russe qui a roulé sa bosse de Buenos Aires à Marseille, en passant par Barcelone. Exilé de longue date, il s'est embarqué en direction de sa terre natale, avec sa femme

et cinq de ses enfants, dont Liouba, surnommée par Victor «l'Oiseau Bleu.» Puis c'est la découverte d'un pays inconnu mais vivant en lui depuis l'enfance et d'une révolution idéalisée qu'il découvre déjà à bout de souffle, étranglée par le blocus et la réaction blanche. Victor choisit de n'être ni contre les bolcheviques ni neutre mais de marcher avec eux « librement, sans abdication de pensée ni de sens critique»[22]. Il adhère donc au Parti en 1919 et se met au service de cet État précocement totalitaire. Très tôt, il se montre pessimiste et ne craint pas de dénoncer en privé aux visiteurs étrangers de passage en Russie la dictature bolchevique : l'écrasement des masses, la persécution des anarchistes et des socialistes révolutionnaires, les exactions de la Tchéka, l'absence totale de liberté d'expression. Et pourtant, il continue de tenter de rallier à la cause de la révolution russe les anarchistes français, dont beaucoup ont fait le voyage à Moscou dans le cadre du deuxième congrès de l'Internationale communiste, à l'été 1920. Une attitude ambivalente que de nombreux libertaires lui reprocheront en termes souvent véhéments, comme en témoigne cet article: «Il doit jouer son rôle, remplir les fonctions que lui assigne son "patron" Zinoviev. Il est payé pour cela, comme il vécut jadis en exploitant le filon de l'individualisme qu'il reprendra demain si son actuel gagne-pain vient à lui manquer. [...] Servant tout le monde pour se servir de tous, cet apologiste du bolchevisme est le plus méprisable coquin que j'ai connu à Moscou. Il est resté l'amoral ou l'immoral d'autrefois, se moquant de qui le lit, préoccupé seulement à se créer une petite renommée d'écrivain et à bien vivre»[23]. Jugement en partie injuste, car Victor n'est pas cynique, mais il croit à la nécessité impérieuse d'un communisme de guerre marqué du sceau de la terreur, et c'est peut-être paradoxalement l'héritage individualiste, encore vivant en lui, qui lui permet d'accepter le joug du Parti sur la société. Il n'est pas inutile de rappeler ici ce que ce converti de fraîche date au bolchevisme écrivait dans *l'anarchie*, dix ans auparavant, contre l'idée

même de révolution prolétarienne: «Les dégénérés, les brutes, les inconscients formant aujourd'hui l'immense majorité des humains, ne sont capables que de former une société aussi défectueuse qu'eux-mêmes. On ne bâtit pas un édifice solide avec des matériaux pourris»[24]. Il n'hésitait pas alors, en s'appuyant sur les travaux de la socio-anthropologie italienne, à analyser les clivages sociaux en termes biologisants: «Sous tous les rapports, la science impartiale nous montre l'infériorité de la classe ouvrière. Eh bien, il est insensé de la croire capable de vaincre une classe qui lui est supérieure à tous points de vue. Il est plus insensé encore de la croire capable d'organiser une société rationnelle. Les esclaves héréditaires, les lamentables cohues de prolos que nous connaissons de visu sont incapables physiologiquement de vivre en harmonie. Par conséquent: organiser la classe ouvrière en vue d'une transformation de la société, c'est perdre son temps et son énergie»[25]. Pareil mépris du peuple, pareil élitisme ne sont assurément pas incompatibles avec le soutien à la dictature d'un parti, d'une minorité consciente en lieu et place d'une dictature du prolétariat. Peut-être les matériaux pourris sont-ils à éliminer ou à rafraîchir dans les glaces sibériennes pour devenir plus propres à l'édification de la société rationnelle et harmonieuse?

Cependant, Victor éprouve le besoin, après le massacre des mutins de Cronstadt[26], de prendre un peu de distance avec le centre du pouvoir. Avec quelques amis français et russes, et son beau-père Roussakov, resté, lui, indéfectiblement libertaire, il décide de fonder une colonie agricole: «Stockel» au pays des Soviets, en quelque sorte. On leur concède, non loin du lac Ladoga, un grand domaine abandonné avec des centaines d'hectares de bois et de champs en friche et un petit cheptel de bovins. Ce sera l'éphémère «commune française de Novaïa Ladoga». La faim, la fatigue et l'hostilité déclarée des paysans qui haïssent ces «juifs» et «antéchrist», ont raison de l'expérience en moins de trois mois. Victor regagne Petrograd,

avant d'être envoyé à Berlin, puis Vienne, comme collaborateur de l'agence de presse de l'Internationale communiste.

Les anarchistes français, y compris individualistes, accueillirent dans l'ensemble favorablement la révolution d'octobre et le nouveau pouvoir, qui leur apparaissait, vu de Paris, comme l'émanation directe des conseils (soviets) d'ouvriers, de paysans, de soldats. C'est pour eux l'avènement d'une démocratie sans gouvernement. Mauricius écrivait alors que Trotski et Lénine lui étaient infiniment plus sympathiques et qu'il coopérerait plus volontiers avec eux qu'avec « la horde de mufles, d'incohérents et de nullités ayant la prétention d'incarner l'anarchie qui consiste pour eux à se contempler le nombril, à déménager à la cloche de bois, et à pratiquer l'amour libre »[27]. Il leur faudra le contact avec la réalité lors du Congrès de l'Internationale communiste, organisé à Moscou en 1920, pour que leurs yeux commencent à se désiler. La criminalisation des anarchistes russes et la répression sanglante des grands mouvements populaires achevèrent de les éclairer sur la nature du pouvoir bolchevique. Mauricius, qui s'est rendu en Russie en 1920 et a bien failli ne jamais en revenir[28], dénonce à son retour la répression contre les mouvements sociaux, la bureaucratie tentaculaire et corrompue et, enfin, l'absence totale de liberté d'expression. Et parmi les authentiques individualistes, il ne reste plus guère en 1921 que Lorulot pour défendre la dictature du Parti bolchevique au nom du prolétariat, comme « dictature des élites sur les brutes »[29]. Triste effet de l'élitisme qui avait permis à ses anciens amis, dix ans auparavant, de s'arroger le droit de tirer sur des garçons de banque et des chauffeurs de maître, considérés comme de vils esclaves au service de la classe dominante.

Armand avait, quant à lui, toujours défendu une position totalement cohérente avec l'individualisme, en déclarant, dès 1917, n'éprouver ni sympathie, ni antipathie, mais indifférence par rapport à la révolution. En 1923, après l'élimination des socialistes révolutionnaires et des anarchistes russes, il

dénonce, dans un texte vigoureux, les ex-anarchistes russes ralliés au bolchevisme: «Le commencement et la fin de la politique bolcheviste, c'est la réalisation d'un état knouto-bismarckien permettant au gouvernement de Moscou d'exercer l'hégémonie sur le continent [...] Il va sans dire qu'en ce qui nous concerne, individualistes anarchistes, nous ne nous sentons aucune espèce d'affinités avec les anarchistes collaborationnistes russes. Pas plus qu'avec les soi-disant individualistes libertaires français qui "encaissent", parce qu'il est à la solde du gouvernement bolcheviste ou qu'il en porte l'uniforme, le légiste, le bourreau, le juge, le procureur. Ralliés, demi-ralliés, quart de ralliés, sont bons à mettre dans la même hotte [...] Entre ceux qui languissent dans les camps de concentration prolétariens et ceux qui les y envoient, nous sommes pour les déportés»[30]. Cette position deviendra assez vite celle de la majorité des libertaires français, bien au-delà du seul cercle individualiste.

Notes

1. *Mémoires d'un révolutionnaire*, «Cette raison de vivre: vaincre», Robert Laffont, coll. «Bouquins», 2001, p. 543.
2. Lettre de Victor à Armand, datée du 13 mai 1917, fonds Armand IFHS, 14AS 211 (8).
3. *Par-delà la mêlée* a d'ailleurs organisé une collecte en sa faveur, initiée par Georges Quesnel, dit «Zan», ami de Rirette.
4. Lettre de Victor à Armand, datée du 28 mars 1917.
5. Lettre de Victor à Armand, datée d'avril 1917.
6. Lettre de Victor à Armand, datée du 28 mars 1917.
7. *Hors du troupeau*, publication individualiste fondée par Armand en septembre 1911.
8. *Les Réfractaires*, publication individualiste fondée par Armand, parution de décembre 1912 à août 1913.

9. Lettre d'Armand à Victor, datée du 14 mai 1917.

10. « Réponse à Méric », article signé Le Rétif, *l'anarchie*, 28 avril 1910.

11. Journées d'émeutes de février 1917, à Petrograd, qui conduisent à l'abdication du tsar Nicolas II, le 2 mars suivant.

12. Lettre à Armand datée du 9 juillet 1917, fonds Armand IFHS 14 AS 211(8).

13. Personnage de Broux dans le roman de Victor Serge *Naissance de notre force*, Climats, 2004.

14. Paroles prêtées à Broux dans *Naissance de notre force*, p. 512.

15. Archives de la préfecture de police, dossier Victor Serge.

16. La mesure d'internement administratif concerne tous les Austro-Allemands, les Alsaciens-Lorrains réputés germanophiles, ainsi que les ressortissants des pays neutres ou alliés, et même les Français considérés comme suspects au plan national. Ils passent quelques semaines dans les dépôts de triage avant qu'une commission interministérielle (ministère de l'Intérieur et ministère de la Guerre) ne statue sur leur sort : libération, mise sous surveillance ou internement dans ce qu'on appelle alors un « camp de concentration ».

17. Archives de la préfecture de police, dossier Victor Serge.

18. Archives de la préfecture de police, dossier Victor Serge. Cette lettre est accompagnée d'une note du préfet de police qui estime qu'elle est l'œuvre d'un esprit malade et tourmenté, et ne fait que dépeindre des états d'âme. Dépourvue de tout contenu subversif, elle peut être remise sans aucun problème à son destinataire, Pierre Ruff.

19. C'est le terme administratif exact pour ces centres de regroupement et d'internement destinés à l'accueil, en temps de guerre, de tous les étrangers indésirables et suspects aux yeux des autorités militaires. Une soixantaine de ces camps ont été ouverts pendant la Première Guerre mondiale, la plupart dans des anciens couvents, anciens forts ou casernes, et même dans des usines désaffectées.

20. Publication dirigée par Pierre Chardon qui prit la suite de *Par-delà la mêlée* après l'arrestation d'Armand pour complicité de désertion, en 1918.

21. Police politique créée en décembre 1917 pour lutter contre « le sabotage et la contre-révolution ». À ses débuts, la Tchéka luttait principalement contre les « agents blancs » et occidentaux. Dissoute en 1922, elle est remplacée par le Guépéou.

22. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », p. 563.

23. Article de Gaston Leval, *Le Libertaire*, 3 mars 1922. Gaston Leval, anarchiste français, insoumis, réfugié en Espagne pendant la guerre, comme Victor, est devenu membre de la CNT. Il est intervenu, avec Emma Goldman et Alexandre Berkman, auprès de Lénine en faveur des anarchistes russes emprisonnés.

24. *L'anarchie*, n° 237, 21 octobre 1909.

25. *L'anarchie*, février 1910.

26. Solidaires des ouvriers des usines de Petrograd qui, sous-alimentés et à bout de forces, se sont mis en grève en février 1921, les marins de Cronstadt, qui avaient été le fer de lance de la révolution, entrent à leur tour en lutte. Ils exigent la liberté d'expression, des Soviets libres, la libération des prisonniers politiques anarchistes, mencheviks et socialistes révolutionnaires, des rations égales pour tous les travailleurs, le droit pour les paysans de cultiver leurs terres comme ils l'entendent. Accusant les mutins d'être instrumentalisés par la réaction, le Parti bolchevique refuse de négocier et envoie l'Armée rouge pour les mater ; ils sont réduits après dix jours de combat. Bilan : dix mille morts côté bolchevique, plus de vingt mille marins exécutés, des milliers de marins déportés en Sibérie avec leurs familles.

27. Mauricius, « La bonne tactique », *CQFD*, 17 novembre 1917.

28. Quelques participants français au congrès de l'Internationale l'ayant signalé aux autorités bolcheviques comme suspect d'être un agent au service du gouvernement français, Mauricius fut arrêté et emprisonné. Il n'a dû son salut qu'à l'intervention de Victor, qui avait pourtant peu d'estime pour lui, à celle des anarcho-syndicalistes Lepetit et Vergeat, ainsi qu'à celle de Pierre Pascal.

29. Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, tome 2, François Maspéro, 1982, p. 54.

30. *Émile Armand, Sa vie, son œuvre*, « Réponse au manifeste des ralliés », La Ruche Ouvrière 1964, p. 169.

Épilogue

Au moment où Victor s'embarque pour la Russie, Rirette, qui habite toujours rue Julien-Lacroix, travaille désormais comme typographe, après avoir connu des moments difficiles. Le 4 mai 1918, elle a fait l'objet d'une condamnation à deux mois de prison avec sursis pour un vol dans un magasin, certainement davantage motivé par le manque que par un reste de conviction illégaliste. La nécessité de vivre, et surtout de faire vivre ses deux filles, l'ont complètement isolée du mouvement de propagande, mais son cercle d'amis comme son cercle professionnel sont essentiellement composés de libertaires. À partir de 1923, elle travaille en effet comme correctrice à *Paris soir*, un quotidien à grand tirage fondé par Eugène Merle, ancien collaborateur de *La Guerre sociale*, et elle adhère au Syndicat des correcteurs, où les anarchistes sont nombreux.

Nulle trace de reniement chez elle, pas plus que chez Louis Maîtrejean, qui a retrouvé après la guerre Belleville, le cuir et l'anarchie. Il est resté le camarade Maîtrejean, une grande gueule, très populaire auprès des adhérents des Jeunesses anarchistes, auxquels il rend souvent visite dans leur local du 69 rue de Belleville[1]. Il court encore aux réunions et aux diverses causeries et participe volontiers, avec ses filles Chinette et Maud, aux balades du dimanche organisées sous l'égide du *Libertaire* dans les environs de Paris, comme aux beaux jours de *l'anarchie*. Ce qui n'est pas toujours du goût de Rirette, qui considère qu'elles sont un peu jeunes pour de telles escapa-

des, et qui n'est pas pressée de les voir s'engager dans la voie qui a été celle de leurs parents. Elles ont surtout besoin, pense-t-elle, d'une stabilité dont elles ont été longtemps privées.

Sa situation matérielle s'améliore un peu au cours des années qui suivent la guerre, et elle partage son temps entre Belleville et Crosne, une petite localité située près de Villeneuve-Saint-Georges, dans une maison attenante à un grand verger au fond d'une impasse. Un lieu où elle peut recevoir et même héberger des compagnons de passage à Paris, un lieu de ressourcement où, entourée de chats et de fleurs, elle peut rompre avec le rythme difficile qu'elle connaît dans son labeur. Elle n'est plus la militante active qu'elle fût par le passé, mais il lui arrive de participer de loin en loin à des réunions ou des rassemblements.

En mars 1930, sa fille Maud, devenue couturière, rencontre José Aulestia, un photographe espagnol, né en 1902 à Barcelone, venu en France en 1924, de sensibilité anarchiste, selon les rapports de police. Elle l'épouse en 1932 et leur fils, Alain, naît deux ans plus tard. Chinette, alors secrétaire chez la couturière Elsa Schiaparelli, se marie en 1933 avec Raymond Ubel, photographe lui aussi, dont elle aura un fils prénommé Serge. Après leur mariage, les deux sœurs quittent Belleville et s'installent au Pré-Saint-Gervais, dans les HBM de la Seine, édifiées à l'initiative d'Henri Sellier, président socialiste du conseil général de la Seine, qui crée les premières cités jardins de la banlieue parisienne pour décongestionner les quartiers populaires de la capitale où les ouvriers s'entassent dans des taudis. C'est un vaste ensemble d'immeubles en brique rouge comprenant mille deux cents logements de petite taille mais très confortables pour l'époque, deux cents maisons individuelles et de nombreux espaces verts et équipements collectifs. Signe le plus évident d'une progressive amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière.

Rirette s'y installe à son tour en février 1936 lors du départ pour l'Espagne de Maud et José, tout en conservant sa maison de Crosne, où elle passe la plus grande partie de son temps.

Pendant toutes ces années, elle n'a jamais cessé de correspondre avec Victor, auquel elle se sent liée par une indéfectible amitié, et dont elle suit les pérégrinations. En février 1927, elle engage à sa demande une procédure de divorce, car il a l'intention de revenir en France et doit clarifier sa situation vis-à-vis de l'état civil. Il a en effet épousé Liouba Roussakov dès 1919, ce qui fait de lui un bigame au regard de la loi. L'autorisation de séjourner en France pour trois mois est accordée à Victor par les autorités françaises en juillet 1928, mais il est emprisonné au moment où elle lui parvient. Exclu du Parti en 1927, il a en effet été arrêté et détenu trente-six jours en 1928. Il renouvelle sa demande pour lui et sa famille à plusieurs reprises par la suite, mais se heurte désormais à un refus, les renseignements généraux étant persuadés que les persécutions dont il est victime ne servent qu'à donner le change, et qu'il viendrait en France comme agent de liaison pour le compte de son gouvernement. En 1933, Victor est arrêté à nouveau et envoyé en résidence forcée à Orenbourg, en Asie centrale, où son fils Vlady, âgé de treize ans, le rejoint. Liouba, sa femme, commence à présenter les premiers symptômes d'une grave maladie psychiatrique que les persécutions ne feront qu'aggraver, et elle doit être internée[2].

La mobilisation d'intellectuels et de militants antistaliniens français et belges lui permet cependant de quitter l'URSS en 1936 avec sa famille. C'est à partir de ce moment que les services de police français commencent à s'intéresser de nouveau à Rirette, avec laquelle il serait susceptible de prendre contact. Elle partage alors son domicile avec Maurice Merle, de vingt-cinq ans son cadet, qui selon certains rapports de police serait son neveu, et pour d'autres son compagnon, à moins qu'il ne soit les deux à la fois. Il travaille comme conducteur de tracteur à l'atelier 80 des usines Renault, et c'est un militant syndicaliste actif, qui sera considéré en 1936 comme un meneur de grèves. Victor, qui n'a pas obtenu de visa des autorités françaises, s'est installé à Bruxelles avec Liouba,

Vladimir et sa fille, la petite Jeannine, née en 1935. Mais on le soupçonne de vouloir s'introduire en France pour fomenter des mouvements insurrectionnels en s'appuyant, entre autres, sur Maurice Merle, qui serait un de ses agents, vision totalement fantaisiste mais qui justifie la surveillance étroite alors exercée sur Rirette. C'est seulement en janvier 1937 que la mesure d'expulsion du territoire français dont Victor faisait l'objet depuis 1916 est définitivement levée et qu'il obtient l'autorisation de s'installer en France avec sa famille. Il ne peut travailler comme typographe car le Syndicat du livre, tenu par les staliniens, a appelé au boycott contre lui dans les imprimeries. Il adhère alors au Syndicat des correcteurs, resté résolument libertaire, qui lui procure du travail. Il s'installe, le 5 mai 1937, dans l'ensemble HBM du Pré-Saint-Gervais, à quelques mètres de l'appartement de Rirette et de celui de Chinette, devenue elle aussi correctrice. Georges Quesnel et d'autres militants libertaires vivent également dans ce petit coin de banlieue populaire où les staliniens ne règnent pas en maîtres. Ils se revoient en bons amis. Le préfet de police note avec satisfaction qu'il observe une prudente réserve politique et que rien ne s'oppose à une prolongation de son séjour en France. Mais la drôle de guerre arrive, et l'avance des troupes allemandes fait prendre une fois de plus à Victor, éternel proscrit, la route de l'exil[3].

Rirette, qui travaille toujours pour *Paris soir*, suit son journal à Lyon, une ville qu'elle se prend vite à détester, mais l'équipe « lyonnaise » du journal a une attitude plutôt digne pendant ces années d'occupation et ruse comme elle le peut avec la censure, jouant sur les tirages et la grosseur des titres. Dans ses lettres à sa fille Chinette, restée à Paris, Rirette s'inquiète du sort de ses compagnons de jeunesse, se souciant tout particulièrement de Pierre Ruff, âgé de soixante-six ans, qui doit à ses origines juives et à ses convictions libertaires ouvertement proclamées d'être interné au camp de Pithiviers avant d'être déporté au camp de Neuengamme, d'où il ne reviendra jamais.

Armand, âgé de soixante-neuf ans, considéré comme un individu dangereux pour la Sûreté nationale, est interné de mai 1940 à septembre 1941 dans des camps d'indésirables, mais s'en sort sans dommage. Sombre période pendant laquelle il arrive à Rirette d'envier Victor, parti se réfugier au Mexique.

À la fin de la guerre, Rirette revient à Paris et travaille jusqu'en 1953 pour *Libération*, journal fondé dans la clandestinité par Emmanuel d'Astier de la Vigerie avant de paraître au grand jour en août 1944. Au retour de Maud et José, qui s'étaient installés en province, elle quitte le Pré-Saint-Gervais et s'installe place du Louvre dans un petit deux-pièces sous les toits. En 1960, elle travaillait encore comme correctrice pour les éditions Flammarion, avec difficulté, car elle était progressivement gagnée par la cécité. Ses petits-enfants et son arrière-petite-fille se souviennent d'une vieille dame énergique et digne, corrigeant ses épreuves armée d'une loupe, tout en fumant des señoritas, entourée de ses chats, affectionnés compagnons. Elle n'a jamais renié ses convictions libertaires, est restée abonnée jusqu'à la fin de sa vie à certaines feuilles anarchistes, comme le journal *Liberté*, fondé par Louis Lecoin, et elle est restée fidèle à ses amis de jeunesse : Armand, Quesnel, May Picqueray.

Devenue totalement aveugle à la fin de ses jours, elle est admise à l'hospice de Limeil-Brévannes. C'est là qu'elle s'éteint, le 14 juin 1968, au moment même où les idéaux portés par les individualistes tenaient le haut du pavé, tandis que de nouveaux en-dehors refusaient haut et fort tout ce contre quoi leurs prédécesseurs avaient combattu : l'asservissement de la femme, le mariage, le service militaire, l'éducation autoritaire, l'allégeance à l'État, l'enfermement dans le salariat. Au fameux **vivre sa vie** des individualistes, répondait le **jouir sans entraves** des libertaires de mai. Et tandis que fleurissaient un peu partout de nouveaux milieux libres, que la consommation était questionnée, qu'un nouvel intérêt pour la médecine alternative et l'alimentation végétarienne se manifestait, certains

s'interrogeaient sur la pertinence du respect de la légalité, prônaient la reprise individuelle ou songeaient à de nouvelles formes de propagande par le fait. Tous ignorant la mort à quelques jets de pavés du Quartier latin de celle qui avait été, à vingt ans, une si ardente révoltée, dans le sillage d'un Libertad auquel un invisible fil noir les reliait eux aussi.

Notes

1. René Michaud, *J'avais vingt ans*, Syros, p. 165.
2. Liouba Roussakov qui, selon les médecins, souffrait de schizophrénie, a été internée à plusieurs reprises en URSS, puis en France. Elle n'a pas rejoint Victor et ses enfants au Mexique. Internée à l'hôpital psychiatrique d'Aix-en-Provence en 1941, elle y est morte le 12 février 1984, à l'âge de quatre-vingt-six ans.
3. Il se réfugie finalement au Mexique en 1941, avec son fils Vladimir. Sa nouvelle compagne, Laurette Séjourné, et sa fille le rejoindront en 1942. Il meurt en 1947, brutalement, probablement d'un arrêt cardiaque.

Chronologie

1892-1894 période des attentats anarchistes, propagande par le fait.

7-8 février 1892 naissance de la Fédération des bourses du travail.

2 novembre 1892 loi réglementant le travail des femmes et des enfants ; la journée de travail est limitée à onze heures par jour pour les femmes et les travailleurs de moins de seize ans ; l'âge légal du travail porté à treize ans, avec de nombreuses exceptions pour certains secteurs. Création du corps des inspecteurs du travail.

17-22 septembre 1894 le congrès de la Fédération nationale des syndicats, réuni à Nantes, adopte le principe de la grève générale à la majorité des deux tiers.

Octobre 1894 début de l'affaire Dreyfus.

1897 *arrivée de Libertad à Paris.*

30 mars 1900 loi limitant à onze heures, à réduire à dix heures dans une durée de quatre ans, la durée de travail journalière dans l'industrie pour tous les ouvriers, hommes et femmes, quel que soit leur âge.

1er juillet 1901 loi relative à la liberté d'association.

1902 *fondation des causeries populaires par Libertad et Paraf-Javal.*

1902 une coalition de gauche (radicaux, radicaux socialistes et socialistes) obtient 60 % des sièges aux élections législatives.

1905 *fondation du journal* l'anarchie *par Anna Mahé et Libertad.*

21 mars 1905 la durée du service militaire est ramenée de trois à deux ans, mais tous doivent désormais l'accomplir. Il est mis fin aux dispenses dont bénéficiaient les étudiants et les ecclésiastiques. Pour éviter la promiscuité des jeunes gens bien nés, désormais contraints d'accomplir leur service, avec les jeunes porteurs d'antécédents judiciaires, on envoie ces derniers servir dans les bataillons d'Afrique.

avril 1905 fondation de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) qui regroupe toutes les tendances socialistes.

3 juillet 1905 loi de séparation de l'Église et de l'État.

12 juillet 1905 acquittement et réintégration du capitaine Dreyfus dans l'armée.

1er mai 1906 mouvement de grève pour la journée de huit heures, amorcé dès le mois d'avril. Toute manifestation est interdite et Paris est en état de siège.

20 mai 1906 élections législatives ; nouvelle victoire du bloc des gauches, dominé par les radicaux. Georges Clemenceau accède à la présidence du Conseil le 25 octobre suivant.

13 juillet 1906 institution du repos dominical.

Octobre 1906 la CGT, réunie en congrès, adopte la charte d'Amiens, qui proclame l'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques. Le principe de la lutte des classes pour l'amélioration immédiate des conditions de vie et de travail à court terme et pour l'abolition du salariat à plus long terme est affirmé.

17 mars 1907 loi réorganisant les conseils de prud'hommes et prévoyant l'élection des membres tant du côté ouvrier que du côté patronal.

1907 grève des inscrits maritimes, matelots de la marine marchande, les «gueux de la mer».

Mai-juillet 1908 grève des ouvriers des carrières de Draveil, réprimée dans le sang.

Juin 1907 révolte des viticulteurs du Languedoc. Revendications interclassistes face à la concurrence des vins algériens. Répression à Narbonne et Montpellier, mais fraternisation du 17e régiment d'infanterie avec les insurgés à Béziers.

12 novembre 1908 ***mort de Libertad, âgé de trente-trois ans, à l'hôpital Lariboisière. Armandine Mahé et Jeanne Morand assurent provisoirement la direction de*** **l'anarchie.**

11 mars 1909 ***Rirette Maîtrejean et Mauricius assurent la direction conjointe de*** **l'anarchie.**

Mars 1909 grève des postiers, bien que les fonctionnaires n'aient pas le droit de grève. Huit cents postiers sont révoqués.

12 août 1909 ***André Lorulot prend la direction de*** **l'anarchie.**

13 octobre 1909 exécution à Barcelone de Francisco Ferrer, militant et pédagogue libertaire catalan. Manifestations dans le monde entier le soir même de l'exécution. Violents affrontements à Paris devant l'ambassade d'Espagne : un mort, plusieurs blessés. Plus de soixante mille personnes défilent de la place Clichy à la place de la Concorde le 17 octobre.

5 avril 1910 Loi très controversée sur les retraites ouvrières et paysannes, très défavorable aux travailleurs dans sa première mouture (âge de liquidation fixée à soixante-cinq ans et système par capitalisation). La CGT dénonce « la retraite des morts », l'espérance de vie des ouvriers étant inférieure à soixante-cinq ans.

13 juin 1910 affrontements au faubourg Saint-Antoine entre des ouvriers ébénistes en grève et la police. L'anarchiste Henri Cler succombe aux blessures reçues. Des dizaines de milliers de personnes accompagnent sa dépouille au cimetière de Pantin.

30 juin 1910 ***André Lorulot transfère le siège de*** **l'anarchie** ***à Romainville. Vie en milieu libre.***

2 juillet 1910 exécution de Jean-Jacques Liabeuf. Des dizaines de milliers de manifestants se rassemblent autour de la guillotine. Affrontements avec la police : un policier est tué et plusieurs centaines de manifestants sont blessés.

11-18 octobre 1910 grève des cheminots pour la « thune », les cent sous, ou cinq francs, comme salaire minimal journalier. Aristide Briand adopte un décret sur l'organisation militaire des chemins de fer, qui l'autorise à réquisitionner quinze mille cheminots. Plus d'un millier de réfractaires sont mis à pied.

25 novembre 1910 condamnation à mort de Jules Durand, secrétaire du syndicat des charbonniers du Havre, militant anarchiste et antialcoolique, accusé à tort de complicité d'assassinat sur la personne d'un non-gréviste, un «renard», dans le cadre d'une grève dure qui a paralysé le port pendant plus d'un mois. Grèves et manifestations dans toute la France contre ce qu'on appelle déjà l'affaire Dreyfus du pauvre. La peine sera commuée en sept ans de prison par le président de la République, Fallières. Trop tard pour Durand qui, devenu fou, devra être interné jusqu'à la fin de sa vie.

28 décembre 1910 loi instituant le code du travail, qui sera édité à partir de 1918.

13 juillet 1911 *Rirette Maîtrejean et Victor Serge assurent la direction de* l'anarchie.

10 octobre 1911 *Rirette transfère le siège du journal rue Fessart, dans le XIX[e] arrondissement.*

21 décembre 1912 *attaque d'un garçon de recettes de la Société générale, rue Ordener.*

2 janvier 1912 *meurtre d'un vieillard et de sa bonne au cours d'un cambriolage, à Thiais.*

27 février 1912 *meurtre d'un agent de police place du Havre.*

25 mars 1912 *attaques de Montgeron et de Chantilly (trois morts et deux blessés graves.)*

4 avril 1912 *Émile Armand prend les rênes de* l'anarchie *à la suite de l'arrestation de Rirette.*

24 avril 1912 ***Jules Bonnot abat le sous-chef de la Sûreté, Louis Jouin, à Ivry.***

28 avril 1912 siège de Choisy-le-Roi et mort de Bonnot.

14 mai 1912 siège de Nogent-sur-Marne et mort d'Octave Garnier et de René Valet.

1912 congrès de la CGT, qui compte alors sept cent mille adhérents pour sept millions de salariés. Thème du congrès : « quelle actions préventives contre la guerre ? »

février 1913 ***procès de la « bande à Bonnot ».***

22 avril 1913 exécution de Raymond Callemin, Elie Monnier et André Soudy.

7 juillet 1913 loi portant la durée du service militaire à trois ans.

Août 1913 publication des souvenirs de Rirette dans *Le Matin.*

Biographies

Les notices biographiques suivantes ont été rédigées à partir d'une sélection de dossiers établis par la police judiciaire entre 1912 et 1913, et elles ont été complétées à l'aide du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* de Jean Maitron, pour celles qui concernent les militants les plus connus.

Il s'agit de personnes qui ont été dénoncées, surveillées, perquisitionnées, interpellées, et parfois inculpées et condamnées dans le cadre de l'affaire Bonnot. Nous avons pris en compte les seuls dossiers concernant des anarchistes individualistes, en écartant tous ceux concernant les milieux de la criminalité ordinaire et tous ceux concernant des individus sans aucun lien avec la mouvance anarchiste dénoncés par malveillance ou ayant attiré l'attention par un comportement non conformiste. Nous avons également écarté ceux qui ne comportaient que le nom et la date de naissance sans autre précision. Ces notices nous donnent une photographie du milieu illégaliste et de ses marges au moment où ceux qu'on appellera « les bandits tragiques » entrent en action. Grâce aux procès-verbaux dressés lors de ces perquisitions, on a une idée du mode de vie des anarchistes individualistes : des logements en quartier ouvrier ou dans la banlieue, petits, dépourvus de confort, des loyers d'environ deux cent cinquante à trois

cents francs annuels, des professions manuelles pour la plupart, une origine modeste et souvent pauvre. Beaucoup, en tant qu'insoumis, vivent déjà dans une semi-clandestinité, ils utilisent des pseudonymes, des noms d'emprunt, des faux papiers. C'est l'image d'un milieu et de ses marges.

Les acteurs principaux

Bonnot Jules, né le 14 octobre 1876, à Pont-de-Roide, dans le Doubs. Il perd sa mère à l'âge de dix ans. Ouvrier mécanicien dès l'âge de treize ans, son engagement anarchiste et syndicaliste précoce le condamne à une grande instabilité professionnelle. Il travaille aux usines Berliet, à Lyon, avant de créer un atelier de réparation automobile avec un associé anarchiste. L'affaire est peu rentable, et il commet alors plusieurs délits (fausse monnaie, vols, recels, etc.). Il est soupçonné d'avoir tué, le 28 novembre 1911, le compagnon italien Sorrentino, dit « Platano ». Réfugié à Paris, il fait la connaissance des illégalistes de Romainville et s'associe à eux pour l'attaque d'un garçon de recettes de la Société générale, le 21 décembre 1912, suivie d'autres actions. Il assassine à Ivry-sur-Seine le sous-chef de la Sûreté, Louis Jouin, qui tentait de l'arrêter. Il meurt le 28 avril 1912 à Choisy-le-Roi, en compagnie du garagiste Dubois, qui l'hébergeait, après avoir soutenu un siège de plusieurs heures contre des centaines de policiers et militaires. Il faudra utiliser la dynamite pour en venir à bout.

Callemin Raymond, né le 26 mars 1890, en Belgique, fils d'un cordonnier. Ouvrier typographe et ami de jeunesse de Victor Kibaltchiche et de Jean De Boë. Après un bref passage par les Jeunesses socialistes, il se tourne vers l'anarchie, vit

quelque temps dans le milieu libre de Stockel et écrit dans *Le Révolté*, journal individualiste belge. Insoumis, il quitte la Belgique pour la France en 1910. Il vit au siège de *l'anarchie* à Romainville, avec l'équipe de Lorulot, jusqu'à l'automne 1911. Puis il fréquente la librairie Ducret et *L'Idée libre*. Accusé de tous les délits liés à l'affaire Bonnot, il est condamné à mort et guillotiné le 22 avril 1913.

Carouy Édouard, né le 28 janvier 1883, en Belgique. Il est orphelin de mère à l'âge de trois ans. Son père est un petit employé des douanes. Il travaille dès l'âge de douze ans dans une raffinerie de sucre: condition moralement dégradante et épuisante physiquement. Il perd son emploi, vend des journaux le soir dans l'humidité, le froid. Puis il connaît les chantiers et le travail en atelier comme tourneur, auquel il dit préférer la mort. Il est, au moment de son arrestation, camelot. Anarchiste depuis 1906, il a été administrateur du journal individualiste *Le Révolté*, aux côtés de Callemin, Kibaltchiche et De Boë. En décembre 1909, il gagne Paris et vit à Romainville, au siège de *l'anarchie*, jusqu'en août 1910, puis au 30 rue Paul de Kock, avec De Boë. Il est accusé de plusieurs vols commis avant l'affaire Bonnot dans des magasins, chez des particuliers et au bureau de poste de Romainville. Il aurait connu Bonnot en 1908, à Genève, où il a séjourné. Accusé du crime de Thiais et de complicité dans l'affaire de la bande à Bonnot, il est condamné aux travaux forcés à perpétuité et se suicide le soir même du verdict, en février 1913.

De Boë Jean, né en 1889, à Anderlecht, en Belgique. Orphelin, il a été élevé par sa grand-mère, blanchisseuse. Ami de jeunesse de Victor Kibaltchiche et de Raymond Callemin, il a été gérant du *Révolté* à Bruxelles. Nombreuses petites condamnations pour outrage à la police et propagande révolutionnaire à Anderlecht. Insoumis, il gagne la France en 1910 et

s'installe à Romainville, rue Paul de Kock. Il est accusé d'avoir participé au vol de l'usine Fumouze, à Romainville. Il est arrêté avec sa maîtresse, Ida Barthelemess, à Marseille, le 15 mars 1912. Accusé d'avoir négocié des titres volés rue Ordener, il est condamné à dix ans de travaux forcés. Envoyé ensuite en relégation, il s'en évade et rentre en Belgique en 1922. Il reprend alors son métier de typographe et milite dans un cadre anarchiste et syndicaliste. En 1936, il part se battre en Espagne. Il écrit de nombreux articles dans la presse libertaire, des livres et des brochures. Il meurt le 2 janvier 1974, à Anderlecht.

Dieudonné Eugène, né le 1er mai 1884, à Nancy. Il est élevé à l'orphelinat Stanislas, sa mère étant veuve avec trois jeunes enfants. Menuisier à dix-sept ans, il est considéré comme un bon ouvrier. Il fait son service militaire. Il est lié aux quatre frères Bill de Nancy, tous menuisiers et tous anarchistes. En 1909, il arrive à Paris et fréquente le siège de *l'anarchie*, alors à Romainville. Sa femme le quitte pour André Lorulot. Il vit alors entre Paris et Nancy, où il travaille. Arrêté le 27 février 1912, il est inculpé pour le braquage de la Société générale, rue Ordener, à Paris. Il est condamné à mort le 28 février 1913, malgré les déclarations de Callemin et les lettres de Garnier et de Bonnot qui l'innocentent. Sa peine est finalement commuée en travaux forcés à perpétuité. Il parvient à s'évader du bagne le 6 décembre 1926. Réfugié au Brésil et menacé d'extradition, c'est le célèbre journaliste Albert Londres qui arrive à obtenir sa grâce. De retour à Paris, Dieudonné reprend son métier de menuisier dans le faubourg Saint-Antoine. Il reste libertaire de conviction. Il est l'auteur du livre *La Vie des forçats*, paru en 1930. Il meurt le 21 août 1944.

Garnier Octave, né le 2 décembre 1889, à Fontainebleau. Il commence à travailler à treize ans comme boulanger. Il subit

trois condamnations à de courtes peines de prison pour vol ou pour faits politiques avant l'âge de vingt ans. Il ne trouve plus à s'employer dans le secteur de la boulangerie et devient terrassier. Anarchiste, insoumis, il s'enfuit en Belgique, où il fait la connaissance de Callemin, Carouy, De Boë et Metge. Recherché pour vol en Belgique, il revient à Paris et s'installe au siège de *l'anarchie*, rue de Romainville, avec sa compagne, Marie Vuillemin. Il participe au hold-up de la rue Ordener et aux actions suivantes. Il est tué dans un pavillon de Nogent où il s'était réfugié avec René Valet, le 15 mai 1912. Assiégé, il se défend de longues heures contre plusieurs régiments. La dynamite sera utilisée pour hâter le dénouement. Les corps des deux assiégés sont tellement suppliciés que leurs familles ne sont pas autorisées à les voir.

Kibaltchiche Victor, dit « Le Rétif », dit « Victor Serge », né le 30 décembre 1890, à Ixelles, près de Bruxelles, en Belgique. Fils d'intellectuels russes exilés, il a une enfance marquée par la pauvreté. Instruit par ses parents, il ne fréquente pas l'école. Apprenti photographe à quinze ans, il commence dès cet âge à militer à la Jeune Garde socialiste, qu'il quitte très vite pour le Groupe révolutionnaire de Bruxelles, ouvertement anarchiste. Il fréquente alors le milieu libre de Stockel avec ses amis de jeunesse Callemin et De Boë. Il collabore au journal *Le Révolté*, signant ses articles Le Rétif. En 1909, il séjourne dans le Nord de la France, puis s'installe à Paris. Il fréquente les causeries populaires, écrit pour *l'anarchie* et fonde au Quartier latin le groupe la Libre recherche. Il assure, à partir de 1911, avec sa compagne Rirette Maîtrejean, la direction de *l'anarchie*. Arrêté le 31 janvier 1912 au siège du journal, il est accusé de recel d'armes volées et condamné à cinq ans de détention et cinq années d'interdiction de séjour. À sa sortie de prison, en janvier 1917, il part pour Barcelone et participe à l'insurrection manquée de juillet 1917 aux côtés de la CNT, puis revient en France. Arrêté le 2

octobre 1917, pour avoir violé l'arrêté d'expulsion, il est interné plus d'un an au camp de Précigné, dans la Sarthe. Le 26 janvier 1919, bénéficiant d'un échange de prisonniers franco-russes, il rejoint la Russie et se met au service du Parti bolchevique, malgré quelques réserves. En 1921, il est nommé responsable de la propagande pour l'Europe centrale et séjourne à Berlin, puis à Vienne. Il revient en Russie en 1925, est exclu du Parti, puis emprisonné en 1928. Libéré, il est arrêté à nouveau en 1933 et condamné à la déportation dans l'Oural. Libéré en 1936 sous la pression d'intellectuels et de militants antistaliniens, il s'installe en Belgique, puis en France. Il part en juin 1940, fuyant l'avancée des troupes allemandes, et se réfugie au Mexique, où il meurt le 17 novembre 1947.

Maîtrejean Rirette, née Anna Estorges, en 1887, à Saint-Mexant, en Corrèze. Elle arrive seule à Paris en 1904 et fréquente le milieu individualiste dès 1905. Mariée à Louis Maîtrejean, anarchiste individualiste, condamné pour fausse monnaie en 1909. Elle prend en charge le journal *l'anarchie* avec Mauricius à la mort de Libertad. Puis, après un intermède assuré par Lorulot, elle en reprend la gérance en juillet 1911 avec Victor Kibaltchiche. Elle vit quelques mois à Romainville, puis installe l'imprimerie rue Fessart. C'est là que la police découvre, lors d'une perquisition, le 31 janvier 1912, deux brownings provenant du hold-up de la rue La Fayette. Accusée de recel, elle est acquittée après un an de préventive. Après sa libération, elle garde sa sensibilité libertaire, mais observe une certaine réserve politique. Membre du Syndicat des correcteurs, elle travaille pour *Paris soir* jusqu'en 1944, puis pour *Libération* jusqu'en 1953. Elle meurt le 14 juin 1968.

Metge, Marius dit Henri, né le 7 juillet 1890, est élevé par sa grand-mère, une sage-femme habitant au Theil, en Ardèche.

Il arrive à Paris en 1910 et travaille comme cuisinier pour la cantine du 12e bataillon. Insoumis, il part pour la Belgique, où il rencontre Carouy et Garnier. Son surnom est « le Cuistancier », ou Mistral. Il fréquente *l'anarchie* à Romainville, puis rue Fessart. Accusé d'avoir perpétré le double meurtre de Thiais avec Carouy, il est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il devient, après plusieurs années, cuisinier du gouverneur. Il meurt en 1933 en Guyane.

Monnier Elie Antoine, dit « Simentoff », né le 28 avril 1889, à Estagel, dans les Pyrénées-Orientales. Il est élevé par des parents cultivateurs et formé très jeune aux travaux agricoles. Placé dans un château comme jardinier fleuriste à l'âge de douze ans, il prend conscience de l'injustice sociale, se sent humilié par sa pauvreté et se joint assez vite aux libertaires. Insoumis, il gagne Paris en 1909. Il vit à Romainville au siège de *l'anarchie.* Proche de Lorulot, il l'accompagne dans ses tournées de conférences dans le Midi. En 1910, il part pour la Belgique et devient camelot. C'est là qu'il fait la connaissance de Garnier, insoumis comme lui, de Callemin et de Carouy. Il utilise, pour se soustraire au service militaire, les papiers d'un ami anarchiste, Samuelis Simentov, né le 15 janvier 1887, à Síros, en Turquie. Il revient vivre au siège de *l'anarchie* fin 1910, avec ses camarades rencontrés en Belgique. Un mandat d'arrêt lui est assigné pour un vol commis à Carcassonne, le 27 août 1911. Accusé d'avoir participé au hold-up de Chantilly et d'avoir tiré sur un employé de banque, il est condamné à mort et exécuté le 23 avril 1913.

Soudy André, né le 23 mars 1892, à Beaugency. Ses parents, qui avaient un petit hôtel, ont fait faillite. Il travaille dès l'âge de onze ans, comme garçon épicier. Il gagne Paris en 1908, à l'âge de seize ans. Syndiqué, il est très combatif et n'hésite pas à poursuivre un de ses employeurs pour licenciement abusif devant les prud'hommes. Entre 1909 et 1911, il subit

trois condamnations allant de trois jours à six mois de prison pour vol, recel, propos séditieux et vagabondage. Il tombe alors dans une grande instabilité professionnelle et une grande précarité résidentielle. Il partage des chambres d'hôtel avec son ami Colombo, anarchiste, pratique avec lui le vol à l'étalage et vend des cartes postales sur le pont Alexandre. Fin 1910, il fait un séjour au sanatorium d'Angicourt, dans l'Oise, puis à Saint-Louis. Interdit de séjour dans le département de la Seine depuis août 1912, à la suite d'une condamnation, il se munit de faux papiers au nom de Bonvallet. C'est un familier du siège de *l'anarchie*, rue Fessart. On l'accuse d'avoir participé au hold-up de Chantilly. Il est arrêté, sur dénonciation, alors qu'il était réfugié à Berck, chez Baraille, cheminot révoqué pour fait de grève. Condamné à mort, il est exécuté à l'âge de vingt ans, le 22 avril 1913.

Valet René, né le 27 mai 1890, à Verdun. Son père est un petit entrepreneur de travaux publics qui a connu des revers de fortune. La famille habite boulevard de Port-Royal. Il a fréquenté l'école primaire supérieure Lavoisier, puis a été placé en apprentissage. Il devient serrurier. Le 10 décembre 1910, il est condamné à quinze jours de prison pour outrage à agents lors d'une manifestation de commémoration de la Commune. Insoumis depuis 1911, il fréquente le siège de *l'anarchie* à Romainville. Il est accusé d'avoir perpétré un cambriolage dans une usine avec Metge, à Suresnes. Le 11 mai 1912, après un siège de plusieurs heures soutenu héroïquement avec Garnier, il tombe sous les tirs policiers, littéralement criblé de balles. Son père n'est pas autorisé à voir son corps.

Les personnages secondaires
inquiétés dans le cadre de l'affaire Bonnot et, pour certains d'entre eux, condamnés pour complicité

Bachelet Émile Jules Joseph, né en 1888, dans le Maine-et-Loire, menuisier ébéniste, insoumis classe 1908, en possession de papiers au nom de René Colin, correcteur d'imprimerie anarchiste. Sa logeuse, qui l'a dénoncé, affirme qu'elle a vu Bonnot chez lui. Fils de Bachelet, boulanger libertaire qui tient un débit de boissons au 43 boulevard de Ménilmontant, Émile Bachelet est arrivé à Paris en 1907. Tout d'abord, il fréquente les compagnons du Tour de France, rue Chapon. Il se loge à Montmartre et connaît ainsi les causeries populaires, dont il devient un habitué. Il se joint bientôt à la bande de Libertad et vit rue du Chevalier de La Barre avec Alice Morand, sœur de Jeanne, dernière compagne de Libertad. Il ne travaille pas et, selon la police, n'a jamais travaillé depuis son arrivée à Paris. À deux reprises, il a été condamné sous une fausse identité, celle de Pierre Martin, pour des délits mineurs. Il vit rue de Créteil, à Maisons-Alfort, au moment de son arrestation. On trouve, lors de la perquisition, un revolver, des clés passe-partout, une paire de lunettes d'automobiliste, des brochures libertaires et des brochures sur l'alimentation végétarienne. Arrêté, il est remis à l'autorité militaire et immédiatement incorporé dans les Bat' d'Af'.
Son dossier contient une lettre de dénonciation visant le père de Bachelet, né en 1851, accusé d'être un anarchiste révolutionnaire ayant corrompu ses fils en les encourageant à se soustraire au service militaire. Le jeune frère, Ernest, né en 1889, venu à Paris peu après son aîné, est lui aussi insoumis et vit au Caire. Dans les années 1940, Émile Bachelet vit dans un milieu libre, à Pouligny, dans l'Yonne.

Barthelemess Ida, née le 28 mai 1892, à Bruxelles, fille d'anarchiste. Elle vit avec Jean De Boë depuis 1908. Elle n'a pas fait de déclaration de séjour en tant qu'étrangère (infraction à la loi du 8 août 1893 sur le séjour des étrangers en France). Elle a vécu à *l'anarchie*, à Romainville. Au moment de l'enquête, elle est hébergée dans les locaux de *L'Idée libre* par Lorulot.

Bélardie Valentine Jeanne, née Giorgis, née en 1886, à Lyon, dans une famille italienne. Mécanicienne en chaussures. Elle est la femme de Brutus Bélardie, né le 10 avril 1877, à Rome, qui purge depuis 1909 une peine de cinq ans de prison à Melun pour fausse monnaie. Elle a vécu à Romainville, au siège de *l'anarchie*, avec Carouy, dont elle est la compagne, et exerce avec lui la profession de camelot. Ils ont été hébergés à Bobigny, chez Dettweiller. Elle a été arrêtée dans le cadre de l'affaire de la rue Ordener et a vécu après sa libération rue Fessart, au siège de *l'anarchie*, puis à *L'Idée libre*. Elle a ensuite une liaison avec Lorulot.

Bélonie David, né en 1885, à Gignac, dans le Lot. De père inconnu, il perd sa mère à l'âge de douze ans. Arrivé à Paris en 1900, il est d'abord garçon de laboratoire, puis de pharmacie, et travaille régulièrement. Il professe des opinions anarchistes et lit la presse libertaire dès 1904. Insoumis, il part pour Genève en 1905, et c'est là qu'il fait la connaissance de Bonnot. L'insoumission entraîne l'errance, le recours aux faux papiers, les difficultés professionnelles. Il est incorporé de force dans l'armée en 1908 et fait son service à Chaumont. Le conseil de guerre le condamne en outre à six mois de prison en 1909 pour insoumission. Libéré en 1911, il fait un séjour à Londres, chez l'anarchiste Estaguy, faux-monnayeur. Bélonie est arrêté à Rouen le 11 mars 1912 alors qu'il retirait des titres volés à la gare. Il sera finalement condamné à quatre ans de prison en février 1913. Sa femme a été inculpée de recel.

Bénard Kléber, né en 1892, aide tailleur, puis aide naturaliste. Accusé d'avoir tenté de négocier les titres volés, il est condamné à six ans de réclusion et cinq ans d'interdiction de séjour.

Bergeal Léon, né à Montignac, en Corrèze, le 31 décembre 1887, forgeron, convoqué comme témoin dans l'affaire d'Étampes. Il a fréquenté la librairie Ducret et *L'Idée libre*.

Berger Léon Marius, né en 1879, dans le Loiret, ouvrier tapissier devenu camelot et faux-monnayeur. Perquisitionné en septembre 1911, il est logé à Meaux par Carouy, qui lui sous-loue une pièce. On retrouve les livrets militaires de Dettweiller et de Huc dans ses affaires.

Bernard Tony, né en 1890, à Nantes, il se fait appeler Dufils, typographe, familier de *L'Idée libre* et de *l'anarchie*, rue Fessart. Il est accusé d'avoir hébergé à son domicile, rue de la Mare, Soudy, qui se serait présenté sous le nom de Bonvallet, et de lui avoir fourni un alibi en écrivant, sous un faux nom, une lettre aux autorités.

Besse Marie, née le 31 octobre 1894, à Paris, couturière. Amie d'Elie Monnier. Elle est arrêtée chez Cardi, à Maisons-Alfort. Elle n'a pas été inculpée. Elle témoigne au procès en faveur de Monnier, qu'elle considère comme son fiancé.

Bill Charles, né en 1892, à Nancy, menuisier. Condamné à deux mois en 1909 pour port d'arme et bris d'objets publics. Il assassine un certain Blanchet, menuisier nancéien, qui aurait dénoncé à la police le faux alibi de Dieudonné. En fuite, il est condamné à mort par contumace. Il est retrouvé en 1915, alors qu'il est engagé avec un faux livret militaire, dénoncé par un soldat de son bataillon qui l'a reconnu. Il meurt à la centrale de Poissy, le 18 mars 1918.

Bill Émile, né en 1882, frère de Charles, menuisier. Très proche de Dieudonné, avec lequel il travaille. Il avait eu le projet de commettre un attentat contre le roi d'Espagne en 1909. Il écrit dans *l'anarchie* des articles signés Henri Bill. Deux brownings sont retrouvés chez lui.

Bouchet Léon, né en 1888, dans le Puy-de-Dôme, ancien camelot devenu typographe, gérant de *L'Idée libre,* 129 rue de la Villette. Il a vécu à *l'anarchie,* à Romainville. Le directeur de la Santé l'a désigné à la suite du colis qu'il a déposé avec un petit mot pour De Boë, Dettweiller et Dieudonné. On trouve chez lui, entre autres, des mandats-postes adressés à Carouy, Raimbault, et à d'autres inculpés. Inculpé d'association de malfaiteurs, il est arrêté le 28 avril 1912.

Bouchet Madeleine, née Nourrisson, le 20 avril 1886, à Thiers, dans le Puy-de-Dôme, femme de Léon Bouchet, couturière, liée à Louise Dieudonné. Anarchiste.

Britannicus Alexandre, né le 17 mars 1891, à Brest. Il se suicide le 31 janvier 1912 après un cambriolage avec meurtre d'un officier de police en gare d'Orléans.

Cardi Pierre, né le 24 août 1875, en Corse, venu à Paris en 1906. Il a connu les milieux anarchistes dès 1907 par le Rayon de soleil de Châtelaillon, qu'il fréquentait. Il écrivait dans *l'anarchie,* a fondé un journal antimilitariste, *La Chaîne,* de 1907 à 1909. Il a tenu jusqu'en janvier 1911 une maison de rendez-vous appartenant à Fromentin. En fait, c'est Frédérique Bailly, sa femme, ex-blanchisseuse, qui la tenait officiellement, le loyer étant réglé par Fromentin. Connu comme receleur, il aurait peut-être été l'instigateur du coup Ordener, car c'est sous le nom de Pierre Vincenti (nom de sa mère) qu'il a loué une boutique juste en face de la banque, au 169 rue Ordener. Il est depuis octobre 1911 soldeur à Alfortville

(Au soldeur populaire). On procède à une perquisition à son domicile le 24 avril 1912 et on y trouve des mandats-postes envoyés à Carouy, Rimbault, et à d'autres. Soupçonné d'être receleur et de négocier des titres volés, il est arrêté, puis relâché sans être inculpé.

Chapel Ernest Georges, né le 23 décembre 1891. Il est arrêté dans un tramway avec sa maîtresse, Rose Lacour, en possession de fausse monnaie. Une perquisition chez ses parents permet de découvrir au fond d'un tiroir la reproduction d'un dessin exécuté par Liabeuf pendant son procès, d'une lettre de Garnier adressée au chef de la Sûreté et des photographies de Garnier et Valet. Le frère aîné, né le 30 juin 1890, insoumis, est parti pour la Belgique, où il purge une peine de prison pour fausse monnaie.

Crozat de Fleury Henry, né au Havre, en 1886, de parents aisés. S'occupe de placements financiers. Dénoncé par sa propre femme qui signe « Celle qui voudrait être délivrée d'un cauchemar de bandits » et qui le dépeint comme un être faible, sous la coupe de ses amis anarchistes. Il aurait rencontré Cardi et Mallet à Châtelaillon. Accusé d'avoir négocié des titres volés à Thiais, il est condamné à cinq ans de réclusion.

De Bläsus André, né en 1884, à Saint-Malo, cordonnier, compagnon d'Anna Mahé, ancienne compagne de Libertad. Il a collaboré à *l'anarchie* depuis les débuts du journal. Il fait l'objet d'une condamnation à quinze jours de prison pour port d'arme prohibée en 1905. Il travaille à domicile, dans un petit deux-pièces à Asnières, et travaille régulièrement pour un salaire journalier de dix francs par jour en chambre. Suite à une lettre de dénonciation anonyme, il est soupçonné d'avoir hébergé Carouy. De Bläsus passe pour héberger facilement les compagnons dans la peine. Anna, qui est dite sans profession, se charge de livrer les chaussu-

res au donneur d'ordres et d'acheter le matériel nécessaire à leur confection. Leur enfant (celui de Libertad?) vit avec eux. On trouve chez eux les papiers de Lacombe et une machine à écrire volée. Il déclare qu'elle a été déposée chez lui la veille par un certain Aubin, qui savait que Anna et lui cherchaient à en acquérir une d'occasion. Finalement, il sera, pour cette raison, inculpé de vol et condamné à six mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour.

Dettweiler, né en 1875, à Paris, mécanicien, propriétaire d'un petit garage à Bobigny. Anarchiste, il fréquente Raimbault. La voiture volée à Boulogne, qui a servi au hold-up de la rue Ordener, a été repérée à son domicile les jours précédant l'attaque. Il hébergeait par intermittence Carouy et Jeanne Bélardie. Accusé de recel d'automobile volée, il fera quatre ans de prison.

Dieudonné, née Kayser, Louise, née le 2 mars 1890, à Nancy, mère repasseuse. Épouse de Dieudonné, qu'elle a quitté pour Lorulot, elle est arrêtée, mais relâchée sans être inquiétée.

Dondon Anna, née en 1884, dans la Nièvre. Elle fréquente les causeries populaires et le journal *l'anarchie* depuis 1905. Elle est condamnée à cinq ans de prison pour émission de fausse monnaie en 1906. Incarcérée à Rennes, elle est mise en liberté conditionnelle en 1909. Compagne de René Valet. En fuite au moment de l'affaire, elle n'est pas inquiétée par la suite. Elle est restée anarchiste de conviction jusqu'à sa mort, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Dubois Joseph, né à Odessa, en 1870, anarchiste d'origine russe. Mécanicien, il travaille pour divers patrons avant de tenter de fonder un garage coopératif à Courbevoie avec des camarades libertaires, en 1908. Fromentin lui a avancé les fonds nécessaires pour monter un garage sur un terrain de

son lotissement, à Choisy-le-Roi, en 1910. C'est là qu'il meurt les armes à la main, le 28 avril 1912, pour défendre Bonnot, qu'il hébergeait.

Erlebach Jules Charles, né le 1er février 1881, à Fribourg, en Suisse. Libraire encadreur, il tient sous le nom de Ducret (nom de sa grand-mère) une petite librairie qui diffuse *L'Idée libre*, passage Saint-Pierre. Il est connu pour ses relations avec les illégalistes. La police pense qu'il a hébergé Garnier d'octobre à décembre 1911, juste avant l'affaire Ordener. Il est également soupçonné d'être un receleur et d'écouler de faux timbres. Il est assassiné le 13 janvier 1913 par l'illégaliste Lacombe, persuadé qu'il est un agent indicateur.

Frémont Juliette, née en 1888. Ouvrière dans une usine de caoutchouc de Choisy-le-Roi, elle affiche haut et fort ses convictions anarchistes sur son lieu de travail. Elle habite sur le lotissement Fromentin. Interrogée par la police, elle répond qu'elle ne connaît pas la planque de Bonnot mais qu'elle n'en dirait rien si elle le savait. Elle l'hébergerait d'ailleurs volontiers si l'occasion s'en présentait.

Fromentin Pierre Alfred, surnommé le « milliardaire anarchiste ». Né le 4 novembre 1858, dans le Gard. Il s'installe à Paris avec ses parents en 1890. Il travaille comme chef de poste à Caracas pour le compte de la Société des câbles téléphoniques avec un très bon salaire, mais il n'accomplit pas les trois ans auxquels il s'était engagé. La société lui réclame une somme importante dont il est dans l'incapacité de s'acquitter. À son retour à Paris, il est embauché comme directeur des ventes par le photographe Charles Ogereau, dont il épouse la sœur, née en 1869. Le 13 juillet 1895, il abat Félix Anthelme, avec qui il est en procès. Il est acquitté pour légitime défense. En 1901, une de ses villas, située à Meulan, brûle intégralement. Il touche une prime d'assurance de

cent seize mille huit cent soixante-quinze francs, car il était assuré pour des peintures et objets de valeur. En 1905, il achète la villa Maud à Saint-Brévin-les-Pins, en Loire-Atlantique, qui brûle totalement en 1906. Il touche une prime de cent soixante mille francs. Il est fortement soupçonné d'escroquerie à l'assurance.
Anarchiste, il a fondé avec son beau-frère une revue individualiste, *Le Balai social*, qui paraît du 15 décembre 1904 au 15 janvier 1906. Il fréquente Châtelaillon, c'est là qu'il a connu Libertad et Paraf-Javal, avec lequel il est resté en excellents termes. Il vient en aide à de nombreux compagnons et finance des publications anarchistes. Il fait construire à Choisy-le-Roi, où il possède depuis 1903 un terrain de cent cinquante mille mètres carrés, un lotissement composé de plusieurs villas portant le nom d'anarchistes connus (Élisée Reclus, Louise Michel, Kropotkine). C'est là que Bonnot trouve la mort, dans le garage tenu par Dubois. Fromentin, absent au moment des faits, n'a pas été inquiété. Il est mort en 1917.

Forget, né le 11 mars 1883. Charpentier, arrêté le 8 mai 1912 pour port d'armes prohibées et soupçonné d'être faux-monnayeur. Compagnon de Barbe Le Clerch, ancienne compagne de Metge. Des brownings sont trouvés à son domicile.

Gauzy Antoine, né le 4 septembre 1879, à Nîmes, anarchiste comme son frère, resté dans le Gard. Il s'établit comme marchand soldeur de nouveautés à Ivry et fréquente des anciens de *l'anarchie*. Il connaît bien Cardi et Fromentin, qui l'a aidé à s'installer. Il a employé Elie Monnier et hébergé Jules Bonnot. C'est dans son petit magasin d'Ivry que Jouin a été tué. Il se dit révolutionnaire mais se défend d'être illégaliste. Il est condamné à dix-huit mois de prison pour recel de malfaiteur. Il meurt le 12 juin 1963.

Gorodesky Bernard, né le 10 mai 1886, à Paris, de parents brocanteurs, marchands de meubles d'occasion, boulevard de la Chapelle. Insoumis. Il a vécu avec ses parents jusqu'en 1904. De 1906 à 1909, il habite rue du Chevalier de La Barre, au siège de *l'anarchie*. Il travaille comme typo et écrit également des articles sous le nom de Bernard. Sa compagne, Antoinette Joubert, née à Paris en 1887, y vivait aussi. Ce fidèle de la bande à Libertad a comme seuls antécédents judiciaires une condamnation à deux mois de prison avec sursis pour recel (des couverts en argent dérobés chez un restaurateur au cours d'un repas). Il est un assidu de *L'Idée libre* après l'avoir été de *l'anarchie*. Il aurait hébergé Garnier, qui recevait son courrier chez lui, Valet et Anna Dondon. On le soupçonne depuis d'héberger Lacombe. De 1909 à 1911, il a travaillé chez Victor Guillaume, imprimeur, rue de la Chapelle. Son ancien patron le décrit comme sobre et travailleur, professant des idées anarchistes. Il a quitté sa place à la suite d'une remarque concernant un retard. Il a travaillé ensuite à l'imprimerie Jourdan, avec Bouchet, rue de la Goutte-d'Or. Gorodesky a été dénoncé par Bélonie et Rodriguez. Un mandat d'arrêt est délivré contre lui le 4 avril 1913.
Il prend alors la fuite avec sa compagne. Sa mère et ses frères et sœurs sont mis sous surveillance et le seront encore en 1916. Un avis de recherche le concernant est envoyé à Fès, car sa mère reçoit régulièrement des lettres du Maroc depuis son départ. Il est condamné par contumace à dix années de réclusion, le 10 novembre 1913.

Huc Jean Joseph Marie, né le 14 mars 1883, à Miolles, dans le Tarn. Camelot. Il a vingt-huit ans quand l'affaire commence et il est incarcéré depuis novembre 1911 pour fabrication de fausse monnaie. Il a vécu à Romainville avec sa compagne, Marie Bader, née en 1891, dans le Loiret. Au procès, cité comme témoin à charge, il se rétractera au dernier moment.

Le 5 avril 1912, il est condamné à cinq ans de travaux forcés pour fabrication de fausse monnaie.

Hella Alzir, né le 30 décembre 1881, à Vieux-Condé, dans le Nord. Fils d'un fonctionnaire des douanes. Aide chimiste à quatorze ans, puis typographe correcteur. Il fréquente *l'anarchie* dès 1905, nombreuses et courtes peines de prison pour faits de propagande. Ami de Jourdan, il est très surveillé pendant l'affaire, car on le soupçonne d'héberger certains membres de la bande. Il est très engagé dans le Syndicat des correcteurs, dont il est le secrétaire de 1925 à 1928. Traducteur exclusif de Stefan Zweig. Également traducteur de Erich Maria Remarque et de Ernst Hoffmann. Il meurt en 1953.

Hutteaux Louise, née le 26 juillet 1870, à Marseille. Anarchiste, ancienne sage-femme qui a renoncé à exercer son métier par conviction néo-malthusienne. Arrivée à Paris en 1908, elle fréquente assidûment les causeries populaires. Elle vit avec Jourdan et fait sur les marchés avec lui. Accusée d'avoir hébergé Callemin, qu'elle connaissait depuis trois ans, en toute connaissance de cause. Non condamnée dans l'affaire Bonnot, elle est dénoncée par une jeune fille et inculpée d'aide à avortement en août 1913. Elle est condamnée sans beaucoup de preuves à cinq ans de prison.

Jourdan Baptiste Pierre, né à Foix, en Ariège, le 1er avril 1887. Depuis janvier 1910, il vit avec Louise Hutteaux et exerce avec elle la profession de camelot. Ils louent deux mètres d'étalage à Levallois-Perret les jours de marché depuis trois ans. Il affiche bien haut ses convictions anarchistes, ce qui lui a valu le surnom de Pierre l'Apache. Les trois autres jours de la semaine, il vend des tapisseries à Neuilly. On trouve chez lui un browning et du matériel de cambrioleur. Il sera incarcéré à la Santé le 6 avril 1912 et condamné à dix-huit mois de prison en février 1913.

Lacombe Léon, dit Léautaux, né en 1885, dans l'Aveyron. Fils d'un mineur d'Aubin, il est élevé par sa mère, trieuse de charbon. Anarchiste, syndiqué, il ne trouve plus à s'employer sur le bassin de Decazeville. Il vit de rapines et doit quitter la région à la suite d'un vol qui a mal tourné chez un agriculteur. Ses papiers sont retrouvés chez Anna Mahé. Contrôlé, alors qu'il voyage sans billet, il abat un contrôleur à la gare des Aubrais. Recherché, il se croit trahi par le libraire Erlebach, alias Ducret, qui tient une librairie diffusant *L'Idée libre*, et il l'assassine en décembre 1912. Il se suicide plus tard, en avril 1913, en sautant du toit de la Santé.

Lebourg Alexandre, né le 16 décembre 1887, à Rouen. Anarchiste individualiste. Déserteur du 94e régiment d'infanterie depuis novembre 1909. Il se réfugie un temps en Belgique, où il est signalé par la police de Liège, qui le décrit comme un déserteur français fréquentant les anarchistes. Il est condamné dans cette ville pour port de faux nom à quinze jours de prison, puis il est incarcéré le 17 octobre pour rupture de ban d'expulsion. Il a des faux papiers au nom de Leroy, ses vrais papiers sont retrouvés à *l'anarchie* au cours d'une perquisition. Il est en prison en Algérie, à Bougie, pendant toute la Première Guerre mondiale. Rallié au communisme, il appartient après guerre à la Fédération communiste des soviets.

Lecot Henri Charles, né le 26 août 1886, à Nieuport, en Belgique. Il loue le pavillon de la rue Paul de Kock, à Romainville, où vivaient de nombreux compagnons de *l'anarchie*. Lié à Garnier, Callemin et De Boë, il est condamné à un an ferme le 5 janvier 1911, à Gand, pour fausse monnaie.

Le Clerch Barbe, née le 5 février 1991, au Faouët, en Bretagne. Elle quitte l'école avant de savoir lire et écrire et travaille dès l'âge de quatorze ans comme bonne, d'abord

au Faouët, puis à Paris à partir de 1907. Compagne de Metge depuis décembre 1910, elle lui aurait fourni des renseignements pour un cambriolage aux Pavillons-sous-Bois, chez ses patrons. Après l'arrestation de Metge, elle vit avec Forget, arrêté le 8 mai 1912 pour port d'armes prohibées et soupçonné d'être un faux-monnayeur. Elle vit ensuite dans les locaux du journal *l'anarchie*, au 30 rue des Amandiers. Elle meurt de la tuberculose à la fin de l'année 1913.

Mallet, né le 7 mai 1885, à Luçon, en Vendée. Il habite avec Jean De Boë, au 30 rue Paul de Kock, à Romainville. Il est accusé d'avoir participé au vol de l'usine Fumouze, à Romainville.

Mauger Charles, né le 7 juin 1886, en Corrèze. C'est un anarchiste vivant d'escroqueries à l'assurance.

Nosengo, dit Roberton, né en 1885, camelot. Dénoncé par Huc et Marie Bader comme faux-monnayeur, en relation avec Raimbault. Il a habité au 16 rue Paul de Kock, à Romainville, jusqu'au 27 décembre 1911. Il est suspecté d'avoir participé au vol du bureau de poste de Romainville avec Carouy et Metge.

Nourry Alexandre Louis Roger, né en 1889, à Paris, mécanicien. Il habite rue de Paris, à Nanterre. Il a cambriolé, armé d'un browning, le bureau de poste de Bezons en compagnie de Lacombe.

Poyer, né en juin 1981, à Genève, mécanicien. Il est condamné deux fois à quelques jours de prison en août, puis en décembre 1911, pour port d'armes prohibées. Il fréquente le nouveau siège de *l'anarchie*, rue des Amandiers.

Raimbault Louis, né en 1877, à Tours, dans une famille très pauvre de huit enfants. Il a été tôlier, puis a ouvert une quincaillerie à Livry-Gargan. Il devient conseiller municipal sur une liste radicale-socialiste en 1903. Anarchiste individualiste depuis 1908, il a commis plusieurs escroqueries à l'assurance avec la complicité des frères Valensi, mais l'illégalisme n'est pour lui qu'un pis-aller. Végétarien convaincu, il a vécu dans le milieu libre de Bascon avant de fonder une communauté qui a accueilli jusqu'à douze personnes aux Pavillons-sous-Bois. Il est accusé, sans preuve, d'avoir caché des bandits mais aussi d'avoir recelé pour leur compte. Il est acquitté après deux ans de préventive pendant lesquels il avait simulé la folie. En 1923, il fonde la communauté Terre libérée, à Luynes, en Indre-et-Loire, où il vit jusqu'à sa mort, en 1949.
Les cinq frères Raimbault sont anarchistes. Le plus jeune, Marceau, né en 1889, fréquente la rue du Chevalier de La Barre et écrit dans *l'anarchie*. Il aurait été au service de la préfecture de police.

Renard Joseph Léon, né le 26 avril 1885, en Saône-et-Loire. Il a pris l'état civil de Mauger, un anarchiste illégaliste vivant d'escroquerie à l'assurance, né en 1886, en Corrèze. En relation avec Louis Raimbault et avec plusieurs des bandits tragiques, Renard est jugé en novembre 1912 pour l'affaire d'Étampes. Il a été hébergé par Erlebach. Les armes trouvées sur lui proviennent du hold-up de la rue La Fayette. Arrêté, il se paie la tête des policiers en donnant le nom d'Oscar Wilde. Il est compromis dans l'affaire du cambriolage d'Orléans, où un brigadier de police est assassiné et où un compagnon s'est suicidé pour échapper à l'arrestation.

Rodriguez Léon Armand, né à Paris le 16 février 1878. Sténographe et voyageur de commerce. Anarchiste et faux-monnayeur, il est condamné à cinq ans de réclusion pour

fausse monnaie le 11 novembre 1891. À Londres, il fréquente les anarchistes londoniens et est condamné en 1901 à neuf mois de prison pour fausse monnaie et, en 1906, à sept ans de travaux forcés pour fausse monnaie et cambriolages. Accusé d'avoir tenté de négocier les titres volés avec Bélonie, il est arrêté le 12 mars 1912. Le 26 mars 1912, il écrit à Jouin pour lui demander sa liberté provisoire en s'engageant à livrer Garnier et Bonnot. Finalement acquitté, sûrement pour services rendus, il est accusé, en août 1913, de fabrication de fausse monnaie (matériel retrouvé chez lui) et condamné à huit ans de travaux forcés avec relégation en Guyane. À sa libération, il fréquente encore les milieux libertaires.

Staedel Elisabeth, née le 3 septembre 1874, en Alsace, blanchisseuse à Bobigny, femme du garagiste Dettweiler. Elle est arrêtée le 30 décembre 1911, mais n'a pas été inquiétée.

Uni Nelly, née Anna Augustine, née le 1er octobre 1888, à Nîmes, comme son mari, Gauzy. Les rapports la décrivent comme une effrontée chantant à tue-tête des chansons anarchistes. Elle est arrêtée le 24 avril 1912 après la mort de Jouin à son domicile, puis relâchée.

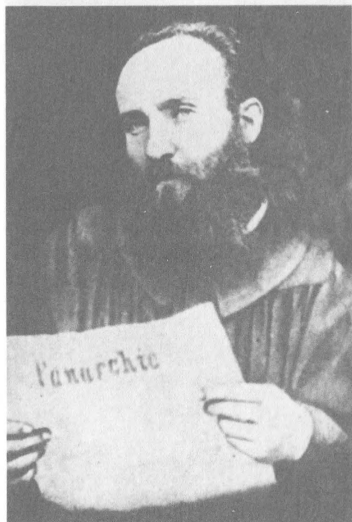
Valensi Guillaume, né en mai 1881, à Tunis. Ami de Raimbault, cet avocat est lié à des affaires d'escroquerie aux assurances. Il est poursuivi pour faux en écriture et abus de confiance.

Valensi Robert, né en août 1884, à Tunis, frère de Guillaume, médecin, résidant au 39 rue Laumière. Il dirige une clinique à clientèle ouvrière, au 57 rue Botzaris. Auparavant, il résidait à Montfermeil, où il dirigeait une clinique spécialisée dans les accidents du travail. La compagnie d'assurances résilie le contrat du fait du nombre trop élevé d'accidents. Il a fait des certificats à des « ouvriers » de Louis Raimbault, dont il fréquente le milieu libre avec son frère.

Vuillemin Marie, née le 11 mai 1889, à Mons, en Belgique. Elle est venue travailler à Paris comme ouvrière et s'est mariée avec un ouvrier peintre du nom de Schoofs, violent et querelleur. Elle le quitte en juin 1910 et retourne chez sa mère en Belgique. C'est là qu'elle rencontre Garnier, insoumis. Garnier cambriole le café où elle travaille, puis s'enfuit avec elle à Bruxelles. Ils quittent la Belgique en avril 1911 et s'installent au siège de *l'anarchie*, à Romainville, jusqu'en juillet. Ils prennent ensuite un appartement à Vincennes, avant d'être hébergés quelque temps chez Erlebach, dit Ducret. Elle est arrêtée une première fois, le 21 janvier 1912, et refuse de parler, puis une seconde fois, en mai, où elle se montre plus bavarde. Elle est inculpée de vol et de complicité, mais elle est relâchée. Présente à Nogent lorsque la police donne l'assaut, elle quitte, à la demande de Garnier, la maison assiégée et se place sous la protection de la police. Elle charge Soudy, Callemin et Carouy, et sera acquittée au procès.

Photos

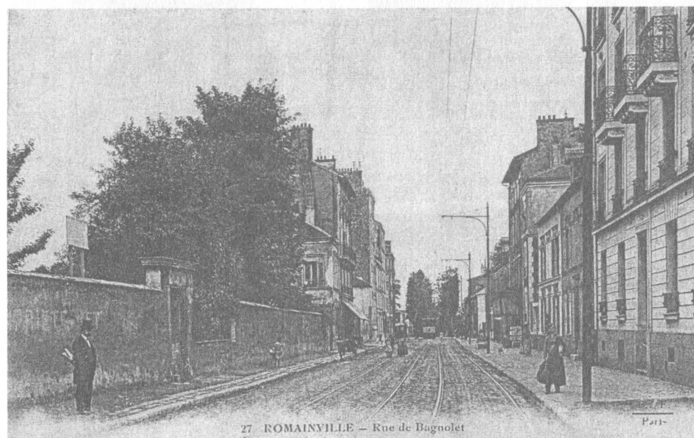




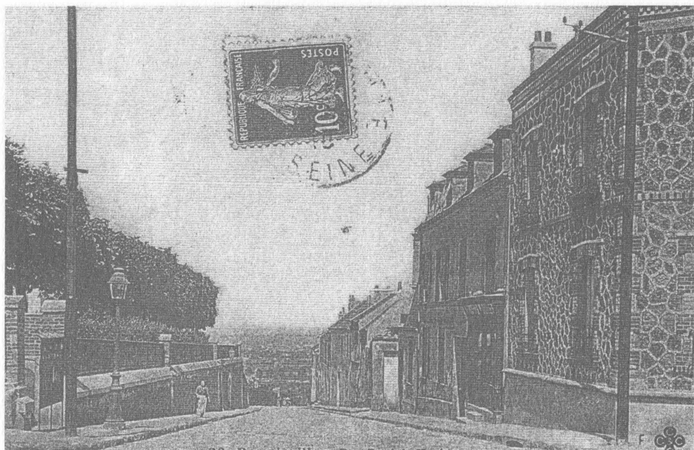
Libertad



Rue de Bagnolet, à Romainville, siège de *l'anarchie* de 1910 à 1911.



Rue de Bagnolet, à Romainville, mur de gauche, autre vue du siège de *l'anarchie*.



Rue Paul de Kock, à Romainville, pavillons dans lesquels vivaient des individualistes anarchistes de 1910 à 1912.



Causerie en plein air au cours d'une balade dominicale vers 1912.



Victor et Rirette vers 1910.



Rirette et Mauricius vers 1908.



Nicolas Faucier, René Boucher, Charles d'Avray, Georges Cochon, Rirette Maîtrejean, Louis Lecoin et May Picqueray.



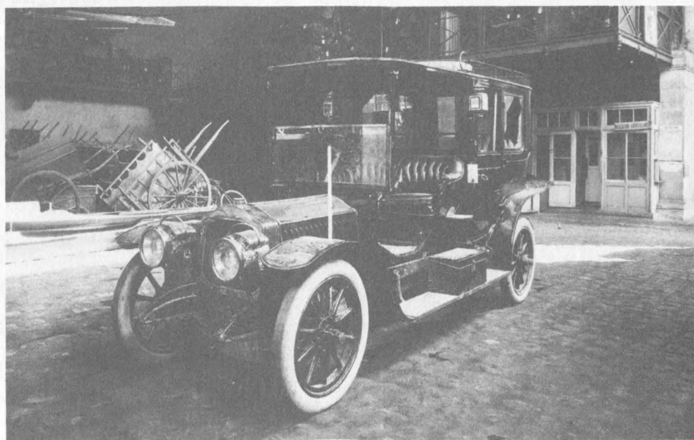
Rirette et sa fille Maud en 1927.



Rirette et sa fille Chinette vers 1950.

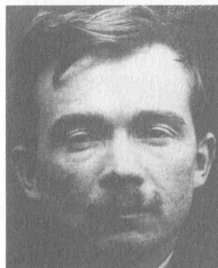


L'anarchiste Sorrentino, dit Platano, tué ou achevé par Bonnot, le 27 novembre 1911, sur la route de Lyon à Paris, juste avant l'arrivée à Melun.

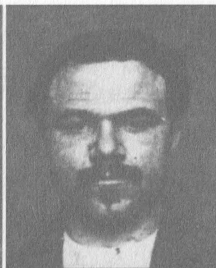


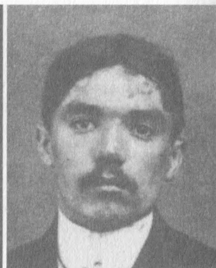
L'automobile volée à Montgeron et retrouvée à Asnières en avril 1912.

Les acteurs principaux


Jules Bonnot


Raymond Callemin


Edouard Caraouy


Jean De Boë


Eugène Dieudonné

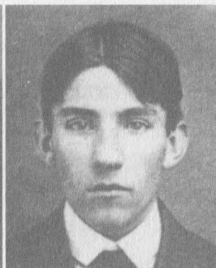

Octave Garnier


Victor Kibaltchiche


Rirette Maîtrejean

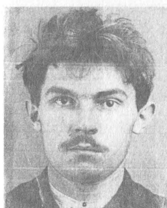

Marius Metge


Elie Monier


André Soudy


René Valet

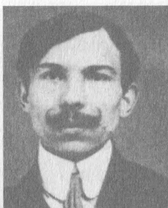
Quelques-uns des personnages secondaires



Emile Bachelet



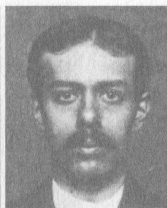
Barthélémy Baraille



David Bélonie



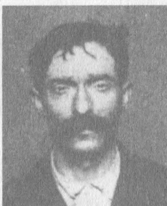
Kléber Bénard



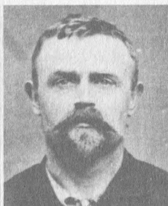
Henri Crozat de Fleury



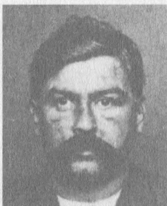
Pierre Cardi



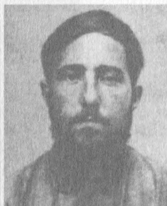
Jean Dettweiller



Jean Dubois



Antoine Gauzy



Bernard Godoresky



Louise Hutteaux



Pierre Jourdan



Barbe Le Clerch



Poyer



Louis Raimbault



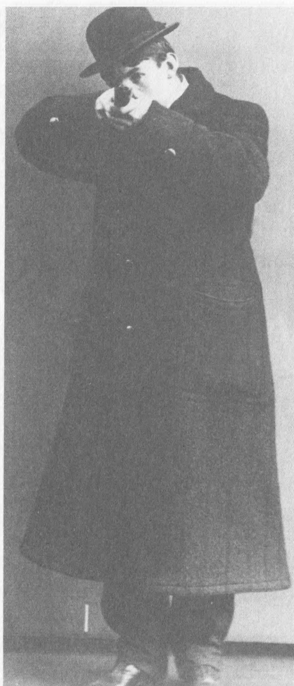
Joseph Renard



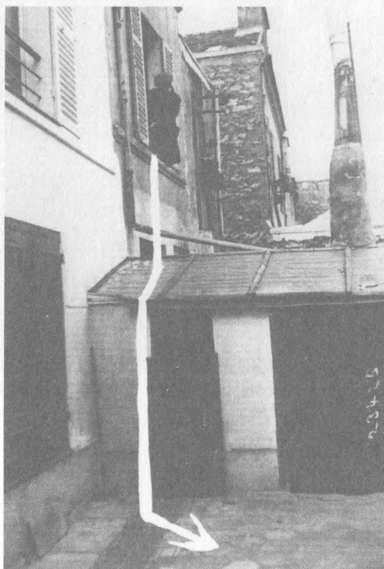
Léon Rodriguez



Marie Vuillemin



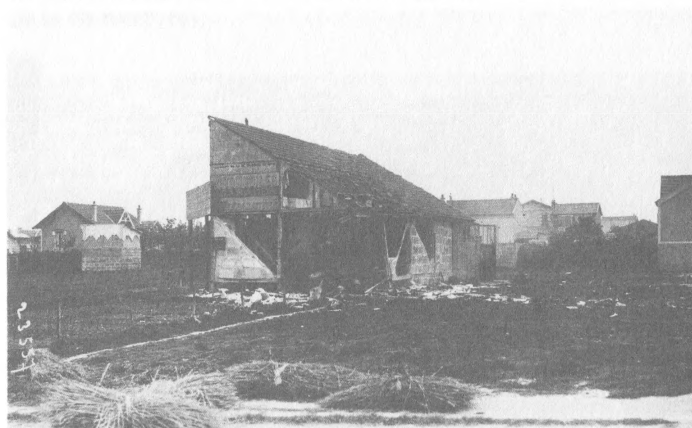
Soudy, lors de la reconstitution du hold-up de Chantilly.



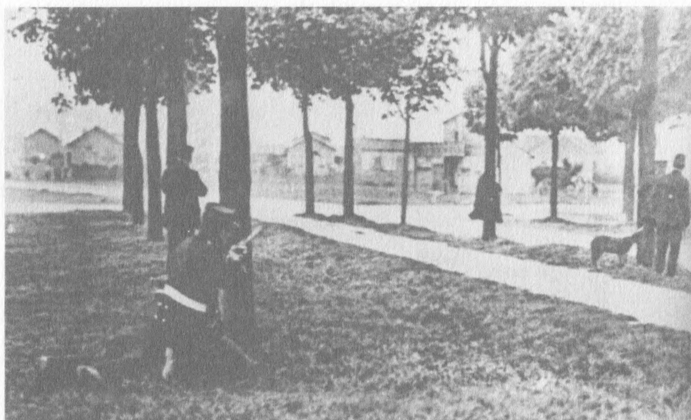
Fenêtre par laquelle Jules Bonnot s'enfuit après avoir abattu le sous-chef de la Sûreté, Jouin, à Ivry.



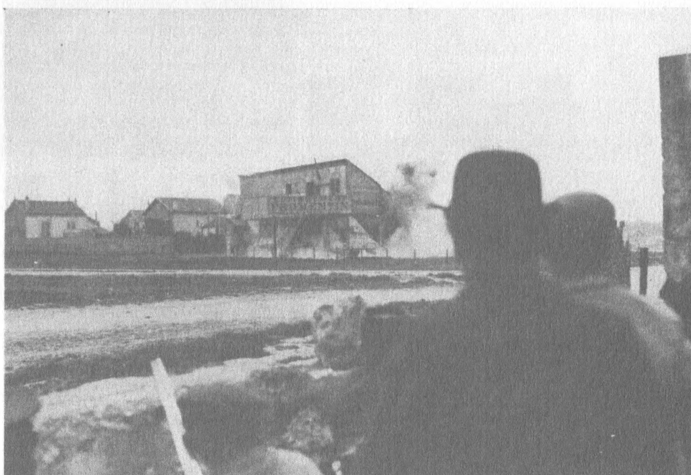
Garage de Dubois dans le lotissement Fromentin
à Choisy le Roi où s'est réfugié Bonnot.



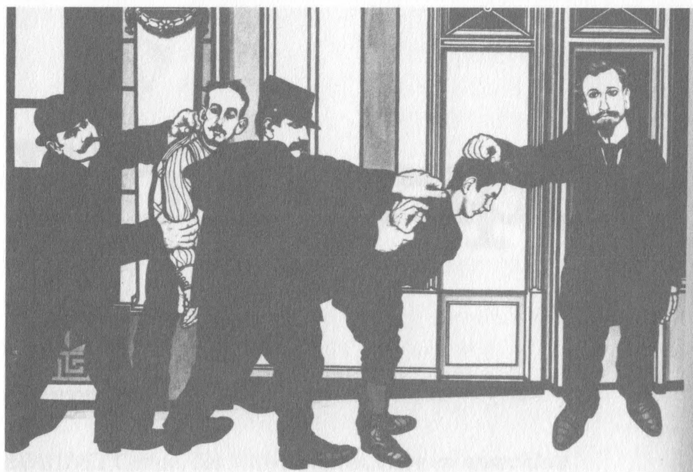
Garage de Dubois après le dynamitage.



Carte postale représentant le siège tenu par Bonnot dans le garage de Dubois.



Siège du garage de Dubois.



Arrestation de Raymond Callemin et de Pierre Jourdan le 7 avril 1912, rue de la Tour d'Auvergne (illustration de la couverture).



Pavillon de Nogent, rue du Viaduc, lieu du siège soutenu pendant plusieurs heures par Octave Garnier et René Valet contre des centaines de policiers et de militaires.

Bibliographie

Ouvrages

BEAUDET Céline, *Les Milieux libres. Vivre en anarchiste à la Belle Époque*, Les Éditions Libertaires, 2006, 244 p.

BELLANGER Claude (sous la dir. de), *Histoire générale de la presse française*, t. 3, PUF, 1972, 688 p.

BEN MAHMOUD Feriel, *Les Bat' d'Af'. La légende des mauvais garçons, Mengès*, 2005, 191 p.

BLONDEAU Yves, *Le Syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne 1881-1973* (thèse de doctorat de troisième cycle, préfaces de Fernand Besnier et de Jean Maitron), Syndicat des correcteurs, 1973, 411 p.

BONNEFF Léon et Maurice, *La Vie tragique des travailleurs*, 2e édition, EDI, 1984, 269 p.

COLLECTIF, ÉMILE ARMAND. *Sa vie, sa pensée, son œuvre*, La Ruche Ouvrière, 1964, 496 p.

CARCO Francis, *Romans*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2004, 1 662 p.

CARUCHET William, *Ils ont tué Bonnot. Les révélations des archives policières*, Calmann-Lévy 1990, 212 p.

DARIEN Georges, *Le Voleur, Biribi*, in *Voleurs !*, p. 317, préface de Jean-Jacques Pauvert, Presses de la Cité/Omnibus, 1994, 1 159 p.

DELACOURT Frédéric, *L'Affaire bande à Bonnot*, 2e édition, De Vecchi, coll. « Grands Procès », 2006, 200 p.

DEMIER Francis, *La France du XIXe siècle. 1814-1914*, Le Seuil, coll. « Points Histoire », 2000, 567 p.

DIEUDONNÉ Eugène, *La Vie des forçats*, Libertalia, 2007, 224 p. (1re édition : Gallimard, 1930).

DUBY Georges et WALLON Armand, *Histoire de la France rurale de 1789 à 1914*, t. 3, Le Seuil, coll. « Points Histoire », 1976 et 2003 pour le supplément bibliographique, 565 p.

FRAPIE Léon, *La Maternelle*, Phébus, coll. « D'aujourd'hui », 1997, 229 p.

GUÉRIN Daniel, *L'Anarchisme*, Gallimard, coll. « Folio. Essais », 3e édition revue et augmentée, 1987, 281 p.

JACQUEMET Gérard, *Belleville au XIXe siècle. Du faubourg à la ville*, École des hautes études en sciences sociales & J. Touzot, 1984, 446 p.

La Guerre sociale. Un journal « contre ». La période héroïque : 1906-1911, textes présentés par Raoul VILETTE, Les Nuits Rouges, 1999, 383 p.

LEGENDRE Tony, *Expérience de vie communautaire anarchiste en France*, Les Éditions Libertaires, 2006, 145 p.

LEJEUNE Dominique, *La France de la Belle Époque, 1896-1914*, Armand Colin, coll. « Cursus. Série Histoire », 2000, 185 p.

LEYRET Henry, *En plein faubourg. Notations d'un mastroquet sur les mœurs ouvrières (1895)*, Les Nuits Rouges, 2000, 163 p.

LIBERTAD Albert, *Le Culte de la charogne. Anarchisme, un état de révolution permanente (1897-1908)*, textes présentés par Alain Accardo, Agone, coll. « Mémoires Sociales », 2006, 497 p.

MAÎTREJEAN Rirette, *Souvenirs d'anarchie*, La Digitale, 2005, 125 p.

MAITRON Jean, *Ravachol et les anarchistes*, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 1992, 212 p.

_*Le Mouvement anarchiste en France. Des origines à 1914*, t. 1, Éditions François Maspero, 1982, 419 p.

_*Le Mouvement anarchiste en France. De 1914 à nos jours*, t. 2, Éditions François Maspero, 1982, 419 p.

MANFREDONIA Gaetano, *Anarchisme et changement social*, Atelier de Création Libertaire, 2007, 344 p.

MENZIES Malcolm, *En exil chez les hommes* (roman), Rue des Cascades, 2007, 416 p. (1re édition : Corps 9, 1985).

MÉRIC Victor, *Les Bandits tragiques*, Simon Kra Éditeur, 1926, 217 p.

MICHAUD René, *J'avais vingt ans*, Syros, 1983, p. 279.

MICHON Émile, *Un peu de l'âme des bandits*, Dorbon Aîné, 1913.

PAGES Yves, *L'Homme Hérissé. Liabeuf, tueur de flics*, L'Insomniaque, 2001, 142 p.

PICQUERAY May, *May la réfractaire. Pour mes quatre-vingt-un ans d'anarchie*, Atelier Marcel Jullian, 1979, 231 p.

SALMON André, *La Terreur noire. Chronique du mouvement libertaire*, t. 1, 10/18, 1973, 291 p.

_*La Terreur noire. Chronique du mouvement libertaire*, t. 2, 10/18, 1973, 297 p.

SERGE Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques 1908-1947*, Robert Laffont, coll. «Bouquins», 2001, 1005 p.

_*Naissance de notre force*, Climats, 2004, 253 p.

_*Les Hommes dans la prison*, Climats, 2004, 250 p.

_*Le Rétif, articles paru dans* l'anarchie, *1909-1912*, Librairie Monnier, 1989, 223 p.

THOMAS Bernard, *La Belle Époque de la Bande à Bonnot*, Fayard, 1989.

THOMAZO Renaud, *«Mort aux bourgeois!». Sur les traces de la bande à Bonnot*, Larousse, coll. «L'histoire comme un roman», 2007, 283 p.

Presse quotidienne

Le Matin, 1911-1913.

Le Journal, 1911-1913.

Presse militante

l'anarchie, 1905-1914.

Brochures

Au pays des soviets. Neuf mois d'aventure, de Mauricius, 1922, BN 8° M 20410, 344 p.

Bulletin des compagnons de nulle part, n° 4.

Éditions du monde libertaire, « Eugène Dieudonné », de Philippe Blandin.

« Idées et conceptions », de Pierre Chardon, BN 8° R, pièce 16528.

L'anarchie, « De la rue Ordener aux Aubrais », de Lanoff, n° 14, 1912, 8 p.

L'anarchie, « Hommes libres... policiers et magistrats », de Levieux, 1912, 16 p.

L'anarchie, « L'outil de meurtre », de Levieux, 1910, 8 p.

La Question sociale, « L'amour libre », n° 7 ; « Libertad et le mouvement des causeries populaires », de Manfredonia Gaetano, n° 8.

L'En-Dehors, « Jeanne Morand ».

Les Temps nouveaux, « Anarchistes et bandits », de Girard A., n° 70, BN, 8° R 15 263.

Revues

Bulletin des correcteurs, chronique nécrologique consacrée à Rirette Maîtrejean, octobre 1968.

Cahier Henry Poulaille, « Hommage à Victor Serge (1890-1947) pour le centenaire de sa naissance », Éditions Plein Chant, mars 1991, n[os] 4 et 5.

Gazette des tribunaux, n[os] 2, 3 et 4, 1913.

Le Crapouillot, numéro consacré à l'anarchie, janvier 1938.

Le Mouvement social, polémique entre Lorulot et Serge autour des bandits tragiques, avril-juin 1964.

Travaux universitaires

DHAVERNAS Marie-Josèphe, *Les Anarchistes individualistes devant la société de la Belle Époque, 1895-1914*, thèse de doctorat de troisième cycle, Paris X, 1981, 302 p.

MANFREDONIA Gaetano, *L'Individualisme anarchiste en France (1880-1914)*, thèse de doctorat de troisième cycle, Paris : IEP, 1984, 411+ 148 p.

Archives

Archives de l'Institut français d'histoire sociale (IFHS)

- « L'anarchisme », catalogue des livres et brochures des XIXe et XXe siècles. KG Sour. Paris-München-New York-London, 1982.

Fonds

- Armand : 14 AS 209 à 14 AS 211 ; 14 AS 136.
- Bontemps : 14 AS 458.
- Dommanget.
- Lamberet : 14 AS 485.
- Vandamme : 14 AS 458.

Archives nationales

- F7 13053 : rapport sur les menées anarchistes.

Archives départementales de Tulle

- Registre de l'état civil.

Archives de la préfecture de police

- Tous les cartons de la police judiciaire consacrés à l'affaire Bonnot.
- BA 928 : dossier Libertad.
- BA 1239 : dossier Renard.
- Dossier Victor Serge.
- Dossier Vandamme.
- BA 1498 : menées anarchistes, 1902-1906.
- BA 1499 : menées anarchistes, 1907-1914.
- BA 1500 : registre des anarchistes connus et condamnés.
- BA 1503 : vols, fausse monnaie, dommage, relation, entente, association.

Archives privées

Mémoires de Maurice Vandamme, dit Mauricius, recueillies et rédigées par Pierre Valentin Berthier.

Lettres de Rirette Maîtrejean à sa fille Chinette de 1940 à 1945.

Archives orales

Entretiens avec Alain Aulestia, petit-fils de Rirette Maîtrejean, Rose Ubel, veuve de son petit-fils Serge, et Anita Lhomond, arrière-petite-fille.

Sites internet

http://gallica.bnf.fr (BNF)

http://raforum.info

http://increvablesanarchistes.org

http://ytak.club.fr

www.vigneuxhistoire.com (article de Jacques Macé sur les grèves de Draveil)

www.la-presse-anarchiste.net

Table des matières



Collection
Dans le feu de l'action



Ils ont vingt ans en 1910 et se définissent comme des « en-dehors ». Hors du troupeau, ils refusent de se soumettre à l'ordre social dominant, mais rejettent aussi tout embrigadement dans les organisations syndicales ou politiques. Pour eux, l'émancipation individuelle doit précéder l'émancipation collective.
Leur refus des normes bourgeoises, comme des préjugés propres aux classes populaires, les amène à inventer d'autres rapports entre hommes et femmes et entre adultes et enfants, à prôner l'amour libre et la limitation volontaire des naissances. Leur rejet du salariat les conduit à expérimenter la vie en milieu libre, à réfléchir à d'autres modes de consommation et d'échanges, mais aussi à emprunter la voie de l'illégalisme – jusqu'au célèbre périple de la « bande à Bonnot ».
En révolte contre sa famille, Rirette Maîtrejean débarque à Paris à l'âge de seize ans et devient l'une des figures de ce milieu. Son parcours sert de fil conducteur à ce récit qui fait sortir de l'ombre bien des acteurs de cette épopée anarcho-individualiste ayant fait leur ce précepte de Libertad : « Ce n'est pas dans cent ans qu'il faut vivre en anarchiste ». Exigence que plus d'un paya de sa liberté, et même de sa vie.

Anne Steiner, *maître de conférences au département de sociologie de l'université de Nanterre, travaille sur le mouvement anarchiste individualiste. Elle est l'auteur, avec Loïc Debray, de* RAF. Guérilla urbaine en Europe occidentale, *paru aux Éditions L'échappée.*

l'échappée COLLECTION DANS LE FEU DE L'ACTION